Retrouvailles franco-russes

A France s'étant montrée générause en accordant à la Russie l'essentiel des crédits destinés à l'ensemble d'une Union soviétique défunte, les toutes nouvelles relations franco-russes semblaient revenues au beau fixe à l'issue de la première visite à Paris ès qualités de M. Eltxine. Après l'acqueil, pour le moins frais, réservé au président russe en avril 1991. les autorités françaises avaient un peu à se faire pardonner. D'au-tant plus qu'en août la réaction de l'Elysée au putsch raté n'avait pas été à la hauteur de l'enjeu.

Réconforté par les honneure protocolaires qui lui ont été réservés autant que par les hom-mages rendus dès son arrivés à son courage lors de l'épreuve de force avec la réaction communiste, M. Eltsine a visiblement tanu à tirer un trait sur le passé et s'est dit « reconnaissant ». Pour autant, l'« ère nouvelle » aura du mal à ressusciter l'historique alliance franco-russe de 1893, qui avait fait les beaux jours de la Troisième République. Même si les deux chefs d'État ont puisé dans cette histoire commune, ils se sont refusé à qualifier les nouvelles relations de «particulières».

E président russe s'est voulu conciliant en matière de sécurité. Les deux Etats ne sont « même plus des adversaires potentiels », selon lui, et les missiles nucléaires soviétiques ne sont plus braqués sur des cibles françaises. Mais M. Mitterrand, conformément à une tradition et à la sagesse des militaires, a poliment décliné l'of-fre qui lui était sinsi faite d'en dire autant en ca qui concerne la force française de dissuasion.

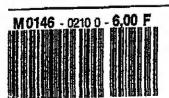
La France n'a pas l'intention de changer de doctrine nucléaire du seul fait que la Russie proclame qu'elle ne menace personne. Tous les dirigeants soviétiques avaient fait des propositions comparables. En concédant à M. Eltsine qu'il y aura une « modération » des programmes nucléaires français, M. Mitterrand a voulu contenter le président rusze, même si, comme toujours, il a exclu la « réduction» demandée par le Kremlin,

En échange de politesse, M. Eltsine a fini par accepter que les experts français aident à démanteler une partie des missiles de l'ex-URSS. Mais les contours de l'opération restent flous, la Russie, qui n'a pas commenté cet accord, ne souhaitant pas abdiquer la moindre parcelle de souverainaté au nom de la

S'AGISSANT de la non-profi-fération et de la sécurité de l'arsenal légué par l'URSS, le président de la République n'a pas voulu froisser son hôte, se refusant à « mettre en doute » les paroles rassurantes de M. Eltsine, alors que le président ukrainien faisait, au même moment, des déclarations contradictoires.

Essayant de faire échapper son invité à des questions génantes qui relèvent encore plutôt de la politique intérieure au sein de la Communauté des Etats indépendants, M. Mitterrand a laissé dens l'ombre la nature des relations qu'entretiendra la France avec les autres Républiques de cet ensemble encore en gestation. Il s'agissait de marquer les retrouvailles franco-russes. M. Mitterrand ne voulait pas, cette fois du moins, aller trop loin sur un sujet qui évolue trop vite, et donne le tournis même aux têtes les plus froides.

Lire nos informations page 3



Affrontements meurtriers entre islamistes et forces de l'ordre

Les violences ont gagné de nombreuses villes d'Algérie

dus à Aiger, dans la matinée du samedì sources - et de nouveau Batna, pour la qua-9 février, à la suite des très violents affronte- trième journée consécutive. L'agence de presse ments qui avaient éclaté la veille, après la prière officielle et la radio nationale faisaient état, vendu vendredi, entre manifestants islamistes et forces de l'ordre. Les troubles ont affecté non cinq blessés dans l'ensemble du pays, mais le seulement la capitale mais aussi de nombreuses

de notre correspondant

dent Chadli et l'installation du Haut Comité d'Etat (HCE). Qua-tre vendredis durant lesquels l'Al-

gérie, s'enfonçant à chaque fois

un peu plus dans l'impasse, a accompli ses prières sur fond

sonore de rafales de pistolets mitrailleurs.

Décidé à reprendre le contrôle

des mosquées, le pouvoir fait, chaque semaine, étalage de sa force. Chaque semaine aussi, les

islamistes témoignent de leur

détermination, encouragés par le scepticisme désabusé, sinon

agressif, d'une bonne partie de la

population à l'égard du régime.

GEORGES MARION

Lire la suite page 4

Quatre vendredis se sont écou-

Des tirs sporadiques étaient encore enten- autres villes - une vingtaine, selon différentes dredi soir, d'au moins neuf morts et cinquantebilan paraît devoir être beaucoup plus lourd.



EN ARROYS

Ouverture à Albertville

- Féerie en apesanteur
- Le chorégraphe Philippe Decouflé fait danser l'espace par COLETTE GODARD Un entretien avec le président du CIO
- M. Samaranch s'inquiète de « l'inflation » du nombre des déléga-
- La CEI sans argent ni drapeau
 - par PHILIPPE BROUSSARD
- Les vies parallèles de Jean-Claude Killy par ALAIN GIRAUDO
- Michel Barnier ou « La Savoie d'abord! » par CLAUDE FRANCILLON

Pages 15 et 16

Lire aussi en page 28 du « Monde Radio-Télévision » le programme complet des retransmissions télévisées

HEURES LOCALES

la Picanile

Vivre à la lisière de Paris ne favorise pas le développement d'une conscience régionale. Alors que le département de l'Oise est dopé par l'explosion du Bassin parislen, le nord de la Picardle subit le déclin des industries traditionnelles. Mais les habitants s'efforcent de résister et tournent leurs regards vers Amiens, demandant à cette ville de jouer pleinement son rôle de capitale

M^{me} Cresson retrouve la gauche

Le premier ministre et le premier secrétaire du PS ont mis du baume

Lire pages 12 et 13 l'enquête de FRÉDÉRIC BOBIN

Le marché universel

Des zones de libre-échange autonomes se créent. Mais le régionalisme n'est pas incompatible avec la mondialisation des marchés

par Erik Izraelewicz

L'économie-monde est un village. Mais ce village n'est-il pas menacé par la construction en son sein de forteresses combats? Parmi les dirigeants des affaires et de la politique du monde entier réunis à Davos (Suisse) du 30 janvier au 4 février, l'interrogation laissait parfois poindre une certaine inquiétude.

L'économie mondiale est, il est vrai. marquée aujourd'hui par deux évolutions lourdes, la globalisation des marchés

d'un côté, la constitution de blocs économiques régionaux de l'autre. N'y a-t-il pas contradiction entre ces deux tendances? Leur développement en parallèle ne risque-t-il pas de conduire, dans une conjoncture déprimée, à un choc des blocs, à une guerre économique entre groupes régionaux puissants?

Le scénario le plus sombre – celui qui protectionnisme aidant, avait conduit à la longue crise des années 30 - n'est pas le plus probable.

Première lame de fond donc, l'émergence d'un marché global.

Lire la suite page 19

par Thierry Bréhier

Les bons stratèges savent bousculer leurs plans pour transformer une retraite désordonnée en contre-offensive. Mm Edith resson a dù en découvrir un dans son équipe de conseillers, puisque c'est à cet exercice périlleux qu'elle s'est livrée, vendredi 7 février, à l'Assemblée nationale, non sans un certain succès.

Ses troupes, les militants de gauche, ne croyaient plus en elle et étaient persuadées d'être taillées en pièces lors des prochaines batailles électorales; ses officiers, les députés socialistes, étaient déjà en déroute; son

au cœur des socialistes, à un mois et demi des élections régionales état-major, les membres du gouvernement, lui donnait de moins en moins de satisfaction, mais le chef de l'Etat lui avait interdit d'en changer et lui avait, même, refusé toute initiative visant à ressourcer sa légitimité. Chacun croyait qu'il ne lui restait que la charge d'assumer la responsabilité de la prochaine défaite programmée, celle

> et fort le drapeau de son armée : les couleurs de la gauche. Lire la suite page 7, ainsi que les articles de PASCALE ROBERT-DIARD et JEAN-LOUIS SAUX pages 6 et 7

des régionales. Tout était contre elle. Elle

a décidé de faire face, en brandissant haut

Le Monde de l'éducation

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

Février

LES RÉSULTATS **DU BAC**

Public, privé, tous les résultats au bac 91 section par section. Avec un guide des deux mille lycées de France: les langues, les options, les classes préparatoires.

Egalement au sommaire : Cantines, que mangent nos enfants. Les bébés lecteurs. La crise financière des universités américaines.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La grande cité méditerranéenne pâtit d'avoir trop longtemps ignoré ses voisins

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Auprès de cette rencontre-là, les négociations israélo-palestiniennes auraient presque fait figure d'ai-mables retrouvailles de camarades. L'entrevue s'est déroulée l'autre semaine, dans une villa tranquille de la corniche : le maire de Marseille, Robert Vigouroux, a rencontré le président du conseil général des Bouches-du-Rhone, Lucien Weygand. Occultée par une actualité nationale chargée, cette rencontre, sur le vieux port, n'en a pas moins causé un choc.

Car pour la première fois de son histoire, en tendant la main au département, Marseille, enfouissant son orgueil dans sa poche, a spectaculairement reconnu sa souffle. Un taux de chômage de 18 %, des entreprises qui terment, auinze mille habitants de moins par an: les finances locales sont asphyxiées. On en a même été

réduit à vendre des bijoux de famille. La ville, dans les derniers jours de l'an dernier, n'a évité la cessation de paiements qu'en concédant pour trente ans certains de ses parkings - ce qui entraînera un doublement des tarifs pour les utilisateurs. Et il manque au maire 500 à 600 millions pour boucler te budget 1992. «Les bijoux vendus, que se passera-t-il? », s'interroge avec angoisse un adjoint.

L'histoire du naufrage de Marseille, cette Venise économique, est d'abord celle d'une solitude. D'une ville qui, par orgueil et hautaine méliance politique, n'a jamais voulu s'unir, dans une communauté urbaine, aux communes environnantes. Pour rien au monde, en esset, Gaston Desserre n'eût consenti à partager recettes et dépenses avec ses voisins communistes.

DANIEL SCHNEIDERMANN

CHROMEQUES DES MARCHÉS

monétaire et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux page 21

Le Front national vingt ans après

VI.- Retour à Toulouse, chez « ceux de Reynerie » lire page 8 les articles de YVES-MARIE LABÉ.

CORINE LESNES

et DANIELLE ROUARD Mme Aubry au « Grand Jury

RTL-le Monde » Mr. Martine Aubry, ministre sion hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche 10 février à 18 h 30.

> Le somnuire complet se trouve page 22

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÊRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 49-60-30-10 Télex: 261.311 F Edité par la SARL le Monde

Principanx associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde »*. Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant,

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Le Monde PUBLICITE

lacques Lesoume, président Michel Cros, directeur général Philippe Dupuis, directeur 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tel : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Téléx : 46-62-93-3, Société filiale de la SARI, le Mouje et de Médian a Régie Europe SP

Imprimerie
du « Monde »
12. r. M. Gunsbours
94852 IVRY Cedex Reproduction interdite de jout articl sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE-

nseignements aur les inkruffma e idex du Monde au (1) 40-65-29-33 TÉLÉMATIQUE

Composes 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LIM

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUESE BELGIQUE LUXEMB PAYS-BAS	PAYS reit somale CEE
3 mais	460 F	572 E	798 F
6 meis	399 F	1 123 F	1 560 F
1 28	1 620 F	2 996 F	1968 F

par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresso définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Nom: Prénom: Adresse:

Code postal:. Localité : _

Pays: _

l'esillez avoir l'obligeance d'écrire tous le noms propres en capitales d'imprimerie. Pr. Paris RP 201 MON 0

Le Monde Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescume : gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédection Jacques Guiu

Daniel Vernet

ubert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

N ce début de l'année 1962, la France n'en finit pas de vivre les derniers soubre-sauts de la guerre d'Algèrie, et de les vivre mal. Voilà déjà plus d'un an que le référendum sur l'autodétermination du peuple algérien a cu lieu. Il a fait savoir que 75 % des électeurs qui s'y sont exprimés étaient favorables à cette perspecétaient favorables à cette perspec-tive proposée par Charles de Gaulle. Depuis, bien des événe-ments se sont succédé, de plus en plus tragiques. En avril 1961, le putsch des généraux a été réduit assez vite. C'est un répit illusoire. L'OAS (Organisation armée secrète) a pris la relève et se mani-feste avec une brutalité grandis-sante. Les attentats ont lieu main-tenati aux suitement en Albérie tenant non sculement en Algérie, mais de plus en plus en métropole. Ils inquiètent par leurs effets autant que par l'audace de leurs auteurs. C'est déjà en réaction à ce terrorisme que la fédération de France du FLN avait lancé un mot d'ordre de manisestation le 17 octobre 1961. Trente mille personnes y avaient repondu. On estime aujourd'hui à deux cents le nombre de celles qui y furent tuées, matraquées, jetées du haut des parapets, noyées dans la Scine par le service d'ordre dans un cli-

Depuis, l'opinion suit tant bien que mai l'évolution des négocia-tions engagées à Evian, où Louis Joxe conduit la délégation française. Elle constate aussi la multi-plication des attentats de l'OAS. Les premières semaines de 1962 voient les assassinats du général Ginestet, du colonel Mabille, du commissaire Goldenberg, du lieutenant-colonel Rançon, chef du 2º bureau à Oran. La lutte est sans merci entre les clandestins de l'OAS et les non moins clandestins auxiliaires du pouvoir, sous le nom de « barbouzes ». Cet « entrezigouillement », selon un mot prêté à Charles de Gaulle, n'empêche pas l'OAS de tenir le haut du pavé et de défier l'Etat en l'assurant qu'elle « frappe qui elle veut, où elle veut, quand elle le veut ».

mat de « ratonnade ».

De fait, le 22 janvier 1962, une bombe déposée au ministère des affaires étrangères, à Paris, tuera une personne et en blessera douze. Les « nuits bleues » se suivent. Un ancien membre du cabinet de ministres communistes des années 1944-1946 est tud à Alencon. A Paris, Yves Le Tac, engagé dans la lutte contre l'OAS, blessé à Alger. est achevé dans la chambre de l'hôpital du Val-de-Grace où on le soignait. Et puis, le 7 février, parmi une dizaine d'autres plasti-cages qui visent des parlementaires, des universitaires, des journalistes, il y a celui qui entend frapper André Malraux, 19 bis, avenue Victor-Hugo, à Boulogne-sur-Seine. Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles était absent, mais la charge, placée sur un rebord de fenêtre, projette des éclats de verre au ans et demi. Delphine Renard. Tout le pays verra cette figure cri-blée de l'enfant aux yeux bleus, qui restera borgne.

Soupçons et désanion

Face à ce terrorisme, l'unité est loin d'être faite entre, d'une part, le gouvernement et le parti gaul-liste qui le soutient et, d'autre part. les partis de l'opposition et les syn-dicats. Ceux-ci, depuis plusieurs semaines, jugent insuffisants les moyens de lutte contre l'OAS, au point de soupçonner le pouvoir de vouloir entretenir à son profit un climat de crainte propre à le conforter. Des qu'est connu l'atten-tat de Boulogne-sur-Seine, un appel est lancé, invitant «les démocrates à s'unir et à agir pour exiger des pouvoirs publics une action vigou-reuse contre le terrorisme O.IS». Les unions parisiennes de la CGT, de la CFTC, de l'UNEF, le SGEN, diverses sections de la FEN, que diverses sections de la FEN, que viendront appuyer ultérieurement le PSU et le PCF, invitent leurs adhérents et, d'une façon générale, la population parisienne à une manifestation d'envergure le jeudi 8 février, place de la Bastille. L'appel n'est pas vain. Il y aura bien foule à l'endroit et à l'heure fixes

pour ce rendez-vous Mais les autorités ont décidé d'interdire la manifestation. Elles invoquent l'état d'urgence qui est effectivement en vigueur depuis le putsch des généraux et qui exclut tout droit à un rassemblement sur voie publique. Les conditions, des lors, sont réunies pour un affrontement. Chacune des parties accuse l'autre de a faire le jeu de I'OAS »: le pouvoir, selon les syn-dicats, parce que le mouvement clandestin de Raoul Salan constatera avec satisfaction que ceux qui peuvent opposer à l'OAS la puissance de la rue sont écartés; les syndicats, selon les autorités, parce que leur démarche les conduit à se faire des alliés objectifs des extré-mistes et qu'ils se saisissent d'une occasion pour affaiblir l'Etat.

Ces autorités, qui sont-elles S'agissant de maintien de l'ordre, de sécurité, de lutte contre une subversion, c'est M. Roger Frey, ministre de l'intérieur. S'agissant de la Ville de Paris, l'affaire se de la Ville de Paris, l'alfaire se trouve normalement entre les mains du préfet de police. M. Maurice Papon occupe ce poste depuis mars 1958. Auparavant, cet inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire avait été préfet de Constantine, en Algérie. Cela lui avait permis de

pour se dégager. Mais il n'y aura aucune victime par balle. Il y aura

Voici ce qu'a dit dans l'heure M. Claude Bouret, vice-président de l'union parisienne CFTC, de ce qui se passa au mêtro Charonne entre 19 h 30 et 20 heures.

Couches humaines

« La dispersion s'amorçait quand les policiers ont déclenche une charge, fonçant sur nous, bâtons en l'air. La foule a reflué dans le bou-levard Voltaire, et bon nombre de personnes, voyant s'ouvrir sur leur chemin la bouche du métro Cha-ronne, s'y engousfrèrent. La précipi-tation fut telle que les premiers fumée des grenades lacrymogènes dont leurs poursuivants les accablaient encore.

Il restait à dresser sans fierté le lugubre bilan. Parmi les manifestants, on comptait huit morts, tous au métro Charonne. L'autopsie des corps confirma qu'aucun n'avait cté tué par arme à feu. C'est à une asphyxic provoquée par la comp-pression de la foule, accompagnée pour deux d'entre eux d'infarctus du myocarde, qu'ils avaient suc-combé. A ces morts s'ajoutaient cent dix blessés chez les participants à la manifestation et deux cent quarante-six parmi les poli-

La faute à qui? Rien n'est jamais simple. La stupeur, d'abord, l'emporta sur la polémique et

apporte un éclairage et peut-être bien une explication. Il fut trouvé ultérieurement dans les archives de l'OAS métropole. Il se rapporte au mois de sevrier 1962, et on y lit; « Opération provocation à la mani-festation du 3 réalisée par un groupe de trente hommes réparis en quatre entre Charonne et Bas-tille. Une partie du personnel était équipée de « bidules » authentiques (1). La suite est connue. Coût de l'opération : 90 000 francs. 2

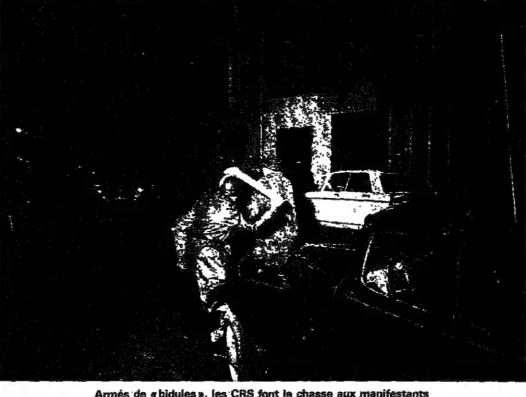
Tout en present or document su sérieux, tout en tenant compte aussi des témoignages multiples qui mettaient en cause l'achamement des forces de l'ordre, la justice devait se borner à cette conclusion que, a dans la mesure où les crimes et délits considérés sont susceptibles d'être effectivement l'œuvre d'éléments provocateurs de l'OAS. Il importe de constater qu'aucun élément ne permet, en l'état, d'orienter des recherches utiles en vue de leur identification ».

Pour le reste, c'est un procès civil devant la première chambre du tribunal de Paris qui permit aux familles de certaines victimes d'obtenir une maigre réparation. Le jugement rendu le 12 juin 1968 constatait que les victimes avaient sans doute commis une faute en participant à une manifestation interdite. Mais cette faute ne devait pas être considérée comme la cause unique des décès et des blessures. C'est pourquoi le tribunal devait imputer la moitié des responsabilités à la Ville de Paris, prise en la personne de son préfet de police. Jugement de Salomon? Peut-être, mais jugement qui n'en condamnait pas moins la dureté de la répression et son caractère inattendu. Pour les justifier, les autorités avaient invoqué l'insuffisance des effectifs. D'autres ont dit et maintiennont que la vraie faute génératrice du drame fut l'interdiction de la manifestation - et une absence de concertation entre le ministre de l'intérieur et les syndicats, concertation que certains à Matignon, avaient pourtant pré-

Quarante ronne », le 18 mars 1962, les accords d'Evian étaient signés. Certes, l'OAS fit encore parler d'elle jusqu'à l'automne. Elle ne pouvait pourtant plus douter de son échec. Le défilé silencieux, dans la grise matinée du 13 février 1962, de cinq cent mille personnes accompagnant huit corcueils au Père-Lachaise, volontairement ou non n'exprimait pas sculement la réprobation de méthodes policières. Le poids du deuil, en plus, représentait ce qu'aurait dû et pu être, dans la même gravité, sans la faute des impulsifs, la manifestation du 8, une levée en masse contre les ultras de toujours et de tous

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

(1) Longs bâtons en bois dont étalent dotées les forces de l'ordre.



Armés de « bidules », les CRS font le chasse aux manifestants

de ce qu'il était convenu d'appeter la pacification. Cependant, en un temps où l'on parlait de tortures, la commission de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés individuelles lui avait délivré un satisfecit en saluant son souci de respect de la légalité.

Un préfet de police contesté

Depuis qu'il est préfet de police à Paris, M. Papon a été maintes fois pris à parti par les élus de la gauche au conseil général de la Seine. Des articles sévères ont été écrits. Ce n'est pas, en ces années-là, que l'on se soucie, dans l'opposition, de ses activités de secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944. Ce qui lui est reproché, c'est une vigueur tenue pour excessive, un goût immodéré pour les saisies de journaux, une conduite par trop repressive, une main de fer sans MM. Claude Bourdet et Gilles Martinet sont parmi les plus vigoureux accusateurs de celui que l'un d'eux appela « un homme dange-reux pour l'Etat et son chef ».

C'est en tout cas M. Papon qui, dans le crépuscule du 8 février 1962, a fait disposer place de la Bastille des effectifs de police suffisants pour que l'accès en soit impossible aux manifestants. Ceux-ci, pourtant, sont à proxi-mité. Porteurs de pancartes, de banderoles ou mains aux poches. ils se font pressants aux cris de « OAS-assassins! ». Tandis que, du côté des policiers, on sent comme une impatience d'entendre sonner l'ordre de la charge.

A partir de 18 h 30, tout dégé-nère. La police à charge. Parmi les manifestants, le plus grand nombre reflue dans les rares voies laissées ouvertes puis refermées à la façon d'un piège. Les points de friction se multiplient dans tout le secteur Bastille-Nation-République. Les plus ardents font face aux policiers, ripostent et parfois les pressent. Ce pourrait n'être encore qu'une affaire ordinaire. Les choses se gatent après 19 h 30. Une suc sion de bagarres, boulevard Vol-taire, à conduit un certain nombre de manifestants à refluer tant bien que mal et à se retrouver à la hauteur de la station de métro Charonne. Les grilles, qui en avaient été fermées à la fin de l'après-midi, le sont restées. Partout la situation s'est envenimée. Des policiers, cernes par des manifestants, ont dégainé, L'un d'eux au moins a tiré

bien connaître le terrorisme du rangs se trouvèrent écrasés au bas l'apostrophe. Dans la FLN, de se rôder aux techniques des escaliers par ceux qui se presdes escaliers par ceux qui se pres-saient derrière eux, si bien que tous tombérent les uns sur les autres au point que les premiers se trouvèrent enfouis sous quinze couches humaines. Le gros de la charge de police poursuivit son chemin boulevard Voltaire, mais un groupe des forces de l'ordre, voyant la cohue devant la bouche de metro. s'acharna sur elle, matraquant d'abord les derniers manifestants qui cherchaient encore à s'y engouffrer. Les corps de ceux qui furen, ainsi assommes furent jetes pardessus la rambarde sur la masse des gens bloqués dans la bouche, et,

pour finir, les policiers jelèrent sur le tax humain des grilles d'arbres, s Lorsque les grilles cédérent enfin sous la pression des malheureux et qu'il leur fut possible de parvenir au quai du metro, ils s'y retrouvè-rent dans l'opacité suffocante de la

les organisations syndicales et poliriques - mais aussi au ministère de l'intérieur et à la préfecture de police. Depuis le 6 février 1934, aucune manifestation ne s'était soldée par un bilan aussi meurtrier. Dès le 9 février, tout en imputant au PCF la responsabilité du drame, M. Roger Frey annoncait : a Le gouvernement a prescrit l'ouverture d'une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles cette manifestation, non autorisée, a été organisée et s'est déroulée.

« Opération provocation »

Le temps passa sans que l'enquête annoncée donnat de résultat. L'information judiciaire fut clôturée en 1967 par une ordonnance de non-lieu. Du moins un document figura au dossier qui

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

MARTINE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ANIMÉ PAR **HENRI MARQUE**

AVEC ANDRÉ PASSERON ET ALAIN LEBAUBE (LE MONDE) RICHARD ARZT ET CATHERINE MANGIN (RTL)

18 H 30

démocratique

les vingt-quatre ministres des affaires etrangerar et due frances des Douze unt segnet model 7 fewrer a Valantincha e traté sur l'union cuttipeense et l'acte final l'accompagnant Ces documents, sont in Monde & 8 levrier a public de l'arque extraits, devront maintenant the ratifies pur les Pur emants nationaux des Etats minimizions

MAASTRICHT de notre entoya : Trans

120

-

Cher.

...

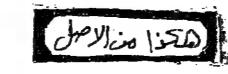
- dec-

....

-

simple of capalities from the capalities of bleet du Limbour, sident en terra de grand de grand de grand en terra de de grand de come ne (aran) perme ne (arim)
es yeux. Jacobs
neure en forme
tanian economique
en sacrate
ania marque

the product of the pr des Delar de profession ser de la to more productions of the second de tours or trem.



La Russie pour le d

23:13 3 2 .

giffe 3 2. 15

300 3 12 2 2

cots 13 917

S COLUMN

il 'e:-

inc.

45

M 15 ...

DE 25 W.

300

. .

1000

35. . .

্রার ব্যা

JE 11

Klas

 $((a_{\underline{m}}^{(n)})^{-1})_{\underline{m}}$

(22)

150 m

Sec William

k 19

R.S.

ALCOHOL:

550 m

Cé a mar

25 centers 1

Las desprisions of the control of th

S# .51 - 8121

I Color de ≤ Es

instas so / ** . . .

Corner

peoples in the control

lopper leaf you are

la fondati

solidama or to

Tagrosen; to a second

delense nes

consideration in the

totrolle que que proces

deces i Ford a sign of the si

والمراضعي

4 5-

NU TO

mater:3

3.27.3

La fin de la visite de M. Eltsine à Paris

La Russie accepte une assistance française pour le démantèlement d'armes nucléaires

A l'issue d'une visite de trois de Rambouillet, et M. Eltsine jours de M. Boris Eltsine à Paris, la Russie a finalement accepté, vendredi 7 février, une offre d'aide française pour le démantèlement de missiles nucléaires de l'ex-URSS. De son côté, la France a promis de s'associer, «le moment venu», à la réduction des armes nucléaires et, en attendant, de « modérer » ses programmes militaires (nos dernières éditions du 8 février).

and the second

« La Russie et la France sont umies et le disent » M. Mitterrand a eu recours à cette formule sentimentale pour faire le bilan des trois jours de visite à Paris de M. Boris Eltsine, président d'une Russie qui tente de renaître des cendres du communisme. Il s'agit de « retrouver une tradition », celle d'un rapport entre la France et la vieille Russie, laquelle a quand même eu un autre nom pendant trois quarts de siècle, comme le président de la République l'a rappelé pour mémoire à un dirigeant russe qui ne voulait visibiement plus en entendre parler...

M. Mitterrand a évoqué cet aspect de retrouvailles mais sans trop en faire. Il est resté sur le plan de la diplomatie «froide» en décrivant le a traité entre la France et la Russie», solennellement signé vendredi 7 février su palais de l'Elysée, qui remplace désormais le «traité franco-soviétique d'entente et de coopéra-tion » tout aussi solennellement signé le 29 octobre 1990 à Rambouillet. Le document de l'Elysée chasse celui

Le « traité entre la France et la

Russie » a été signé le 7 février

au palais de l'Elysée. Il se sub-

stitue au a maite franco-soviéti-

que d'entente et de coopéra-

tion a signé à Rambouillet le

Les deux pays prennent racte de ce que la Fédération de Rus-

sie est l'Etat continuateur de

l'Union des République socia-

listes soviétiques (...) et en

considération la création de la

Communauté des Etats indépen-

dants ». Fidèles à l'eamitlé tradi-

tionnelle que se portent leurs

peuples», ils entendent « déve-

lopper leur entente nouvelle en

la fondant sur la confiance, la

ragissant de concert pour le

défense des droits de l'homme

et la promotion des valeurs

solidante et la cooperation ».

29 octobre 1990 (1).

occupe toute la place réservée, il y a peu, à M. Gorbatchev.

Le président russe est resté de marbre pendant la plus grande par-tie de la conférence de presse conjointe au cours de laquelle les deux chefs d'Etat se sont efforcés de situer les relations franco-russes dans leur nouveau cadre. M. Elisine ne s'est animé un peu que pour remer-cier la France des 3,5 milliards de francs qu'elle accorde à son pays. Il a quand même fait un peu vibrer la corde sentimentale à propos de cette rencontre qui contraste singulière ment avec sa visite-catastrophe d'avril 1991 au cours de laquelle la brutalité des Français en général et celle de M. Jean-Pierre Cot en parti-culier l'avaient blessé. Il a ainsi noté la « douceur » de l'accueil qui lui était réservé, parlant même quasi-ment un moment le langage du

Le premier voyage en France d'un chef d'Etat russe depuis celui du tsat Nicolas II en 1896 « renoue le fil d'une longue et grande histoire», a noté sobrement le président français. Ni lui ni M. Eltsine n'ont voulu qualifier les nouvelles relations de «particulières», comme le fut l'alliance franco-russe et comme le sont, a rappelé M. Mitterrand, celles de la France et de la Pologne. Cependant, le président russe a déclaré, avant de s'envoler pour Moscou, qu'il avait établi avec le chef d'Etat français a d'excellentes relations person-

A en croire M. Eltsine, aucune ombre ne plane plus sur les relations entre la France et la Russie, «nouvel Etat » pour lequel l'Elvsée n'avait

sein des organisations interna-

lls « s'accordent sur la néces-

sité de faire en sorte que les

armements, an particulier

nucléaires, soient établis à un

niveau de suffisance minimale».

ils « attachent une importance

particulière aux mesures pro-

pres à éviter la prolifération des

armes de destruction messive

et agissent à cette fin de

manière concertée dans les ins-

Ils « conviennent que des ren-

contres au plus haut niveau ont

lieu au moins une fois par an,

ainsi que chaque fois qu'en

apparaît la nécessité, notam-

ment sous la forme de réunions

tances internationales ».

tionales compétentes ».

« Développer l'entente nouvelle »

pas eu le coup de foudre. Le prési-dent russe a obtenu lors de son séjour des réponses aux « nombreuser questions " qu'il se possit. Le chef de l'Etat français, à qui l'on demandait si les discussions l'avaient « rassuré » sur le contrôle des armes stratégiques de l'ex-URSS, a répondu qu'il n'avait pas de raison de a mettre en doute » les assurances données par M. Eltsine, qui lui a dit contrôler le seu nucléaire.

Attendre le «top»

Il restait un petit nuage à dissiper du côté russe. Moscou s'obstinait à refuser une aide française (et occi-dentale) pour démanteler en partie ses armes nucléaires. En visite à Moscou, fin janvier. M. Dumas avait essuyé un refus le Monde du 25 janvier). « C'est entendu, les experts français pourront prendre part à ce travail nécessaire et très difficile et qui risque d'être asset long», a affirmé M. Mitterrand, Le chef de l'Etat russe, qui n'a pas dit mot sur le sujet, semblait consentir. Le commandant des forces armées de la CEL le mariebel. de la CEI, le maréchal Chapochnikov, le plus tiède sur ce sujet, écoutait dans l'assistance

Après cette bonne manière du Kremlin, dont les détails concrets restent à établir, M. Mitterrand a fait une concession, au moins ver-bale, à son interlocuteur, Depuis son départ de Moscou, le président russe s'obstinait à demander une n'eduction» de l'arsenal nucléaire français. « Déjà, ce qui a été accompli par la Russie permet à la France de modérer ses programmes », a annoncé M. Mitterrand. «Nous n'allons pas-

exactement en sens contraire de ce qui est pranque chez nos principaus partenaires détenteurs des armes nucléaires ., a-t-il expliqué. Cependant la « modération », « le ralentissement " n'esant pas la «réduction». M. Mitterrand, déterminé à « s'assecier au mouvement « de désarmement. a précisé qu'il attendrait pour negocier un « signal », un » top » ; «Le moment à partir duquel la qua-lité, la puissance et la quantité (des armes) auront été réduits de telle sorte qu'il n'y aura pas un décalage trop grand. " Rappelant que l'ex-URSS dispo-

perroquet et opérer une politique de

programmation militaire qui trait

ETRANGER

sait de près de 12 500 têtes nucleaires dont il voulait garder 2 500, contre environ 500 pour la France, M. Elisine a necompris et a respecte - la position de Paris, «An jour d'aujourd'hui on ne peut pas comparer ., a-t-il dit. Même si, provisoirement, les nuages sont dissipés, les deux présidents reparleront peutêtre bientôt de ces questions, « Je serai heureux, a précisé M. Eltsine, J'accueillir [M. Mitterrand] var le sol

Le «traité entre la France et la Russie» prévoit « au moins » une rencontre au sommet par an. ainsi que «chaque fois qu'en apparait la nécessité». M. Mitterrand avait noté qu'il voyait déjà de toute façon son homologue russe nettement plus d'une fois par an. Il s'agissait alors d'un certain Mikhaïl Gorbatchev...

DOMINIQUE DHOMBRES et JEAN-BAPTISTE NAUDET

 M. Eltsine souhaite on sommet russo-ukrainien. – Le président russe, M. Boris Elisine, a annoncé, vendredi 7 février à Moscou, selon l'agence Interfax, son intention de proposer à son bomologue ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, de rester de la CEI à Minsk, le 14 février, afin d'aexaminer tous [leurs] problèmes en tête à tête . Il a réaffirmé que son pays ne prétend pas changer ses fron-tières avec l'Ukraine, faisant allusion au différend sur la Crimée et sur la répartition de la flotte de la mer Noire. Dans un entretien publié par le Figaro daté 8-9 février, le marèchal Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de l'ex-Union soviétique, affirme que « la flotte potentielle » de l'Ukraine « devrait servir à protéger [ses] côtes (...). à lutter contre la contrebande... Autant de

fonctions qui correspondent à quelque 20 % de la flotte actuelle de la mer Noire». - (AFP.) ment de la CEL - Les onze chess de

réunir, samedi 8 février, à Moscou, pour discuter du financement des forces armées de la CEI au premier trimestre 1992 et pour tenter d'harmoniser leurs politiques économiques, a annoncé l'agence ITAR-Tass. - (ITAR-Tass.)

 Manifestations et contre-manifestations à Moscou. - Partisans et opposants de la politique économique du président Boris Eltsine ont décidé d'organiser une serie de manifesta-tions, samedi 8 et dimanche février. à Moscou. Les «démocrates ». qui soutiennent les ont annoncé qu'ils attendaient 35 000 personnes samedi sur la place du Manège, non loin du Kremlin. Dimanche à midi, le mouvement Russie démocratique, qui soutient Boris Eltsine, devait organiser un autre rassemblement, devant le Parlement russe. Ces manifestations ont été décidées pour contrer les partis « conservateurs » et « héritiers du Parti communiste soviétique», qui au même moment, devaient man

dernier mot : « Le Parlement exami-

nera les résultats atteints de manière

approfondie. Au cours de sa session d'avril, l'assemblée plénière formu-

lera son appréciation globale, don-nant alnsi un signal important pour

les travaux des Parlements natio-

De son côté, M. Jacques Delors n'a pas hésité à rouvrir «par la bande» la discussion sur la vocation fédérale de la construction commu-

nautaire : . Même si cela doit

déplaire à certains, la grille jédérale est la seule permettant d'ordonner les débats sur les modalités des partages de souveraineté. Je souhaite donc que

dans les mois à venir nous réfléchis-

sions sur le comment saire, et non

GRANDE-BRETAGNE

Un membre du Parti conservateur mis en cause dans l'affaire Ashdown

LONDRES

de notre correspondant

Le vol d'un document, qui avait conduit M. Paddy Ashdown, chef de file du Parti démocrate-liextra-conjugale (le Monde du 7 fevrier), revet une connotation de plus en plus politique. Le principal suspect. M. Simon Berkowitz. a. semble-t-il, reconnu être l'auteur d'une effraction dans les locaux du cabinet Bates, Wells & Braithwaite - les avocats de M. Ashdown - au cours de laquelle un aide-mémoire relatant son « aventure » feminine avait disparu. Or, M. Berkowitz, peintre et décorateur actuellement au chômage, a reconnu - ce qui a été confirmé - être membre du Parti conservateur depuis environ trois

Bien que remunere par une association locale de ce parti. M. Berkowitz n'aurait cependant exercé aucune responsabilité politique. Accusé de cambriolage et

de détention de documents volés. il a été laissé en liberté, moyennant le paiement d'une caution de 3 000 livres tenviron 30 000 francs). L'aaffaire » a de nouveau rebondi avec la découverte d'une deuxième effraction dans les locaux du cabinet des avocats de M. Ashdown, dans la nuit de jeudi à vendredi, soit après l'arrestation de M. Berkewitz et de son ancienne épouse. Maria Watson, également inculpée de recel de documents

Les responsables du Parti démocrate-libéral sont de plus en plus enclins à défendre la thèse de la « conspiration politique». La cote de popularité de leur parti et celle de M. Ashdown a'ont apparemment pas souffert de ces révélations ; jeudi, les candidats démocrates-libéraux ont enregistrè une progression dans des élec-

YOUGOSLAVIE

Un référendum sur le déploiement des «casques bleus» aura lieu en Krajina

Les dirigeants de la Krajina ont décidé, vendredi 7 février, d'organiser un référendum sur le déploiement d'une force de paix de l'ONU sur le territoire de cette région de Croatie qui s'est érigée en «République serbe». Le «gouvernement» de la Krajina compte saisir, lundi 10 février, le «Parlement» local d'un projet de référendum sur le déploiement de « casques bleus » et sur «l'avenir politique de la République». Cette consultation devrait avoir lieu « au plus tard » dans un délai d'un mois.

Tous les efforts de la présidence fédérale - contrôlée par la Serbie et le Monténégro - ainsi que de l'armée fédérale, des médiateurs européens et de l'ONU se sont, jusqu'à présent, heurtés au refus du leader autonomiste serbe de la Krajina, M. Milan Babic, de voir les « casques bleus » déployés sur le territoire de sa «République» et

considère comme ne faisant plus partie de la Croatie. M. Babic a toutefois assuré que, si le plan de déploiement d'une force de paix était approuvé par la population locale, il se conformerait «à la décision du Parlement et à la volonté du peuple ». - (AFP.)

a L'iran public une revue pour les musulmans de l'ex-Fédération. -L'ambassade d'iran à Beigrade a publié le premier numéro d'une revue trimestrielle, Nur, destince à renforcer les relations entre les musulmans et l'Iran et servir de pont entre la culture du peuple yougoslave et du peuple iranien », a indiqué, vendredi 7 février, l'agence de presse islamique yougoslave Mina. Destinés aux quelque cinq millions de musulmans de l'ancienne Yougoslavie, ce premier numéro comporte des articles sur «le point de vue islamique sur la réalité », le cas de l'écrivain Sa'man Rushdie (« condamné » à mort par Téhéran pour blasphème) et «la situation des musulmans dans de démilitariser cette région, qu'il | les pays non islamiques ». - (AFP.)

ROUMANIE

Premières élections locales de l'ère post-communiste

teurs roumains étaient appelés aux urnes, dimanche 9 février. pour les premières élections nunicipales de l'ère post-communiste. Ce scrutin, plusieurs fois reporté, est considéré comme un test pour le Front de salut national (FSN) au pouvoir, à quelques mois des élections générales. Le FSN, tiraillé par les luttes instestines entre partisans de l'ancien premier ministre, M. Petre Roman, et ceux du président lliescu, semble en perte de vitesse, notamment à Bucarest, où le candidat de la coalition de l'opnosition, la Convention démocra-

G ALLEMAGNE : l'ancien maire de Dresde condamné pour fraude électorale. - L'ancien maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, qui sut s'un des dirigeants communistes réformateurs de la RDA, a été condamné, vendredi 7 février, à un an de prison avec sursis pour fraude électorale. Le tribunal de Dresde l'a reconnu « counable » d'avoir truqué, dans sa ville, les élections municipales du 7 mai 1989 - les dernières avant la réunification - mais il lui a accordé les circonstances atténuantes, en estimant qu'il n'avait été qu'un exécutant (le Monde du 9 janvier). Les juges ont assorti la peine d'une amende de 36 000 deutschemarks (122 400 francs). - (AFP.)

O HONGRIE : signature d'un traite de coopération avec l'Allemagne. - Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et le premier ministre hongrois, M. Jozsef CHRISTIAN CHARTIER | Antall, ont signé, jeudi 6 février, à

Plus de seize millions d'élec- tique, était en tête, selon des sondages. Près de 120 000 candidats se disputent les 40 174 postes de conseillers municipaux et plus de 12 000 autres les 2 951 sièges de maires qui, jusqu'à présent, étaient pourvus par le pouvoir. Un second tour de scrutin, le 23 février, sera nécessaire dans de nombreuses communes. Plus de cent observateurs étrapeers sont presents en Roumanie. Des élections générales (pour les deux Chambres du Parlement et la présidence de la République) sont prévues pour fin avril ou en mai.

> Budapest, un traité de coopération, aux termes duquel l'Allemagne s'engage notamment à soutenir les efforts de la Hongrie pour adhèrer à la CEE en tant que membre à part entière dès que les conditions politiques et économiques le perdes projets de partenariat économique et industriel de coopération en matière internationale et de lutte contre le terrorisme et la criminalité (le Monde du 7 février). -(AFP.)

o POLOGNE: Le premier ministre va demander des pouvoirs spéciaux. - Le premier ministre polo-nais. M. Jan Olszewski, a déclaré, jeudi fi février, qu'il allait demander à la Diète (chambre basse du Parlement) de lui accorder des « pouvoirs spéciaux » pour légiférer par decret afin d'appliquer les reformes visant à introduire l'économie libérale. La Diète doit se réunir la semaine prochaine à Varsovie peur débattre, pendant trois jours, de la restructuration de feconomic. - (.1FP.)

Ce traité a été ratifié par le Soviet suprême de l'ex-URSS, mais pas par le Parlement français. gouvernement de la Communauté ter contre la politique de M. Eltsine. des Etats indépendants devaient se - (AFP.) démocratiques, notamment au Le traité instituant l'union européenne a été signé à Maastricht

Les vingt-quatre ministres des affaires étrangères et des finances des Douze ont signé, vendredi 7 février à Maastricht, le traité sur l'union européenne et l'acte final l'accompagnant. Ces documents, dont le Monde du 8 février a publié de larges extraits, devront maintenant être ratifiés par les Parlements nationaux des Etats membres de la CEE.

MAASTRICHT

de notre envoyé spécial

La cérémonie s'est résumée à une simple et rapide formalité protocolaire (trois quarts d'heure) sans âme ni apparat, dans la salle circulaire où ni apparat, dans la salle circulaire où siègent les Etats provinciaux (assemblée) du Limbourg néerlandais. Président en exercice de la Communauté, M. Anibal Caraco Silva, che du gouvernement portugais, a disclare d'amblée rure si la senié de déclare d'emblée que, si le traité de Maastricht était « un pas historique », la marche « vers » l'union euro-péenne ne faissit que commencer. A ses veux, l'accord des Douze pour mettre en forme l'union politique et l'union économique et monétaire ne constitue pas « une étape finale » mais marque «le début d'un nou-

Le président du Parlement euro-péen, M. Egon Klepsch, et celui de la Commission européenne, M. Jac-ques Delors, ont poursuivi sur le registre de «l'étapé intermédiaire». Pour le premier, «la Communauté se trouve irrémédiablement engagée dans la voie de l'union» mais elle

de celle-ci. Pour le second, qui a été le seul à faire preuve d'un tant soit peu d'émotion, la communauté « a retrouvé le dynamisme » mais l'union politique et l'union économique représentent « deux perspec-tives ambitieuses ». La politique extérieure et de sécurité commune (PESC), notamment, constitue * un dėti extraordinaire».

C'est à ces deux demiers orateurs qu'il revient d'avoir rompu le ronron de la cérémonie. M. Egon

Klepsch a souligné que le traité celle-ci n'avait peut-être pas dit son contenait « des lacunes, des aspects inaccentables et des cones d'obscurité». Il a rappelé que le Parlement européen aurait « souhaité un renforcement plus marqué» de son rôle et déploré que « les nouveaux piliers de coopération (PESC, coopération politique intérieure et justice) demeurent soumis pour l'essentiel à des mécunismes intergouvernementaux *. S'acharmant à parler de « projet de traité», le président de l'Assemblée

de Strasbourg a laissé entendre que

Les inquiétudes de la Bundesbank

A l'occasion d'une conférence de presse de son président, M. Helmut Schlesinger, vendredi février, la Bundesbank a précisé ses inquiétudes quant au traité d'union monétairs conclu par les Douze. La première concerne l'agenda très précis pour pervenir à l'union monétaire totale (monnaie unique et banque centrale européenne en 1999). La Bundesbank craint que, pour respecter ce calendrier, on ne fasse des concessions sur les critères sévères qu'un pays devra remplir pour entrer dans cette demière phase de l'union.

Une autre préoccupation concerne les compétences de l'institut monétaire européen (qui devrait être créé en 1994) comme première ébauche de la future banque centrale euro-

péenne. Le traité de Maastricht prévoit que cet institut pourra recevoir une partie des réserves monétaires des banques centrales nationales et qu'il aura la charge de promouvoir et de surveiller le développement de l'écu. Selon la Bundesbank, cas deux activités « pourraient susciter des conflits avec la politique monétaire de chaque pays», qui doit, selon le traité, demeurer autonome jusqu'à la phase finale.

La Bundesbank a enfin souligné que l'union monétaire allait demander de egros efforts » aux pays concernés en matière de contrôle de l'inflation. La politique monétaire « ne pourrait pas seule parvenir aux objectifs voulus» et les gouvernements doivent notamment se tenir à la discipline

plus sur le que faire.» Les Douze ont d'autant plus de pain sur la planche qu'un consensus s'est fait jour à Maastricht sur l'urgence de la question de l'élargisse-ment de la Communauté. Alors que M. Lubbers s'est demandé si la CEE o pourra attendre jusqu'en 1996 pour organica mienare jusqu'en 1990 pour organiser une conférence intergouver-nementale [à ce sujet] ou si les évé-nements [la] pousserona à agir plus vite », le président du Parlement

européen a constaté que les textes signés à Maastricht «ne crèent pas les conditions nécessaires pour réa-liser l'élargissement à de nouveaux États membres ». Sur ce point, M. Roland Dumas a fait distribuer une déclaration dans laquelle il dit espérer que la Communauté continuera d'a attirer tous les pays qui se sont rapprochés d'elle ces dernières années ». Le chef de la diplomatie française pense en l'occurrence à

« tous les pays d'Europe de l'Est ».



Les Palestiniens redoutent un compromis reconnaissant les implantations juives déjà réalisées

d'Etat américain, M. James Baker, poursuit ses entretiens avec l'ambassadeur d'Israël à Washington sur les garanties bancaires réclamées par le gouvernement de Jérusalem (le Monde du 8 février), les Palestiniens des territoires occupés appréhendent un compromis qui équivaudrait à une reconnaissance du fait accompli des implantations juives en Cisjordanie et à Gaza.

JĖRUSALEM

de notre correspondant

Garanties bancaires américaines, implantations juives dans les territoires ambes occupés, processus de paix israélo-arabe: l'Etat hébreu a besoin des premières pour dégager les fonds nécessaires au financeme des secondes, lesquelles mettent sérieusement en péril la poursuite du troisième. De quelque côté qu'on prenne le problème et quoi qu'en disent M. Itzhak Shamir et ses ministres, les trois équations qui préoccu-pent le Proche-Orient depuis des mois apparaissent de plus en plus intimement liées. « Les Israéliens vont devoir choisir entre l'obtention des garanties et la colonisation des territoires », disait en substance le secré-Baker, jeudi, å Washington (le Monde du 7 fèvrier).

« Les Américains, ont répondu comme en écho les Palestiniens, vont devoir choisir entre concèder des suivre le processus de paix avec notre participation ». Disant cela, M. Saèb Erakat, lecteur de sciences politiques à l'université de Naplouse, en Cisordanie, et accessoirement responsable de la coordination interarabe au sein des délégations palestiniennes de Madrid, Washington et Moscou, ne prétend pas lancer un ultimatum à la Maison Blanche. « Dieu sait que nous autres, Palestiniens, ne sommes pas en position de menacer qui que ce soit. Simplement, poursuit-il, il y a ne suis pas disposé à franchir. » M. Erakat, qui recevait quelques journalistes dans la partie orientale de Jérusalem, ne prétend pas parler

Selon un médecin légiste américain

Les mauvais traitements subis en prison expliquent le décès de Moustapha Akaoui

Moustapha Akaoui, un Palesti-nien de Jérusalem décédé lors de son interrogatoire, a été victime d'une crise cardiaque provoquée par les mauvais traitements subis en prison, a déclaré, vendredi 7 février M. Michael Baden, méde cin légiste américain, qui a prati-

a Lex pressions physiques et morales auxquelles a été soumis Moustapha Akawi ont provoqué la crise cardiaque », a déclaré le doc-teur Baden lors d'une conférence de presse à Jérusalem-Est. Il a souligné que la victime, àgée de trente-trois ans, « n'a pas été tortu-rée », mais « brutalisée », « Le corps porte des traces de coups à la poi-trine et aux chevilles », a ajouté le médecin américain. - (AFP.)

La CIA et M. Saddam Hussein

La tournée de M. Gates

Selon le New York Times, le directeur de la CIA, M. Robert Gates, est actuellement au Proche-Orient pour évoquer, en Egypte, en Arabie saoudite et en Israel, les moyens diplomatiques, militaires - ou ceux des services secrets - susceptibles de hâter la chute du président irakien Saddam Hussein.

Un responsable gouvernemental égyptien a affirmé à ce propos, vendredi 7 février, que son pays an'est pas a souligné que « la politique égyptienne est claire, refusant toute ingérence dans les pays arabes et se basant sur la respect de la volonté des peuples ». - (AFP.)

palestiniens. Tandis que les petites phrases prononcées mercredi et jeudi par M. James Baker à propos de par vi. James hance à propos de «l'aide déjà très substantielle» que l'Amérique accorde à Israël depuis sa naissance ont fait passer un véritable frisson d'angoisse dans les milieux gouvernementaux à Jérusalem, les Palestiniens, de leur côté, sont entre l'espoir et la crainte. L'idée même que Washington pourrait accéder à la requête israélienne en échange d'un simple arrêt des implantations juives nouvelles dans les territoires, tout en fermant les yeux sur les 9 000 logements - et même 13 000 selon le mouvement israélien La paix maintenant - actuellement en construction, est tout simplement jugée inacceptable par la plupart.

«Cela poserait trois problèmes, à mon avis insurmontables, explique M. Erakat: d'abord, 13 000 loge-ments de plus, c'est au moins 50 000 à 60 000 colons juis supplémentaires sur nos terres » Entre la Cisjordanie et Gaza où résident 1,8 million de Palestiniens, il y a déjà près de 150 implantations juives dans les-quelles vivent au moins 100 000 persuit le professeur, réputé proche du Fath de M. Yasser Arafat, les Palesti-niens, cernés dans leur villes et villages par les colonies juives, n'auront bientôt plus rien à négocier car lls n'auront plus de territoire». Selon lui, et c'est le second problème, «on ne peut pas attendre de nous que nous continuions à participar qui proposess continuions à participer au processus de paix alors que nos gens pourront, chaque jour, observer les Israèllens terminer des chantiers ur des terres arabes confisquées». Enfin, et c'est le troisième point soulevé par M. Era-kat, si les Etats-Unis devaient en quelque sorte « autoriser.» le gouvernement de M. Shamir à poursuivre les constructions commencées, cela ne revieudrait-il pas, pour Washing-ton, «à légitimer, voire à légaliser» tout ce qui a déjà été bâti par Israël dans des territoires conquis il y a tout juste un quart de siècle?

La anestion de Jérusalem

Or, officiellement du mains, ni les Etats-Unis ni d'ailleurs aucune nation du monde n'ont jamais reconnu la légalité de la présence d'Israel en Cisjordanie et à Gaza. On pourrait même ajouter que l'idée américaine qui consisterait, selon la presse inter-nationale, à « saucissonner » les garanties bancaires sur cinq ans de manière à pouvoir en soustraire chaque année le montant des investisse-ments réalisés par l'Etat juif dans les territoires ne prend pas en compte la délicate question de Jérusalem. La "ville trois fois sainte", dont la partie
orientale fut également conquise en

> Le projet d'autonomie dans les territoires occupés

M. Shamir émet de fortes réserves

Le premier ministre israélien. M. Itzhak Shamir, a laissé entendre, au cours d'une conférence de prosse, vendredi 7 février, qu'il nourrait retirer son offre d'autonomie pour les territoires occupés. Il a affirmé que l'Etat hébreu n'était pas «lie par chaque clause» des accords de Camp David, signés avec l'Egypte en 1978 et qui pré-voyaient une administration autonome palestinienne en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. M. Shamir a déclaré qu'Israel était tenu de « respecter » les « grandes lignes v de ces accords, mais il a ajouté : «Les choses ont changé depuis [leur] signature. »

* Les Palestiniens disent qu'ils n'acceptent pas les accords de Camp David et n'utilisent même pas le terme d'autonomie; ils nous ont présenté des propositions de modèle d'autonomie qui sont pour nous absolument inacceptables », a-t-il affirmé, précisant encore «L'autonomie est une affaire de négociations entre les parties, nous ne sommes pas seuls dans l'arène, »

O Protestation française auprès de Jérusalem. - Un communiqué du Quai d'Orsay a annonce, vendredi 7 février, que la France fera auprès d'Israël « une démarche de protestation « contre des propos tenus par le ministre israélien des affaires étrangères. M. David Lévy. Ce dernier avait accusé le gouvernement français de "mauvaise foi " dans l'affaire de l'hospitalisation à Paris du dirigeant palestinien Georges

Tandis que la secrétaire au nom de tous les négociateurs 1967, a beau avoir été aussitôt annexée par l'Etat juif, aucune puissauce de la planète n'a jamais reconnu non plus cette ann les quartiers Est, anciennement arabes, de la ville sont donc, en principe, considérés eux aussi comme des « territoires occupés ».

Par quel mirade les Américains pourraient-ils bien parvenir à évaluer les investissements réalisés par l'État hébreu dans cette partie de la ville alors que les autorités locales ellesmêmes ne différencient plus leurs dépenses d'infrastructures depuis deux lustres et qu'il est déjà très difficile de cerner, avec un minimum d'exactitude, le montant des investissements réalisés dans les territoires de Cisjordanie? Mystère ... Jérusalem a déjà énormément changé et les nouveaux quartiers qui ont été édi-

flés dans la partie orientale de la cité

font qu'il y a désormais quasiment

(environ 130 000 et 150 000 de part

Les Palestiniens, et cela transparaît clairement dans toutes les conversations qu'il est possible d'avoir avec leurs représentants, comptent énormément - « beaucoup trop », se plaint-on dans les consulats et ambassades occidentales - sur l'Amérique pour calmer les appétits territoriaux de M. Shamir et amener les Israéliens aux concessions souhaitées . M. James Baker, reprend M. Erakat, nous a assurés que son équipe travaillait dur pour mettre un terme à la colonisation de nos terres par des juifs. La requête israélienne de garanties bancaires a donné à l'administration américaine un formidable levier. A elle de l'utiliser. Faute de quoi... v.

PATRICE CLAUDE

ÉGYPTE: après quinze ans de procédure

Les Frères musulmans se voient refuser un statut légal

de notre correspondant

Les Frères musulmans p'autront Les Frères musumans n'auroni pas de statut légal en Égypte. C'est ce que vient de décider, jeudi 6 février, la cour administrative du Caire. Elle a en effet rejeté, après un procès qui a duré quinze ans, un recours visant à annuler la décision de dissoudre la confrérie islamiste.

Le procès avait été intenté en octobre 1977 par cheikh Omar El Telmessani, à l'époque guide suprème des Frères musulmans. Selon ces demiers, la mesure prise par le Conseil de la révolution en décembre 1954 était anticonsti-tutionnelle. La confrérie avait été dissoute après un attentat manqué à Alexandrie contre le président Nasser; les Frères musulmans avaient été accusés d'en être les auteurs et plusieurs d'entre eux condamnés à mort ou à des peines allant jusqu'aux travaux forcés à perpétuité.

par le président Sadate qui voulair les utiliser contre la gauche, les Frères musulmans ont vainement tenté de reconstituer légalement leur mouvement, mais un article de la Constitution interdit la formation des partis sur des bases religieuses ou de lutte de classes. D'où le recours à la cour administrative. Dans son verdict, cette dernière a indiqué qu'elle rejetait ce recours «vu que la Constitution avait rendu intangibles toutes les décisions du Conseil de la révolution de 1952 à

indiqué qu'il fera appel devant le Haute Cour administrative. En attendant, la confrérie devrait continuer, comme par le passé, à mener son action par le biais d'une formstion politique officiellement recon-nue actuellement le Parti socialiste

ALEXANDRE BUCCIANTI

pleased - ...

liepine garing :

dan 15:29 -72

2

90"

12:30

6

OUT.

TOTAL .

M: 1 .

68 7.050

MS 58/07-25 120/11 6 6 1 11/12

AFRIQUE

Les violences ont gagné de nombreuses villes d'Algérie

Suite de la première page

La confiance manque et la pénurie de cette denrée, rare entre toutes, se fait lourdement sentir alors que le gouvernement, muré dans son silence, n'a, pour le moment, d'autre programme que le maintien de l'ordre.

Bachdjarah, faubourg populeux de la banlieue algéroise, n'a pas failli à sa tradition de ville frondeuse en érigeant, dès le début de l'après-midi, des barricades faites de pneus enflammés et de débris hétéroclites. Il semble que les troubles ont débuté lorsque, pour une raison inconnue, une unité de parachutistes a pénétré dans la mosquée En Nasr, dans le quartier

être inquiétés. Ce n'est que des heures plus tard, après de lon-gues négociations, que les mili-taires ont accepté de laisser partir tout le monde.

Entre-temps, plusieurs centaines de jeunes gens s'étaient rassemblés aux alentours de la mosquée. D'abord dispersés par des tirs de sommation, ils revenaient dresser des barricades dans les rues avoisinantes, mettant le feu à des pneus. Vers 18 heures, la gendarmerie, qui avait mis en batterie plusieurs automitrailleuses, reprenait le

Un scénario analogue s'est joué à Belcourt, ainsi que dans toutes les localités de la ceinture d'Alger.

des canons à eau. Toutes les rues et ruelles menant à la mosquée étaient barrées par des hommes en armes. La prière et le prêche prononcé par un imam mis en place, la semaine dernière, par le pouvoir – ont en lieu sans inci-dents. Mais, dans l'après-midi, les policiers ont, la encore, tiré de embreux coups de feu en direction des jeunes qui les narguaient.

par des engins anti-barricades et

En fin d'après-midi, des tirs ont été entendus dans le centre d'Alger, derrière l'hôpital Mustapha (qui a fait état de deux morts et d'une dizaine de blessés relevés dans les rues du quartier) comme sur les hanteurs de la ville, non loin du ministère des affaires étrangères. Dans la soirée, vers 23 heures, de nouveaux affrontements éclataient à Kouba, Bab-el-Oued et El Bjar. A l'exception de Constantine et de Batna, les troubles, jusqu'à la

de blessés. Compte tenu de l'intensité des tirs entendus ou rapportés, ces chiffres devraient être rapidement dépassés.

Les événements de ce dernier vendredi ne sont encore que de sanglants incidents, mais à cette allure, et si aucune solution politique n'est trouvée, ce qui apparaît d'ores et déjà comme une guerre civile larvée pourrait bel et bien dégénérer en une catastrophe irrémédiable. Vendredi soir, dans les milieux du Haut Comité d'Etat qui gouverne le pays, on ne paraissait pas autrement inquiet du cours pris par les événements. On assurait avoir le contrôle de la situation et on avouait s'être attendu à cette explosion. « Nous avions des renseignements seion lesquels le FIS avait donné l'ordre de l'insurrection générale, affirmait un haut perso de l'Etat. Nous nous attendions d'ailleurs à pire».

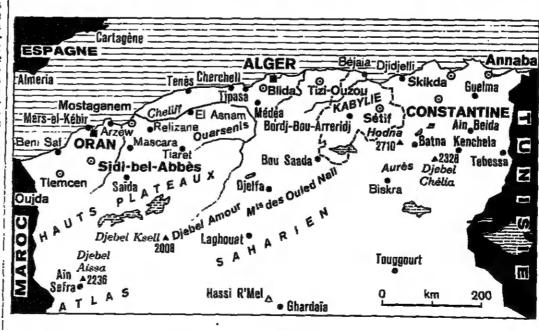
pas, pour le moment, nécessaire d'interdire le FIS, même si, assurait-on encore, les choses pouvaient rapidement changer, surtout après la publication, il y a quelques jours, d'un communique des inté-gristes vitupérant le HCE tout en invitant les pays étrangers à ne pas commercer avec une Algérie diri-gée par un pouvoir illégitime. L'avenir n'était pas perçu de façon dramatique, les événements de vendredi étant considérés comme «les feux du désespoir» d'un monvement qui ne pouvait pas aller au-delà de ce qui venait d'être

Même s'il n'est pas niable que le FIS, dont une bonne partie des dirigeants sont désormais en prison, subit durement la pression de l'armée, l'appréciation selon iaquelle la violence a atteint un sommet d'où elle ne peut que retomber paraît bien optimiste. Certes, malgré les fusiliades, Alger n'est pas à feu et à sang. Alors que des quartiers entiers se déversent dans la rue pour affronter la police, les quartiers voisins restent calmes, presque indifférents à ce qui se joue à quelques dizaines de mètres de là. Deux Algéries se côtoient et s'ignorent : celle qui est massée derrière l'armée dont elle attend son salut et celle qui s'agite der-rière le FIS, en qui elle voit l'ad-

versaire irréductible et légitime d'un système abhorré, Mais l'équilibre est fragile, à la merci du premier dérapage sérieux. Les affrontements de Barna, ville livrée quatre jours durant à l'émente, sont le signe inquiétant d'une profonde dégradation. Il paraît en tout cas impensable que l'Algérie puisse tenir longtemps au rythme de vendredis chaotiques, avec un gouvernement gardant un silence inexplicable, ne traçant d'autre perspective que celle d'un programme de relance économique « qui sera prêt sous peu».

Les militaires alliés à M. Sid Ahmed Ghozali, le premier minis-tre, avaient remarquablement rénssi à écarter l'ancien président Chadli et à le remplacer par Chadli et à le remplacer par M. Mohamed Boudiaf, figure emblématique de l'Algérie nationaliste. Mais ils montrent moins de talent dans la suite de leur plan. Faire accepter l'état de fait, permettre à l'Algérie de repartir sur des bases solides, pacifier enfin, tout cela demande blen plus d'habileté que celle dont ils font pregye bileté que celle dont ils font prenve en manipulant leurs armes.

GEORGES MARION



de la Glacière, tirant des rafales d'armes automatiques aux abords et, d'après les témoins, à l'intérieur du lieu de culte. Une demi-heure après les événements, le mur de façade de la mosquée apparaissait criblé de balles, tandis que des flaques de sang séchaient au soleil. Un homme de cinquante-huit ans, responsable du comité de la mosquée, est mort lors de l'assaut. Quatre blesses ont été transportés, dans un état sérieux, à l'hôpital.

Sous la protection d'un hélicoptère, plusieurs centaines de para-chutistes ont patrouillé tout l'après-midi entre les barres de béton de la cité, contenant, à l'aide de leurs armes, les groupes de jeunes gens 'qui, à peine dispersés, se reformaient aussitot, traitant les soldats de « juifs » et les journalistes algériens d'a agents du pouvoir ».

La mosquée Ben Badis de Kouba était, elle, encerclée par des unités de la gendarmerie et de la police militaire. La prière à peine terminée, un orateur a lu par haut-parleur un communiqué du FIS pro-testant contre la répression à Batna où, après quatre jours de troubles, on compte officiellement treize morts et soixante-six blessés. Promée qui a tenté de procéder à l'interpellation du porte-parole islamiste. Aussitôt, les fidèles ont décidé d'occuper la mosquée jusqu'à ce qu'ils puissent sortir sans notamment à El Harrach, à l'Arbaa et à Hussein-Dey. A Bab-el-Oued, la mosquée Es Sunna, qui, la semaine dernière, avait connu des heures particulièrement chaudes, était encerclée par d'im-portantes forces de police appuyées

et de Bab-el-Oued, fiels algérois des intégristes du Front islamique du salut (FIS). Mais ce vendredi l'incendie a gagné une vingtaine de villes, grosses ou petites, provoquant, selon des bilans partiels, de sept à dix morts, et une centaine

De Sétif à Sidi Bel Abbès

cielle APS, les affrontements entre partisans du Front islamique du salut (FIS) et forces de l'ordre ont, vendredi, affecté, en dehors de la capitale, une dizaine de villes, une vingtaine, selon d'autres sources.

L'APS rapporte qu'après l'attaque de leur patrouille par un groupe de manifestants, un gendarme a été tué et un autre grièvement blessé à Fouka-Marine, village côtier de la bantieue algéroise. Deux autres personnes ont été tuées et onze blessées à Médéa, à 70 kilomètres au sud d'Alger. L'agence ajoute que les affrontements ont fait un autre mort et quatre blessés à El-Eulma, près de Sétif, dans l'est du pays. A Sétif même, les heurts ont fait vingt blessés.

a-t-on précisé de source médicale. Des heurts à Khenchela, dans l'est du pays, ont fait deux autres morts et quinze blessés, rapporte la radio algérienne.

A Sidi-Bel-Abbès, où des militants du RS ont dressé des barricades, huit personnes ont été blessées. A Salda, à 435 kilomètres à l'ouest d'Alger, quatre personnes ont été blessées et de nombreux manifestants arrêtés, a précisé l'APS.

Les forces de l'ordre - policiers, gendarmes et soldats, -qui s'étaient déployées en nombre autour des mosquées en prévision de troubles, sont également intervenues à Tlemcen, Oran, Médéa, Constantine, Relizane, l'Arbaa et Chief, où cinquante-cinq personnes ont été

LOIN DES CAPITALES

aliga ang karang ang

580(1)

Ce qui resto détrute et su les premier

abdique of the

fursit to

sees do puro
sees do puro
centre da
17- partition
ans, le puyo
elle état en
contemporaêtre un grant

Interremiptor to the control of the faster decision of the control of the control

avec I encius. un rythme but i to the

un offerte turning encembres turning offerte turning offerte turning encembres turning offerte turning of turning offerte turn

epoque de Laure solution

Subir Grit

moins do the

Hub, 270 (1/2) to give

ple de microsita de Sans de Sa

Grand march a description of

y sont mozernation de la braderio, time

nouveau une character of

Taide de Cartille en la lace de Pluda, malheure de management en la lace de lace de la lace de lace de lace de lace de la lace de la

La province de Hud. de Trey

torneliement but he had be la manufacture but he had be manufactured but he had be la manufacture but h

de la cuadetta contra con con de la cuadetta contra a la contra a la contra con contra con contra co

qu'elle est sons als a many

au-dela du la mai e la

ette un Sami.

AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN TWO IS

神 明朝 中华 经 经 日 二

京 日本ない

The state of the s

Berney & Strains ...

the party server and the

THE STREET STREET STREET

and the statement appearing ?

displace of the party party 14 to

The secondary of the secondary

Aller Total Total

And Parlies of Parlies of

THE WORLD

AND AS IN DIRECTOR

With HARMIN IN

A CONTRACTOR

the same that there

to which they have

- - -

total in supplying it a light-

Mar and the same of the same o

Billion Betragen.

Section 1 Parish the state

(marking) () while the second

Action to the Avenue

Manager Selegan

algebras of the Bully agree of

A. Tr. A.C.A.

 $(x,y_{\alpha},y_{\alpha})=y_{\alpha}^{\alpha}$

100000

Manual segment of the P.

Aller to you will

refuser un statut lég

 $\cdots,_{M_{\log_{k}}}$

Bien qu'un consensus existe pour éviter de retomber dans les travers du passé, un risque de dérapage plane sur le « grand exercice démocratique a de la fin du mandat de Me Corazon Aquino : les élections du 11 mai prochain, à l'issue desquelles sera renouvelé le personnel politique, du président de la République aux maires en passant par vingt-quatre sénateurs, deux cents membres du Congrès et plusieurs milliers de conseillers municipaux. Electrisé par l'ouverture de la campagne, le 7 février, le pluralisme à la philippine pourrait dégénérer en une mêlée politique n'excluant pas, seion les scénarios les plus alarmistes, une intervention de

ام اللها المستواد المستود المستواد المستود المستود

MANILLE

de notre envoyé spécial

Un transfert démocratique du pouvoir constitue le legs de «Cory» Aquino à un pays qui avait subi vingt ans de régime autoritaire des Marcos. Les élections du 11 mai seront donc un test du degré de maturité politique, Pour l'instant, les Philippines renouent surtout avec ce que le politologue de l'uni-versité des Philippines, Alex Magno, nomme la « démocratie mafieuse » : les patronages, l'argent et, demain peut-être, les hommes de main restent les grands recours d'une bataille pour le pouvoir où les ambitions personnelles et les luttes de clans l'emportent sur les

M™ Aquino avait promis des changements. Des institutions démocratiques ont été rétablies : un Congres, une Cour suprême indépendante, une presse – la plus libre, sinon la plus responsable, de la région. En revanche, les progrès

sociaux sont minces. La pauvreté s'est aggravée : les trois millions de squatters qui bivouaquent dans Manille ne sont que l'expression d'une autre pauvrere, celle des campagnes, qui nourrit l'exode rural.

En politique prévaut une pénible impression de continuité. La présideate nourrit une sorte de fétichisme institutionnel: certes nécessaires, les institutions ne sont pas suffisantes pour modifier en profondeur le jeu politique. Les acteurs et leurs pratiques n'ont guère changé. Les Philippins vont avoir à choisir entre ceux qu'ils baptisent les "trapos" (traditional politicians), tels MM. Mitra, candidat du partimajoritaire Labanng Demokratikong Pilipino (LDP), ou Laurel, vice-président, et les revenants du régime Marcos: Imelda, la veuve du dictateur, M. Eduardo Cojuangco, le plus riche des «barons » du régime défunt, ou l'ex-général Ramos, candidat de «Cory», bien qu'il ait été l'un de ceux qui firent emprisonner son mari au début des années 70. On ne saurait mieux passer l'éponge. ffisantes pour modifier en profon-

Depuis l'indépendance, la politique à toujours été une affaire de familles, de la «démocratie des caciques» des années 1950-1960 à Marcos et ses «barons». La «révolution» de février 1986 a apporté le pluralisme mais, en politique, elle s'est traduite par une « restauration » des grandes dynasties déponillées par les Marcos. Une élite dont dépend aujourd'hui encore 35,8 % du revenu national. La bataille pour la présidence se camène largement à une «guerre féodale » entre grandes familles,

M. Mitra, président du Congrès, a ainsi derrière lui les Aquino, une grande dynastie politique, en opposition avec la présidente sur la désignation de M. Ramos. Ce choix, dicté par la gratitude de «Cory» envers son ancien minima de la défense et en mêtance à l'épose de la défense et sa méfiance à l'égard des politiciens traditionnels, a placé le frère de la présidente, M. Peping

général du LDP, dans une position inconfortable. Entre la loyauté à sa sœur et sa fidélité partisane, il semble avoir opté pour la seconde, dans le souci de ne pas hypothéquer sa carrière politique.

Derrière M. Ramos se profile une partie du clan Osmena, autre grande famille qui compta un prè-sident de la République et dont le fief est la région de Cebu, modèle de développement économique. Les Osmena sont engagés dans un «lutte fratricide»: le gouverneur de Cebu, Emilio, homme d'affaires entré en politique à la suite de l'ar-rivée au pouvoir de Mª Aquino, est candidat à la vice-présidence aux côtés de M. Ramos, tandis que son frère John, sénateur, vise le même poste dans le camp de M. Eduardo « Dandino» M. Eduardo « Danding » Cojuangeo, cousin de «Cory», en guerre ouverte depuis les années 60 avec sa famille. La rumeur veut que «Danding» ait été l'un des organisateurs de l'assassinat de son mari en 1983.

> L'argent coule à flots

Candidat lui aussi, M. Cojuangco est à la tête d'un empire economique acquis du temps des Marcos et qu'il a pratiquement récupéré. Il rassemble derrière lui un courant du Parti nationaliste. Autour de M= Imelda Marcos, autre prétendante à la succession, se regroupent les coteries des courtisans et des petits «barons». Ces deux rivaux disposent de moyens sinanciers

L'argent n'est pas la moindre composante de ces élections : des coffres d'Ilocos Norte, fiel des Marcos, sortent des flots de billets neuls, émis du temps où le couple était au pouvoir, et Imelda, dont la fortune est estimée à plus de 1 milliard de dollars, tire allegrement sur

Cojuangeo, sondateur et secrétaire ses comptes a l'étranger. La Banque centrale signale d'importantes entrées de devises tandis que la conférence épiscopale dénonce les «énormes flux d'argent provenant du camp gouvernemental et de l'op-

> Indépendamment des risques de dérapage accentués par les âpres rivalités de clans disposant de quelque cent quatre-vingts « armées privées », chargées officiellement de protéger les grandes propriétés, ces élections sont loin d'être jouées. En raison du nombre des candidats et du système électoral à un tour, le futur président sera vraisemblable ment «mal élu», avec un faible pourcentage de voix. Il est loin d'être certain que les perdants accepteront aisément leur défaite.

> On mesure mal, d'autre part, l'impact du «syndrome» Imelda : la veuve de Marcos est, pour l'instant, un candidat mineur, mais elle est populaire dans les couches pauvres des villes. Peu politisés, vivant d'expédients, les démunis voient en elle une planche de salut.

> Autre inconnue : les mouvements de citoyens. Réprimés du temps de Marcos, ils se sont multipliés depuis 1986. Cette force populiste nouvelle, souvent aiguillonnée par l'Eglise, est symptomatique d'un approfondissement de la conscience politique, dont on ignore néan-moins l'ampleur. Moins spectacu-laires que celles du président, les élections locales seront peut-être plus significatives. C'est à ce niveau que le mouvement associatif est le plus actif. Certaines administrations locales, dont l'autonomie a été élargie, pourraient échapper aux potentats locaux.

La présidente estime que ces mouvements rassemblent les forces vives du pays, qui l'ont portée au pouvoir. En sera-t-il de même pour M. Ramos? Le mouvement associa-tif a été déçu par M™ Aquino et l'ex-général n'y est guère populaire.

PHILIPPE PONS

AMERIQUES

VENEZUELA: après la tentative de putsch

Une partie de l'armée soutient les insurgés

Après le coup de force des unités d'élite qui a failli mettre un terme à trente-quatre années de régime démocratique, l'armée vénézuélienne est loin de garder le silence et fait figure d'arbitre. Les militaires, appelés au secours du régime menacé, ne semblent pas vouloir rentrer dans leurs casemes sans tenter d'influencer les décisions du pouvoir politique.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Le général Ochoa, ministre de la défense, qui a loyalement et intelli-gemment défendu le président Carlos Andres Perez dans l'épreuve du 4 février, apparaît aujourd'hui comme un homme-clé. Il a considérablement renforce sa position, à la faveur d'une crise largement annoncée, tout en prenant les auto-rités à contrepied. Parlant de la nécessité d'une «reflexion», il ne prone pas la «repression». Au contraire, il a déjà promis la plus grande mansuétude à la majorité des jeunes militaires entraînés dans

De toute évidence, le lieutenantcolonel Hugo Chavez, leader des mutins, qui revendique « toute la responsabilité » et le « droit à l'insurrection v. suscite des sympathies. Le chef des insurgés n'est pas traité en rebelle, mais en officier égaré dont on semble, dans la hiérarchie militaire, comprendre, sinon admettre, les motivations profondes. Soldat perdu, le lieutenant-colonel Chavez ne regrette rien, En se rendant, mardi, avec une mine de conquérant, il a clairement affirmé qu'il considérait cette défaite comme provisoire.

Voilà l'homme - un nouveau péril pour le pouvoir - en faveur duquel se mobilisent cette fois des généraux, des amiraux, des colonels et des officiers supérieurs qui ont signé, vendredi, une déclaration solennelle dans laquelle ils déplorent, certes, ce qu'ils appoilent « les événements » mais justi-

fient l'action des rebelles. Les signataires sont tous en situation de disponibilité, mais ils ont conserve liens et amitiés avec leurs camarades de promotion et de caserne. Leur déclaration est un violent réquisitoire contre le gouvernement. » Les vraies causes des événements, disent-ils, sont l'incapacité du pouvoir politique à com-battre la corruption, à restaurer la sécurité des biens et des personnes, à rendre efficaces les services publics, en bref, à faire en sorte que la Constitution soit appliquée. « Et d'ajouter : « Ne sommes-nous pas, nous, militaires, garants du respect de cette Constitution?

Complicités et complaisances

Il est clair, aujourd'hui, que la ligne de partage au sein de l'armée ne passe pas entre le « petit groupe de puischistes », dénoncé par le gouvernement, et les autres, Sans complicités, sans complaisances, les insurgés n'auraient pas pu encer-cler le palais présidentiel - et d'autres objectifs - en bénéficiant d'un effet de surprise complet. Les uni-tés rebelles, appartenant à sept régiments différents de la capitale et de plusieurs villes de l'intérieur, sont, pour la plupart, arrivées dès lundi à Caracas, en camions, en bus et même, pour certains, en hélicoptères qui se sont posés sur le terrain de golf proche de l'aéro-port de La Carlota.

Le lieutenant-colonel Chavez n'est pas un inconnu, En 1988, il avait participé à la « nuit des chars » (alors que le président Lusinchi était en voyage en France, le palais présidentiel et le ministère de l'intérieur avaient été encerclés). Le gouvernement avait alors mis cette opération de commando sur le compte d'un « malentendu »...

MARCEL NIEDERGANG

LOIN DES CAPITALES

Hué, le souvenir de grands bâtisseurs

de notre envoyé spécial

L y a une justice à rendre à Hué, ancienne capitale impériale que, de nos jours, on ne fait généralement que survoler, à tort, pour se rendre de Hanoī à Ho-Chi-Minh-Ville. Ce qui reste d'une ville à plusieurs reprises détruite et pillée souligne encore à quel point les premiers emperaurs Nguyên - dynastie fondée en 1802 par Gialong et dont le trei-zième et demier empereur fut Bao Dai, qui abdiqua en 1945 et vit aujourd'hui en France - furent de grands bătisseurs. Et qu'ils choisirent pour demeure, sur la rivière des Parfums, entre les quatre fameuses collines boisées de pins sombres, un univers qui prête à la mélancolie. Mais Hué a beau être située au centre du Vietnam, un peu en deçà de ce 17- parallèle qui sépara, pendant plus de vingt ans, le pays en deux, tout se passe comme si elle était encore tenue à l'écart du monde contemporain. Pénitence pour ce qui pourrait être un symbole d'unité?

Interrompue pendant quelques années pour raison de non-rentabilité, la llaison aérienne avec l'ancienne Salgon vient d'être rétablie à un rythme bihebdomedaire. Mais le visiteur en provenance de Hanol atternit à Danang, à 100 kilomètres par une route qui prend plus de trois heures à parcourir, car la chaussée est par endroits défoncée et très souvent encombrée. Il peut être privé de la spiendide vue offerte au célèbre col des Nuages qui mérite d'autant plus son nom que, à cette époque de l'année, la visibilité y est nulle. L'autre solution, à partir de Hanoï, est de subir une très longue journée de route, à moins de faire halte pour une nuit à Vinh, au-delà du 17º parallèle.

Hué, 270 000 habitants, présente un visage égal depuis plus de vingt ans. Les trois seuls résidents occidentaux sont français : un couple de médecins et un conseiller pédagogique. Sans ressources, le centre culturel et universitaire (rive droite) s'anime autour d'un grand marché (rive gauche). Les manufactures y sont inexistantes : une usine de chaussures, de la broderie, une cimenterie et, ce qui est nouveau, une brasserie qui produit, avec l'aide de Carlsberg, une bière de qualité, la Huda, malheureusement en quantité réduite.

La province de Hué, le Thua-Tien, est traditionnellement déficitaire en riz. Avant tout, la ville est dominée par les remparts imposants de la citadelle bâtie par Glalong en s'inspirant des forts à la Vauban. Hué ne serait pas ce qu'elle est sans les marques laissées par les avaient fait un Etat moderne mais figé lorsque

empereurs conservateurs, poètes et fin lettrés, qui administrèrent, avant l'intervention pour la première fois depuis le début du dixsaptième siècle.

La Citadelle comprenait trois enceintes concentriques, dont la centrale, la Cité pourpre interdite. était réservée à la famille impériale. Elle fut une première fois dévastée, notamment par l'artillerie française, pendant trais mois de combats en 1947. Elle fut de nouveau très abîmée - et surtout pillée lorsque les armées américaine et sud-vietnamienne en délogèrent, en 1988, les Viet-congs. Plusieurs palais ont été rasés.

> L'apogée d'une civilisation

Avec une petite aide de l'UNESCO -100 000 dollars - et les moyens du bord, er attendant un don japonais, la municipalité a entrepris de restaurer ce qui peut l'être encore : le pavillon construit au-dessus de la porte du Midi, d'où l'empereur faisait ses proclamations; la vaste salle du trône; le petit pavillon qui servait de salla de lecture au souverain. Les neuf umes dynastiques mas-sives, fondues en 1836 et pratiquement intransportables, sont l'un des rares trésors



On est donc condamné à imaginer ce que fut le poids de l'institution impériale, avec la volonté de toute nouvelle dynastie d'imposer sa marque. Les Nguyên codifièrent, tracèrent la fameuse route Mandarine, véritable voie de l'unité du Vietnam contemporain, dont ils

les Occidentaux commencèrent à s'intéresser de très près, au milieu du dix-neuvième siècle, i l'espace indochinois. Arts et lattres s'étaient épanouis - c'était l'époque des grands classiques vietnamiens, - et les empereurs, résume l'historien Le Thanh Khoi. dans le Viêt-nam, histoire et civilisation (Edi-

tions de Minuit), avaient fait de Hué « une

capitale d'art et de poésie où se concentrent

toutes les splendeurs d'une civilisation arrivée

à son apogée et qui n'évolue plus ».

Certains rois, reconte-t-on, se promenaient sur la rive gauche de la rivière des Parfums, sur la dizeine de kilomètres qui séparent la Citadelle de l'un des endroits les plus sereins du Vietnam, les jardins de la Pagode de la Dame céleste, qui se trouvent derrière Thien Mu, célèbre tour à sept étages élevée en 1601 dans un cadre d'une rare douceur. Sur le chemin, parmi les nombreuses habitations. on aperçoit encore nombre de pagodes et de pagodons, souvent en voie de restauration, comme partout ailleurs à Hué où les autorités laissent apparement libre cours à un regain de religiosité, chez les bouddhistes comme chez les catholiques.

Les souverains avaient également, de leur vivant, bâti leurs tombeaux dans de vastes jardins agrémentés de palais où, finalement. ls passaient pas mal de temps avant de rejoindre leur demière demeure. Ces ensembles, en partie restaurés mais dont l'entretien serait fort coûteux, sont d'un inégal intérêt.

Aux dix-septième et dix-huitième siècles, sous la dynastie nominale das La, le Vietnam - alors le Dai Viêt - fut divisé en deux seigneuries, les Nguyên à Hué et les Trinh à Hanor, Contemporain de Napoléon 1ª, Gialong triompha avec l'aide d'a expens a français de plusieurs révoltes, qui font partie aujourd'hui de l'épopée vietnamienne, pour réunifier le pays, pratiquement dans ses frontières actuelles, au profit des Nguyên.

C'est d'ailleurs lui qui, une fois la reconnaissance de l'empire du Milieu acquise en 1804. donna au pays le nom de Vietnam. Ce dernier, dans son histoire contemporaine, n'a donc connu que deux périodes d'unité : de 1802 à 1867, quand les Français annexèrent la Cochinchine, première étape vers l'occupation totale du pays; et depuis la victoire communiste de 1975. Pour avoir présidé la première. Hué mériterait sans doute aujourd'hui davantage de considération.

JEAN-CLAUDE POMONTI

ETATS-UNIS: sans le bouleverser

M. Bush veut réformer le système de santé

WASHINGTON

de notre correspondant ment décidé cette semaine à aborder l'une des préoccupations majeures de l'électorat : la réforme d'un système de santé que la plupart des experts disent gravement malade. La partie la plus pessimiste du diagnostic porte sur deux points noirs: si le pays dispose sans doute d'excellents médecins, ils sont parfaitement inaccessibles - parce que trop chers - à un nombre croissant d'Américains; aux soins, les Etats-Unis sont incapables de contrôler des dépenses de santé qui sont parmi les plus éle-vées du monde occidental.

Les chiffres donnent la fièvre à tous les spécialistes. En 1991, les Etats-Unis ont dépensé près de 700 milliards de dollars pour se seigner, soit 12,5 % de leur PNB, la ou la moyenne de l'OCDE tourne autour de 7,5 %. Une partie de cette masse pèse lourdement sur le budget de l'Etat, qui prend en charge les soins des plus pauvres (Medicaid) et des personnes âgées (Medicare).

> Des millions de laissés-pour-compte

Le reste de la population s'en remet aux assurances privées. Mais, comme les employeurs ne sont pas obligés de souscrire à la moindre mutuelle pour leurs employés, le système laisse un nombre croissant d'Américains sans protection. De 34 à 37 millions de personnes, selon les esti-mations, sont exclues de Medicaid, parce que se situant tout juste audessus du seuil de pauvreté officiel, et ne peuvent se payer aucune assurance médicale. Pour elles, la maladie est souvent un drame aux proportions inconnues dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest. Sans forcer la note, la presse rend régulièrement compte d'exemples de familles que la maladie plonge dans la pauvreté : endettement abyssal pour payer les soins, obligation de vendre la maison, etc.

A huit mois du scrutin présiden-tiel de novembre, et alors que les carences du système de santé sont au cœur de la campagne électorale.

M. Bush a senti le vent de la colère. Sans suggérer, à ce stade, de de notre correspondant refonte globale, il a proposé de Après avoir attendu trois ans, le résident George Bush s'est finalede laissés-pour-compte du système actuel. Il entend consacrer quelque 100 milliards de dollars sur cinq ans pour leur offrir subventions ou allègements fiscaux destinés à leur permettre de souscrire une assurance médicale. Le reste du dispo-sitif comprend quelques incitations vagues au regroupement de petites et moyennes entreprises pour offrir des « plans santé » à leurs employés.

> Les critiques de l'initiative du président portent sur un point : comment M. Bush entend-il financer ces 100 milliards de dollars? Certains redoutent que l'administration ne puise dans les ressources de Medicaid aux dépens des plus pauvres ou qu'elle se borne à lester un peu plus encore le déficit du budget fédéral. D'autres relèvent que ce mécanisme fera sans doute l'affaire des assureurs privés, qui devraient gagner de nouveaux clients, mais n'aidera certainement pas à la maîtrise des dépenses de santé : les compagnies d'assurances haussent leurs tarifs de 13 % par an, contribuant largement à la

> La proposition de M. Bush va être transmise au Congrès, où les démocrates entendent avancer de plus ambitieux projets. Il y en a déjà une trentaine, qui vont de l'instauration d'un système de sécurité sociale national à l'obligation faite aux entreprises de souscrire une assurance privée pour leurs employés.

ALAIN FRACHON

u HATTI : les Etats-Unis invités à payer pour le rapatriement des réfugiés. - Le gouvernement haîtien a demandé aux Etats-Unis de verser l'équivalent de 30 dollars pour chaque réfugié rapatrié, ont déclaré, jeudi 6 février, des responsables américains à Port-au-Prince. La rapatriement des réfugiés, suspendu mercredi après que les autorités haitiennes eurent estimé qu'elles ne pouvaient y faire face, a lentement repris jeudi, avec le débarquement d'environ 500 personnes. - (Renter, AFP.)

M^{me} Cresson invite les socialistes

« Qui a fait voter une loi sur le financement des partis politiques? Qui a jugulé l'Inflation? Qui a donné à chacun l'assurance d'un revenu minimum? Qui a redonné leur autonomie de décision aux acteurs de la démocratie locale? Qui peut nier le rôle majeur de la France dans la construction européenne?» Aux députés de l'opposition qui, comme M. François Léctard, président d'honneur du Parti républicain, n'ont pas manqué d'ironiser sur les dysfonctionnements de l'Etat en se demandant « qui fait quoi à l'Elysée », le premier ministre, M= Edith Cresson, a répliqué selon le même principe, vendredi 7 février à l'Assemblée nationale à l'ouverture de la session extraordinaire voulue

par M. Mitterrand pour mettre un terme à l'a affaire Habache », - en rappelant le bilan « des gouvernements de la gauche» depuis 1981 (nos demières éditions du 8 décembre).

« Qui a libéré la télévision? Qui a proposé de rendre public le patrimoine des élus? Qui a pris à bras-le-corps les questions les plus vives de notre environnement?» Une fois, deux fois, trois fois, vingt-deux fois au total, M~ Cresson a joué de cette interrogation répétitive pour en tirer cette leçon, à quelques semaines des élections régionales du 22 mars : « Une seule réponse : la gauche. »

Sans doute était-on très loin de l'« affaire

Habache », qui avait provoqué cette brève session extraordinaire du Parlement, mais la tactique choisie par le président de la République - une déclaration de politique générale sans engagement de responsabilité du gouvernement - s'est révélés parfaitement ajustés. A chacune des interrogations de M= Cresson, les députés socialistes, ragaillardis, répondalent d'une seule voix : « Nous / » Après les divergences d'appréciation portées la semaine dernière sur l'accueil du dirigeant palestinien, fabiusiens, rocardiens, jospinistes ou chevenementistes devaient d'ailleurs tous se lever pour applaudir longuement le discours de campagne du pre-

Grace à un propos parfaitement rythmé et concentré - au-delà du « mobile apparent» que constituait l'« affaire Habache» - autour de cinq grande thèmes (l'Etat de droit, la bataille pour l'emploi, la protection sociale, la décentralisation. la place de la France dans le monde), Mª Cresson a réussi, près de neuf mois après avoir manqué son discours-programme du 22 mai 1991, à rassembler, au moins pour un temps, les bataillons de la majorité présidentielle. Elle l'a fait à sa manière, c'est-à-dire avec « conviction », sans craindre de susciter la «gêne» ou de voir fléchir encore davantage sa rcote dans les sondages». Elle l'a fait, aussi, avec une ironie mordanta, en soulignant, per

Voici les principaux extraits de la déclaration de politique générale prononcée, vendredi 7 février, par le premier ministre devant l'Assemblée nationale :

. Le Parlement, dit-elle, a été convoqué en session extraordinaire pour débattre, comme vous l'avez demandé, de l'affaire Habache. C'est ce que j'oserai appeler le mobile apparent, mais j'ai perçu un mobile plus réel chez certains l'internatione l'ai cre un affit autoure patience. J'ai cru, en effet, entendre ici el là que certains d'entre vous souhaitalent un changement de gouvernement et que d'autres vou-laient s'autodissoudre. (...) Mais pourquoi voulez-vous bouleverser le calendrier sans apparemment savoir comment et sans présenter de propositions qui vous solent com-munes? D'ici à 1995, il y aura une élection au suffrage universel cha-que année. (...) La démocratie a ses règles et son calendrier. Ne faites

Puis le premier ministre en vient brièvement à l'affaire Habache, en évoquant le passé. « Jamais. depuis 1958, aucun de mes prédé-cesseurs n'a voulu monter à cette tribune pour débattre d'affaires qui ont affecté, et parfois très grave-ment, le bon fonctionnement de l'Etat. (...) Les Français se souviennent qu'en d'autres temps la justice avait du mai à passer, même lors-qu'il s'est agi de crimes. Ils se souviennent que certains médias étaient muselés, le droit bafoué, la réalité camouflée, et que tout se tercas qui a motivé la convocation du Parlement en session extraordinaire, en revanche, « des sanctions ont été prises contre de hauts res-ponsables qui s'étaient livrés à un traitement de cette affaire en sousestimant ses aspects politiques ».

Mª Cresson ajoute : « D'une faute administrative, à laquelle il a èté rapidement mis bon ordre, vous voulez faire une affaire politique. D'un mauvais fonctionnement de l'Etat, vous voulez faire une affaire d'Etat. Tenons-nous-en aux jaits. M. Habache est reparti. Le président de la République s'est exprimé. Le Parlement est réuni. Le monde continue de tourner. Permettez-moi, dans le cadre de cette déclaration de politique générale, de revenir à l'essentiel.»

Intégration « généreuse » et maitrise des flux

Pour M™ Cresson, cet «essen-tiel» porte sur le bilan de la eauche depuis dix ans et sur son propre programme pour les mois à venir. Il se décline en cinq chapi-

Un Etat de droit. — a.M. Fran-cois Mitterrand a fait de l'Etat de droit le socle de son action à la tête du pays. Délibérément, depuis 1981, la gauche a routu mettre nos concitoyens à l'abri de tous les régimes d'exception. Qui a supprimé la Cour de sûrelé de l'Etat? Qui a aboli les tribunaux militaires? Ce sont là des conquêtes que j'espère définitives, comme la suppression de la peine de mort. Volontairement, depuis 1981, la gauche a élargi le champ des liber-les publiques. L'action de mon gouvernement s'inscrit dans cette conti-nuité. (...) Mais lutter pour l'Etat de droit, c'est aussi faire respecter les droits. C'est pourquoi, face au pro-blème de l'immigration, avec lequel certains veulent assolt l'opinion, je dis qu'il n'y aura pas d'intégration euse sans maitrise rigoureuse des flux migratoires. Dire cela en gene, paraît-il, certains. Ils ne me leront pas dévier de ma convic-

Le premier ministre aborde alors le rejet du politique. « Peut-on jeter l'opprobre sur l'ensemble de la représentation nationale et l'asso-cier à l'argent? La déviation à laquelle nous assistons en ce moment est dangereuse. Elle mèrite une réflexion collective. Il n'y a pas, d'un côté, les politiques et, de l'autre, les justiciers, comme on tente bruyamment d'en accréditer l'idée. Mesdames et messieurs les députés, même si certains pensent y avoir un petit intérêt immédiat, méfiez-vous de la démagogie! Soyez inflexibles envers ceux qui, en nombre infime,

auraient failli. Rappelez-vous que tout ce qui tire la politique vers le bas, avec les facilités que donne notre société due médiatique, s'inscrit contre la démocratie, fait le jeu des faux prophètes et, un jour, peut faire le malheur du peuple.

» Pour ce qui concerne notre action, je voudrais seulement poser quelques questions : qui, en France, a fait voter une loi sur le financea jait voter une loi sur le finance-ment des partis politiques et des campagnes électorales? Qui a insti-tué un contrôle des marchés publics? Qui a clarifié le régime d'indemnisation des élus? Qui a proposé de rendre public le patri-moine des élus? Des gouvernements de la gouche! Mais, aujourd'hui, la de la gauche! Mais, aujourd'hui, la France doit aller encore plus loin. Je vous proposerai, dans les prochaines semaines, une réforme profonde des règles de l'urbanisme commercial, qui, bonnes dans leur principe, méritent d'être revues dans leurs modalités.»

La « question lancinante » des retraites

• La bataille pour l'emploi. —

« Des emplois, voilà ce qu'attendent les Français, Voilà la priorité de mes priorités (...) Quand je décide de renforcer les capacites financières des PME-PMI, de relancer la dévisionner la forcieres des Fine-Fini, de reinicer l'apprentissage, de développer la formation en alternance, c'est la bataille pour l'emploi. Quand nous incitons à la création d'emplois famillaux et quand nous allégeons les cotisations sociales à l'embauche des jeunes, c'est la bataille pour l'emploi. Quand nous réorganisons l'ANPE, quand nous créons des « carrefours-jeunes », quand nous sanctionnons le travail clandestin, c'est la bataille pour l'emploi. (...)
Quand je prends des mesures de
politique industrielle pour restructu-rer le secteur public, le moderniser, l'adapter à la concurrence internationale, c'est la bataille pour l'em-ploi. (...) La bataille, je la mêne pour inverser la courbe du chomage. C'est ve pari, et seule-ment celui-là, que je veux gagner. Lui seul m'intéresse, u

· La protection sociale. - « Dès mon arrivée, je me suis trouvée confrontée au problème lancinant de l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale. Mission accomplie, mission impopulaire et tant pis pour ma cote dans les sondages! Le déficit de la Sécurité sociale prévu pour 1991 aura été ramené de 23 milliards à 15 milliards de francs, et, en 1992, l'équilibre sera retrouve

» Le programme de mon gouvernement pour les prochains mois est clair : assurer une régulation contractuelle des dépenses de médi-caments; réussir de nouvelles négociations avec les professions de santé : amorcer le rééquilibrage structurel du système de retraite: ajuster le revenu minimum d'insertion au vu de l'expérience acquise, organiser une réflexion sur l'éthique dans le domaine de la santé.»

Des régions dynamiques. « En engageant le mouvement de décentralisation, il y a dix ans, nous avons décidé, sous l'impulsion de Gaston Desserve, de mettre sin au mouvement séculaire de concen-tration de tous les pouvoirs à Paris. Cette politique, nous la faisons vivre, pour donner à chaque partie du territoire sa chance de s'épa-nouir, pour concourir au développe-ment de la nation. C'est ainsi qu'il faut comprendre cette politique de delocalisation des organismes publics. Elle fait grincer des dents. Certains confondent l'unité nationale avec le centralisme parisien. Elle a maintenant assez d'avocats parmi les élus de nos régions pour être irréversible. Oui, nous allons acerer » la France, creer des poles de développement, Non pas dans des discours, mais dans des actes. »

· La France dans le monde, -« La France est une grande nation, prospère, avec un des niveaux de vie les plus élevés au monde. (...) Nous sommes restes une des grandes puissances de ce monde, qui joue un rôle éminent malgré tous les bouleversements en cours et, peutêtre, en fonction de ces bouleversements: une puissance militaire, la troisième au monde: une puissance è onomique, nous avons le qua-

trième produit intérieur brut; une puissance commerciale, la France est le quatrième exportateur mondial et nos entreprises gagnent par-tout, en ce moment, des parts de marché; une puissance culturelle, à marte, une pussante cutarete, a travers l'organisation réussie de la francophonie qui réunit quarante-six pays; enfin, nous sommes une puissance politique. (...) »

Le rendez-vous europeen

« A Maastricht, continue-t-elle, et là-dessus vous devez accepter d'être consensuels devant l'Histoire, la France a obtenu des objectifs prioritaires de négociations. (...) MM. Jacques Delors à Bruxelles, François Mitterrand et les gouvernéments de gauche à Paris sont à l'origine de ces grandes réalisations qui ont fortifié la place de la France dans le monde.» Le premier ministre achève son

liscours en ces termes : « Je crois à la vertu de l'action. J'ai comme seul critère l'intérêt général. Il faut parfois déranger pour innover. Vous le savez, l'action est souvent conflictuelle. Mais elle doit toujours être équilibrée. (...) Je poursuivrai mon action avec perseverance, avec détermination. Sans me laisser distraire et sans temps mort. La France n'a pas de temps à perdre. Le rendez-vous européen de 1993 est pour demain. Dans l'immédiat, pour la session ordinaire de prin-temps, c'est-à-dire le 2 avril, les grands sujets ne vont pas manquer : la ratification des accords de Maastricht, la loi de programma-tion militaire, l'avenir des retraites, la politique industrielle, la mise en auvre des équipements structurant notre territoire, le développement rural, la préparation du onzième Plan. Cela va nous occuper jusqu'à la fin de la législature. (...)

" Avant que vous ne repartiez dans vos départements et dans vos régions, je voudrais vous dire une chose. Dans ces temps que certains jugent moroses, nous avons tous ici, gouvernement et élus de toute la nation, un devoir fondamental vis-à-vis des Français : le devoir de leur dite la vérilé. La vérilé, c'est que, dans une phase de langueur écono-mique mondiale, les choses vont mieux chez nous qu'ailleurs. La vérité, c'est que les résultats, lors de la reprise, dépendront surtout de

M= Edith Cresson a annoncé,

vendredi 7 février, qu'elle sou-

metura au Parlement, « dans les

prochaines semaines, une

réforme profonde des règles de

l'urbanisme commercial». Cette

proposition, qui vise expressé-

ment la loi d'orientation du com-

merce et de l'artisanat du

27 décembre 1973, dite « loi

Royer», répond au vœu exprimé

par M. Jean Le Garrec (PS, Nord)

dans son rapport sur la commis-

sion d'enquête parlementaire sur

la financement des partis politi-

ques et des campagnes électo-

rales, publié le 21 novembre

Les auditions de cette commis-

sion d'enquête avaient fait claire-

ment apparaître que les procé-

dures contenues dans la « loi

Royer», qui soumettent l'implan-tation et l'extension des grandes

surfaces commerciales à l'appro-

bation de commissions départe-

mentales de l'urbanisme (CDUC),

étaient à l'origine d'une bonne

partie du financement occuite des

Devant la commission.

M. Henri Nallet, entendu en qua-

înă de trésorier de la campagne

présidentielle de M. François Mit-

terrand, avait reconnu que ces

procédures pouvaient donner lieu

à des « dérapages ». Plus précis

encore, M. Jean-Pierre Thomas.

trésorier du Parti républicain,

avait estimé pour sa part que a le

législateur ferait disparattre de

partis politiques.

1991.

notre volonte de nous battre, pas de criet. La vérité enfin, c'est que la France est un grand pays qu'il faut servir et qu'il faut aimer. »

M. Gayssot (PC): «Nous n'avons pas peur des électeurs»

M. Jean-Claude Gayssot (Seine-Saint-Denis), au nom du groupe communiste, dénonce la convoca-tion du Parlement en session extraordinaire comme une « masca-rade », dont l'objectif ne serait que de « resserrer les rangs de la majo-rité présidentielle derrière la politi-que gouvernementale et de calmer toutes velléités d'impatience pour l'anyèr, Mitterpad ». Pour la sorte l'après-Mitterrand». Pour le porte-parole du groupe communiste, a nous sommes à cent lieues de ce qu'attendent les gens », à savoir l'augmentation des salaires, le SMIC à 7 000 F, l'arrêt des licen-

"Ce dont notre peuple a besoin. ce n'est pas d'une plus forte opposi-tion de droite, mais d'une plus forte opposition de gauche », a ajouté M. Gayssot. C'est la raison pour laquelle ces deux oppositions ne sauraient mêler leurs voix sur une même motion de censure. « On entend dire que nous ne voterions pas la motion de censure de la droite parce que nous aurions peur d'aller devant les électeurs! C'est faux, a encore affirmé le député de Seine-Saint-Denis. Il n'est pas un député communiste qui craigne d'aller présenter son bilan d'activité devant les électeurs, pas un qui soit compromis dans des magouilles ou des affaires. Ce n'est pas nous qui avons peur des électeurs. C'est tellement vrai que le gouvernement a une nouvelle fois refusé de poser la question de confiance sur sa politi-que. S'il l'avait fait, nous aurions voté contre. »

M. Léotard (UDF): « Un homme seul gouverne la France»

Pour M. François Léotard (Var), orateur du groupe UDF, «ce que est en cause aujourd'hui, à partir de cette affaire peu glorieuse, c'est la façon dont notre pays se gouverne, s'administre, se gère, s'exprime devant les Français, comme sur la

Les effets pervers de la « loi Royer »

corruption dans ce pays s'il sup-

primait la commission nationale

et les commissions départemen-

tales d'urbanisme commercial ».

Quant à M. Michel-Edouard

Leclarc, coprésident de l'associa-

tion des Centres Leclerc, il n'avait

pas hésité à décrire longuement

les a petits services > rendus aux

élus, membres des CDUC, pour

obtenir d'eux un vote favorable à

l'implantation d'un supermarché.

Développement

anarchique

Dans son rapport, M. Le Garrec

soulignait que la « loi Royer »,

dont le souci était d'éviter que la

développement anarchique et

rapide de la grande distribution n'entraîne une disparition brutale

du petit commerce, avait aujour-

d'hui « rempli son office » et que,

ses procédures d'attribution res-

trictives présentant désormais

« plus d'inconvénients que

d'avantages », il convenait de

ales supprimers. En proposant

ainsi de faire entrer les grandes

surfaces dans le droit commun de l'urbanisme, M. La Garrec sou-

haitait aller plus loin que les

mesures actuellement soumises à

l'étude du ministère du com-

merce et de l'artisenat, qui pré-

voient notamment l'institution de

la publicité des votes dans les

CDUC afin d'en améliorer la

transparance.

« Ce qui est en cause, continue-t-il, c'est une pratique politique dont la dérive a permis, en dix ans, de construire une société dans laquelle on a placé, avec toute l'étanchétié nécessaire, le pouvoir d'un côté, la responsabilité de l'autre. La vraie crise de la société française, c'est une crise de responsabilité. (...) Ce qui est en cause, c'est une politique étrangère qui n'est que le reflet crépusculaire et confus, à l'extérieur des atermoiements, des compromis ou des renoncements intérieurs. Nous ne faisons que reproduire, en dehors de l'Hexa-gone, un certain nombre d'Impuisices dont votre gouvernement est

Le président d'honneur du Parti républicain résume en quelques mots la politique étrangère de la France: «ambiguité», «lenteur à comprendre», « complaisance ». Bien sûr, l'on devine déjà que c'est le président de la République qui est visé: « La France n'est pas amnée à subir en permanence les événements qui viennent frapper à sa porte et qui trop souvent provo-quent chez elle le désarroi, l'ameriume ou le rejet. Elle subit l'Eu-rope, elle subit le chômage, elle subit la délinquance ou la pauvreté. v « Un homme seul, aujourd'hui, gouverne la France. Com-baitu par ses rivaux, irrité par les médias, flanqué de son virtuel suc-cesseur, ignoré de son parti, entouré d'anonymes inquiets, il suffit qu'il s'éloigne quarante-huit heures et la République s'interroge.»

« Madame le premier ministre, ajoute M. Léotard, il faut que vous rassuriez le chef de l'Elat : vous n'êtes victimes d'aucun guerapens, ni le guerapens des médias, ni le guerapens de l'opposition. Mais vous êtes certainement victimes d'un complot. Il se prépare depuis longtemps et vous ne l'avez pas vu venir. Il est remarquablement pré-paré parce qu'il a muri dans les esprits. C'est un complot contre le socialisme, et il vient du peuple lui-

Regrettant le sacrifice de Me Georgins Dufoix, « moderne et nouvelle Iphigénie», le député du Var ironise encore sur la procédure choisie, destinée à a faire rentrer provisoirement dans le port socia-liste tous les « barreurs de petit temps», ainsi que sur le rôle du

En reprenent à son compte ces

propositions de réforme.

M~ Edith Cresson a voulu rappe-

ler, discrètement, à ceux qui dans

l'opposition font leurs choux gras

financiers éclaboussant le Parti

socialista, que dans ce domaine

de comuntion-là, deux affaires ont

défrayé la chronique : celle des

fausses factures de Nancy, liées

à des pots-de-vin versés aux

membres d'une CDUC pour l'im-

plantation d'une grande surface,

oui avait conduit à l'inculpation, k

15 décembre 1989, de M. Jac-

ques Gossot, maire (RPR) de Toui

(Meurthe-et-Moselle), des chefs

de a comuption active at passive

de citoyens chargés d'un minis-tère public, de recel et de com-

plicité d'abus de biens socieux »

et placé en détention pendant six

mois, avant de bénéficier de l'en-

nulation, pour vice de forme, de

Le 25 septembre 1991,

le Canard ancheiné publicit une

lettre de M. François Froment-

Meurice, secrétaire national du

CDS, à M. Pierre Lacour, sénateur

cantriste de la Charente et mem-

bre de la Commission nationale

d'urbanisme commercial, en date

du 13 novembre 1986, dans

laquelle il lui faisait part des

« souhaits » des élus du parti pour

l'implantation de grandes sur-

faces à Reims, Cherbourg et Pau.

PASCALE ROBERT-DIARD

la procédura.

des multiples scandales político

premier ministre, à la fois « Mère Courage s et a Coseite du socialisme français ». Pendant que cello-ci e gère les déficits, politiques ou financiers», le président de la République, gardien des institutions, s'est réservé « ce dernier pouvoir : celui du calendrier de la soiltude ».

E 2 257277271 F 6167444 84

St. St. and St

THE RESERVE N

AND AND A STATE OF THE PARTY OF

ME ESTATE TO A STATE OF THE BOOK AS

连阅 1953 mm 1

SECRET STREET

M. Barrot 1 Del

:최 대

more to

No Case

ingle in

GENT OF

10 m

150 7

A Company of the Comp

We differ the following to the second test

The state of the state of the state of the state of

Mª Stirbois (F %):

« La demission

de M. Mitterrand »

Depute ones to got to a finish es-

Loir of sends sine that it was a matter to the land of the land of

France Starbers, all in the server of

Me Stutions afficiency and many the

Habadae a ere la comme de la c

desper de la Nanavalle 4 au Julius 17 l'affaire du Raire : a il air de par sume que ni M. Mariel Horard e

M. Laurent Fahiu, ne praires

me commission d'enq

La majorde senatoriale a chos

de profiter de la resurt extraced

naire decides par la pre-in- 2 de

schuppidne tont dangerer, un le

vite une commercina d'enquet

Stoppes dan lear state page lot (1), has president the proof de droite et le president de see

M. Alam Poher on m. ... 188

qui a particulierement agaze

Sourcemement Via fire the fure par M. Lionel Responses

qualife de prentier de matasi d'Etat, du discours de Mes la

Cresson, ponetite par les gates, d'usage, M. Charles, Passage, M. Charles, Passage, R.

s explique que cette de bras

treediste et qu'il fandrais 3 de se

teurs pour qu'il purs ent

Anticipant sur le depoit à

semblée nationale d'une fin tre

censure qui prolonge automati

ment la session cultureldinaire

senateurs de droite out decad

repousser au 11 fevrier le defia

devait logiquement survic le

cours du premier inimitte

décision à suscité l'affant groupe socialiste VI Hélent présidente du groupe comma

a regrette la manteuvre . s

cienne o de la majorité servit

prendre quelque charges

B achierente inconverge

Le Sénat

« donner de lagemente regionaliste »

fedamant de la Remitten en

and the second

Sand Call Take

Secretary Property and Property

11-11

250

212. * 155. *

alm sink attaine in

.

M. Balladur (RPR): « Une concentration excessive du pouvoir»

Bien qu'il ait, le premier, demandé que le Parlement soit saisi de l'affaire Habache, M. Edouard Balladur (Paris) ne se satisfait pas d'avoir été entendu par M. le président de la République. « C'était le minimum républicain », dit le porte-parole du groupe RPR. Ce qu'il faut désormais, c'est la création d'une commission d'enquête parlementaire. « afin que notre pays connaisse ensin la chronologie exacte des faits, l'enchevêtrement des responsabilités, l'enchaînement des silences ». Pour avoir « exercé des fonctions au sein de l'Etat », l'ancien ministre juge qu'il y a encore trop de « questions sans réponse », même si, convient-il, « ce n'est pas d'hier que la Ve République Evolue vers une concentration excessive du pouvoir, qui se traduit par l'abaissent du rôle des ministres, du rôle du gouvernement tout entier. comme du rôle du Parlement ».

« Vous ne devez plus vous contenter, comme le fit si longtemps votre prédécesseur, de toutes ces habiletés tactiques qui permettent de durer, mais qui, vote après vote, minent l'autorité du gouvernement, ajoute le député de Paris à l'adresse de M. Cresson. Détenir le pouvoir n'est pas une sin en soi. La sacon dont on l'exerce et ce que l'on en fait comptent davantage (...). Vous pouvez refuser la voie de la clarté et de la réforme que l'opposition vous propose. Songez cependant que vous ne pourrez pas refuser, dans un mois ou dans un an, le verdici des Français, o

M. Fabius (PS):

Ayant retrouvé sa liberté de parole, dans l'hémicycle, depuis sa démission de la présidence de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius (Seine-Maritime) s'est employé à témoigner du rassemblement des socialistes pour soutenir le gouvernement. Certes, le « climat politique n'est pas bon », mais, dans le domaine économique, « les inditateurs d'ensemble sont en général favorables à la France». Comme le premier ministre, le nouveau premier secrétaire du Parti social en détaille quelques-uns. Comme le premier ministre, M. Fabius glisse rapidement sur l'affaire Habache, « une erreur d'appréciation et de fonctionnement dont les responsaerreur malheureuse ». Désormais,

d'avoir mené de front dans la période récente assainissement économique, approfondissement de la protection sociale, extension des libertés et modernisation de la soc eté! a ajouté M. Fabius. C? mouvement-là n'a été possible que parce que nous concerons l'Etat non pas comme un poids mort, mais comme un multiplicateur d'effica-

« Veiller à l'unité»

bles ont été sanctionnés », « une selon lui, «l'affaire est ou demait être close ».

Comme le premier ministre cafin, le député de Seine-Maritime préfère énumérer quelques-unes des grandes réformes de la gauche, quels qu'en soient les auteurs.

*Qu'on nous cite donc les pays industriels qui peuvent se targuer cité economique et de justice 30ciale. (...)

The second secon

The state of the s

Man Provide Carrie of The Man of the Carrie of the Carrie

The second of th

And the second of the second o

4 same three the a measure of the

₽ 2

the state of the same of the s

Maria and Maria

The state of the s

11 250 1 44 Ziang

- 10 m

se montrer fiers de leur bilan

exemple, que les libertés individuelles n'ont jamais été aussi bien garanties puisqu'« on peut même perquisitionner le siège d'un parti politique au pouvoira,

En se dégageant délibérément de l'« affaire Habache» - mais lui restait-il quelque chose à ajouter après l'intervention télévisée de M. Mitterrand?, - M= Cresson a ainsi esquivé la demande de M. Jean-Claude Gayssot (PC), qui a souhaité voir posée la question de confiance, comme celle de M. Edouard Balladur (RPR), qui a laborieusement réclamé la création d'une commission d'enquête parlementaire.

Dix jours après le déclenchement de l'« affaire Habache», M. Jacques Barrot (UDC) a préféré situer le débat sur le terrain de la morale. Plus habile encore, M. Leotard (UDF) s'est lui-même installé, par un discours brillant, dans le rôle d'un possible ministre des affaires étrangères, en dénonçant les « atermoiements » du président de la République, cet « homme seul [qui] gouverne la France » et dont le pouvoir ne consisterait qu'à garder par-devers lui « le calendrier de la solitude ». Enfin, pour sa première intervention dans l'hémicycle depuis sa désignation au poste de premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius s'est attaché

à appeler les socialistes à resserrer les rangs pour vu près de moi de ces hommes tourmentés de leur soutenir le gouvernement.

Dans sa réponse aux orateurs, M™ Cresson s'est employée à railler les « impatients », d'où qu'ils viennent. Citant Tocqueville, elle a moqué « ces ambitieux déroutés, qui s'étaient trouvés arrêtés pendant dix ans dans l'opposition en croyant d'abord ne faire que la traverser ». Accoudée à la tribune, l'œil malicieux tourné vers les rangs de la droite, c'est avec une sorte de délectation qu'elle a continué la citation, en forme d'avertissement aux électeurs : « Combien n'avais-je pas

vertu et tombant dans le désespoir, parce qu'ils voyaient la plus belle partie de leur vie se passer à critiquer les vices des autres sans pouvoir jouir enfin un peu des leurs et sans avoir à se repaître que de l'imagination des abus! La plupart avaient contracté dans cette longue abstinence un si grand appétit de places, d'honneurs et d'argent, qu'il était facile de prévoir que, à la première occasion, ils se jetteraient sur le pouvoir avec une sorte de gloutonnerie, sans se donner le temps de choisir le moment ni le morceau. »

JEAN-LOUIS SAUX

s Il peut y avoir sur tel ou tel point des divergences d'appréciation au sein de notre groupe ou de la formation que je dirige. Telle est la vie, les idées sont diverses et elles sont incarnées par des femmes et par des hommes qui sont eux-semmes différente Tout celle sonneil. mêmes disserents. Tout cela consti-tue une richesse, à condition qu'on sache garder la mesure et veiller à l'unité (...). Madame le premier ministre pour le l'annier premier ministre, vous nous trouverez à vos côtés pour la réforme et le courage. La réforme appelle le courage. Le courage appelle le soutien.»

M. Barrot (UDC): « Une survie artificielle»

Pour M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, « l'affaire Habache est le symptôme d'une triple crise; elle traduit à la fois une dilution de la volonté, une dispersion de l'autorité, une disparition du sens des responsabilités ». En réponse aux plaidoyers pro domo de M= Cresson et de M. Fabius, le député de la Hante-Loire pose cette question : « Quel exemple d'éthique ou, simplement, de fair-play un gou-vernement donne-t-ll à l'administration et aux Français en revendi-quant pour lui les réussites et en se défaussant des échecs sur des fonctionnaires?»

«Les électeurs accusent à chaque partielle. Même dans vos propres rangs, on ne vous suit plus, on accuse, et vous plaidez non coupa-ble, a déclaré M. Barrot. Si les Français expriment leur désarroi, c'est qu'ils ressentent que leur pays est en état d'urgence. Urgence face à l'état, elle risque de nuire à la démocratie et au pays.»

> M= Stirbois (FN): «La démission de M. Mitterrand»

Député (non inscrit) d'Eure-et-Loir et seule élue du Front natio-nal à l'Assemblée, Mac Marie-France Stirbois clôt le débat en réclamant « la démission du président de la République ». Après avoir énumére les « morts myste-rieuses de la V République ». M= Stirbois affirme que « l'affaire Habache a été la goutte d'eau qui a sait déborder la vase ». Evoquant le dossier de la Nouvelle-Calédonie et l'affaire du Rainbow-Warrior, elle estime que ni M. Michel Rocard ni M. Laurent Fabius ne peuvent « donner de leçons de moralité ».

La motion de censure de l'opposition

et par la crise morale et politique qui frappe notre pays; considérant que le refus du premier ministre de tirer les conséquences politiques de cette situation en engageant la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale : considérant que les problèmes essentiels à la vie des Français ne peuvent trouver de solutions dans le cadre de la politique actuelle,

qu'il s'agisse du chômage, de la

dérive des finances publiques, de la

lutte contre la délinguance ou de la

réponse à trouver aux difficultés de

qui affectent son fonctionnement notre système de protection sociale; considérant que le gouvernement est dans l'impossibilite de faire face aux responsabilités qui sont les siennes pour régler les problèmes économiques et sociaux de la France; considérant que, par là même, le gouvernement ne dispose plus de la confiance des Français et qu'il convient de redonner la parole au peuple français à la faveur d'élections générales; censure le gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, »

Les retrouvailles avec la gauche

Suite de la première page

La surprise n'est pas tant que le premier ministre ait présenté un programme pour les treize mois à venir – afin de tenter de convain-cre qu'elle ne limite pas son espoir de rester à la tête du gouvernement à l'échéance des régionales de mars prochain, – mais qu'elle ait affirmé l'intention de conduire la bataille décisive, celle des législatives de mars 1993.

Voici le texte de la motion de

censure déposée par MM. Bernard

Pons. Jacques Barrot et Charles

Millon, présidents des groupes RPR,

UDC et UDF, ainsi que par quatre-vingt-trois députés de l'opposition,

qui sera discutée par l'Assemblée nationale le mardi II février :

«L'Assemblée nationale, consi-

dérant la confusion qui règne au

sommet de l'Etat et la fuite devant

les responsabilités qui est la mar-

que de l'action gouvernementale

depuis plusieurs mois; considérant que l'autorité de l'Etat est compro-

mise par les graves dérèglements

Quand le président de la République est «en sursis», puisque, en tout état de cause, la date-limite de son départ de l'Elysée est déjà fixée et que la question n'est pas de savoir s'il demandera aux électeurs de prolonger son bail, mais, au contraire, s'il ne s'en désistera pas avant terme, il n'est pas possible de laisser accréditer l'idée que l'autre tête de l'exécutif n'est déjà là que pour expédier les affaires courantes. Le «I'y suis, j'y reste» de M= Cresson était une proclama-tion obligée, ce qui ne veut pas

> L'héritage oublié

prouver leur compétence. Pour la première fois, elle n'a pas évoqué l'«héritage» pour affirmer qu'il lui compliquait la tâche, mais, au contraire, pour le revendiquer haut

Elle n'a pas placé son action à l'hôtel Matignon sous le signe de la rupture avec celle de son prédécesseur, mais dans la continuité de la politique conduite par les trois précédents premiers ministres socialistes: MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard, ce dernier ayant même droit à un hommage particulier pour avoir inventé le revenu minimum d'in-

Le changement stratégique est total. Et comme M. Laurent Fabius a tenu un discours totalement dissemblable dans sa forme, mais au fond parfaitement comparable, il faut bien en déduire qu'il s'agit d'une stratégie coordonnée et, donc, décidée au sommet. La tâche du premier ministre et du premier rétaire du PS était pourtant particulièrement délicate, puisque, à l'Assemblée nationale, ce n'était

et des socialistes qui était critiquée, mais celle du président de la République.

Ainsi le veut, depuis toujours, la pratique institutionnelle de la V- République, qui impose au chef de gouvernement et aux dirigeants du parti majoritaire de défendre une politique dont ils ne sont pas les principaux décideurs, mais, aujourd'hui, c'est bien M. Francois Mitterrand qui est, qu'il le veuille ou non, en première ligne.

Il reste que les discours de M∞ Cresson et de M. Fabius, la façon dont ils ont été reçus par les députés du PS annoncent qu'après avoir été assommés par la succession de coups reçus, les socialistes ont décidé de relever la tête et que, pour la première fois, le chef du gouvernement leur a presque donné l'impression qu'il peut être le chef de guerre qu'ils réclament. L'autre dimanche, M. Michel Rocard s'était présenté en porteur du flambeau de l'espoir. Vendredi, M= Cresson leur a affirmé que, sans attendre un éventuel avenir prometteur, il est possible de se battre armé du seul bilan de ce qui a été fait, en l'opposant aux promesses de la droite, dont l'action passée ne garantit pas qu'elles seront tenues. Cependant, quand les Français désigneront leurs pro-chains élus, se souviendront-ils du passé, jugeront-ils le présent ou parieront-ils sur l'avenir?

THIERRY BRÉHIER

Dans les couloirs

Ragaillardis!

1991, par son discours d'investiture devant l'Assemblée nationale. Elle les avait assommés d'ennui, le 25 septembre, pendant son intervention au cours des journées parlementaires. Elle les déprimait depuis. Elle les a soudainement ragaillardis, vendredi 7 février. Plus qu'un premier ministre, c'est un chef de campagne électorale que les députés socialistes ont semblé découvrir en M™ Edith Cresson, pendant sa prestation à la tribune. Il est vrai que quelques heures avant le début de la séance, en réunion de groupe. recommandation avait été faite aux élus PS d'être présents en masse dans l'hémicycle et de se montrer, si possible, démonstratifs et vraiment solidaires du chef du gouverne-

Elle les avait décus, le 22 mai

A l'issue de son discours, même ceux qui, il y a encore quelques jours, tempétaient contre le maintien de M™ Cresson à Matignon paraissaient sortir tout ébaubis du Palais-Bourbon. Premier à se glisser dans les couloirs, M. Bernard Poignant (Finistère), rocardien de la plus stricte obédience, l'a jugée sans hésiter « combative et combattante», « Finalement. ca lui fait du bien d'être aiguillonnée », ajoutait-il.

Proche de M. Pierre Mauroy, M. Jean Le Garrec (Nord), porte-parole du groupe socialiste, effacait à son tour la mauvaise humeur qui l'avait conduit à déclarer, en pleine affaire Habache, que des « décisions politiques » s'imposaient, pour s'émerveiller devant un discours

■ remarquable, précis et tonique », « Je suis un dénuté socialiste serein », lançait, à son propre étonnement, M. Jean-Paul Planchou (Seine-et-Marne), jospiniste, enchanté d'avoir trouvé un « premier ministre pugnace ». Même l'inventaire laborieux des réalisations de la gauche auquel s'était livrée Me Cresson a trouvé grâce aux yeux de M. Planchou: «C'est bien de faire des exercices de rappel comme celui-ci.»

M. Michel Suchod (Dordogne), chevènementiste, était lui aussi séduit par l'intervention du premier ministre : « Elle a été vraiment mobilisatrice pour la gauche. A un moment où plus eucun dirigeant du parti ne semble prêt à se battre pour les élections, elle s'est imposée comme un vrai chef de campagne. Elle nous donne du souffie. Même l'apposition l'a écoutée », observait-il. Tout à son enthousiasme, M. Jean-Jack Queyranne (Rhône), porte-parole du Parti socialiste, avait presque envie de croire au miracle et osait un jugement un peu aventureux en affirmant que « ia droite est complètement démobilisée. Elle ne croit pas ellemême à sa motion de censure ». Convaincu, comme la majorité de ses collègues, que Mª Cresson venait de « mettre un point final à l'affaire Habache », M. Suchod se montreit toutefols un peu plus prudent pour l'avenir, en alissant, dans un soupir : JOUGHT à CAS A vous les 22 et 29 mars... »

ANDRÉ LAURENS

La vraie surprise est venue du ton de cette proclamation. Pour mobiliser ses troupes, le premier ministre ne leur a pas expliqué qu'il est grand temps de préparer la France au grand marché européen, mais que le bilan de leur action depuis dix ans suffirait à

LIVRES FOLITIQUES

ouvrage intitulé Droit constitutionnel. La première est que l'universitaire qui en est l'auteur, Dominique Turpin, cite en exergue une singulière leçon de pédagogie donnée, à sa manière, par Lewis Carroll: un tel parrainage chasse toute crainte d'ennui et de conformisme. La deuxième raison est Dans le même temps, M. Poher a l'actualité du sujet, puisque les fait parvenir à Me Cresson une lettre l'informant du dépôt de la électeurs seront invités en 1992 à

droit.

cipes et de ses règles.

p Précision. - M. Jean-Claude Martinez, député européen du Front national, a du payer 500 000 F pour figurer en bonne place sur la liste des candidats du FN aux élections européennes de 1984 et pour pas 50 000 francs 1984, et non pas 50 000 francs comme il a été indiqué – à la suite d'une erreur de transmission dans l'article consacré au système financier de ce parti (le Monde du 8 février). D'autres candidats figurant en position d'éligible sur cette liste, dont M. Pierre Descaves. avaient aussi du acquitter ce «droit d'entrée» d'un demi-million

TL y a plusieurs raisons de s'in-L'état du droit dans l'Etat de droit téresser à cet imposant

Retour aux textes, recours aux iuges, le droit constitutionnel, «un moment mis à la porte, revient aujourd'hui par la fenêtre » sous une forme renouvelée, car il est devenu « essentiellement jurisprudentiel », aux dépens des politiques a privés de la rente de situation qui a longtemps fait d'eux les toiletter la Constitution. Une troiinterprètes quesi exclusifs des sième raison tient à cette affirmarègles d'un jeu dont ils étaient tion de notre guide : «Le droit pourtant eux-mêmes les protagoconstitutionnel nouveau est nistes ». Cette évolution, qui arrivé. » Enfin, une quatrième a substitue le règne du droit à la pourrait être de s'informer sur domination des vainqueurs du l'évolution de la démocratie, moment», correspond à celle de concept vague qui se précise, la pratique démocratique. La s'enrichit et se conforte avec le démocratie constitutionnelle remplace la démocratie absolue, « où On ne s'ennuie pas avec Domila toute-puissance de la loi n'avait nique Turpin, qui traite de son fait que prendre le relais de celle

grave sujet avec entrain et, pardu roi ». fois, enjouement; il n'hésite pas à Dominique Turpin accueille donc intervenir personnellement lorsdans son manuel les nouveaux qu'il estime devoir donner son domaines couverts par la matière point de vue. L'auteur se réjouit qu'il enseigne, tels le financement de constater que sa discipline est des partis politiques et des camaujourd'hui appréhendée dans pagnes électorales, le rôle des tous ses états, après avoir connu autorités arbitrales qui encadrent des interprétations strictement le droit constitutionnel à un double formalistes et juridiques, puis des niveau. Il note que, désormais, « le lectures sociologiques et « poli-Parlement français, déjà sous tistes». S'il parle de droit constitutionnel nouveau, c'est par réfécontrôle du Conseil constitutionnel, ne pourra plus ignorer impurence à l'évolution qui en a élargi le champ d'application et renforcé nément nos engagements internal'obligation de respect de ses printionaux et communautaires, et l'on

l'autarcie législative est terminé ». L'auteur estime qu'un toilettage de la Constitution, voire « quelques modifications plus substantielles », s'impose, mais il mesure le risque politique de « soulever le couvercle de la marmite », ce qui l'incline à la prudence. Après tout, cette Constitution « faite par et pour un homme s'est institutionnalisée, surmontant un à un tous les obstacles » au point que, après avoir duré plus que prévu et, en tout cas, plus que bien d'autres, « une sorte d'accord général parait s'être réalisé sur les grands principes qui la caractérisent et qui semblent, en fin de compte, bien adaptés au génie propre de notre peuple », écrit-il.

Dès lors, Dominique Turpin ne cache pas son scepticisme sur l'intérêt d'une éventuelle réduction du mandat présidentiel, le consensus sur cette réforme lui paraissant ambigu, et la réforme ellemême pas aussi bénéfique qu'on le dit, notamment parce qu'elle « aboutirait à enlever toute raison d'être à l'exercice du droit de dissolution, qui condamnerait automatiquement, si l'on veut rester logique, le président à remettre aussi en jeu son mandat». De la même façon, les arguments défavorables au droit de vote des tionaux et communautaires, et l'on | vorables au droit de vote des | Claude Leclercq. LITEC édit., peut en conclure que le temps de l'étrangers lui semblent l'emporter | 279 pages, 150 F.

sur les autres. Si, en matière de mode de scrutin, sa préférence va au système majoritaire, éventuellement mâtiné de proportionnelle, il n'en mesure pas moins les limites : la vraie réforme consisterait, à ses yeux, à inscrire le mode de scrutin choisi dans la Constitution pour lui conférer une plus grande crédibilité.

Ce travail s'achève sur l'étude de plusieurs régimes politiques étrangers. Signalons, à ce sujet, l'ouvrage de Marie-France Toinet sur la Présidence américaine. Il paraît dans une collection nouvelle qui a déjà publié le Système politique français, d'Yves Meny, et le Premier Ministre en France, de Philippe Ardant. Dans le même champ d'information et de documentation. Jean-Luc Chabot propose una brève et densa introduction à la politique et Claude Leclerca une étude sur les Libertés publiques qui fait une large place, parallèlement au droit français, au droit européen.

 Droit constitutionnel, de Dominique Turpin. PUF édit., 792 pages, 145 F.

► La Présidence américaine, de Marie-France Toinet; le Sys-tème politique français, de Yves Meny; le Premier Ministre en France, de Philippe Ardant. Trois volumes de la collection «Clefs» chez Montchrestien, 60 F chacun.

► Introduction à la politique, de Jean-Luc Chabot. PUF édit., 222 pages, 135 F. ► Libertés publiques,

Le Sénat souhaite créer une commission d'enquête sur l'affaire Habache

La majorité sénatoriale a choisi de profiter de la session extraordinaire décidée par le président de la République pour constituer au plus vite une commission d'enquête. Stoppes dans leur élan par la loi (1), les présidents des groupes de droite et le président du Sénat, M. Alain Poher, ont mis au point un dispositif, vendredi 7 février. qui a particulièrement agacé le gouvernement. A la fin de la lec-ture par M. Lionel Jospin, en sa qualité de premier des ministres d'Etat, du discours de M= Edith Cresson, ponctué par les quolibets d'usage, M. Charles Pasqua (RPR) a expliqué que cette déclaration était « aberrante, incohérente et irréaliste» et qu'il faudrait donc a beaucoup de temps » aux sénateurs pour qu'ils puissent ay comprendre quelque chose ».

Anticipant sur le dépôt à l'Assemblée nationale d'une motion de censure, qui prolonge automatique-ment la session extraordinaire, les sénateurs de droite ont décidé de repousser au 11 février le début qui devait logiquement suivre le dis-cours du premier ministre. Cette décision a suscité l'hilarité du groupe socialiste. Me Hélène Luc, présidente du groupe communiste, a regretté la manœuvre « politictenne » de la majorité sénatoriale.

premier ministre de « proposer à M. le président de la République d'inscrire la discussion de cette résolution à l'ordre du jour de la session extraordinaire». **GILLES PARIS**

proposition de résolution tendant à

créer une commission d'enquête, lettre dans laquelle il suggère au

(1) Le Pariement a été convoqué sur un ordre du jour qui ne comporte qu'une déclaration de politique générale, alors que la création d'une commission quête suppose un vote des parlemen-

LE FRONT NATIONAL VINGT ANS APRÈS

VI. – Retour à Toulouse, chez « ceux de Reynerie »

Comment les militants lepénistes font « une affaire d'honneur » de leur obsession de « propreté » dans « leur » quartier du Mirail...

Après avoir rappelé les chômeurs, le Front national est racines idéologiques du Front national (le Monde du 4 février). expliqué comment sont organisés ses réseaux (le Monde du 5 février), exposé les idées de M. Le Pen en matière culturelle (le Monde du 6 février), rapporté les témoignages de ceux qui ont, un temps, appartenu au mouvement d'extrême droite (le Monde du 7 février) et examiné le système de financement de ce parti, avec le sixième et dernier volet de notre enquête nous suivrons au jour le jour l'action des militants dans une cité diffi-

Nous tirerons les leçons de cette enquête dans un entretien avec le politologue Pascal Perrineau, publié la semaine pro-

TOULOUSE

de nos envoyées spéciales

Un ciel bas pèse sur Le Mirail, l'énorme ZUP édifiée en pleins champs dans les années 60. A la sortie de l'échangeur, après le trajet d'une houre avec le bus 148 qui le relie au centre, ce quartier est une ville en soi, avec ses quarante-cinq mille habitants. Des tapis d'Orient pendent aux balcons par-dessus les carreaux de céramique de la toute nouvelle renovation.

Récemment, le système d'adresse a été simplifié. « J'habite au 2045 avenue de Kieva, ironise un rési-dent. Mais la quête du « 2045 » est devenue mains ubuesque : les «tripodes» ont récemment été dotés de cages d'escalier séparées. Et notam-ment l'immeuble Midi-Fac, où deux cents CRS étaient intervenus le 13 avril dernier pour mettre un terme à un lace-à-lace entre Turcs et Maghrébins qui durait depuis la

théoriquement sur ses terres de pré-dilection. C'est au Mirail qu'il réalise l'un de ses meilleurs scores -11,2 % aux cantonales de 1985, - à égalité avec le quartier Saint-Etienne, dans le vieux centre de Toulouse, à tradition intégriste, Mais il ne s'affiche guère. Ici le FN est manifestement moins fanfaron est manifestement moins fanfaron que M. Le Pen en ses effets de

M. Charles Deseille représente à Reynerie le parti lepéniste. A cin-quante et un ans, il est l'un des responsables départementaux du service d'orde interne du not de service d'ordre interne du parti. Militant depuis une dizaine d'an-nées, il habite un des 160 logements d'une résidence proche du Lac. Son épouse est concierge et il se charge des travaux d'entretien. Pour peu qu'on lui fournisse le matériel. M. Deseille installe gratuitement les portes blindées.

Il affirme aussi prêter à qui la demande la camionnette fournie par le parti pour les expéditions tractages et collages. A raison de six cents boîtes à lettres par «tripode», il faut vingt minutes pendant qu'un autre militant fait le guet. Eviter, si possible, les provocations. « On ne remplit pas toutes les boites, on regarde les noms. " En sortant d'un immeuble, il y a quatre ans, il a eu une jambe et une clavicule fractu-rées, alfirme-t-il, par un agresseur inconnu. Il n'a pas porté plainte. «J'ai réagi comme tout le monde dans le quartier. J'ai eu peur. J'ai pensé à ma famille.»

Faute de pouvoir disposer d'une salle, les « frontistes » organisent ce que M. Deseille appelle, pour l'avoir lu dans un Nouvel Observateur d'emprunt - « Pas question que ce journal se fasse de l'argent sur mon dos » - des « réunions Tuppermane dos » - des « reunons rupper-mane» d'une vingtaine de personnes dans deux appartements. Ordre du jour : insécurité, impôts locaux, «Le bureau nous a aussi demandé de nous mettre dans un club de boules ou un club de tir à l'arc, Dans cette zone aux 35 % de tisme mais du prosélytisme.» Les

M. Deseille aime la propreté, il déteste ces graffiti dont il nie toute responsabilité. « Un soir, on en a pris sept et on leur a foutu une branlée. C'était la LCR. » Mais, ajoute-t-il, « des connards, il y en a aussi de noire côté». En cela, il ne peut que séduire le voisinage, exas-pere que séduire le voisinage, exas-pere le comme ailleurs par les Ing-gers. Le grand « nettoyage » est à l'ordre du jour chez les résidents, qui font de l'image de « leur » Mitail « une affaire d'honneur ».

Tracts alarmistes

Cette obsession de propreté vaelle se traduire jusque dans le secret
des urnes? M. Deseille est plutôt
circonspect: «On fera moins qu'on
ne pense. Si on sort un 12 %, je
serai très content. On a avancé vite.
On a commencé par de grandes
élections. On a commis des malaélections. des erreurs. On a une dresses, des erreurs. On a une

implantation trop jeune encore.»

De fait, au Mirail, comme au centre-ville, le Front se garde de revendiquer les tracts alarmistes ou les pétitions qui circulent ca et là. Contre un foyer SONACOTRA, aux Pradettes, par exemple, ou con-tre la mosquée Tabar à Reynerie e On ne peut pas dire qu'il y ait des attaques franches du FN, mais on est obligés de se poser la question : à qui profite le crime?», s'interroge M. Patrick Mignard, universitaire, président régional de la Ligue des droits de l'homme droits de l'homme.

Parfois, mais rarement, cette uestion trouve réponse. Ainsi dans l'affaire Tabar, grâce à la vigilance d'un retraité du quartier bien décidé à « barrer Le Pen ». Le château « Tabar » a été acheté il y a

animateurs de quartier ont bien entendu parler de quelques réunions, mais, pour eux, ce parti agit surtout «en catimini». Ses militants n'apparaissent jamais de jour, disent-ils, ni sur la voie publique.

M. Descille aime la propreté, il maine la propreté propreté propreté partir de la place l'ouverture la propreté partir de la place l'ouverture la par l'Association musulmane de Toulouse pour en faire une mosquée. En toute légalité, le délai de préemption de la mairie ayant été dépassé. Bientôt une pétition regroupe 85 signataires du voissinage, qui protestent contre l'association musulmane de Toulouse pour en faire une mosquée. En toute légalité, le délai de préemption de la mairie ayant été dépassé. Bientôt une pétition regroupe 85 signataires du voissinage, qui protestent contre l'association musulmane de Toulouse pour en faire une mosquée. En toute légalité, le délai de préemption de la mairie ayant été dépassé. Bientôt une pétition regroupe 85 signataires du voissinage, qui protestent contre l'association musulmane de Toulouse pour en faire une mosquée. En toute légalité, le délai de préemption de la mairie ayant été dépassé. Bientôt une pétition regroupe 85 signataires du voissinage, qui protestent de la contre l'association musulmane de Toulouse pour en faire une mosquée. En toute légalité, le délai de préemption de la mairie ayant été dépassé. Bientôt une pétition regroupe 85 signataires du voissinage, qui protestent de la contre l'association musulmane de l'accident de la mairie ayant été dépassé. Bientôt une pétition regroupe 85 signataires du voissinage, qui proteste l'accident de la mairie ayant été dépassé. Bientôt une propreté protes de la mairie ayant été dépassé de la mairie ayant été dépassé de la mairie ayant été réclament à la place l'ouverture d'une annexe de la mairie.

D'où a bien pu partir cette ini-tiative? Le pharmacien, visiblement gêné, «n'en a jamais entendu par-ler». Il est aussitôt contredit par un d'un pavillon, est l'un des deux résidents à avoir refusé de soutenir cette pétition signée « Des habitants du quartier ». Le flou de cette appellation l'avait d'autant plus intrigué qu'il avait reconnu dans l'homme qui faisait le porte-à-porte le fils d'un de ses anciens collègues. «Des» habitants? Cela ne veut rien dire. Qui t'envoie, sous ce nom? Le Front national? * Et lui de me répondre : « oui. » La mairie a entamé une procédure devant le tri-bunal administratif pour récupérer le château à des fins d' «utilité

«Il faut faire le ménage»

Pas d'activisme à ciel ouvert. Le FN peut se faire discret. L'expression du « ras-le-bol », les valeurs d'ordre font recette, sans recourir à M. Le Pen. Entre communautés, les frontières demeurent aussi implicites que réclles. «Ceux de Reynerie» ne fréquentent pas «ceux du Lac», installés à 100 mètres. La méfiance règne. Une peur ambigue, entre occupants de la même cour-sive. Un épicier algérien, maigre et sans âge, baisse obstinément la tête la matin, je repars à 20 heures après avoir tiré mon rideau. Je n'existe pas.» Mais les graffiti persistants révèlent les tensions. «Le Pen, tu vas crever.» «Les Arabes dehors!» Jusque sur l'antenne des llotiers, devant laquelle sont garés deux scooters : «Flics, fascistes, hort de

Sensible à ce climat, la munici-palité de Toulouse a déjà entrepris une « politique de peuplement » visant à « réequilibrer » la compo-sition du Mirail. Quitte à faire parsition du Mirail. Quitte à faire par-tir quelques vieux habitants. Pour sa part, le parquet de Toulouse a ouvert en septembre dernier une «antenne de justice» au œur de Reynerie, où se pratique de préfé-rence la médiation moyennant répa-ration du dommage: en nettoyant par exemple les graffiti. L'an passé, la petite et moyenne délinguance a la petite et moyenne délinquance a augmenté sur Toulouse de 5 % « ce n'est pas dramatique» - estime le parquet. Enfin, les ilotiers ont un téléphone, après quatorze ans de présence. Et de nouveaux policiers viennent d'être affectés à la sécurité du quartier.

Ces renforts paraissent « encore insuffisants » aux quatre présidents d'associations de copropriétaires et d'associations de coproprietaires et de locataires qui tiennent réunion dans leur local de Reynerie. Le docteur Traviesas, installé depuis vingt ans, admet : « Question vols et saccages, cela s'est calmé un peu.». Son voisin, M. Jean-Claude Ducos, rappelle : « Une bande de loubards avait saccagé le local et brûlé le fourgon des élotiers. Nous avions commencé de former des milices. commencé de former des milices. Devant les premiers résultats obtenus par nos pressions sur la municipalité, nous les avons interrompues. » Ces « correspondants de quartier» de la mairie réclament « un Mirail plus police » encore avec l'ouverture d'un commissariat. « Il faut faire le ménage, n

Ces responsables d'associations s'affirmant «apolitiques et aconfes-sionnelles» ne manquent pas de fustiger « ces gens qui venaient transformer le quartier sans y habi-ter, tel le soi-disant « SOS-Racisme», aujourd'hui disparu». Solon eux, plusieurs organisations politi-ques ont tenté de les «noyauter, y compris des étudiants de l'université. Sans succès». Et l'influence du Front national? « On ne fait pas de politique » M. Ducos demande, narque quelqu'un vous avouerais qu'il en est?»

7

119 . 3 . 100 .

29 19 13 ...

F. Y.C.

Michael Control

A 105,272 - 10

NEW TO

2 mm - 31 -

15/20/20

7.

Cartina da en

200

, 31

10.00

1 37

1.10

2 4 3"

25 ...

1 20 1

11.00

34"

intrine "

411

SCIENCES

sg. Col. 1 -

out V.

6

10.1

Verbe et réalisme

Le plus vieux, effrayé, proteste : «N'en parlez pas, sinon rous les gonflez.» La troisième marque une pause : « Des gens ici vont voter pour le FN parce qu'ils sont écentés de la situation. Pas pour les idées du FN. » Silence complice. Le quatrième sourit : «Le vote est secres n'est-ce-pas?*

Geste en direction du centre commercial: a Vous les voye... les Noirs et les Turcs, avec leur filet à provision? C'est eux maintenant le problème. Surtout les Turcs. Ils attendent l'ouverture du Marché commun pour régulariser leurs papiers. Nous, on est foutus. Quand ils auront des papiers, ils voudront tous venir. C'est déjà l'angoisse.»

Mais à ce moment, comme si la réalité têtue venait frapper à la porte, celle du local s'ouvre sur un jeune Beur qui assure le nettoyage de la rue. On le salue sans complexe. Oubliées, les diatribes. « Enfin coursives et espaces verts sont propres! La voirie municipale ne le faisait pas. » L'ouvrier reparti, un des hommes commente, prenant à témoin ses collègues : « Lui au moins, il veut travailler » ...

Même les jeunes, en effet, sont conscients de la nécessité d'un « ravalement ». Plusieurs d'entre eux, à la suite du décès par over-dose d'un ami, ont créé le 16 décembre leur propre entreprise de nettoyage, avec l'aide de la mai-rie et des éducateurs : la Régie Rey-nerie Services. Celle-ci collabore concrètement avec ces associations de copropriétaires, ravies de les voir apprendre «ce que c'est que le tra-vail » et de « se lever à dente de l'une d'entre elles assume d'ailleurs la responsabilité de tréso-rière dans cette Régie, qui emploie quatorze personnes à durée déterquatorze personnes à durée déter-minée, en formation ou en contrat emploi-solidarité, et deux Rmistes. « Des jeunes en difficulté, un taulard en réinsertion. Mais il ne faut pas le dire. C'est mauvais pour l'image, » Comme le souci de propreté, la volonté d'éviter un affrontement redouté antre communeuté justice. redouté entre communautés incite Reynerie au compromis, voire au coude à coude. Personne ne vent

«Nous ne sommes nas là pour nous faire la guerre»

jouer les apprentis sorciers.

De ce sentiment de responsabilité témoigne également Warres, vingt-huit ans, soudeur-serrorier et père de famille, Français d'origine maghrébine. « Certains n'aiment pas la race arabe. A cela, nous ne pouvois rien. Mais nous ne sommes pas libre pour nous faire la guerre. Il faut les comprendes ces Français. les comprendre, ces Français. Aujourd'hui, ici, il y a trop d'étran-gers. »

Ce jeune père de famille travaille Ce jeune père de famille travaille à plein temps et pour un salaire légèrement supérieur au SMIC, à l'encadrement de la Régie depuis l'ouverture. Il en a porté le projet... « Septembre 90 : cette mon d'un ami nous touche. A chaud, on s'ènerve entre nous. L'un veut frapper le gars qui a vendu la dose d'héroine. Les plus calmes s'interposent. Il faut agir plus profondément, pour qu'il y ait des suites. Et d'abord nous faire entendre. » l'a organisent avec l'aide des éducateurs une réunion, où sont présents entre autres M. Alain Dreuilhe, directeur départemental des polices utraines et Mis Entertaines et Mis Entertaines. directeur départemental des polices arbaines, et M= Françoise De Veyrenas, pour la mairie, candidate (CDS) au prochain scrutin. Très vite naît cette idée de Régie, où pourraient travailler les plus défayorisés, «enfin. ceux qui le veu-lent!». Dans un premier temps, pour balayer et ensuite assurer les petits dépannages,

«Pour le moment nous sommes bien vus du quartier... « Des jeunes Maghrébins qui travaillent, ça fait du bien, ça nettoie. » On est prêts à se faire casser du sucre sur le dos. Avec le chômage, la crise, cela peut venir. Dans nos coursives le climat c'est durri » s'est durci.»

> CORINE LESNES ST DANIELLE ROUARD

Le petit monde de la presse « amie »

Depuis dix ans, le Front national s'est efforcé de rassembler autour de lui une pléiade d'organes de presse susceptibles de diffuser ses thèses. Aujourd'hui, il aligne dans les kiosques un quotidien, Présent, et plusieurs périodiques, comme les hebdomadaires Minute-la France et National-Hebdo ou le mensuel la Choc du mois, mais il peut aussi compter sur la bienveillance active de plusleurs titres «amis», comme Rivarol et la Crapquillot. Ces publications revendiquent une appartenance globale à l'extrême droite, tout en prétendant être a indépendantes d'un parti », comme le fait Minute-la France. Mais la présence de responsables du Front national à leur tête, l'étroitesse des liens entre ces journaux, ainsi que l'échange de collaborateurs auquel ils ont cou-turne de procéder - M. Alain Sanders écrit ainsi, à la fois, dans Minute-la France et dans Présent tandis que Mr. Anne Bernet signe dans Minute et dans le Choc du mois et que Françoise Chard dessine dans Présent et Rivarol - font d'eux les membres d'une même famille.

Xénophobie et antisémitisme

Tous cas titres assurent la défense et l'illustration des thèses du parti et de son chef, en faisant la part belle à la xénophobie et à un antisémitisme fortement sug-géré dans les articles, les caricatures et surtout certaines chroni-ques (télévision, notamment). La présentation et le style diffèrent. L'aspect « papier journal » de Pré-sent et de National-Hebdo ainsi que le style de ces deux publications, qui oscillent entre le langage parlé du tract et les formules ampoulées, tranchent avec la for-mule plus « haut de gamme » couverture glacée, maquette tirée au cordeau - du Choc du mois ou de Minute. Cette palette permet de « ratisser » le lectorat le plus large possible, mais les efforts en faveur de ces différentes publications ne semblent pas payés de retour, et les acheteurs se fant mains nambreux.

National Hebdo était, il n'y a pas si longtemps, l'organe de presse officiel du Front national : M. Jean-Marie Le Pen en était, rédaction en chef est assurée par M. Jean Bourdier. Plusieurs figures de proue du parti d'extrême droite MM. Roland Gaucher, François Brigneau, Michel Collinot ou Jean-François Galvaire - animent sa rédaction. MM. Gaucher et Collinot sont membres du bureau polide liste aux élections régionales en Charente-Maritime, est président de l'association des Amis de National Hebdo. Sous son vrai nom - Goguillot, - M. Gaucher écrivait, pendant la guerre, dans l'Essor, le bimensuel des Jeunesses nationales populaires de Marcal Déat. Quant à M. Brigneau, il tire une certaine gloire d'avoir appartenu à la milice de Vichy.

Le quotidien Présent, qui se définit comme «le quotidien de la droite traditionaliste », vient de l'un des actuels députés européens d'extrême droite, M. Bernard Antony (qui le dirige sous le pseudonyme de Romain Marie), résent est d'abord un mensuel local publié dans le Tarn. M. Antony le transformera en quotidien national en 1982, avec les actuels directeurs, M. Pierre Durand - membre du bureau politique du Front national - et M. Jean Madiran. Ce dernier a fait ses premières armes journalisti-ques dans le journal l'Action fran-çaise pendant l'Occupation, où il faisait elors figure, sous son vrai nom - Arfel, - de «poulain» de Charles Maurras (le Monde du 29 mai 1990). Directeur de la revue linéraires, en son nom propre, M. Madiran faisait sienne, dans le numéro de septembre-octobre 1981, la devise du régime de Vichy, «travail, famille, patrie», et se classait « à droite de l'extrême droite ».

En 1991, Présent vendait en kiosque 6 000 exemplaires (1 000 exemplaires de moins qu'en 1990). Le quotidien affirme cepen-dant fidéliser 15 000 abonnés. Ce sont ces derniers qui, en payant 1 650 F par an, assureraient le financement de ce journal de huit pages. «Nous ne bénéficions de l'aide financière d'aucun parti; en revanche, nous affirmons notre sympathie pour le Front nationals, explique M. Durand, qui fut condamné en mai 1990, en qua-lité de directeur de la publication, pour diffamation raciale à la suite d'un article sur les beurs. La dernière page du journal est conçue comme une « page-affiche », que Présent conseille d'apposer dans les lieux privés et publics, afin

VOUS AVEZ COLLABORE PANS QUEL JOURNAL? .



d'assurer la promotion du titre. Les militants sont invités à le laisser traîner dans les halls d'immeubles, les escaliers et à inciter les kiosquiers à le mettre en évidence. Le quotidien a bénéficié. jusqu'en 1989, des aides aux quotidiens à faibles ressources publicitaires, au même titre que la Croix, l'Humanité et Libération.

Ventes en baisse

Minute-la France est dirigé

depuis 1990 par M. Serge Marti-nez, membre du comité central du Front national et chef de file du parti pour les régionales à Paris, où il dirige la fédération lapéniste. Conscient de la chute de la diffu-sion de Minute, due aux prises de position de M. Le Pen pendant la guerre du Golfe - le journal a perdu plus de 12 000 acheteurs pendant le premier semestre 1991, - M. Martinez a remusclé l'hebdomadaire et attiré de nouveaux associés. Ainsì, Arnaud Folch, rédacteur en chef de la luxueuse revue da la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, extrême droite), collabore à la rédaction. Ainsi, parmi les actionnaires de la société édi-trice de Minute figure l'imprimeur de Présent, M. Gilbert Caron, patron de l'Impertinent, magazine « politico-satirique » lancé en décembre dernier. Minute-la France ne pervient guère à remon-ter la pente : en 1991, ses ventes átaient de 31 200 exemplaires en

movenne, contra 45 800 en pagne d'affiches publiciteires de 3 millions de france 1990. Il vient de lancer une cam-

Le directeur de National-Hebdo, M. Gaucher, dirigeant du Front national, fut l'un des rivaux malheureux de M. Martinez lors de la reprise de Minute, en janvier 1990. Il a réussi à ajouter à sa corbeille le Crapouillot, «magazine non conformiste» fondé en 1915 par l'anarchiste Jean Galtier-Boissière. Depuis la mort de ce der nier, en 1966, catte publication avait échoué ent: e les mains d'hommes de presse de l'extrême droite. Il était récemment détenu par... M. Serge Martinez et par l'un des anciens directeurs de Minute, M. Patrick Buisson, aujourd'hui directeur de la rédaction de l'hebdomadaire Valeurs

Les ventes de National-Hebdo et du Crapouillot ont également chuté. En 1991, l'hebdomadaire vendait 15 400 exemplaires (4 000 de moins qu'en 1990), tandis que les ventes du magazine satirique, avec 12 000 exemplaires, baissaient de moitié. Der-nier des journaux soutenant le Front national, le mensuel le Choc du mais a traversé une grave crise financière l'an dernier. Une crise qui n'est pas due à la récession publicitaire, comme c'est le cas pour le reste de la pressa, puisque les journaux d'extrême droite n'attirent guère de publicité, à l'exception d'un quarteron d'éditeurs amis, de quelques antiquaires et

viticulteurs. La crise, ici aussi. vient des ventes. L'an demier, le Choc vendait un peu moins de 10 000 exemplaires (contre 13 000 en 1990). Enfin, Rivarol, qui publie à la fois textes et photos favorables au Front national. voire des articles nostaloiques de la Révolution nationale de Vichy, affirme ene pas connaître sa diffusion ».

La baisse des ventes en kiosque n'empêche pas les responsa-bles de ces publications de se féliciter de leur audience, en arguant du volume des abonnements souvent tenu secret - et de l'ampleur de leur lectorat. Or, selon les experts, celui-ci repré-senterait, au mieux, le triple du chiffre de vente de ces journeux.

De «Rempart» au «Patriote du Var»

Toutefois, à côté des publications vendues en kiosque ou par ment, par sanvoi sous pli discret», comme l'indiquent ancarts promotionnels, le parti de M. Le Pen est aussi épaulé par une cinquantaine de bulletins locaux (1). De quatre à douze pages, baptisés l'Echo du Bastion (dans les Alpes-Maritimes), le Rempart (Ille-et-Vilaine) ou le Patriore du Var, etc., ces bulletins sont réalisés localement, selon un mode de fabrication artisanal ou en publication assistée par ordina-teur (PAO). Rédigés par des mili-tants du cru – dont de nombreux militaires du cadre de réserve – ou grâce à la reprise d'articles de Présent ou de National-Hebdo, ces feuilles revendiquent une diffusion de quelques dizaines d'exemplaires à plus d'un millier chez les militants et les sympathisants, selon les départements dans les-quels ils sont implantés. Un seul d'entre sux, le Patriote du Var, est diffusé dans les kiosques varois. La toile d'araignée des journaux du Front national ast donc particulièrement bien tissée. Même si beaucoup de lecteurs ne se sont pas encore laissé séduire par cette offre de papier.

YVES-MARIE LABÉ

(1) Les Droites nationalistes et radi-cales en 1991, de Jean-Yves Camus et René Monzat, à parature aux Presses universitaires de Lyon.

« grane CHICAGO de name caucules, spinific

is the surface to the come of gigantismin ar thomata a co AAT Rian Paris Carterio Carte He Carte CRUS. I suffer proper to the parameters de pénétron pui limitar du mestr Regency Chicago I in the bride gards house do to tuen site need and a grand que (in parks) desert SES salles de controlleran sallemente identiques qui edite semp entire tere quiume Er ter en retaine presque que cont vi una la mechani paid 6 feature du sain, paux de trons mile scientifique, partir de par

emments do pays. Versus car New les Etats, ils municipated where a 12 février à l'une des plus empres Sonnantes réunions de lamisons de es cherchours in opening more de l'American Assessation tie ma Advancement et Suionce AAAS forto de 132 CCC o nerrene Six jours parant, touter des pines confortung in that place

spécialistes du la fuschurs de marié came your y conficient was a vaux, leurs devilles, in an oseane Au cours du deux carte grands cations, do quariente e primition Aver l'arrest de l'Ag

Les données d sont disponible Un contrat person la commence de

mercrafte de la companya de la compa annemer PESA designation of the public sendresh 7 (2) Aux tempe, in the land 10 Januar dermer in the compensate European (1)

es charge de la commentante en Europe, en Magis de la commentante del la commentante de la commentante del commentante del commentante de la commentante del commentante de la commentante del commentan Canada & district to Auser du hord et Spot Int to Transtons les autres par l'années de sont conti scientifique, delle so perge echercise one ele appropriation de la communicación de production de la communicación d'un acces direct que fien Bedwer, . . .

2

Marie .

ب برزاید فیهه

Marin 1

State of the

ja se a -

2. C. S. C.

** いいかい

CONTRACTOR - ...

page to the leading

ு கூல

1 166-51

apper in easy.

الم الجيم المحج

the State of

eret in

were substituted in

Section .

4-140-5-62

Devant la cour d'assises du Gard

Luc Tangorre enfermé dans son innocence

A l'audience du procès de Luc acte», suspensions, arrêts-incidents, Tangorre, accusé d'avoir violé deux jaunes Américaines le 23 mai 1988 à proximité de Nîmes, l'instruction s'est achevée, vendredi 7 février, dans une cartaine confusion. Après cinq jours de débats parfois désordonnés, émaillés de nombreux incidents, M. Pascale Cutulic-Tangorre, accusé d'avoir violé incidents, M. Pascale Cutulic-Jaouen, conseil des deux Américaines, a vainement demandé à Luc Tangorre de renoncer à son système de défense « absurde et cruel» qui consiste « à nier l'évidence ».

NIMES

de notre envoyé spécial

Depuis l'ouverture des débats, lundi 3 février, le consiit était latent. L'attitude du président aga-çait une désense nombreuse et parfois dispersée, qui cherchait l'occa-sion d'exprimer ses frustrations. Cette occasion est venue à l'au-dience lorsque le magistrat a lu un extrait d'un document qu'il venait de recevoir, présentant une hypo-thèse où la réalité des viols était remise en cause. Ostensiblement, le président déchirait le document, avant d'avertir la famille Tangorre et ceux qui la soutiennent qu'il en avait rien à faire de ce genre de torchon». Dans la salle, le père de Luc Tangorre protesta à haute voix, en disant qu'il n'était pour rien lans cette missive, ce qui lui valut d'être immédiatement expulsé. Aussitôt, les cinq avocats de la défense quittaient la salle et l'audience était suspendue.

A la reprise, les défenseurs s'élevaient contre toute assimilation avec l'auteur du document, et c'était le début d'un cycle pratiquement ininterrompu de dépôts de conclusions, demandes de «donner

Un propos qui déclencha une nouvelle suspension. Plus nuancé, Me Vidal-Naquet lançait au magis-trat : «Systématiquement, on remet en cause les témoignages favora-bles. » Alors que Mr Lombard décla-rait prudemment : « Nous avons l'impression que la balance n'est pas égale entre les autres parties et la défense. »

> Intensité insoutenable

Entre-temps, les débats chaotiques se poursuivaient, hachés par les incidents, retardés par une alerte à la bombe ou enlisés dans un dis-cours interminable sur un détail du dossier. Car Tangorre joue aussi son rôle dans les égarements de ce procès. Face à une accusation qui dispose de charges nombreuses recueillies par des services de gendarmerie ayant travaillé avec une rigneur extrême, Tangorre tente d'exploiter la moindre erreur du dossier. Mais il le fait comme un avocat, parlant de lui-même comme s'il s'agissait de quelqu'un d'autre. Debout, la main armée d'un stylo braqué sur la cour, il lit un procèsverbal dont il énumère les références : « Code 390, pièce m 5 ». Il interroge les témoins, félicite les gendarmes et annonce à ses avocats dispose de charges nombreuses gendarmes et annonce à ses avocats silencieux : « Vous plaiderez, mais je plaiderai aussi...»

Mais l'instruction à l'audience va s'achever, et chaque partie donne son opinion sur les demandes de la défense visant à obtenir une reconstitution de l'itinéraire imputé à

nométrage - et une nouvelle experlise psychiatrique chargée de conclure sur un éventuel dedoublement de sa personnalité. Le rapport de la psychologue (le Monde du 5 février) a trouble Me Lombard qui a déjà dit : * Tangorre est enfermé dans les quatre murs de son innocence. » Il ajoute aujourd'hui : «Si cet homme était coupable, ce ne pourrait être que dans un état qui n'a rien à voir avec la normalité.»

Les deux demandes sont rejetées

et la sérénité tombe enfin sur les débats, car c'est l'heure des discours qu'il n'est pas permis d'interrom-pre. Le procès a pris du retard et le réquisitoire ne sera prononce que samedi 8 février. Et la partie civile commence en fin de soirée. Si l'usage veut que les jeunes avocats ouvrent les joutes du verbe, Me Pascale Cutulic-Jaouen est incontestablement entrée avec sa plaidoirie dans cette catégorie d'avocats que le jargon judiciaire qualifie de a tenors v. Et cela, meme si le terme, par l'idée de puissance bru-tale qui l'inspire, convient mal au registre subtil d'une avocate ayant su, souvent déchirante, faire parta-ger la douleur des victimes tout en conservant un respect pour l'accusé, qui ne se rencontre pas toujours sur les bancs de la partie civile. "On leur a volé ce qui ne se donne que par amour», souligne M. Cutulic. qui décrit les faits avec pudeur mais cependant avec une intensité parfois insoutenable.

Puis l'avocate, avec une rigueur marhematique, reprend les piliers de l'accusation : Tangorre reconnu sur photos, Tangorre reconnu dans une «parade», sa voiture décrite dans les moindres détails, ses êtements énumérés avec précision. les livres vus dans la voiture et qui ont permis son identification. Si elle admet la réalité de certains coups de téléphone reçus par la famille de Tangorre à l'heure des

faits, c'est pour démontrer qu'il a téléphoné d'une cabine : « Déjà condamne, il sait, lui, Luc Tangorre, le prix d'un alibi. «

Sans se tourner vers l'accusé, qui griffonne son dossier. Me Cutulic évoque l'éventualité de la double personnalité présentée par la psychologue, qui avait affirme que, si un événement devait lui faire prendre conscience de sa culpabilite, il serant « an semi de la fohe ». Touche. Tangorre leve les yeux et fait woul . de la tête à plusieurs reprises,

- Pourquoi ne pas jaire contiance?», lui demande l'avocate; et, en montrant les jurés : « Ils peuvent peut-être encore vous comprendre. ... Un silence, un geste de la main, et M. Cutulie énonce, sur le ton du murmure : « Luc Tangorre, rous avez en de la chance. Des gens ont cru en vous. Lous avez eu la chance d'émouvoir tant de gens. Pourquoi l'avoir laissée passer?»

> Verdict samedi 8 février. MAURICE PEYROT

Rejet de la demande de saisie du livre " Mobutu et l'argent ". -Me Francine Levon-Guérin, viceprésident du tribunal de Paris, a rejeté, vendredi 7 février, la demande du président zaïrois Mobutu Sese Seko qui avait réclame, jeudi en référe, la saisie du livre Mobutu et l'argent, écrit par Emmanuel Dungia et édité par L'Harmattan (le Monde du 8 (évrier). Le magistrat a estimé que, si le chapitre consacré à la vie sentimentale du président, qui contient « la divulgation d'anec-dotes très ponetuelles, véritables ou imaginaires v. constituait une atteinte à sa vie privée, cette atteinte n'était pas suffisamment grave pour justifier une saisie ni même la suppression du chapitre.

RELIGIONS

Le sort du recteur de la Mosquée de Paris

L'Algérie presse M. Haddam de conserver ses fonctions politiques

encore, samedi matin 3 février, sur la situation de M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Celui-ci avait fait part à M. Philippe Marchand, ministre de l'interieur - et charge des cultes, de son intention de demeurer recteur et de renoncer à ses fonctions politiques en Algèrie, où il est, depuis le 14 janvier dernier, membre du Haut Comité d'Etat (le Monde du 8 février). Dans un communique publié vendredi 7 M. Marchand prenait acte officiellement de cette décision et annonçait qu'il recevrait, mardi Il février, les membres du Conseil de réflexion sur l'islam de France (CORIF).

Mais les autorités algeriennes ont immédiatement riposté. Dans un communiqué publié au soir du 7 février par l'agence Algérie Presse Service, M. Smail Hamdani. ambassadeur à Paris, déclarait que «M. Tedjini Haddam est toujours membre du Haut Comité d'Etat algerien ». Il ajoutait : «Il y a eu une conflusion créée par ce communiqué [NDLR: du ministère francais de l'intérieur] par un pu suit çais de l'intérieur], par un ne sait qui, ni dans quelles intentions, » L'ambassadeur annonçait même que M. Haddam serait de retour en Algérie, dès le samedi 8, pour une « clarification ». Dans l'entourage du Haut Comité d'Etat à Alger, on assurait samedi matin que M. Had-dam n'avait jamais dit au ministre de l'intérieur français qu'il quittait son poste en Algérie. Il se donne encore un mois pour réfléchir à l'avenir de la Mosquée de Paris.

Les autorités algériennes mesu-rent sans doute mai le trouble créé en France, au ministère de l'intéricur et dans la communauté musulmane, par le cumul des fonetions de M. Haddam, politique à Alger et religieuse à Paris, « Le pro- (Marseille). Pascal Vahirua (Auxerre)

La plus grande confusion régnait blême restera posé aussi longtemps que la Mosquée de Paris sera sous contrôle algérien », a déclaré M. Yacoub Roty, membre du CORIF. Une autre personnalité de ce Conseil, M. Ourabah, ancien préfet et ancien conseiller d'Etat. devait également regretter, dans une déclaration à l'AFP, que la Mosquée de Paris demeure « une enclave algérienne», bloquant toute réelle évolution vers un islam intégré en France.

> Le ministère de l'intérieur devait faire savoir aussi que, contrairement à son engagement, M. Tedjini Haddam n'avait toujours pas signi fié officiellement au gouvernement français, vendredi 7 février, son intention d'opter pour la Mosquée de Paris et de renoncer à son poste au Haut Comité d'Etat à Alger, Ne cachant pas un certain agacement, il pressait M. Haddam de faire un choix définitif et se disait prêt à tirer toutes les conséquences de son eventuel revirement.

SPORTS

□ FOOTBALL: la sélection française pour Angleterre-France. - Le sélection-neur Michel Platini a communiqué. vendredi 7 février, la liste des treize joueurs retenus pour le match international amical Angleterre-France, qui doit avoir lieu mercredi 19 février à Wembley. Gardien de but : Gilles Rousset (Lyon); défenseurs : Manuel Amoros (Marseille), Laurent Blanc (Naples), Basile Boli (Marseille), Bernard Casoni (Marseille). Jocelyn Angloma (Marseille); milieux de terrain: Didier Deschamps (Marseille), Luis Fernandez (Cannes), Christian Perez (Paris-SG), Franck Sauzée (Marseille): attaquants: Eric Cantona (Leeds United), Jean-Pierre Papin

SCIENCES ...

Plus de 3 000 chercheurs réunis à Chicago

La « grand-messe » de la science américaine

CHICAGO

de notre envoyée spéciale

Le plus surprenant résultat du gigantisme architectural, c'est qu'on ne le perçoit que de l'exténeur. Il suffit pour le comprendre de pénétrer au cœur du Hyatt grands hôtels de la ville : son hail est si grand qu'il en paraît désert, ses salles de conférences tellement identiques qu'elles semblent ne faire qu'une. Et l'on en oublierait presque que sont réunis ici, depuis eudi 6 février au soir, plus de trois mille scientifiques permi les plus éminents du pays. Venus de tous les Etats, ils participent jusqu'au 12 février à l'une des plus impressionnantes réunions organisées par les chercheurs : la congrès annuel de l'American Association for the Advancement of Science (AAAS), forte de 132 000 membres.

Six jours durant, toutes disciplines confondues, les plus grands spécialistes de la recherche américaine vont y confronter leurs tra-vaux, leurs doutes, leurs passions. Au cours de deux cents communications, de quarente conférences

et d'innombrables discussions, ils exposeront les résultats les plus récents de la génétique, de la phy-sique des particules, de la paléontologie, de la fusion nucléaire, de la médecine et des technologies du futur, de l'éthique et de la politique de recherche. Commémoration oblige, ils radécouvriront aussi le Nouveau Monde de Christophe Colomb, par les chemins détoumés de l'histoire des sciences. Celle qui, hier, a vu la naissance de la lumière électrique, du transistor et des antibiotiques ; celle qu'ils feront ou ne feront pas demain, et dont dépendra en grande partie l'avenir de l'humanité.

Tous, certes, savent la poids des réalités économiques; ils se souviennent qu'en 1986, pour la première fois de leur histoire, les Etats-Unis ont importé en valeur, dans les secteurs de pointe, davantage de produits qu'ils n'étaient capables d'en exporter; ils rappellent les derniers budgets alloués à la recherche-développement, qui ont enregistré en 1990 et 1991 leur première baisse en termes réels depuis les années 70 : ils évoquent la concurrence japo-

naise et européenne, la *corise de la* science américaine». Mais ils sont là, justement, pour faire avancer la science. Pas pour parier de ses

planétaires

sions font saile comble. Championne incontestée, la session «Scientifiques et journalistes» voit ainsi entrer et sortir une foule discheurs. Le sujet (de l'influence des relations entre chercheurs et médias sur les crédits de la recherche et sur la culture scientifique), sans doute, est intéressant, mais son succès doit plus encore à la double intervention de David Bal-timore, prix Nobel de médecine 1975 récemment impliqué dans une complexe affaire de fraude scientifique, et de John Maddox, le directeur de la prestigieuse revue scientifique Nature.

Supraconducteurs, biologie moléculaire et archéologie, prédic-tion des changements climatiques, énergies renouvelables et nucléaire : en une journée, presque

tous les grands thèmes de la recherche moderne auront été abordés. On aura débattu de l'avenir des grands programmes nationaux : celui de la future station orbitale Freedom, celui du super-accélérateur de particules SSC (Superconducting Super Collider), dont la construction, prévue dans le Texas, est actuellement retard par les difficultés budgétaires. On aura pesé la pour et le contre du projet international Génome humain, auquel le Congrès américain a accordé 135 millions de dollars (750 millions de francs) en 1991, évogué le contrôle des armes nucléaires, les progrès des neurosciences...

Mais le congrès de l'AAAS est aussi (surtout?) un gigantesque marché da l'offre et de la demande. On s'y écoute, on s'y juge, on s'y vend et on y embauche. Et si les thésards frais émoulus des universités sont l'exception, de nombreux chercheurs y trouveront durant les jours à venir l'occasion de réorienter leur suiet de recherche, voire de briguer un poste plus prestigieux.

CATHERINE VINCENT

Avec l'accord de l'Agence spatiale européenne

Les données du satellite ERS-1 sont disponibles commercialement

Un contrat pour la diffusion com- d'ERS-I qui leur sont nécessaires merciale des données du satellite européen ERS-1 d'étude de l'environnement a été signé entre l'Agence spatiale curopéenne (ESA) et un consor-tium composé des sociétés Eurimage, Radarsat international et Spot Image, annonce l'ESA dans un communiqué publié vendredi 7 février.

Aux termes de cet accord conclu le 30 janvier dernier, la firme euro-péenne Eurimage (1), basée à Rome, est chargée de la commercialisation en Europe, en Afrique du Nord et au Moven-Orient. Radarsat International (Canada) se chargeant de l'Amérique du Nord et Spot Image (France) de lous les autres pays. Les quelque deux cents scientifiques dont les projets de recherche ont été approuvés par l'ESA continueront cependant à bénéficier d'un accès direct aux données

pour leurs travaux. Lancé le 17 juillet 1991 par Ariane, ERS-I est le plus gros (2 384 kilos) et le plus coûteux (3,2 milliards de francs) des satellite jamais commandés par l'ESA. Cet engin de télédétection de nouvelle génération est doté d'un radar capable de percer la couche nuageuse, donnant des images d'une qualité remarquable. Plus spécialisé dans l'étude des océans, il peut mesurer la hauteur des vagues à 10 centimètres près, et la température de surface de l'eau à quelques dixièmes de degré près (le. Monde du 17 juillet 1991).

(1) Eurimage est contrôlée à parts égales par Dornier (Allemagne), British Aerospace (Grande-Bretagne), SSC Satel-

POLICE

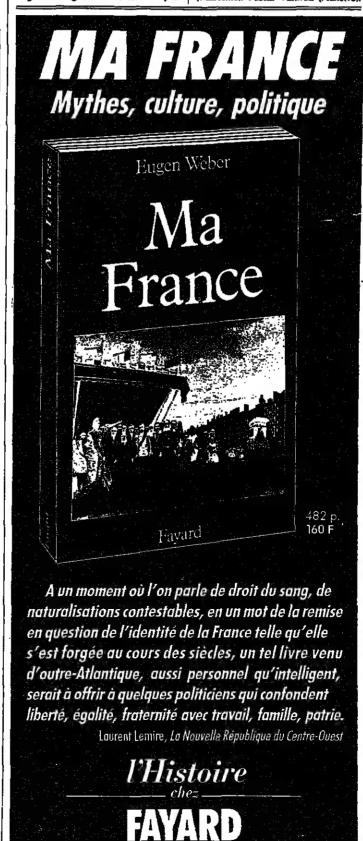
Sur décision du ministre de l'intérieur

Le président d'un syndicat de policiers d'extrême droite est révoqué

Pour avoir organisé une manifestation interdite par le préfet de police de Paris, le 17 juin 1991, et y avoir participé, M. Philippe Bitauld, président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, un syndicat proche du Front national), a été révoqué de la police nationale. Prise le 27 janvier par le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, cette décision a été rendue publique vendredi 7 février. Le ministre a donc donné suite à la proposition de révocation émise, le 15 novembre 1991, par le conseil de discipline, où siègent paritairement représentants de l'administration et des principaux syndicats. Interdite en raison de « risques de troubles à l'ordre public». la

manifestation avait été maintenue par la FPIP (près de 7 % des suffrages exprimés aux dernières élec-tions professionnelles chez les policiers en tenue). Une trentaine de manifestants avaient protesté contre la mon en service d'une femme policier, avant d'êrre dispersés par les forces de l'ordre.

Cinq autres adhérents de la FPIP. dont son secrétaire général, l'ex-inspecteur Serge Lecanu, avaient été révoqués de la police en 1990, alors qu'ils étaient inculpés d'association de malfaiteurs dans le dossier des attentats racistes contre des fovers Sonacotra (le Monde du 2 avril et du 12 juin 1990).



A la Croix-Rouge

M^{me} Georgina Dufoix confirme sa démission

annoncé lundi 3 février, Mme Georgina Dufoix a démissionné, vendredi 7 février, de son poste de présidente de la Croix-Rouge française. En attendant la nomination de son successeur, l'intérim de la présidence sera assuré par le vice-président de la Croix-Rouge, le professeur André Delaude (nos demières éditions

Mm Dufoix quitte la Croix-Rouge française avec le sentiment du devoir accompli. Elle estime tout d'abord que, pour l'association elle-même, son bilan est loin d'être négligeable : en effet, si en 1988 l'exercice s'était soldé par un défi-cit de 234 millions de francs, on peut espérer que, pour la première fois depuis longtemps, le résultat financier sera positif en 1991. Mais elle estime aussi que, lors de l'af-faire Habache, elle a agi conformé-ment aux principes qui régissent la Croix-Rouge. Simplement, dit-elle non sans une certaine candeur, « je n'aurais pas cru, lorsque je suis arrivée à la tête de la Croix-Rouge en 1989, qu'il était si difficile de conciller les impératifs humanitaires et politiques».

Souhaitant, après « les tempêtes qui se sont abattues sur la Croix-Rouge depuis plusieurs mois », que sa démission apporte un certain

Confirmant ce qu'elle avait « apuisement », M= Dufoix a, au cours d'une conférence de presse. tiré les cuseignements que lui inspire l'affaire Habache. « Si ce qui vient de se passer a permis de comprendre que, quand un homme est malade, on doit le secourir, j'aurai le sentiment d'avoir fait comprendre ce qu'est une organisation humanitaire », a-t-elle déclaré. Faut-il en la matière savoir distinguer les victimes des assassins? C'est la vraie question », a estimé M= Dufoix, ajoutant que " des organisations doivent être capables. à un moment donné, de soigner les deux camps. Mais c'est très difficile

Ainsi qu'elle l'avait fait à plusieurs reprises, M= Dufoix a regretté ne pas avoir prévenu personnellement le président de la République de la possible venue de Georges Habache en France. Concernant le rôle éventuel joué dans cette affaire par M. Pierre Mutin, son collaborateur à l'Elysée, M™ Dufoix n'a guère été explicite, indiquant seulement que M. Mutin avait dans le passé à de nombreuses reprises joué un rôle « d'interprète humanitaire» vis-à-vis de personnalités du Moyen-Orient. Huit à neuf fois par an, a-t-elle ajouté, il me faisait part du souhait exprime par telle ou telle personne d'être hospitalisée dans un hôpital français. «

EN BREF

 Premier essai du missile français fectuer, au Centre d'essais des Landes, le premier tir autoguidé sur cible du missile air-air MICA (missile d'interception, de combat et d'autodéfense), a annoncé la DGA, vendredi 7 février. Premier missile air-air multicibles et multimissions mis au point en Europe, le MICA, équipé d'un système de guidage autonome, sera proposé en version électromagnétique active (celle qui a fait l'objet de l'essai), fabriquée par Dassault Electronique, et en version infrarouge, développée par Matra-Défense et SAT. Il devrait notamment équiper le Rafale et le Mirage 2000-5.

'□ Les enseignants de Mantes-lo-Jo-MICA. - La direction générale lle cessent leur grève. - Les enseipour l'armement (DGA) vient d'ef-gnants de Mantes-la-Jolie (Yvelines) ont voté, vendredi 7 février, la reorise des cours dans la quasi-totalité des établissements scolaires (le Monde du 8 février). En grève depuis le 31 janvier, les professeurs d'une cinquantaine d'écoles et de collèges du Mantois, soutenus par des parents d'élèves, occupaient la mairie de Mantes-la-Jolie depuis mardi 4 février. Ils ont décidé de mettre fin à leur mouvement après avoir obtenu trois des cinq postes d'instituteurs réclamés pour la zone d'éducation prioritaire et neuf des douze postes de professeurs de colcours doit s'effectuer au plus tard 'lundi 10 février.

PROBLÈME Nº 5712 HORIZONTALEMENT

I. Leurs hôtes cassent parfois la graine à longueur de journée. Donne le feu rouge. – II. On lui prête des effets pour se couvrir. Fait parfois mettre les deux pieds dans le même sabot. – III. Dans sa classe, les cancres sont 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

I.

impitoyablement chassés. Au sud du Hedjaz. Symbole. -III IV IV. Ville du Japon. Véhicule qui est appelé à connaître de nombreux accrocaisse. - V. Fait des chicanes. Abandonna
la campagne en se
rendant dans un vil.
lage. Renferme des IX lage. Renferme des IX lunettes. - VI. Etait fort comme un bœuf. Apporte une certaine XI
Apporte une certaine XI
ardeur à des « pares- XII
seux ». - VII. Degré. II
n'a plus rien dans sa « cave ». Participe. — XIV VIII. Une championne XV du set. Reste froid

après une séparation définitive. -IX. Donne le bâton à ses élèves. Drogue. - X. Défaut de langue. Préfixe. S'attachent à une cocotte. -XI. Interjection. Somme complémentaire. Lettre. - XII. Exécuté sans jugement. Qui semble bien armé pour résister à de redoutables invasions. - XIII. Ne vend plus de carottes. On l'engage pour la faire tourner. S'applique à l'endroit. -XIV. Se mit à divaguer. Abréviation. Croqua le marmot. - XV. Peuvent être garnis de goujons. Nid de

VERTICALEMENT

1. La chaleur c'est son rayon (deux mots). - 2. Le froid empêche de les conserver. Présentait son numéro avec un filet. - 3. Belge piquante. Montent sur les planches pour faire des pointes. - 4. Deviendra peut-être rapporteur. Des amourettes s'y développent. Leurs hôtes se font souvent plumer. -5. Ne rata pas sa correspondence. Peut être distribuée avec des gamelles. - 6. Le tour. Rayons. Avant le déjeuner. - 7. N'a pas toujours les pieds sur terre. Conservateur des ares. - 8. Pronom. Symbole. Une vieille cloche. Article

étranger. - 9. Nettement sur le retour (épelé). Revenait souvent sous la plume de Marot. Perdit son aplomb. - 10. Point du jour. Est gris quand on le ramasse. - 11. Ne sont jamais en « grande » toilette. On ne peut plus heureux. D'un auxi-liaire. – 12. Elément de barrage. En hiver, la bise les accompagne bien souvent. Préposition. – 13. Préfixe. Effets de parade. Tous les hommes partagent sa couche. - 14. On peut lui couper la tête en le chassant. Relèvent tout ce qui est plat. -Est douce ou très amère.

Solution du problème nº 5711

Horizontalement I. Plumard. - II. Rateliers. -III. Ebénistes. - IV. Fosse. Aga. -V. A. R. Tn. III. - VI. Cabriole. -VII. Et. Us. L. S. D. - VIII. Oletta. -IX. Ci. Séance. - X. Are. Itou. -

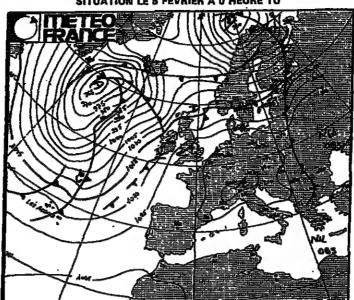
Verticalement Préface, Cab. – 2. Laboratoire. Utes. Et. – 4. Menstrues. –

Aliéniste. - 6. Ris | Taie. -Détaillant. - 8. Règles. Coi. -9. Essai. Dieux.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 FÉVRIER A 0 HEURE TU



LEGENDE -∰- seconsitie FEU MAGEL TRES MUAGEU ///// PLUE

PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER 1992

Dimanche : épisode pluvieux. -Une perturbation faiblement active abordera la France dimanche, L'axe plu-vieux se déplacera d'ouest en est : encore cantonné à la Bretagne au peut encore cantonné à la Bretagne au peut matin, il envehira progressivement les Pays de Loire et la Normandie en mapnée pour se décaler des Pyrénées-Atlantiques au Nord an soirée. Il neuera sur les Pyrénées au-dessus de 1 800 mètres et sur le Massif central au-dessus de 1 200 mètres.

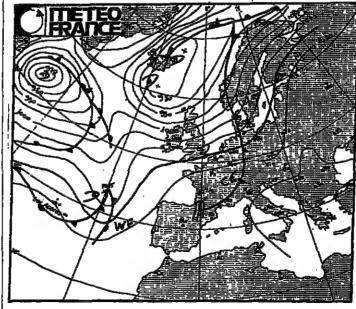
TEMPS PREVULE PROPERC 9-02-92

Plus à l'est, il y aura encore des formations de brumes et brouillards parfois givrants en cours de nuit. Ils se dissiperont nearmoins plus rapidement que les jours précédents et seront rem-placés par une couche de muages qui vollera progressivement le ciel. Cette couche se fera de plus en plus dense à l'approche de la zone pluvieuse. Sur le rialle du Lion, la nébulosité sera encora us *r*apidemen aggravée par des entrées d'air mariAprès le passage du corps pluvieux, c'est-à-dire sur la Bretagne à la mi-jour-née, puis tout le Nord-Ouest dans l'après-midi, le ciel restera très chargé. L'accalmie ne sera que très temporaire puisque la pluie fine de le matinée lais-sera rapidement le place à das averses fréquentes et parfois fortes. Le vent de nord-ouest pourre souffier à 70 km/h en rafale sous les grains les plus viru-

encare vaisines de 0 degré sur une majeure partie de la France. Elles seront même népatives dans tout l'est près des côtes où le marcure descendra rarement sous les 5 degrés. Les maxima, très au-dessus des nor-

10 degrés sur une grande partie du pays. Ils avoisineront même 15 degrés sur toute la moitié sud de la France.

PRÉVISIONS POUR LE 10 FÉVRIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 7-2-1992 à 18 heures TU et le 8-2-1992 à 6 heures TU

PARIS-MONTS 11 1 D PAU	JÉRUSALEM 8 2 P LE CAIRE LISBONNE 17 5 D LONDRES 10 - 1 D	MADRID. 18 - 3 D MARRARECH 20 8 D MASICO 23 - D MILAN 6 - 4 B MONTRÉAL - 1 - 13 C MOSCOU 0 - 11 C NAIROBI NEW-DELHI 19 13 D NEW-YORK 2 - 2 C OSLO 5 0 C PALMA-DEMAJ 17 4 N PÉKIN 3 - 5 D RIO-DEJANEIRO 6 2 D SINCA-POUR STOCKHOLM 5 4 C SYONEY TORYO 13 8 D TUNIS 17 8 N VARSOVIE 1 N VENISE 5 3 B
A B C	D N O	P T *

(Document étable avec le support rechnique spécial de la Météorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles : > signalé dans « la Monde radio-télévision » : □ Film à éviter : ■ On peut voir : ■ Ne pas manquer : ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 8 février

TF 1 20.50 Variétés : Sébastien c'est fou! 22.35 Magazine : Ushuaia.

23.40 Magazine : Formule sport. 1.00 Journal et Météo.

20.50 Magazine : La Nuit des héros 22,40 Magazine : Double jeu. 23.55 Série : Les Brigades du Tigre. 0.55 Journal et Météo.

FR3

- De 20.00 à 00.55 La Sept -0.55 Magazine : Mégamix.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : La Légende des ténèbres. 22.00 Les Nuis... l'émission. 22.50 Flash d'informations. 22.57 Le Journal du cinéma. 23.01 Cinéma : Le Beau-Père 2. □ 0.25 Cinéma :

Stormy Monday. LA 5

20.45 Série : Kojak. 22.25 Série : Deux flics à Miami. 23.20 Journal de la nuit.

20.40 Téléfilm : Le Bai de l'école. 22.25 Téléfilm : Le Prix de la liberté. 0.00 Musique : Flashback.

0.30 Six minutes d'informa-

LA SEPT

21.00 Documentaire : La Vie RFA. 22.25 Le Courrier des télés 22.30 Soir 3. 22.45 ▶ Téléfilm :

Shalom General. 0.30 Cinéma d'animation : entre l'amour. 0.55 Magazine : Mégamb

Dimanche 9 février

TF 1 13.25 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 15.15 Série : Columbo.

16.35 Disney Parade. 18.05 Magazine : Téléfoot. 19.05 Magazine : 7 sur 7. Invite : Woody Allen.

20.00 Journal Club Jeux olympiques Tiercé, Météo et Tapis vert. 20.50 Cinéma : Tonnerre de feu.

Magazine : Ciné dimanche. 22.45 22.50 Cinéma : La Bamba, # 0.45 Magazine : Club Jeux olympiques. 1.30 Journal et Météo.

A 2

13.20 Dimanche Martin (et à 15.50). 14.50 Série : Mac Gyver. 17.25 Documentaire :

Trou de fer.
17.50 1. 2. 3. Théâtre
(et à 0.20).
18.00 Magazine : Stade 2.
18.50 Le Journal olympique.

19.30 Série : Maguy. 19.59 Journal, Journal du trot et Météo.

20.45 Téléfilm : Red Fox 22.15 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Yves Robert et Jean-Loup Dabadie. 23.35 Documentaire

Roule, routier! Le Gabon, 0.25 Journal et Météo.

FR 3

13.00 Sport : J. O. d'hiver. 16.45 C'est Lulo! 18.15 Magazine : 19.00 Le 19-20 de l'informa-

tion. Grand témoin : Grand temoin :
Frédérique Bredin.
De 19.12 à 19.35, le journal
de la région.
20.05 Dessin animé :
De nouveaux habits

pour les contes défaits, 20.10 Série : Benny Hill. 20.45 Divertissement : La Classe déclare

sa flamme. 22.05 Journal Journal des J.O. et Météo. 22.55 Cinéma

Marthe Richard au service de la France.

© 0.15 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm: Tous mes maris. 15.20 Magazine : 24 heures. 16.15 Magazine : Exploits 2. 16.35 Documentaire : Les Animaux de la soif. 17.00 Les Nuls... l'émission. 17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Téléfilm : Honorin et la Lorelei.

--- En clair jusqu'à 20.30 --19.30 Flash d'informations. 19.40 Ca cartoon. 20.20 Dis Jérôme...?

20.25 Magazine :
L'Equipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Le Brasier. □
22.30 Flash d'informations.
22.40 L'Equipe du dimanche.
1.15 Cinéma :
Les Guerriers. ■

LA 5

13.20 Série : Tant qu'il y aura des bêtes. 14.15 Série : L'Homme de l'Atlantide

L'Homme de l'Atlantide.
15.10 Série : Riptide.
16.30 Série : Soko,
brigade des stups.
17.25 Série : Lou Grant.
18.15 Série : La loi est la loi.
19.05 Série : L'Enfer du devoir. 20.00 Journal et Mátéo.

20.50 Cinéma :
Julie pot de colle, =
22.30 Magazine : Reporters.
23.25 Magazine : Top chrono. 0.15 Journal de la nuit.

M 6 13.00 Série : Mission impossible

vingt ans après. 13.50 Série : L'Incroyable Hulk, 14.45 Variétés : Multitop, 16.15 Jeu : Hit hit hit hourra! 16.20 Série : Clair de lune. 17,15 Série : Le Saint.

18.05 Série : Tonnerre mécanique. 19.00 Série : Les Routes du peradis.

19.54 Six minutes d'informa-20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm : Vivre sans elle.
22.20 Magazine : Culture pub.
22.50 Cinéma :
Black Emmanuelle

en Amérique.

0.15 Six minutes d'informa-

LA SEPT

13.45 Opéra ; Elektra, 15.30 Documentaire : Le Salon littéraire de l'Europe.
16.30 Téléfilm : Alcyon. 18.00 Documentaire : Lignes de vie. 19.00 Documentaire : La Troisième Dimension. 20.00 Jean Painlevé au fil de ses films

20.30 Le Courrier des téléspectateurs. 20,35 Cinéma : Palombella rossa. 22.00 Court métrage : 22.30 Le Coup du berger. Le Coup du berger. Le Dessous des cartes. 22.35 Cinéma : Le Pont du Nord, ##

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde L'ÉCONOMIE

Des prestataires independants

State State M Charles ster tignites as a conforeign to the े दिल्ले पर **अवस्थित** dagi..... C - Carlotte Control

40.0 Calleurs on a con-From St. J. Branch The second of th benerates the an order A was written Cellege on the control of the part of the control o

rules locales. Local of A. J. Chil. e. 48 part #1

Valen

VALENCE de nouve annoque of the

K ar N : diving a progre la prosumite M. Rodolma l'e Valence et pre general de la l'a, une secondia Decimality

d'un company de la company de a blesser w les vales de commente de

des a succette de des des propies. Sil a pris le reque de conser con

ser son tour. Lest que le manez de Valence à rech de marginales de certes de Mattenon da ving devrair nuive Mattenon da ving deviait figurer en bachte ging ver la prochame hase day some cases the

HEURES LOCALES

Les conseillers financiers s'intéressent aux communes

Avant de choisir des consultants capables de suivre la gestion de la trésorerie de leur ville, les élus doivent être bien avisés pour ne pas confondre les professionnels reconnus et les aigrefins

E conseils, les collectivités locales manquent guère, si elles souhaitent améliorer leur financière, observait récemment la Cour des comptes. Une foule banquiers, courtiers et consultants, au professionnalisme parfois douteux, n'ont pas hésité à courtiser, ces dernières années

retrouvées.

Dans leur rapport sur la gestion de la trésorerie au de la dette, les magistrats de la Rue Cambon font allusion l'quelques consultants indélicats, le plupart leurs exemples concernent le cabinets d'intermédiation dont le coût le prestations avoir le leur degré le notoriété. L'offre d'intermédiation le développée en 1986. Lorsque le dépôts et consignations mis fin aux prêts privilégies ou'elle mais fin aux prêts privilégies ou'elle des la sur collectivités. privilégiés qu'elle aux collectivités, les banques commerciales, les banques commerciales, les soudain concurrentielles sur public local public local cssayé de conquérir marché, qu'elles éminemment tage, remunéré 📭 pourcentage 🖼 capital négocié, est devenu important et... lucratif. Mais, peu à peu, les banques ont préféré agir seules, et un certain nombre d'intermédiaires se li i mirroriti de la conseil

Des prestataires Indépendents

collectivités n'ont pas vraiment beso de mar-chands d'argent. Ce qu'il leur faut, sont des conseils capables d'apprécier régundé leur appel à l'emprunt de la leur

in prestataires de marille ne veulent d'ailleurs, en aucun — Hre pris con des Marie sommes liés à — collectivités, et non Marie banques. Nous honoraires fixés en fonction 🛎 📖 que devons consacrer à notre mission.

Celle-ci définie l'avance dans un cahier des charges », précise M. Philippe Laurent, ancien illustration général de Finaçor collectivités locales, dont il dit s'être séparé « pour



lent, and tout, in indépendants, « C'est lent, and tout, il indépendants, « C'est raison j'ai fondé an propre société, il mes collaborateurs a moi-même les seuls actionnaires », mure M. Laurent. C'est pour mus raison, aussi, que l'ancien PDG de Finacor collectivités locales, M. Philippe Giboin, et ses employés de capital de leur entreprise, qui s'est rebaptisée Financière collectivités municipalité "CVIIIIII a choisie, récemment, pour gérer l'encours de sa dette, indiames que indépendance garantirait 🗪 totale aux élus».

Lorsqu'un maire reçoit un consultant, il doit absolument ment a qui il a affaire, estime M. Land all dolt renseigner sur in personne, la juridique de sa société, composition a capital et l'identité actionnaires. Il l'interroger sur ses références, sa et le et ses honoraires.»

Il s'étonne que certains manifestre la s'improvisent conseils auprès les in the dont ils sont in pourvoyeurs. «On ne peut être à la fois juge et partie, et prêteur.» Le le le rapport de la Cour des comptes critique sévèrement le protocole conclu, en 1990, entre le Crédit local de l'esse et la manage de arrance de financiers susceptibles il fournir les 3 % restants, et assister la collectivité de la choix des offres faites. Cette prestation, qui lui donne la possibilité de connaître les conditions de prêt des concurrents, devrait lui interdire 📟 participer à l'opération 📟 que prêteur.

Les «bons» conseils compteraient aujourd'hui doigts d'une main, deux, plus, estiment certains magistrats et banquiers spécialistes. Leur chiffre d'affaires total semble d'ailleurs modeste : millions de francs. Il s'agit, le plus vent, il petites équipes composées de trois le

La pédagogie à l'honneur

Ces professionnels sont souvent des élus locaux, comme M. Philippe Laurent, adjoint (UDF) mm finances m la culture de Sceaux (Hauts-de-Seine), M. Jean de Grissac, adjoint (RPR) aux finances de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), et spécialiste des petites M. Philippe Giboin, maire mas étiquette d'une manure rurale de l'Eure. « Cette casquette nous permet de bien comprendre le fonctionnement d'une collectivité, estime M. Laurent. Le consultant travaille avec une double hièrarchie d'hommes politiques et de fonctionnaires. Il doit apprécier 🖃 conséquences monétaires des décis qui summ prises, et comprendre le projet de l'un pour l'alder a le mener a bien.

Pour ces consultants, qui se font souvent connaître in iris in d'actions in formation, in pédagogie n'est pas un vain mot. « Je n'héséance de mathématiques financières, pour qu'ils puissent substituer à par la suite. Un conseil doit aussi faire du transfert de technologie», estime M. Michel Klopfer, spé-cialiste de la gestion de tréscrerie, chargé

Les consultants envisagent l'avenir sérénité. En effet, plusieurs conditions réunies pour que leurs services soient de plus en plus sollicités. Viennent, en premier lieu, irigidités du mara territorial, qui freinent l'embauche de spécialistes - même si, depuis quelques années, la plupart des collectivités modernise leurs services financiers. Les secrétaires généraux ne s'offusquent plus ils payer attarifs I la journée équivalant aux rémunérations mensuelles de leurs jeunes cadres: entre 7 000 et 8 000 francs.

Le contexte économique difficile qui affectera and doute la prochaine décennie devrait inciter les élus | plus de prudence. Les communes, notamment, devront restreindre leurs dépenses et optimiser leur gestion, Depuis quelques années déjà. 🖩 plupart des collectivités ont découvert qu'en améliorant leur activité financière, elles pouvaient réaliser

Accroître la transparence

Certaines em ainsi troqué des emprunts 8 7 %, contractés avant 1986 auprès de la Caisse d'aide il l'équipement des collectivités locales (CAECL), contre des prêts à il %. D'autres in moins lancées – avec plus im moins bonheur - dans l'acquisition d'emprunts à révisables, un d'emprunts un devises. La ville d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine, UDF) a ainsi emprunté en écus 🛍 🚥 deutschemarks. « C'est Intéressant dans la mesure où assistés par un spécialiste des marchés financiers, Financière collectivités locales, qui mun prévient lorsque les man changent, afin que mus revendions I temps », explique son directeur financier, M. Christian Camara. M grandes collectivités un dégagé plusieurs millions de francs en pratiquant la technique M la « trésorerie zéro », qui consiste M faire fructifier, en MMM léga-lité, M l'argent oisif.

Les changements continuels qui affectent les transferts de l'Etat minimum III beaux jours professionnels qui maîtrisent les subtilités in dotations autres compensations fiscales, comme N BREEF, Bureau d'études gestionnaire 🍱 banques 📰 données financières. Les regroupements de com-munes, qui risquent d'être m plus m plus nombreux, donneront lieu lim simulations préparatoires, estime encore l'équipe de Ressources consultants, qui mis point un certain de logiciels sur l'intercommu-

L'appel à mu compétence indépendante est pertinente lorsque Mi collectivités souhaitent saire la communication sinancière. Or, depuis l'affaire d'Angoulème, qui mis en évidence l'importance 🖿 la notion 🝱 🕩 que, p la moitié le villes el plus de 10 00 habitants sembleraient soucieuses d'afficher leur gestion, selon in Fondation pour la gestion des villes. Les in doivent en un IIII III : l'exigence accrue de transparence des citoyens et la raréfaction des prêteurs qui, en quelques mois, quasiment déserté 🗎 marché.

RAFAËLE IIIVAVI

Chers transports

ES présidents 🔤 conseils généraux s'inquiètent du poids que représente le financement it transports collec-tifs. En 1990, the charge a représenté, en seul fonctionnement, 7 milliards francs, près de 7 % budget global 📷 fonctionnement des départements. 🕍 loi d'orientation IIII transports intérieurs (LOTI) im décembre l'III leur a la compétransports routiers non urbains. Les 📖 🔳 décentralisation de l'ul leur ont également la responsabilité transports scolaires. Des facteurs and additionnés pour augmenter ces charges.

Les transports scolaires représentent de dépense annuelle 101 francs par habitant et 🖿 🛚 🚾 francs par larité, la diversification la formations, 🖛 regroupements 🖦 classes devraient conduire une utilisation plus importante transports scolaires. évolution facilité l'acceptant présidents conseils généraux (APCG) demander l' l'Education nationale d'être propos la una

Taxe départementale

Malgré la désignation SNCF d' « interlocuteurs privilé-glés » chaque département, l'APCG souhaite également que IIII conseils ne soient uniquement sollicidéficitaires, la modernisation gares ou M construction M parkings.

Enfin la loi encourageant la création de communautés া 🖿 villes leur fait ***** une extension du périmètre des transports Les par les départements se verraient ainsi marked and bear beingering des zones rurales. rágions urbanisées qui fournissent li majeure partie des utilisateurs.

Devant l'augmentation charges liées ** financement transports non urbains, l'APCG envisage de demander pur pouvoirs publics l'Instaura tion de ressources spécifiques comma une taxa un les carbuwere vendus dans chaque

C. de C.

La décentralisation de services publics

Valence refuse des « sucettes »

La capitale de la Drôme a repoussé deux propositions, préférant attendre un projet plus conforme à ses besoins économiques

de mme envoyé spécial

I.S voulaient en faire plai-sir. Nous préféré attendre, plutôt que d'ac-cepter des maille Mai-gré la proximité des élections. 1. Rodolphe Pesce, min (PS) de Valence président du conseil général de la Drôme, n'a nu hésité une seconde. Dédaignant l'offre d'un « coup politique », il a fermement rejeté deux propositions de transfert d'administrations parisiennes inscrites au dernier comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT). Pourtant, elles représentaient près de cent cin-quante emplois. « Le nombre importe peu, précise-t-il. Nous ne commes pas pour faire de l'électo-ralisme. L'essentiel est que ce projet seu un levier porteur d'avenir, qui s'inscrive dans M logique du déve-loppement local, » Pour ne pas blesser» les villes bénéficiaires des « sucettes » qu'on lui promettait. M. Pesce n'en dira pas plus.

S'il a pris le risque 🚵 laisser pasoct son tour, c'est que le maire de Valence ■ reçu des assurances – cerites – de Matignon. ■ ville devrait figurer en bonne place sur la prochaine liste qui sera examinée par le CIAT avril prochain. Des

Marcertitude d'obtenir en que pouvons espèrer, continuerons à manifester détermination », M. Pesce, plus remonté que jamais face au pouvoir central, il dénonce l'absence de cohé-de logique dans la décentralisation 🔳 l'aménagement du terri-

de chômage élevé

Depuis quelques mois il 📰 vrai, la ville ■ le département ■ 1 de bonnes raisons de s'opposer à l'Etat. La querelle du tracé du TGV Sud-Est continue perturber pas-sablement le climat local. Plus grave a l'annonce, décembre dernier, d'un plan de restructuration M Sextant-Avionique (ex-Crouzet), filiale de l'Aérospatiale et III Thomson-CSF, dont III principale victime Tusine de Valence. 415 suppressions d'emplois annoncées. En l'espace de trois cette unité qui fabri-que du matériel électronique pour l'aviation sera passée de 3 236 à

« Les conséquences économiques sont graves. Et l'effet politique désastreux », souligne 🔤 Pesce. Le hasard (?) a voulu que ■ ville soit

négociations en déjà été engagées.

Les « tant que en n'aurons pas du groupe, situées à certitude d'obtenir et que en concurrence avec les autres usines du groupe, situées à Châtellerault – qui en s'en tire pas trop mal,- Conflans-Sainte-Honorine Bordeaux, trois dirigées par l'actuel et deux anciens premiers ministres. « Les Vulentinois n'auraient pas compris que ser contre de telles personnalités ». indique M. Pesce, qui a décrèté la mobilisation locale, syndicats et partis de intendances confonducs, pour obtenir de la direction un plan cohérent de maintien et de développement des activités mu le

> Cette affaire intervient dans un contexte économique qui s'est, de surcroit, brusquement aggravé. En moins de six mois, à la suite notamment de vagues de licenciements dans IIII PME, le nombre de demandeurs d'emplois de la Drôme passé de 50 0 à plus de 24 000, soit, 10,8 %, le de chômage le plus élevé de la région Rhône-Alpes. « Jusqu'à pré-sent, le solde des créations d'emplois, essentiellement grace aux petites et movennes entreprises, était positif. Mais les grands groupes nationaux aussi procédé à des restructurations », indique M. Jean-Paul Massot, chargé de la mise m place d'une nouvelle politi

que économique m conseil général. « La difficulté, c'est que nous avons de plus im plus de mal à mini-faire entendre de l'Etat. « Sur im point, M. Pesce n'est pas loin de rejoindre M. Roger Quilliot, le maire (PS) de Clermont-Ferrand. lorsque m dernier avait, spectaculairement, présente sa démission. Il l'a d'ailleurs écrit dans une lettre ouverte m premier ministre. Las de devoir in battre sur tous les fronts «au coup par coup». il attend du gouvernement un plan cohérent, adopté m concertation, dans la suite logique des décisions mises en

œuvre localement. Il n'est pas sur qu'en avril Valence obtienne ce qu'elle demande dans la liste des futurs transferts, à savoir un établissement faisant appel | la matière grise | un centre de recherche appliquée. D'ici là, le président sortant du conseil général doit affronter une élection cantonale difficile. La majorité de ce département socialiste, le seul en Rhône-Alpes, ne tient qu'à quelques sièges. En ce fermeté dont il a fait preuve vis-à-vis de mamis politiques au gouvernement serait. localement, plutôt bien vue.

MICHEL DELBERGHE

Sarcelles espère des emplois

Dans le Val-d'Oise, les habitants attendent avec ∢ sympathie ■ les nouveaux venus

Sarcelles in employes de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE), établissement dépendant du ministère 💶 l'économie des finances et du budget, n'a pas véri-tablement surpris Raymond Lamontagne, le maire RPR de commune val-d'oisienne de quelque 57 000 habitants. Il avait = === appris, quelques jours auparavant par un responsable France Construction Amenagement, une filiale Bouygues engagée filiale politique de développement l'est du département, 💶 😑 ville était susceptible or recevoir, si de le souhaitait, une de le le

Nous devons être compétitifs »

Depuis annonce, Raymond Lamontagne ne cache plus sa satis-faction. D'autant que Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué chargé l'industrie candidat malchanceux aux dernières élecmunicipales, a pris la peine i lui confier récemment par téléphone qu'il plaidait pour sa ville.

■ Tout ■ ■ décider à partir des terrains que allons proposer, explique Raymond Lamontagne. Nous devons être très compétitifs sur les prix, mais aussi me l'emplace-

'ANNONCE du transfert 🌢 - 📥 des futurs locaux. La Caisse centrale a besoin de 20 a 26 am m² plancher. Nous devons faciliter le déplacement des personnels, tenir compte des transports un du cadre dans lequel ils devront travailler. Cinq terrains www d'ores et déjà disponibles: ceux situés le long il la voie ferrée m d'autres proches gares SNCF d'Arnouville a quartier de Lochères où la Caisse dépôts de consignations un projet immobilier difficile I must mercialiser actuellement.

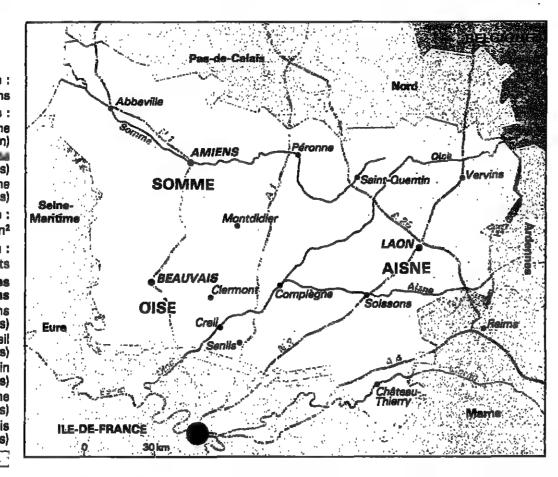
> La CCCE, qui vient in illus son cinquantième anniversaire, emploie près 2 750 sur sur 1 IIII que compte société, au siège parisien, cité du Retiro dans le Marrondissement. D'après les faites lors du Comité interministériel pour l'aménagedu territoire, vingt-quatre emplois, appartenant à L CCCE, urum délocalisés ■ Arras III six a Sarcelles. Deut les num de Sarcelles, où me im attend manual sympathie», mais les babitants ne souhaitent pas qu'« m les oblige 1 venir ». Raymond Lamontagne, lui, espère gagner quelques emplois pour wille " car les entreprises déménagent leur personnel. Il y a toujours quelques

JACQUELINE MEILLON



PICARDIE:

Préfecture Départements : Aisne (préfecture : Laon) (préfecture : Beauvais) Somme (préfecture : Amiens) Superficie 19 410 km² Population: 1 810 687 habitants **Principales** agglomérations **Amiens** (156 140 habitants) Crei (97 078 habitants) Saint-Quentin (77 man habitants) Compiègne (67 057 habitants) Beauvais



Prise m tenaille entre Paris et Lille, la Picardie a longtemps été reietée dans la « non-identité » d'une simple terre de passage. Mais alors au elle s'éveille à la conscience régionale, elle voit s'élargir une ligne de fracture qu'elle n'avait pas su prévoir : celle opposant un Nord en voie de désindustrialisation et un Sud dopé par l'explosion du Bassin parisien

the state of

'EST un cri du cœur, la complainte d'une mand blessée. • Il • inacceptaqui cherche à la rejeter dans la non-identité ». Puisqu'il n'y a militants régionalistes pour le scander, c'est du conseil régional de — papier glacé — photos couleur, — qui le clame. L'angoisse du — didentitaire», oila 🔤 générations que la Picardie s'en accommode, comme convaincue l'on ne vit pas impunément la lisière le Paris.

Compiègne, leurs chapour filer le Nord, où en
regard? Y a-t-il
lement falaises l'onger, d'amples fleuves I enjamber ou même monts à esquiver? Non, la Picardie n'offrira visiteur que perte vue. Un lancinant à phagocyter l'horizon. On peut-être la moue i lancinant dant, i no man's au picard n'arrachera soupirs d'ennul. La Picardie un plat qui un l

y là monumentale énigne. Pourquoi mu disgrace u l'indifférence pour un région « où l'Histoire — France semble un sée », une le mot de Michelet, un elle fut de la fois le berceau de un manure de la fois le berceau de royaume si scimetière in ses armées? Si in noms de Soissons, Senlis et Noyon fleurent bon les sacres carolingiens me capétiens, Le Crècy, Bonvines ou du che-min des Dames évoquent des saignées militaires. Mais, bizarrement les Picards ont oublié a s'enor gueillir des premiers au'ils

Pour deviner salls allergie au panache, all pudeur érigée religion, il faut s'imaginer et terre éventrée par la mitraille. Il songer à cette centaine de villages qui unt été reque de la Crande Guerre. Il faut se souvenir de la Crande Guerre. des bombardements de 1940 qui Beauvais et Amiens. Alors, mais alors seulement, on comprendra que la Picardie, couloir d'invasion à increm les liges, s'est longtemps crue frappée le malédiction.

Une gauche qui penche à droite

La région a toujours affiché une sensibilité social-démocrate tout en s'abandonnant à des notables conservateurs. Depuis 1985, elle a succombé à un ancien membre de la SFIO devenu UDF, Charles Baur, expert en majorités relatives

qui abrite le tief d'un parti quasiment inconnu ailleurs, une espèce authentiquement endémique. le Parti social-démocrate (PSD), surgi des antractuosités du Parti socialiste. IIII en 1972 du rejet du programme commun avec munistes, le 📖 a bourgeonné 🛭 travers la région avec d'autant plus de fluidité que son fondateur, M. Max Lejeune, était déjà nom figure emblématique de la gauche picarde. On m souvient ici encore défilant lors du Front populaire. poing tendu et l'air bravache, dans les rues d'Amiens et surtout d'Abbeville.

place forte municipale.

Aujourd'hui sénateur 🖦 fin de carrière, M. Lejeune a confié 🔤 clès m « vieille maison » i m néo-Picard de souche alsacienne, M. Charles Baur, ancien secrétaire général Jeunesses socialistes de la Seine distribue généreusement à visi-teurs son article de choix, un tube de colle super-glu. Président région depuis 1985, cet expert en substances adhésives a mi fort habilement e colmater une majorité en solidifiant l'appoint des élus du Front national. Dernière pièce du dispositif PSD, enfin. M. Fernand Demilly, president du conseil général ■ la Somme, homme de dossiers ■ peu connu du grand public. Avec un sénateur, un président 🍱 région et un président 🔳 conseil général, 🗎 « social-démocratie » picarde est a une composante 🔳 l'UDF nationale!

La Picardie 📹 décidément 🖛 anomalie. Voilà une région : l'on dit frileuse, peu portée la rébellion, mais où la gauche fut long-temps triomphante. La charte d'Amiens (1906) CGT, c'est ici, la légende voulant me du'elle du buffet de la gare. En 1936, l'Aisne envoie six députés socialistes six au Palais-Bourbon. A la Libération, le III crève a seuil des 35 🌇 sur 🕍 trois départements, 🖷 y maintiendra depuis une audience largement supérieure à la moyenne

u - Une erreur dans la

carte de 🖿 région des Pays de la Loire

(le Monde 🍱 2-3 février) nous a 📶 représenter la ville des Sables-d'O- nationale avec de la bastions du 22 de se d'une majorité. Quelles alliances nouer? L'opsaint-Quentinois. De 1980 à 1981, alors que s'accélère pourtant le par la Baur (UDF), dans l'Oise par du MC, la Picardie continuera à se singulariser en portant à la tête du conseil de région un communiste, unique France.

M. Ollivier Durant (RPR) et The la Somme par M. Gilles de Robien (UDF), maire d'Amiens, va-t-elle devoir composer aven le Front

Le conseil régional

Président : Charles Saur (UDF-PSD)
7 PC; 17 PS; II MRG; 1 div. g.; 11 UDF; 11 RPR;
4 CNI; II div. d.; 2 FN.

Number de élections de l'351 par département

AISNE (17 sièges) Ins., 364 736; abst., 20,08 %; suff. ex., 277 1156 PC : 15,61 %, # élus; PS : 33,37 %, 6 élus; Un. opp. : 37,69 %, 7 élus ; FN : 9,12 %, I élu; Verts : 4,19 %.

OISE (21 slèges) Ins., 432 094; abst., 19,90 %; suff. ex., 129 94E LO: 3,55 %; PC: 10,99 %, 2 élus; III : 31,39 %, 7 élus; MRG: 2,59 %; Un. opp.: 39,80 %, 10 élus; FN: 11,66 %, 2 élus. SOWME (17 slèges) ins., 379 699; abst.,

17,78 %; suff. ex., 292 730. LO: 2,88 %; PC: 15,42 %, 3 élus; PS-MRG: 27.88 %, 5 élus : Un . opp. : 36.57 %, 7 élus : div. d. : 5,65 %, 1 élu ; div. d. : 1,26 5; FN : 7,72 %, 1 élu : Verts : 2.59 %.

La Picardie est vraiment une male inépuisée. Voilà donc ma région qui penche il gauche mais qui donne à des notables

Parachutages d'industriels

Bien que M. François Mitterrand ait recueilli 1111 57 1 et 63 % lors 🔳 🖿 réélection de 1988, la droite contrôle aujourd'hui le conseil régional et trois conseils généraux. Picards une facheuse tendance la laisser ensorceler par acapitaines d'in-dustrie parachutés au verbe enjoleur. A In fin des années 1950, l'Oise fut la champ in manual coloré e pétaradant du duel merci que se livrèrent deux poids lourds en quête circonscription, MM. Histor Hersant Marcel Dassault. Si 🕨 premier ne laissa qu'un courtois souvenir, 🗎 second fut plébiscité heros populaire I force d'avoir réparé les clochers d'église 🔳 abonné gracieusement retraités menagères à Jours de France. Il legua 💶 au departement un petit-fils, Olivier, que l'on élut député 💷 1988 sans avoir vraiment prêté illimie à son prénom.

Il y a donc bien une exception picarde, Mais **em** triple singularité n'empêchera pas la Picardie de rejoindre le lot commun des régions françaises lorsqu'il s'agira, au soir

national, dont on s'attend, ici aussi, qu'il marque des points dans cer-tains quartier urbains ■ chez ■ frange d'agriculteurs? Conformément aux consignes nationales, cha-

Pourtant, le précédent de 1986 incite à la prudence. Depuis cette année-là, m effet, les quatre élus du Front national - devenus ensuite deux - apportent leur regulier à M. Baur dans la cadre d'une « majorité e gestion ». Cette bonne volonté leur a permis, en échange, de en la main sur une vice-présidence et s'introduire dans conseils d'administration des lycées. «Il n'y a ma d'al-liance. Ils nous ont simplement rejoints. On ne trouvera pas seule délibération du conseil qui soit marquée par l'empreinte du Front national », proteste M. Baur. Il m veut pour preuve l'augmentation brutale I la fiscalité régionale de 150 % dans budget de 1987, en contradiction flagrante avec toutes les professions de foi anti-fiscales élus du FN.

Quant à la suppression des subventions aux associations d'éducation populaire, telle la sédération Léo-Lagrange, on au au conseil régional que l'on n'eut nullement besoin d'encouragements prodigués de l'extérieur. Il un vrai un certains amis M. Baur étaient eux-mêmes de chauds partisans d'un grand net-

Reste que 🖩 « président » 📖 🖡 nouveau attendu u coin bois, et socialistes ne ma pas m seuls à

plus tranchée. Les deux hommes se heurtent déjà fréquemment mu la conception du rôle d'Amiens **Ambitions**

ministérielles

« potentiel ». M. 🖷 Robien, membre

du bureau politique du Parti répu-

blicain et dont l'hostilité aux thèses

de Jean-Marie Le Pen est beaucoun

S'il semble prématuré et prêter i M. de l'amil l'intention in ravir à M. Baur la présidence de la région (les villes accepteraient difficilement le maire d'Amiens dirige région). Infrictions pourraient résulter d'un éventuel de la droite pouvoir Paris : M. Robien fait partie l'écurie léotardienne tandis que M. Baur proche in M. Giscard d'Estaing. On y songe déjà, à ce porteseuille qui pourrait échoir à un Picard.

En quête d'une majorité, la coali-tion UDF-RPR convoitera au tout cas avec beaucoup moins d'embar-le soutien — Verts dont le score a oscille — 8.5 % — 11 %, selon les départements, aux élections européennes de 1989. Sans trop de risques idéologiques, elle pourra éga-lement chercher a se concilier in faveurs im chasseurs qui avaient, lors de meme scrutin, recueilli 15 dans la Somme, plafonnant

tude à adopter vis-à-vis du Front national pourrait en empoisonveaux en politique devront d'abord minimum im inexpiables guerres d'orthodoxie aui les chasseurs in gibiers if and a man la plaine.

> limiter la dégâts reseau partout ailleurs. Jamais vraiment remis de la scission historique du FID M. Fre Lejeune, et longternos mais l'hégémonie du PC, le mise sur la forte personnalité maire de Beauvais, M. Walter Amsallem. M. François Mitterrand, dont il est proche, lui avait aman'i l'insigne privilège d'entamer à Filia 1981. La droite elle-même voit en lui un adversaire coriace. « Il » fait de bonnes choses et « difficile » battre « Beauvais », admet M. Ollivier Dassault, son maiheumaineum municipales 1989.

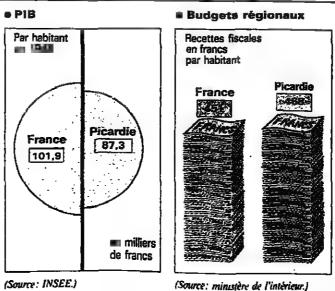
Si ses rapports aver les communistes remai difficiles, le PS pourra toujours compter sur un centre gauche, proche la majorité prési-dentielle, que la majorité prési-deux anciens ministres d'ouverture, M Lionel Stoléru, tête 🏜 liste 🖆 Génération-Ecologie dans l'Oise, M. Jacques Pelletier, production de France unie de l'Aisne. Confronté au reflux national de leur parti, 🔄 socialistes picards aimeraient leur région une incorrigible

Négligée par Paris

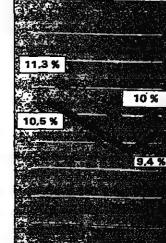
Aujourd'hui encore, une multi-ind di stigmates lui rappellent cette destinée, le cet essaimage de cimetières was visa que françaises, allemandes ou néo-zélandaises without fleuric Où même de d'obus de mines que l'on exhume régulièrement en que l'on exhume régulièrement en traçant autoroutes i invent champs. En 1990, on lisé» quelque 100 m d'amiens explosifs gainés de boue, selon la préfecture d'Amiens. L'opération se déroule baie basse, après avoir pris soin démérages la presente d'Amiens. avoir pris soin déménager la colonie de phoques familière des

«Se mucher». In is le parler picard, cela signifie — e cacher », ou plus précisément s'engoussirer dans les « muches », su galeries taines creusées dans la craie la plaine. Les villageois s'y terraient, famille la bétail, la attendant que in soldatesque eut fini besogne. Les Picards mucherent » a souvent dans l'his-

TENDANCES



Chômage



(Source: INSEE.)

lonne à la place in celle de Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Les habitants du département de la Vendée ainsi 🚛 la nombreux touristes qui fréquentent plages stations balnéaires auront rectifié d'eux-mêmes cette inversion, en acceptant == excuses.

pations pour parts of their factors make expande, to the rest to the rest to the ministers. It is called that the ministers of the called that the make the make the rest to t obedience mean largue, including the particle of the colorador Mi D'adjeurs contenent (see se regionalizate unes and assert was frontieres internance and frontieres. die dut in minger, der de serven som de du sur serven som de serven de serven serven de serven d • Population étrangére an in the figure of the section of t

Picardia

(Source (ASE:

The second of the state of

Total control of the control of the second of the control of the c

Amount tuber of the second field of the second

March 12 Figure 144 Figure 1446 March 125 Figure 1446 Figure 1446

On an order to the control of a matrix of an area of an area of an area of an area of a section of the control of an area of a section of a section

Filistan und deut Geraus die Massacie

Central Art of a control of the Sac

Picardie mart in Die neuen Ge

... Weight

appel

RDIE

المحمود ويراجي

 $(\mathcal{M}_{\mathcal{S}_{1}}) \cong \operatorname{det}(\mathcal{S}_{2})$

l'appel des voisins

toire qu'ils en conçurent un incurable fatalisme. Ils donnèrent certes 🗎 🖿 Révolution française du beau monde, comme Saint-Just, Grac-chus Babeuf, Camille Desmoulin et même Fouquier-Tinville, mais en prenant soin de les exiler à Paris pour mieux paix dans les campagnes. Sous la Troisième République, le su fait d'arme des anticléricaux fut de débaptiser Nogent-les-Vi en Nogent-sus-Que

Le problème qu'à force de se « mucher », Picardie n'éveilla jamais l'intérêt 📠 Paris qui put ainsi la négliger me scrupule. Lorsque la République mute grands commis dans legitimiste, c'est pour les rappeler six mois, seize mois plus tard mais guère plus, — Ma m inces-sant ballet de préfets mande vitesse qui arrache m Picards un amer. In tout temps, un est « passé» en Picardie. On 🔳 s'y attarde jamais. Après avoir le oublié par le tracé de l'autoroute Al, Amiens perdit la la rocambolesque bataille du TGV-Nord qui consentira - bout du rail - un arrêt 1 40 kilomètres 11 ka capitale régionale. III la milieu d'un champ to betteraves.

> Communication tous azimuts

Bien sûr. pensation la Picardie un ambitieux programme autoroutier [A16, A1bis, A29, A28) surtout un «barreau» lui permettant raccorder TGV transmanche Paris-Londres. Man un de désinvolture laissa Les
Picards subi des qui,
Bretagne, auraient provoque
préfectures », dit un conseiller régional socialiste. L'épi-da TGV de égal convaincre Amiénois que leur puissant voisin du Nord, Lille, rêve entre sous éteignoir, m complot que résumerait ce una féroce; que l'on prête l Pierre Mauroy : « Amiens... où-est-ce?» Plus récemment, le gouvernement de à Beauvais vingt-trois emplois II Creil prin d'un millier d'emplois du ministère 🖾 la défense, 🖚 Amiens fut snobe.

C'était pourimi l'occasion de payer les dommages de guerre, regrette M. Gilles de Robien, maire (UDF-PR) d'Amiens.

On en est les toujours a parier de « désenclaver » cette régiondu Bassin parisien comme s'il s'agissait d'un du de l'atavisme de la « mûche »? La Picardie paye l'absence de patrons politiques d'étoffe natio-les capables le forcer la min des ministères. La seule forte person-nalité du cru, dont la renommée franchit bu bords de la Seine, fut M. Max Lejeune, secrétaire d'Etat M. Guy Mollet. Manque de chance : ce pilier i a SFIO, passé depuis i l'UDF par anticommunisme, fut un jacobin il stricte obédience pour lequel un direc-tives parisiennes avaient valeur de

D'ailleurs comment faire du régionalisme une ma région aux frontières incertaines? Si la Picardie eut langue, qui rayonna jus-qu'aux confins la Flandres, « elle n'eut famais am duché », tappelle

Population étrangère

En % 📺 la population active

M. Michel Gilloire, professeur d'histoire. Le conseil régional en permanence lutter contre les forces centrifuges qui sud l'Oise ller l'Ile-de-France l'Aisne loucher la Champagne-Ardenne, sculc Somme réclamant ambiguité de l'héritage picard. Et c'est même plus compliqué puisque l'Aisne, elle-même, in trouve balkanisée en arrondissements ombrageux (Château-Thierry, Soissonnais, la Thiérache ...) point que le président du conseil général, M. I a Girod (UDF), ferraille toujours pour susciter en e patriolisme départemental ». Avec présecture Laon de la évêché à Soissons, comment 'Aisne pourrait-elle = souffrir. III temps en temps, Ile tortico-L'absence d'un grand quotidien

régional illustre Somme, même s'il m fini par conquérir de positions de la positions de la positions s'arra la titre du Courrier de l'Oise. Périphérie de l'Ile-de-France, il il naturel que le sud l'Oise füt, lui, desservi e le Parisien libéré. Quant l'Aisne, départage la Voix e Nord l'Union Reims. Contexte, l'émergence d'un esprit régional laborieuse la institutions s'en durement. Le conseil d'région s Interni del considéré memor un simple complèment subventions départementales », explique M. Roger Mézin, directeur la Sup de Co d'Amiens.

Pourtant, les choses bougent peu l peu. En dépit ill mu morcellement, la Picardie ... aujourd'hui régions françaises où le l'identité régionale le plus fort. La campagne l'incation le l'identité régionale le plus fort. La campagne l'incation le l'identité déployée par l'incation le le l'incation pas étrangère i résultat. L'opposition socialiste, si elle m dénonce le coût excessif, n'en conteste pas li bien-fondé. Un embryon conscience apparaît ainsi et les célébrations, d'Hugues Capet I Noyon cristallisèrent IIIII fierté retrouvée. Le frémissement gagne Amiens ellehabitants s'étaient convaincus qu'elle vouée, au-delà du parvis in la cathédrale, I la grisaille. Deller M mill w ville M l'ère la « glaciation communiste » qui l'a précédée, M. La Robien piétonne 🗷 centre, ravale 🔤 façades d rêve de faire d'Amiens une Montpellier du Nord.

Duel entre le maire et le président

Plant cette floraison d'initiatives, l'éducation absorbe l'essentiel des énergies. Le handicap, il ivrai, il particulièrement lourd. Marquée il l'osmose il activités industrielles (textile, travaux des métaux ...) du milieu rural, peu-plée d'ouvriers-paysans, la Picardie n'a jamais vraiment souffert du sous-emploi ou de la précarité. Existe-t-il région France où les salariés agricoles, au début du siècle, saissient inscrire leur La travail l'interdiction faite patrons de leur servir plus de trois fois ray semaine? Les rivières étaient si poissonneuses que l'on y perdait

nature a du marché ont endormi une population qui mrévèle aujourd'hui sous-qualifiée : classée dans peloton de queue régions françaises, la Picardie compte seulement 26,7 % de bacheliers pour une génération. Afin de rattraper le retard, le conseil régional a consacré ces six conseil régional a consacré ces six dernières près de la moitié
dernière près de la moitié
de la moitié de la moitié de la moitié
de la moitié de la moitié de la moitié
de la moitié de la moitié de la moitié de la moitié
de la moitié de ble du rythme national. Amiens table précisément sur ce renouveau de l'université de Picardie pour affirmer son im de «capitale régionale». Pourquoi bouder symboles? On la réinstallera au cour in la ville, au pied cathédrale.

Mais activisme d'Amiens n'est pas dam inquiéter voisins. Ce n'est d'ailleurs pas m basard le reste de la région ne s'est que mollement solidarisé mes lors de bataille du TGV. On la trouve un peu trop gourmande et

impatiente. Les duels à fleurets mouchetés entre le « maire », Robien, qui réclame davande soutien de la part du conseil de région, et le président », M. Baur, qui se retranche dérrière le respect de l'équilibre géographique, font les délices chroniqueurs locaux. Le conseil de région finance-t-il des chambres d'étudiants picards (en fait de l'Aisne) I Reims? Amiens s'indigne de ce saupoudrage. L'université de Picardie décentralise delle une antenne I Beauvais? Amiens s'insurge de la la dispersion, arguant qu'elle n'a delle-même encore atteint la critique ». La Picardie s'enferre là dans un piège inattendu : *** région en quête le cohésion » besoin d'une capitale pour jouer les locomo-tives, la montée en puissance de la capitale réveille la querelles de clochers. La quadraune du cercle.

∢L'espace est au Nord »

Pourtant, il lui faudra ajustements nécessaires au plus ligne de fracture s'élargit : li fossé entre un Nord en voie de désindustrialisation et un Sud dopé par l'explosion du lla parisien. De LTTA à 1990, la solde migratoire fut positif pour l'Oise (+ 25 700) u négatif pour la Somme (- 13 400) et l'Aisne (- 15 100) qui subissent de plein traus le déclin des industries traditionnelles. Quand le taux de chòmage n'est « que » de 7,8 ll dans le sud de l'Oise, il atteint 11,3 W Lis la Thiérache et 12,4 % dans d'Abbeville-Pon-thieu. La vallée de la Nièvre, ancien bastion du groupe textile Saint-Frères, aujourd'hui sur-nommée a vallée de la misère ». C'est la Picardie à deux vitesses, un acide bien plus dissolvant que Amiens, Beauvais et Laon.

Le paradoxe veut néanmoins qu'à que l'Oise et le sud l'Aisne « décrochent » économiquement de la Picardie, Ils cherchent, plus que jamais, à s'y arri-politiquement. Lorsque circulèrent, il y n peu, im rumeurs d'un rédécoupage des régions, les conseils généraux de l'Oise et de l'Aisne votèrent aussitôt, comme un seul homme, un réaffirmant feur appartenance à l'aire picarde. Loyalisme sincère vis-àretrouver englouti dans le parisien. « Il vaut mieux être le premier en Picardie que le dernier en lle-de-France », confesse M. Jean-François Mancel, président (RPR) du conseil général de l'Oise. M. Walter Amsallem, maire socia-liste de Beauvais, ne maire autre

Ce petit orgueil de la perforcupation : utiliser la mirontière » régionale un coupe-feu à la propagation de l'urbanisme de Paris. Toute attention sourcilleuse les débats sien, notamment la constitution d'un pôle urbain et industriel à Roissy. . L'lle-de-France sature l'espace est au Nord», rappelle M. Patrice Marchand, maire de Gouvieux qui mène la croisade du de la banlieue ». Quand, dans certaines de ce flanc sud, deux tiers des habitants travaillent in Ile-de-France, locaux finissent par vivre dans l'obsession de voir leurs communes métamorphosées en de vulgaires

La munion prochaine :

POITOR-CHARENTES

Déjà publiés : l'Alsace (le daté 67 octobre). l'Aquitaine (le Monde 13-14 octobre). l'Aquitaine (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le daté 27-28 octobre), la Bretagne (le daté 27-28 octobre), la Bretagne (le daté 24-25 novembre), le Campagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Campagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre), l'Ile-de-France (le Monde daté 8-9 décembre), Languedo-Roussillon (le daté 15 et 16 décembre), le Limousin (le Monde daté 22 décembre), la Lorraine (le Monde 12 et 13 janvier), la Basse-Normandie (le Monde daté 12 et 13 janvier), la Basse-Normandie (le Monde daté 26 daté 2 et 3 février).

« dortoirs » de Paris. « Des propositions allechantes sont faites à certains maires. Si on n'y prend pas garde, les promoteurs immobiliers

vont finir par muter notre espace ». avertit M. Alain Vasselle, président de l'association des communes de l'Oise, qui tente d'opposer un front commun face à la fièvre spéculative naissante.

Mais la solidarité n'est pas tou-

iours aisée. Bien que partie premun de cette association. Compiègne et Creil ont mis sum le boisseau leur antagonisme politique (la première est contrôlée par le RPR. la seconde par E PS) pour s'unir d'une manière autonome au sein du projet Oise-la-Vallée. « Ceux qui appellent à se protèger de la contagion parisienne un une position elitiste. On ne peut pas faire comme si le Bassin parisien

n'existait pas, il faut au contraire s'insèrer dans aire de développement ., explique M. Jean Anciant, maire de Creil, ville qui situe I une demi-heure en train de Paris. Mais les autres maires voient

dans cet unu Oise-la-Vallée anguille sous roche. « Compiègne et Creil veulent, disent-ils. garder la valeur ajoutée pour elles et refiler aux anne les entrepôts et les cas « développeurs » et = protecteurs », sur limi de quête de sièges sociaux u de refus des HLM, n'a pas fini d'agiter we esprits dans le sud de la Picardie. A mille lieux des chasseurs de la baie de Somme et des métallos orphelins de la Thiérache. N'est-ce pas un auteur né en Picardie (Château-Thierry), um certain Jean M La Fontaine, qui avait déjà I sur les rythmes de il vie

COUP DE CŒUR

La passion de l'abbé Dentin

au ciel. Il s'en va puiser dans sa bibliothèque, puis dans son fauteuil de cuir rapé. L'abbé Dentin 🚛 une beaucoup de curés de quatrevingts France qui s'avouent • bagarreur et 📖 📟 cochon »? Amiens en possède

L'abbé Dentin 🖏 un lutteur né.Dès qu'il a 📖 en âge 🌃 📖 faire titiller par wocation, a absorbé goulûment tout Nietzsche pour purger. En vain, Lorsque E République l'appelle les drapeaux durant la drôle guerre, il enfile hésiter la mana Chef de section d'une compsgnie mitrailleurs, il manu

figne a abat un avion allemand. Prisonnier, il passera 🛍 runu de suerre au stalag MA de Ziegenhain, en Allemagne, 📖 il joue les médiateurs auprès 📖 autorités du camp. La captivité tui offre l'occasion in lier d'amitié aus un certain ... Franun recueil de caricatures où 🔳 président 📖 – déjà – croqué en empereur romain, le front ceint d'une couronne de leuriers. « Hautain, sensible 🔳 péremptoire, temple incontesté 📠 l'Esprit, il a 📓 front nimbé de gloire », 🚃 moque la légende. La paix revenue, la « tête de

haine entre les peuples. Il devient en Picardie in pilier in la réconciliation franco-allemande Ziegenhain, 🖿 village de 🚃 stalag, une vedette. Tandis Paris lui épingle Légion d'honneur. Bonn E Dundesverdienstkrauz. . Ca . passionne cette affaire-là, qu'il faut faire dans l'eau 📖 rose. »

Un avocal de l'œcuménisme

Man déjà d'autres sollicitent. Supérieur du petit séminaire, il écrit un manuel d'instruction religieuse qui traduit en... néerlandais, japonais m tamoul, infatigable avode l'œcuménisme, il chante la Thora dans la cathédrale avant m courir inaugurer une mosquée. Mais lorsqu'il prend connaissance d'une étude statistique un nombre m prêtres dans la Somme, il m grimace m vertige : 1880... 181 mm 1991, Le qui bout, qui s'enflamme : « // n'y plus 📖 prêtres. Çe 🚃 cesse 🗎 queule. ■ La courbe eût peut-être été différente avec plus 🐃

Donnez-vous les moyens de votre expansion

en versant à



AGEFOS-PME NORD-PICARDIE

le 0,1% additionnel à la taxe d'apprentissage pour l'insertion professionnelle des jeunes et le 0,75% pour la prise en charge de votre plan de formation.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, CONTACTER Tél. 23 23 05 50 Jean-Claude Montigny - Françoise Picard L'OISE - Compiègne Gilles Lanciaux - Étienne Boile Tél. 44 40 30 00 Henry Colchen - Annie Laguilliez

Notre métier, faciliter la formation.

	A NOTER
LE NOUVEA	U BUREAU DE L'AGEFOS-PME
Président	Monsieur LEROY Gérard
Vice-président	Monsieur CAPRON Bernard
Secrétaire	DENEUX -
Trésorier	Monsieur GUILLOIS André
Assesseurs	Monsieur PROUST Herve Monsieur LISON Jaques Monsieur DUSOL Paul DESAINTPIERRE Herve MOINAUX Marie-Ange

Monsieur SANQUER Jean-Paul

France . S.2 2

HEURES LOCALES

REPERES

BASSE-NORMANDIE

Former des techniciens en maintenance nucléaire

LA maintenance occupe un place importante dans le coût d'exploitation des centrales nucléaires usines 🔳 retraitement. Initiées au plus fort du grand chantier La Hague. Il Cotentin, pour reconvertir 📖 personnels 💷 entreprises participantes, in formations de techniciens supérieurs in maintenance nucléaire, dispensées par le GRETA, donc bénéficié du soutien actif d'EDF et 🖿 COGEMA. Des cours de physique nucléaire, de génie thermique, m thermodynamique, de neutronique de radiopro-tection de cté ainsi dispensés mu

En provenance de toutes les régions de France, 🛏 diplômes fordepuis 1985 ne d'ailleurs jamais restés plus d'un mois sans trouver du travail. A 90 %, ils exeractivité en rapport nucléaire, mais III seulement mais recrutés par EDF COGEMA, majorité ayant rejoint des entreprises prestataires services. Le GRETA du Nord-Cotentin satisfait action, menée en partenariat depuis six ans, souhaite augmenter a quatorze vingt stagiaires l'effec-tif des promotions. Une dépense de 📕 justifice, selon 🖿 responsables, I'importance d'un enseignement unique un France.

ILE-DE-FRANÇE

Un centre d'entraînement pour les égoutiers

A FIN de former les agents de la direction départementale de l'eau me du l'assainissement (DEA) me règles me interventions de sécurité, le conseil général de la Seine-Saint-Denis vient d'ouvrir un milli départemental d'entraînement en réseau dans le de la Courneuve, près de Paris. Cette structure de formation aux métiers de l'assainissement, un exemple original en France, dispose d'un égout-test, grandeur nature.

A l'intérieur sont regroupés une vingtaine d'équipements 📰 service sur les réseaux : escalier hélicoïdal succession de marches, chambre à vanues, chambre de dépollution, barà poutrelles, mur-test anomalies... Toutes ces installations, facteurs de risques d'accidents (glissades, chutes, novades, intoxications...) doivent permettre m personnel travaillant dans 🖃 collecteurs d'acquérir bons réflexes.

Financé presque exclusivement par le conseil général, il l'exception du mur-test, centre, réalisé pour un millions de francs, pourra être prêté il des collectivités locales pour y former leurs propres age Le conseil général envisage de leur permettre l'accès, avec ou programme formation

PAYS DE LA LOIRE

Nantes au secours des rivières

N ANTES eles envi-ronnantes (500 000 habitants) dépenser l'milliard de francs d'ici quinze afin al'eau rede-vienne plaisir . Un programme d'amélioration des mus important qui concerne a cours d'eau Loire, l'Erdre ou E Sèvre nantaise. aussi des petites rivières. Des cours d'eau bien malades à cause de l'insuffisance des réseaux d'assainis-(des usines des particuliers pas raccordés), de la surcharge des stations d'épuration, des rejets produits polluants en saison

Pour rendre de manuel les rivières limpides, les communes concernées décidées employer grands moyens : éten-dre réviser l'ensemble des d'assainissement de l'agglomération. améliorer les capacités Mi deux stations d'épuration existantes. Mais N projet «Neptune», c'est nom de l'operation, analyse la situation de chacun il n'est possible traiter la Loire un petit ruisseau, Enfin, il s'agit seulement d'améliorer la qualité de l'eau, mais aussi 🌃 faire en sorte que rivières redeviennent promeneurs = pour leur plaisir ».

📠 supplément a 🚻 réalisé avec 🔝 collaboration 👫 nos correspondants Martine Boulay-Méric (Bobigny), René Moirand (Cherbourg) Rochcongar (Nantes).

Marseille asphyxiée

seille, n'était que le désert. Que 'on promène aujourd'hui audelà des collines : indus-trielles, centres-villes champignons, échangeurs, chantiers multiplient. Le complexe por-tuaire de Fos, aidé par une politique genercuse d'incitations liscales, a attiré dans m périphérie 'essentiel des nouvelles implantaions industrielles. Les l'entreprises » défiscalisées. I La Ciotat par exemple, font une concurrence déloyale à Marseille, soulignent les Marseillais. « Crèer Fos, c'était audacieux, analyse Henri Mercier, ancien président de la chambre de commerce. Mais créer Fos sans communauté urbaine, c'était préparer la situa-tion d'aujourd'hui. Defferre pen-sait que le rôle de métropole tertiaire suffirait Marseille. C'était

mauvais calcul. w D'autant que la facture pour Marseille de l'absence de communauté urbaine au aussi indirecte. Ainsi, si l'Etat ne verse pas I la ville la dotation globale de fonctionnement la laquelle elle estime avoir droit – la chambre régionale des comptes soulignait récemment que Marseille y perd 400 millions par an - c'est notamment du fait de cette absence.

Le mandarin

On peut évaluer au même montant le manque à gagner m taxe professionnelle. Bret, c'est bien cette totale coupure d'avec son environnement que la ville paie aujourd'hui. Dans des villes comme Martigues ou Istres, la taxe professionnelle par tête 🚃 quinze fois supérieure à celle de Marseille. Et ces nouveaux riches ne veulent évidemment plus ville-centre entraînée dans la spirale infernale de la paupérisation, encore accentuée par une image a la Chicago », que revigore chaque reglement de comptes, et dont elle ne parvient pas a se

Si les communes environnantes refusent la communauté urbaine, prophétise Jean Pcyrelevade. PDG de l'UAP et membre de la Fondation Marseille Provence, we petit groupe de patrons nationaux résolus à tenter d'arracher de l'ornière leur ville préférée, à court elles seront très heureuses, mais à moven terme elles seront prises dans l'effondrement général de la zone.

Mais comment exiger des autres un comportement raisonnable et apaisé, alors que toutes les séquelles d'un passé de domination m sont me effacées? = J'ai le sentiment que les villes environnantes aimeralent blen, après m avoir m peur, que cette ville en difficulté courbe m peu la tête, soupire un observateur. Evidemment, ils 🖦 le disent pas comme ca. Ils disent : = Avec

Defferre, c'était dur, mais on savait à quoi s'en tenir. Tandis qu'avec celui-là... + Marseille et nouvelles rivales se mai en effet trouvé un coupable : Robert Vigouroux, La ville lui en veut aujourd'hui avec um passion aussi vive que lorsqu'elle se donna à lui voilà trois ans en l'élisant I la tête d'une majorité écrasante. On avait choisi l'homme de l'efficacité, de la propreté, de la 🚃 définitivement

stérile. Et l'on se réveilla livré rin muet. Et immobile. « Avec == taux de chômage de 13 % à Clermont-Ferrand, Roger Quilliot a dėmissionnė et s'est fait entendre de tout le pays. 505 adjoints.

tournée sur

une certaine

hystérie

politique

Avec les 18 % que nous arous lci, moi, à la place de place Figouroux, 'aurais plantė ma tente devant Matignon,

avec un duvet et un Butagaz, et je n'en aurais plus bougé avant que le gouvernement ne m'accorde des emplois 🔳 compensation. 🐃

Le maire passe certes tous mercredis à Paris. Mais avec quelle efficacité? » Quand il va à Parls, c'est pour manger des petits fours avec les ministres, poursuit le même. Et chacun sait que les ministres préférent vous donner des petits jours que des chèques. » nissionner comme Quilliot « Si j'avais l'assurance que cela rapporte l'milliard, je le ferais », rétorque l'accusé, glacé.

Un immobilisme de plomb

Le moins que l'on puisse dire est que les Marseillais n'ont pas le mode d'emploi des couloirs parisiens où se gère la décentralisation, et où m distillent les informations importantes. « Les gens de la DATAR voient régulièrement les élus des autres villes. Pas les Marseillais. Ou alors en ordre dispersé », soupire un patron. « J'ap-prends par hasard à Paris que Polytechnique s'apprête à décentraliser une partie de ses troi-sièmes cycles. Nous aurions, à Marseille, le potentiel scientifique pour les accueillir. Je demande aux Marseillais s'ils sont au con-

rant. Non, évidemment », raconte Jean Peyrelevade. La balkanisa-tion n'est nullement le fait seule-

ment des élus politiques. On 🔳

retrouve au niveau universitaire,

par exemple. Le gouvernement

décide ainsi récemment III distinguer. dans plusieurs régions, Illi

a poles universitaires d'excel-lence », susceptibles d'être parti-

culièrement mallia dans are

perspective européenne. Encore un train que Marsoille laisse pas-ser : « Chacune de nos trois uni-

versités a présenté un dossiers un

ordre dispersé. Aucune w voulait admettre que tel labo de la voisine

était meilleur que le sien. Moralité : on n'a rien eu n, regrette Henri Mercier.

théoriquement d'attirer l'investis-

seur, «j'y ai participé mm fois, m

Quant aux voyages III maire

souvient un adjoint. Et puis j'ai compris. Je n'y suis jamais retourné ».

Plus que des aux de Robert Vigouroux - chacun reconnaît qu'il n'a guère cu l'occasion d'en commettre, - c'est donc immobilisme de plomb qui a décourage nombre de ses collabo-Départs plus récents en date : l'ancien secrétaire géné-ral de la mairie Gérard Dumont dirige autourd nut régionale de Bernard Tapie; un des adjoints à l'économic a discrètement démissionné voilà quelques semaines. Le premier adjoint Albert Hini est avec le maire en situation d'hostilité déclarée et apparemment irréver-

Cos reproches cortes excessifs. Robert Vigouroux n'est pas seul responsable du chômage. Ni de désertification. Mais force est de reconnaître que, devant l'ampleur du désastre, an réaction a été tardive, sans cohérence, et disproportionnée. De 1986 à 1989, dans la foulée de son prédéa été tardive, sans cobé min il a continue d'emprunter, endettant la ville de 6 millions supplémentaires. Pour investir, objecte-t-il. Et préparer l'avenir.

Certes. Mais les dépenses de fonctionnement, elles aussi.

continue d'investissement. Alors que me recettes plongeaient, la ville continuait I vivre sur le pied d'une grande métropole. Métro, Opéra, riche vie culturelle, equipements sociaux mieux que décents. Avec treize mille . . habitants, all n'est put très loin Taratio M Paris, qui m compte quarante-cinq mille pour deux millions d'habitants. Mais dans situation, est-ce supportable?

Il faut faire baisser les les frais de fonctionnement. en privatisant qui peut l'être », préconisc Jean-Paul Escande, PDG la Société marseillaise de cré-

C'est seulement sulle année, après six and mandat dont trois ans d'omnipotence, que le maire s'est résolu I ne per com-

> municipaux en 1992. Il aura fallu que la cham-bre régionale des comptes lourdement effectifs grimpé de conta mille en 1983 I treize mille en 1991, population baissait 10 %. A la décharge du maire, il IIII vrai que mise est Marseille plus douloupeut-

penser les

départs on

retraite employés

être qu'ailleurs, le clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en mun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriste, la mesure, isolée, maladroitement présentée, « passe » II mai.

Nous Inches une ville pauvre :

Et bien des Marseillais arcent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompant - là marin - rom le style spartiate de me prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers in personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, ala garden-party de Malignon. Ce n'est pas de chez man ca!», fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du deffer-

Sans même parler du fameux institut 🚻 la mode, projet-ve-dette de la réhabilitation 🚻 la Canebière, auquel Marylin Vigouroux, son épouse, souhaite IIII cher son nom. Si certains reconnaissent me sa création doit bénéfique pour «l'image» du centre-ville, d'autres comprenmal l'obstination du maire

période vaches maigres. Que sera-ce si la mairie donne suite à projet développer les crèches familiales, où le personnel est moins nombreux dans les crèches municipales? Nous ville pauvre, vivons des moyens de riches », supplie l'ancien adjoint and finances Pierre Rastoin. Jusqu'à l'Opéra, signe de standing entre sur lequel le maire, détour d'une conférence presse, laisse aujourd'hui planer une munus si 🔤 communes voisines mefusent à en assumer une

part. « ce qui serait une catas-trophe la ville », précise-t-il. À la la critiques, la réplique un certain agacement que bonnes décisions un - enfin - prises. Ainsi la révision du plan d'occupation sols (POS) : selon certains élus, comme Pierre Rastoin, c'est le malthusien de Desferre qui, souhaitant la contenir I un million d'habitants, a grandement contribué accentuer désertifi-cation de la ville. Le nouveau MI qui, « ma trop & dire, prend le contre-pied III AIII de 1978 », devrait dégager I DUI hectares pour IIII activités économiques II 1000 hectares de pavillon-

La fiscalité en chantler

Autre mesure : la révision de la fiscalité municipale, ment de la d'habitation, « le le plus élevé de villes de plus de dix mille habitants », de la chambre régionale un comptes. La nouvelle ichells devrait en plus resserrée, pour dimenter la quelques très hauts remains qui rune a quitter la ville. A l'inverse, certains aujourd'hui exonérés par une généreuse politique d'abattements, devraient être mis I contribution.

Reste enfin le grand chantier de la remise | plat avec le département, auquel maire vient de s'atteler. Mais les négociations promettent d'être rudes. Somme de mettre la main a la poche pour aider financer transports en commun, les marins-pompiers ou l'action sociale, le département ne laissera sûrement pas l'occasion d'exiger d'être associé leur gestion. Sera-ce acceptable par une mairie habituée l'exercice solitaire du pouvoir?

Il ■ ainsi fallu des années pour que la mairie se joigne au projet ole de l'Ardois, dan lequel la ville se retrouve associée Aix, grande rivale. Robert Vigouroux craignait ce projet ne fasse aux deux pòles proprement marseillais de l'Arbois Mar Château-Gombert.

"Tout cela 💶 peut-être 🚞 🖥 bonne direction, mais trop lentement, déplore un patron. Toutes étre prises = 1989. » Vigouroux connaissalt alors la situation, renchérit Charles-Emile Loo. Il aurait dû faire comme Defferre : les trois premières années du ma dat, on serrait, les trois dernières, on lachait. » Comme en écho, la mairie reconnaît elle-même que ront effet, dans le meilleur Ces années-là trois ou quatre ans. pour Marseille.

DANIEL SCHNEIDERMANN

Lyon fournit Niamey en bennes à ordures

Les maires francophones, réunis en colloque au Niger, ont évoqué les problèmes de l'environnement, souci commun des élus du Nord et du Sud

NIAMEY

notra envoyée spéciale

ENS du Nord et sur les Sud peuvent-ils parler, ensemble, d'environnement? Le maire de Lyon et le maire de Niamey ont-ils quelque expérience I partager en la matière? Le premier dirige agglomération dont « un quart des crédits – 1,5 milliard de francs – va l'évologie urbaine (assainissement, ropreté, espaces verts, traitement des déchets) v. Faute de moyens, l'hotel de ville du second n'a plus d'électricité... Dans des conditions aussi différentes, le thème ne rait avoir le même mun pour l'un M

Non pas um l'environnement oit le dernier des soucis des IIII des un en voie de développement. Au contraire. Le ramassage des ordures, activité liée l l'environnement s'il est, figure au premier rang M leurs préoccupations. D'ail-leurs, ni le thème du colloque orgajanvier à Niamey (Niger) ni l'absence, exceptionnelle, du mparrain » de l'association n'avaient rebuté in illi membres de l'Association internationale des maires francophones (AIMF). De Dakar.

de Québec, de N'Djamena, de Genève, de Libreville m d'ailleurs, sont real aussi nombreux que d'habitude, toujours prêts à prendre leur part à ce un l'on appelle la « coopération décentralisée » (échanges » ville à ville, de région à région, etc.)

Un internal de audion

Créée en 1979 l'initiative 📠 M. Jacques Chirac, l'AIMF réunit aujourd'hui cinquante-huit métroles francophones (au maximum marseille, Bordeaux, Lyon et Lille étant membres, MIII Paris). Ce qui, an départ, n'était qu' rum amicale I maires » - pro reprendre l'expression d'un de la respon-sables - la devenu, la fil du temps, un la non négligeable soutien willes M Sud.

Aux cotisations, qui représentent un budget mui de F par s'est ajouté en 1140 un line m coopération destiné li financer demandes particulières I hauteur de ID % La Ville III Paris y consamillions par an, la région Ilede-France I millions, Illinois 0,5 million, s'élea près de 8 millions M francs. Un plan informatique 20 milde francs - financé partie le ministère de coopération ■ du développement – ■ par ailplace d'équiper

L'AIMF, rime politique? La question III sourire in maires afri-Nous-mèmes. sommes socialistes, affirme Mamadou Diop, maire de Dakar et vice-président de l'association, II man n'accepterions que que ce se se ques ». Pour lui, « l'essentiel, c'est d'aborder im problèmes de gestion municipale concrets », car, dit-il, Afrique n'a les moyens face 🛮 l'ampleur 🖝 📓

M. Michel Noir - seul maire français présent I ce colloque - en sait quelque chose. Après avoir prouiu quelques bennes à ordures au président de 🔳 communauté urbaine 🖿 Niamey, le maire 📰 Lyon s'est fait approcher par 🔄 de Yamoussoukro (Côted'Ivoire), par ces véhicules. Quelques heures de plus dans M capitale nigérienne lui auraient certainement valu untres

MARIE-PIERRE SUBTIL

ALC: THE COMP

BLOC-NOTES

AGENDA

Entreprendre 92. – Le salon 🔤 🛮 creation, du développement et de la transmission d'entreprises, 🖷 avec le concours 📠 l'Agence nationale pour de création d'entreprises (ANCE) em lieu du mercredi 12 au samedi 15 février au expositions il Paris. Conseillers juridiques et fiscaux, spécialistes m marketing, ban responsables des collectivités locales répondrons aux questions wisiteurs participeront la vie ▶ MM 142, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 11 11 11 11 D Evaluation in politiques

publiques. – L'Observatoire de 🖿 publique (ODP) et le Conseil économique et social organisent, vendredi 14 fevrier 📰 conférence nationale l'évaluation **mu** politiques publiques. 🛮 A quoi 💶 🗎 qui 💷 l'évaluation? Deux regards sur 🖿 transparence 🔳 l'évaluation. L'évaluation, outil d'intelligence politique. traités au cours des débats. ODP. Doulevard Garibald

□ Monétique ■ stationnement. - Toutes les municipalités confrontées au problème du

75015 Paris. Tel. : 40-56-37-08.

stationnement des véhicules. La monétique offre des éléments de réponse, par m souplesse d'utilisation, ma facilités de gestion ■ par les services rendus usagers. L'Association des maires de France (AMF) organise, mardi 18 février à l'Hôtel Lutétia il Paris, une journée d'études et d'information III thème < La monétique au service III la politique du stationnement. ➤ AMF. 41, quai d'Orsay, 76007 Parls. Tel. ; 45-51-66-46.

PUBLICATIONS

o Ferre de commune – La direction générale des collectivités locales vient III publier deux Guides III ratios, pour les Martine de martine de 10 000 habitants et pour celles de plus de 10 UN habitants, valables pour l'année 1989. Ces moyennes financières

calculées en francs par habitant ou n pourcentage, et présentées par taille 🖿 🗀 et par région, notamment : l'évaluation du service rendu, les de fonctionnament la capacité d'épargne, l'effort d'équipement, la charge de la dette 💶 la marge de manœuvre ▶ 60 m III francs. La Documenta trançaise. 📶 quai Voltaire.

ALBERTVILLE

Te nome on a second 3 000 n néros films 40 90 de estat : en 1983 ne 1981 ne Statement of the book of Ques un einemen and use if ett Great of the A laters de-Pipell Ban Co. in Pharme Schulette vierte. His A pres de dentauto. - - n. n. r. -weu-Connge AND ASSESSED TO SECTION AND trio or to your to charge the

On terrations a power was reduced CO COL TOURS A WILDER ON THE tristance que en la partona la Ristest obvert e Long de service Comme unam Second of the posterior pare to concer course House Ford II ii Dara's Custom was to mortol of the smort sage for gance da .. mustert & Braiden ag Sulta in annatant des Celte pe convalidation of the character business

Killy som some e set un par URM ITRIDUS TORRES and Lenzelle F Burgisten Dour un that more by Land Elatating, le Japon et Access in the core of the state of the military of the core of the state of t dements de 18: landa 18 a myest. 1978 a rain GARDITATION GRELLE sons son rour Mis au Comité d'organisanen della

politi à droite most te questit and der en fann en man

Jeur d'Aibertuille d' itance positiquement a mean

ALBERTVILLE 92.

ge. 25 c

Section

100 200 100

Serve 5

0.06.015.7

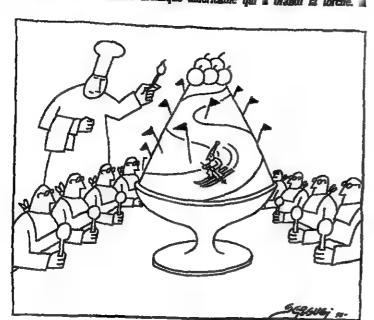
en in Bern

Section 1

LES JEUX OLYMPIQUES D'ALBERTVILLE

Les cérémonies d'inauguration des Jeux olympiques sont des synthèses culturelles. Les nations hôtes y révèlent des pans de leurs mythes et de leurs traditions, les constituants de l'âme des peuples. Seul élément commun à ces concentrés identitaires hétérogènes : la flamme allumée par une moderne vestale de l'antique temple de Zeus. Depuis 1928, comme à Olympie jadis, ce seu est censé briller pendant toute la durée des épreuves sportives quadriennales en signe d'amitié, de fraternité et de paix entre les peuples.

L'embrasement de la vasque qui illumine la stade olympique pendant la durée de Jeux a souvent été un moyen de récupérer sinon de détourner au profit de causes nationales 🖟 symbolique universelle 🚾 ե flamme. A Tokyo en 1964, c'est un Japonais né l Hirochima le jour de l'andre de la bomme atomique américaine qui a brandi la torche.



Tout feu, tout flamme

Los Angeles en 1984, c'est la petite fille de Jesse Owens - le champion

noir qui avait nargué Hitler, puis qui avait été disqualifié pour profession-

nalisme - qui ■ en cet honneur. A Séoul en 1988, c'est un Coréen

médaillé Il Berlin pour le compte de l'occupant japonais, Kee Chung-sung,

qui a été le dernier relayeur du flambeau. Chaque fois le geste était, a

militards de téléspectateurs qui devaient suivre la cérémonie d'inaugura-

tion, samedi I février, sur le petit écran? Telle était la question à

laquelle des milliers de journalistes out tenté de trouver la réponse dans

les heures qui ont précédé l'ouverture officielle des Jeux par le président

la République. Autrement dit, qui allait allumer la vasque? Le secret a

été préservé pour ménager l'effet de surprise. Il devait être de taille, On

bras par cinq mille relayeurs, la flamme a grésillé dans l'enthousiasme à

l'extrémité du flambeau-come dessiné par Stark. Pour parvenir dans son

âtre olympique, elle devait enfin faire comme les skieurs qui montent au

sommet des montagnes : emprunter un (mini) téléphérique. Assurément,

c'étaient les Jeux de la modernité qu'on voulait illuminer ainsi. L'ennui,

Arrivée . Paris le 14 janvier dernier, brandie depuis lors . bout de

avait demandé qui, il aurait fallu interroger sur le comment.

c'est que cela ressemblait beaucoup à un gadget.

Quel message les organisateurs d'Albertville destinent-ils aux deux

de l'inconscient planétaire, un

Féerie en apesanteur

La cérémonie d'ouverture

Les places étaient retenues depuis longtemps. Trente-trois depuis longtemps. Trente-trois mille personnes – pratiquement deux fois la population habituelle d'Albertville – devaient assister de chorégraphe Philippe Decouffé, qui maugure d'Albertville Decouffé, d'Albertville de l'Albertville de l'Albertv Une seule soirée, mil retransmise one seute soiree, retransmise en mondiovision, quelques mondiovision, quelques millions i téléspectateurs prévus (1). « Finalement, Decouffé, qui montre un story-board détaillé à l'extrême, cette expérience insensée aboutit à un show télévisé que j'ai préparé le réalisateur Mathias Ledoux, très minutieusement »

jours auparavant, la répéti-tion générale rassemblait plus de mille invités. La pluie avait cers, bùcherons en culotte de velours construit un podium en troite les de patrouille construit un podium en étoile, les de patrouille France tracé leurs arabesques devant montagnes fondre dans la brume. patieurs d'argent faisant voler derrière eux longues banderoles colorées, gonflèes d'hélium, sala-

très minutieusement.»

lomé autour du mât central dont le bois doré luisait dans le crépuscule

Et puis les enfants décoles, figurant les délégations sportives précédées de jeunes femmes peintes, prises dans des boules meige, ont répété le protocole du détilé. Soixante-quatre pays, soixante-quatre délégations, soixante-quatre drapeaux soixante-quatre fois de vers miriton faisant rimer syntaxique Mexique on Einstein Liechstenstein, repris en anglais – mais en forcément par les télévisions, dont les ntateurs demeurent heureusement libres...

La auit était tombée et la flamme olympique allumée. Au pied du mât, on a vu a lever plate-forme portant in fillette qui a chanté a capella la Marseillaise, et la distorsion in voix enfantine et les paroles guerrières i servi the et ies paroles guerneres il servi de liaison entre il pompe officielle et la poèsie chaplinesque du spec-tacle. Philippe Decouffé il fait dan-ser l'espace. Y il déversé, sortant d'immenses cornes d'abondance, des créatures rouges et blanches montées il échasses, moitié lutins,

moitié insectes aux sur surmontées d'un bulbe = balançant doucement. Des WWIII | plomb feignant de jouer de tambours trop larges. Des libellules aux ailes translucides. Des sportifs lancés d'une bascule, glissant à toute

- On lausse les perspectives. change l'échelle des objets, les exagére, les décale», explique Jean Rabasse, auteur décors. Les humains eux-mêmes sont déca-lés, pantins pieds ailés re balançant sur des clastiques chés ill mat, aspirés et l'elle et puis s'égaillant, jaillissant, tête-bêche, dessinant un monde à l'envers, métamorphosés en marionnettes, jambes bras désar-ticulés, bondissant rebondissant sur place, prisonniers de jupes faites le batons hérissés... Philippe Guillotel, créateur en costumes, a suivi le délire de Philippe Décou-lu ; ils out l'habitude de travailler

Tous deux ont le goût des unions insolites, comme de faire accompagner les pantins de élastiques tout un orchestre d'accordéons ou bien par un chœur

corse, des danseurs moulés dans de l'argent, tunzires fixèes sur des tournettes lampions et qui prennent de punte allégoriques, une jambe immobilisée dans une de goultière. Le spectacle? Une petite heure de grace feerie.

Ouelque chose d'unique : il fallait ce lieu - 9 mi mètres carrés, ces trois mille personnes - danseurs, acrobates, musiciens, sportifs, - ces centaines de bénévoles réunis d'un artiste qui n'aime n'etre étiquete ». "Ce qui plait, dic.il, c'est de répondre manque, une demande, d'aller où il n'y a

COLETTE GODARD

(1) Le spectacle a été produit par (1) Le spectacle a été produit par Téléma Intages pour le COJO avec un budget de 25 millions. La scénographie de Guy-Claude François, la musique d'Antonin, Martin Mersonnier, Joseph Racaille, Gilles Rhodes, Woudt, Christian Oller Les lumières de d'André Diot. Le son est d'Alain Français. Les différentes équipes ont été enordonnées par Pascale Henrot.

De Gaulle à Grenoble

En 1968, la morosité déjà

Illim um le protocole ne prévoie pas de discours du chef de l'Etat sur le site des Jeux olympiques et l'énoncé la phrase rituelle : «Je déclare

""", », le général "Gaulle, "

février "" Grenoble, attache manifestation. Arrivé Paris par alors que tombent quelques flocons il neige sous un ciel gris, penètre dans le stade 15 heures - l'horaire n'est pas, il l'époque, imposé par le choix des télévisions - lorsque la soleil ...

Ce stade, construit pour le cérémonie d'ouverture puis détruit pour faire place m quartier MI berbe, non mi de la Villeneuve, accueille m jeune médecin français de vingt-huit aus, champion du monde m patinage artistique, qui porte la flamme olympique: une immense ovation jaillit des poi-trines soixante-dix specta-teurs lorsque Alain Calmat allume vasque. Nommé ministre sports en 1984, député la Cher (apparenté en 1986, il sera aux Jeux d'Albertville, mais fois comme spectateur.

De Gaulle, accompagné notamment de François Missoffe, ministre de la jeunesse et la sports,

accueilli par Hubert Dubedout, maire de Grenoble depuis 1965, c'est la première fois depuis 1924 que la France accueille and compétition en hiver. L'Etat a d'ailleurs pris i i charge les trois quarts i i i i i trois i i i illions de francs de subventions dépensées pour les installations. Auparavant, Georges Pompidou, premier ministre, avait assisté I la session du Comité international olympique, il présidera la cérémonie de cloture le 18 février.

Avec neuf médailles, dont quatre en or, et la consécration en particu-lier de Jean-Claude Killy un de Marielle Goitschei, um Jeux de Grenoble effaceront le mauvais souvenir de ceux de l'été. Il Rome. en [Cette année-là, les piètres performances im athlètes français avaient inspiré au caricaturiste June ques Fallant un M Gaulle enfilant un survêtement de sport et s'apprétant à partir pour Russe en lançant: «Dans 🔳 pays, si je 🔳 fais tout moi-même...»

Le président 🚵 la République, qui devait assister à Chamrousse aux épreuves de ski alpin, en sera empêché par les obsèques du cardi-nal Veuillot, archevèque de Paris. nos organisateurs i je les suivrat la télévision beaucoup d'ardeur et de constance ».

L'effet populaire de politique des Jeux de Grenoble de pourtant de durée. Si, en début d'année, on min apparaître pour la pre-mière fois dans les me de Paris les « sabots de Denver » qui acquerront une triste réputation, si Folies-Bergère setent leur centenaire, si les prototypes de Concorde d'Airbus prèts, d'autres préoccupations assaillent le gouvernement que dirige Georges Pompidou depuis printemps de 1962.

De l'or fondu en... mai

Sur le plan politique, la gauche, encouragée un ses succès électo-un lors des législatives la mars 1967, poursuit son regroupement. Un accord est conclu en me d'une plate-forme commune » le muniste et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. de M. Mitterrand est réélu président pour deux in I a majo-rité, M. Valèry Giscard d'Estaing, qui dirige les Républicains indé-pendants, n'est plus membre

gouvernement a illustre un comportement basé we li = oui, mais ». De lum côtés, sans la formuler encore expressément, un trouve dix fait beaucoup, que l'on proclame trois mois plus tard : " Dix ans, ça suffit / "

Au début 📺 l'année, un climat i revendications qui débouchera u la violence m répand, L'université 🐼 Nanterre, où naîtra le Moudu 22 mars, devient la cende la revendication, diant allemand, Daniel Cohn-Bendit. Le souvenir du speciacle grandiose m des résultats flatteurs des Jeux de Grenoble avait donc fondu rapidement redoux printanier. | il avait été vite effacé par les barricades du Quartier latin et 🔄 gaz lacrymogènes 📰 Mai.

ANDRÉ PASSERON

A la télévision

Lire, du supplément « Radio-Télévision », le calendrier des retransmissions télévisées du 🛮 au 📰 février.

Les présidents du Comité d'organisation

Les vies parallèles de Jean-Claude Killy

in num envoyé spécial

Il a del la billion del Jaux en 1988, della em France ci le gaullisme triomphait pour quel-ques semaines unitre II est s'essouffle. A près de quarante-huit ans, Jean-Claude Killy a toujours in the tour juvé-

On remarque I peine III IIII qui pre creusé le visage tristesse qui volle parfols le regard. L'homme est de la s'est de comme Jean Seberg le porte-Portrons Henry
Ford II. II pareft glisser
moquette salons avec l'aiqu'il mettait à surfice piquets. tout in lui.

Killy, will soleil, c'est un paimarès. IIII marque, l'image d'une réussite « américaine » pour male: moins 5». Les Etats-Unis, la Japon et l'Austraki om signé des millions de dollars dans les années 70. La société de ski sa laquelle il a investi en 1978 a reçu l'Oscar de l'exportation quatre aire après. Son and nom aurait per-Jeux d'Albertville d'augmenter ses 1270 18 800 millions 18 francs. Politiquement, il incline pline à de la gauche aurait aimé en faire un ministre

rian sports. L'hélicoptère wat devenu son moyen de transport favori, a ma la champions Pygmalion des sportives, Merk McCormack, n'a réusal sa reconversion brillamment. La fortune personnelle de ancien douanier serait mainte-| Cordre de 110 millions on francs.

Eblouissant, Killy. Entre deux voyages d'effaires, deux négociations, il a New-York, de mini le man du lic Léman vélo, d'améliorer mandicap au golf. On dit mandicap au golf. On dit mandicap au golf. On dit mandicap au golf. d'or au président du pour la musée olympique, il copréside COJO sans d'honoraires. La dignité 🔤 laquelle chagrin bert, meurt brutalement d'un 1987,

Entre médiocrité of executions

Sous in vêtement un peu ample super-manager qu'on fui a endosser, il cache de C'est Killy ombre. On production in the distribution of th faconnée par l'impérieux il s'imposer. « C'est un gagnaur, gagnant, dit, perfide, qui qui qui qui qui

En fait le parcours 🛎 🙉 n'a pas III extrêm médiocrité

et excellence. Il provoque un accident de voiture un conduiwere permis il dix-sect ans. nt in my plus tard I pilote un bolide sum Vingt-quatre ires du Mans. Sa mère l'a rejetté, il adopte les deux praincurie, il perd un ski fors de sa première de la olympique I Innsbruck, sa deuxième tive, à Grenoble, est un d'organisation et de préparation. Il a uru liaison tapageuse avec une actrice, il se marie en secret une rencontrée sur le

u u mar d'un film. Sa première expérience dans le vêtement de ski lui a millions, la deuxième couronnée de succès. Vald'isère lui refuse un emplot s 5 000 F par mois pour faire la promotion si la station si 1968, if autorise Tignes Val-d'Isère à utiliser gratuitement son nom en 1982. In tul reproche in favorise se station, il organise les Jeux d'Iniver les plus il impanise qui All parts

Désespoir instituteurs, Or s'est formé à l'école de la vie. Le capacité litrer le le cons de le échecs, pour riminant de le échecs, pour riminant de le échecs, pour riminant de le consideration de le capacité de la capacité de destin est tout tracé dans l'olym pisme, pour les autres la politi-que lui offre une voie royale. Et lui s'amuse à entratenir l'incerti-

ALAIN GIRAUDO

Michel Barnier : « La Savoie d'abord »

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

« La préparation des Jeux fut difficile, parfois beaucoup plus que num no pensions, mais iamais nous n'avons douté. s Makai Barnier retrace ainsi devant vingt mille Savoyards venus assister, jeudi 6 février, à l'ultime répétition de la cérémonie d'ouverture des XVI Jeux olympiques d'hiver les dix dernières années qu'il vient de vivre. 💵 haut 🔳 son mètre quatre-vingt neuf, m homme,
M Albertville il y a quarante
peut être satisfait. Il a su maîtriser la redoutable expérience olympique, comme co-président du Comité d'organisation (COJO). en fortifiant l'emprise politique qu'il exerce sur son e pays », la Savoie.

Ce montagnard a maintien un militaria raide. Le complet militaria incontestablement mieux la tenue de sport. De Ilm obstiné, il n'a jamais douté de son ascension en politique dans le cadre du gaulliste. Ses grandes enjambées lui permirent siéger, à vingt-deux ans, dans l'hémicycle conseil général Savoie, I vingt-sept ans dans celui du Palais-Bourbon, enfin m prendre, en 1982, juste après 🖷 lande la candidature savoyarde, la tête de l'assemblée départementale. If a alors cependant d'avoir utilisé la

flamme olympique pour guider son parcours politique. Au contraire elle a probablement stoppé net, quelques années plus tard, des ambitions natio-

Lorsque Jacques Chirac accède à Matignon après les élections législatives de manu 1986, la candidature d'Albertville est sur de bons rails. . On m'a proposé 🖿 portefeuille 🛽 condition de aux Jeux olympiques d'hiver. wous mm connaissez : la Savoie d'abord. » Déterminé, Michel Samier ira donc jusqu'au bout de son projet, lequel contrarie fortement celui du maire de Paris dont la ville me candidate pour l'organisation des Jeux d'été 🕍 1992.

Bilag itui les unu

Die Jeux terminés, William Barnier entend minimum in in devant 🕍 la scène politique. Il aura, pense-t-il, engrangé les bénéfices M l'entreprise olympique. Si **III** seize journées des J.O. sont une fête pour son département. III non un cauchemar pour les trois eum cinquante mille Savoyards, il pourra se prévaloir d'un bilan prestigieux a s'imposer a poids lourd > 🚃 📱 politique francaise.

Si le résultat um moins brillant trente-deux ans. Il se défend que prévu - notamment les perspectives socio-économiques

tion du département ne pourra pas que lui en tenir rigueur. Conseiller général d'une large partie iii l'espace olympique et notamment is stations is Vald'Isère et Tignes, Michel Barnier retrouvers and électeurs, un mois jour pour jour après la cérémonie 🖮 clôture des Jeux. Ce canton, dans lequel il a toujours des des élevés, est renouvelable is mars prochain. Le soir du vote, le décompte suffrages reflèi état d'esprit des électeurs savoyards après « l'épreuve » alympique. Le consensus politique J.O., qu'il a habilement imposer tout au long in période in préparation de la manifestation, n'aura alors plus lieu d'être.

post-olympiques, - la popula-

Michel Barniar Joue depuis plusieurs années sur 📗 registre 🚞 défense l'environnement en proférant des leçons de bonne conduite : il est l'auteur d'un rapport parlementaire 🖿 d'un livre, Le ecologique, chacun pour Pourtant Verts lui reprochent de ne pas toujours su woulu appliquer i terrain les préceptes dans un ouvrages. la fin de la fête, dès que la neige metal fondre, met-🚃 à nu les plaies faites à 🖿 montagne, M. Barnier m retrouvera alors seul pour rendre des

CLAUDE FRANCILLON

« Les athlètes devront gagner le droit de participer », nous déclare le président du Comité international olympique

Dim un Inwini au Monde, M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), estime que 🐚 olympique, confronté l'arrivée management sur la scène internationale (Slovénie, Croatie, Républiques de l'ex-URSS), devra à l'avenir lim plus exigeant III iniveau use interest participant www Jeux.

«Au maries in little in the Jeux, êtes-vous pleinement 📥 la de les organisation?

- Ce n'est ni le de faire des reproches ni celui d'adresser 📥 félicitations. Je les garde pour la clôture. Je les confiance au comité d'organisation. Ce imm des Jeux compliqués et très difficiles en raidispersion treize sites, idilli mini um par dill routes de montagne at min par the automates. En mauvais temps, ma peut perturber M déplacements. Min je n'ai minu regret quant au choix 🛍 Savoie. Tout = conforme au dossier présenté Il Lausanne III Indiana 1986. Nous entrons aujourd'hui dem la période la plus critique, mes des petits problèmes de

- Que pensez-vous des critiques invises à propos de la dis-persion des man et de cade 🗰 🗷 d'hébergement?

- Les Jeux d'hiver ont toujours eu lieu sur plusieurs sites, mais iamais m il grand nombre qu'à Albertville. C'est une chose nouvelle. Nous ver-rons bien le résultat. En ce qui concerne l'hébergement, me m'a signalé 🚛 🔤 problèmes mineurs.

- Ces Jeux 🗪 privilégient-ils

piètement modifié la carte in

sport mondial. En Savoie, l'Alle-

magne présente une sélection

unifiée. 🕒 Slovénie 🔳 la 🕅 🚾 🗀

har bande i part, m marge de

la yougoslave. Quant

M puissante Union Soviétique,

a III remplacée, la la 🖦

vite, par le Communauté des

ALBERTVILLE

ili mww envoyé spécial

Qu'ils soient man au kazakhs, ils fredonneront l'Hymne I la jole,

de Beethoven, m non plus l'hymne

soviétique. Qu'ils soient Ouzbeks ou Ukrainiens, ils ne bomberont

pius le mm devant 🔄 drapeau

rouge frappé du mais de la faucille, mais devant celui de

l'olympisme, orné de cinq anneaux

A l'occasion des premiers jeux de l'«après-URSS», le sport mondial

tourne une me histoire. En moins de temps qu'il n'en faut

pour arracher une de Lénine de Lénine de mi piédestal, l'Union soviéti-

que rentrée aux vestiaires avec

promus «héros du peuple» = soixante-quinze médailles d'or

conquises aux Jeux d'hiver entre 1952 = 1988...

Si im trois Républiques baltes

(Lituanie, Lettonie, Estonie)

olympique le 11 novembre 1991

présentent leurs propres déléga-

presentent teurs propres uctega-tions Albertville, les athlètes ori-ginaires de cinq Républiques de la Communauté Etats indépen-dants (Russie, Ukraine, Biélorussie,

Kazakhstan et Ouzbékistan) ont été

rassemblés sein d'une équipe « unifiée », constituée I in hâte

la pression des événements

II a fallu attendre le 25 janvier 📖

une rencontre, à Moscou entre

M. Juan Antonio Samaranch, pré-

sident du Comité international

olympique (CIO), et M. Boris Elt-président de Russie, pour que

les modalités de la participation

la CEI aux compétitions d'Albert-

ville soient définitivement fixées :

les mêmes couleurs (gris-vert), mais

blique pourront figurer sur la

manche de leur tenue. En cas de

victoire, l'hymne olympique

(Hymne | | | ioie) | ioué et le

drapeau aux cinq anneaux sera

L'origine du champion (nom de la République) sera précisée tors de la remise des médailles, en com-

l'embleme 🔳 📕 nom de leur Répu-

les athlètes s'alieneront tous

politiques.

indépendants (CEI).

public?

- Je ne crois pur Plus de sept cent mille billets out 📲 vendus 🖢 🖚 jour, le comité d'organisation es satisfait. Bien sûr, la télévision es essentielle puisque deux milliards de téléspectateurs suivront les principales épreuves, mais la public sera là lui aussi.

 La Communauté la lindépendants (CEI) présente une équipe sélection comprend soriginaires de plusieurs Républiques. été pris de court par les chan-intervenus 1 l'Est?

- Je ne la pense pas. Nous arram pris des décisions la rapidement, dans l'intérêt 🛏 athlètes, afin de faciliter leur participation aux Jeux. J'ai d'ailleurs rencontré M. Eltsine il a deux semaines, Il Moscou, pour évoquer cette question. L'équipe «unifiée» 💶 présente 🛚 Albertville et à Barcelone. A partir de 1º jan-vier 1993, toutes le Républiques le l'ex-URSS qui règle pour-être reconnues par le ClO. A Barcelone, l'hymne olympique

joue cas we victoire d'une équipe de le CEI dans un sport col-lectif. En revanche, pour les disciplines individuelles, sera diffé-serguel i sera remporte concours de IIIII à la perche, il drapeau ukrainien === lim et l'hymne de mu pays retentira, Nous mu mmmm donc pas en retard sur l'Histoire. De même ai-je bon espoir d'accueillir im Sud-Africains à Bar-

- Le marie olympique na risque-t-il par d'aux submergé par Ma nouvelles demandes

- Ham allons effectivement confrontés i une inflation incroyable du nombre de comités olympiques nationaux. A Atlanta, en 1996, 📓 seront probablement plus de cent quatre-vingt-dix contre cent soixante-douze aujourd'hui. Ce qui impliquera également une augmen-tation du nombre de l'access et des

- Envisagez-vous 🛍 limiter l'Importance 📠 délégations? Ce problème devra ètre résolu.
Une limitation s'impose fonction
critères sportifs. les athlètes
qui distingués dans compétitions de les différents championnats
du monde les différents championnats
des différents champ pionnats continentaux pourront être lls devront le droit de participer aux Jeux. Ce type de sélection fonctionne déjà pour certains sports, la boxe. L'ir ou la lutte. A l'avenir, il faudra procéder de la même manière pour les disciplines, d'été d'hiver. Arriver cinq un six unu apres l'avant-dernier, 🚾 n'est 📖 serieux. On 📧 peut 📭 venir 📖 Jeux olympiques pour apprendre. Les fédérations internationales doi-veiller les athlètes ne profitent = Jeux pour faire du

- Craignez-vous - Jeux soient - Jeux démesure?

olympique.

- Nous risquons d'être victimes de notre succès, notamment a Barcelone, avec un avalanche de par-ticipation. A Albertville, j'ai égalemis un garde les présidents des différentes fédérations internationales 📦 sports d'hiver. A l'avenir elles devront, elles aussi, envisager

Propos Par par
PHILIPPE BROUSSARD
LICENSE BROUSSARD

qué l'effondrement d'un système déjà mal ma point (1). « C'est arrivé subttement. Nous n'avions rien m

venir, rien prévu. Les hommes poli-

tiques n'unt pas tenu compte du sport », estime M. Roussak. Bièlo-

russe d'origine, mais «soviétique»

convaincu, il ne cache pas une cor-

taine nostalgie pour la « grande

d'argent, des camps d'entraînement du être fermés i travers le

pays, des milliers d'athlètes

d'entraîneurs, qui étaient rémuné-

vés privés d'une partie de leurs res-

sources. Certains ont commence à

envisager l'exil, comme des milliers

d'autres sportifs des pays de l'Est tle Monde du 31 décembre 1991).

Au debut du mois de janvier.

quelques semaines de l'ouverture

des Jeux, il manquait toujours les

2 millions de francs nécessaires à

l'envoi d'une délégation 📺 Savoie.

Les dirigeants ont du multiplier les

démarches nour renfloner leurs

des ressources est venu des

« reserves = du Gossport (consti-

tuces grace au loto sportif sovicti-que) et de la participation de cha-

cune des Républiques concernées.

Quant aux athlètes, conscients

des difficultés financières de leurs

dirigeants, ils ont du accepter des

«primes» qui feraient figure de pourboires pour des Américains, Un champion olympique recevra

18 000 francs. Une médaille d'ar-gent «rapportera » 12 000 francs et une médaille de bronze

000 francs. = Dans ces conditions.

le jeu consiste davantage à se faire

remarquer - des recruieurs étran-gers », reconnaît un joueur de

hockey qui rêve de rejoindre m dix-sept compatriotes évoluant déjà

dans le championnat professionnel

Avant même le début des épreuves, samedi 8 février. l'«équipe unifiée» avait donc déjà

remporté une première médaille

d'or, celle du paradoxe : cette

sélection sans drapeau ni argent.

qui se sait condamnée à l'éphé-

mère. maleré me en mesure

de conquérir une dizaine de titres

(1) Décidée 🖩 14 novembre, com dis-

olution a été officialisée mercredi

5 février, le jour même de l'arrivée des

dirigeants Péquipe «unifice» Albert-ville! Certains dirigeants employés administratifs sont done au chômage.

dans l'attente em negociations qui vont

s'engager en Savoic pour definir les

lutures structures sportives de 🗎 CEI.

Ph. Br.

nord-américain

olympiques!

Du jour au lendemain, faute

La sélection « unifiée » de la CEI

Une équipe sans argent ni drapeau

de préserver l'intérêt III épreuves

d'Albertville, dirigeants sportifs et responsables politiques n'avaient

d'autre solution. Le Comité

international olympique ne pouvait pas se priver d'une présence de la CEI pour maisons sportives et

De min volonté 🖮 sauver 🖦

qui pouvait l'être est née une

équipe de bric et de broc, une

sélection de partout et de nulle

💌 qui n'ose plus 🖿 revendiquer

«soviétique». en gardant la nostalgie confuse d'une gloire éva-

porée - certains dirigeants et

athletes portent toujours, hors

compétition, des frappées du sigle CCCP, du et de la faucille...

Etrange situation que celle de ces

athlètes égarés entre hier 🖿

demain : ils défendront des cou-

icurs, un nom, 💵 embiéme

condamnés disparaitre. Le le janvier 1993, alors que le CIO aura reconnu les différents comités

olympiques des Républiques la CEI et celui de la Géorgie,

cette sélection cessera d'exister. Elle aura vécu cinq mois, des épreuves d'Albertville à celles de

Barcelone (25 juillet-9 août), douze seulement après les Jeux de

Moscou (sans les Etats-Unis) et

huit ans après de Los Angeles

(sans l'URSS), du temps où le boy-cott était une « discipline » olympi-

Condamnée

l'éphémère

concourir propre bannière, la Russie s'est imposée, sport comme en politique, en interlocu-

teur privilégié des instances inter-nationales (l'entrevue Samaranch-

Eltsine) et en chef de file des «uni-fies ». Au sein d'une délégation

forte de 141 athlètes, les Russes

sont très nettement majoritaires

118 représentants, contre 8

pour l'Ukraine III le Kazakhstan, 3

pour la Biélorussie ■ 2pour l'Ouz-békistan.

. Nous n'avons retenu que les

uthlètes susceptibles d'être médail-

les. Nous n'avions les moyens de prendre plus de monde», expli-que M. Nikolaï Roussak, ancien ministre des sports de l'Union et

responsable 🔳 🔳 délégation « uni-

fiée» à Albertville. Aux négocia-

tions mences pour constituer une

cauipe unifiée sans froisser les

nationalistes les plus radicaux.

sont, en effet, venues s'ajouter des

questions d'argent. En décidant, le 14 novembre 1991, a dissoudre le

Cossport, l'organisme central qui

En attendant que chacun puisse

Les changements intervenus plément de la mention «équipe régissait l'ensemble des activités

unissee». Pris au piège une sportives au sein in l'URSS. Inistoire déroutante la nécessité Conseil d'Etat soviétique a provo-

CARNET DU Monde

Muriel et Bruno Charrassin, enlants,
 Le colonel Jean Farcet,

Les familles Gouilloud, Badolato, Farcet, Charrassin.

Mª Anne-Marie CHARRASSIN,

7 fövrler 1992

Les obsèques religieuses le lundi 10 février, à 15 heures,

Cet avis tient lieu III l'aire-part Claude et Josée Demi

Gérard et Amy Dahan et leur tils Maximo Jacques Flora Dahan et leurs Jacques Florent,

enfants m petits-enfants, Et toute m famille, ont ill tristesse de faire ann du mobil de

M= rama Albert DAHAN,

Cohen-Solal survenu le 🛘 février 1992, 🐧 l'âge 💵

L'inhumation a III lieu au cimetière

100, avenue M Villiers, 75017 Paris.

- Ibram GABBAI

nous a quittés, le 🏿 février 1992, dans

C'était un homme bon u généreux,

. Baudin. lvry-sur-Seine.

Ses camarades de toujours, Ses amis de France d'Egypte, L'association Sauvegarde du patrimoine culturel i juils d'Egypte, tristes d'annoncer la mort = leur compagnon i route.

Ibram GABBAI,

né à Alexandrie le 18 juillet 1926, mort à Para El 5 février 1992,

L'inhumation aura lieu mardi 11 février, à 15 🛮 15, au cimetière noud'Ivry-sur-Seine, rue Gaston-

6, rue des Tannories, 75013 Paris.

Le président Et le conseil d'administration l'université René-Descartes-Paris V. Le doyen Et le conseil **iii** gestion de la faculté

de médecine Necker-Enfants malades, demandent de s'associer II la douleur

professeur Jean HAMBURGER. sident de l'Académie des scienc fondateur m ancien doyen de la foculté médecine

Necker-Enfants malades. grand officier de Légion d'honneur.

(Le Monde du 5 février.) - Bernadette des Mazery.

Luc France-Odile Mazery, Patrice m Bénédicte des Mazery. m enfants, Alexis. Anne-France, Séverin. Marine, Aubin,

ont la grande douleur de faire part du

ses petits-enfants.

Alain 👛 MAZERY,

survenu 🖿 7 février 1992, á l'âge 📺

La cérémonie religiouse man lieu le lunds 10 février, à 13 h 45, 🚥 l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy,

Cet avis tient lieu de faire-part.

83, avenue d'Italie. 75013 Paris.

Nos abonnes uctionnaires, bénéficiant d'une réduction sur insertions Carnet priès de bien vouloir

CARNET DU MONDE

FREE PROPERTY OF MALKET CO. avis LE MONT MEME nous avant 9 h au du ioumal.

15, rue Felgulère, 75015 🔤 806 F Télécopieur : 45-66-77-13 I is figne H.T.

Abonnés et actionnaires 85 F munications diverses ... 100 F

Thèses étudiants 55 f Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les Agnes en blanc sont oblig Minimum 10 lignes.

La Nièvre).

ont l'immense douleur 🔤 📖 part de la disparition tragique de

Pierre MELLET.

ingénieur civil ingénieur à Computer Associates, dans l'accident d'avion Lyon-Stras-

bourg du 📰 janvier 📖

II allait avoir treate-six Il chantait 🖩 vic.

Une cérémonie religieuse mm célébrée en mémoire, l'église Notre-Dame de La Charité-sur-loire, le credi 12 février, 115 heures, avec la participation du groupe chantant le Tourdion, 11 Metz.

L'inhumation war lieu ultérleure

de fleurs, mais en collecte pour Médecins frontières.

M. Maliet Le Pressoir-Munot,

- Nous ke mobil de

Aimé PASTRE, ancien secrétaire général du syndicat CGT

u janvier, 🛮 l'āge de

(Né a Béziere (Hérault) en 1921, Almé Pestre, qui avait commencé sa carrière en 1942 comme surveillant dans un établissement pour mineurs délinquants, a quitté l'administration pénitentiaire delinquants, a quitré l'administration pententiaire en 1982 en tent que directeur régional adjoint pour la région parsisienne. Secrétaire général du syndicat national CGT des personnels pénitentiaires depuis 1947, il avait démissionné de ce poste en 1975, restant toutefois président ayandicat jusqu'en 1982. Souvent critique à l'agard du amonolithisme a de la CGT, M. Pastre de la company de la compa

- Tixler, sa 💴 ont la la de de de de de de

M= Roger PÉRIÉ,

tion out | lieu à Clermont-Ferrand, le

6, rue Chignat, Clermont-Ferrand.

 Le président, Les membres du conseil d'adminis-

III la personnei du Consité Interorofessionnel paritaire du logoment = Seine-et-Marne, la tristesse de faire mu du décès de leur président d'honneur.

M. Edme PORTA, président du CIL de Melun, puis du CIL de Scinc-et-Marne de 1951 à 1983.

Une cérémonie religieuse sera célé-

l'église Mée-sur-Seine, quar-tier M Croix-Blanche, mardi 11 février 1992, à 14 h CIL de Seine-et-Marne,

10, rue Mésereaux, - Le conseil d'administration de Losement 77 information (ADIL),

La directeur et : collaborateurs,
le profond regret faire part de leur président-fondateur

M. Edme PORTA. La cérémonie religieuse aura lieu, mardi II février 1992, à 14 m 30, en la

chapelle III Croix-Blanche, au Mée-52, mm de l'Abreuvoir, 77100 Meaux.

Le président m 🖿 membres du comité directeur,

Le président membres du conseil fédéral de l'Union interprofessionnelle du logement (UNIL), 110, rue Lemercier, Paris-17,

> M. Edme PORTA. president d'honneur, membre du conseil fédéral,

Le président, Les membres du conseil d'adminis-

Le directeur et les collaborateurs 🖍 l'Agence nationale pour l'information
le logement (ANIL),
le le profond regret de faire part du

ML Edme PORTA, chevalier de la Légion d'honneur président d'honneur de l'UNIL president de l'ADIL im Seine-et-Marne. administrateur III membre du bureau de l'ANIL

2. boulevard Saint-Martin, 75010 Paris.

- Le d'administration Et la direction de la Caisse d'allocafamiliales de Seine-et-Marne, ont la faire part du l'a de

M. Edme PORTA, président honoraire la depuis 1979.

- Oran.

Le docteur et M= Sylvain Saanou

et leurs enfants, leurs enfants. M. ■ M= Guy Snanoudj

et leurs enfants and a douleur a faire part and and a Esther SNANOUDJ.

leur mère mand-mère.

🚃 le 🛘 février 1992. 🚃 son domicile, 43, rue Batignolles, Paris-17.

Les obsèques auront lieu la lundi 10 février, il la h 15, in cimetière parislen 🚃 Pantin, 🚃 🎮 m réunira porte

- Mi m M= Claude Wagman leurs filles,

Kleinberger cofants,

part du IIII III

M= WAGMAN,

survenu le 7 février 1992, 🛮 l'âge 📟 quatre-vingt-cing ans, à Paris.

Les obsèques auront lieu 🗎 mardi

Un sera a la disposition de per-sonnes desirant se rendre au cimetière, devant l'and Holiday Inn, place de la République, a l'a h 15.

On so réunira à la porte principale du cimotière parisien al Bagneux, à 15 h 15.

Cet avis Illieu de faire-part.

Avis de messe

- La du lycée Janson-de-Sailly et du groupe Saint-Louis Invite à participer ou à s'unir d'intention à la cucharistique présidée le cardinal Lustiger à la laction du

Chanoine Michel LOUIS, et du groupe Saint-Louis,

Mardi_I ! foyrier 1992, 1 18 h 30, paroisse Saint-Honord d'Eylan, 66 bis. avenue Raymond-Poincard, Paris-16.

<u>Anniversaires</u>

- Il y a un an, le 10 févrior 1991,

Une union 📠 pensées ou de prières

Georges COTTEREAU.

quittait les siens.

messes seront célébrées à sa mémoire Aix-en-Provence.

- Il y a cinq ans déjà, notre ami

Louis DESCOINS

Que tous mus qui l'ont connu 🔳 estimé aient une pensée pour lui en 📺 - 🛍 🖦 sixième anniversaire de sa

Les quatre et conjoints,
Ainsi que petits-enfants

Liliane HAGEGE,

rappellent is gardent vivante la rémoire 📟 cot être inestimable 🔳 🛭 - il y minipi ans dějá, le III février 1985.

Alexandre ZIPSTEIN

nous quinait.

Mais www a-t-il vraiment quittés ouisqu'il mus toujours présent dans

4, rue Lhomond, 75005 Paris. Pour toutes vos

commandes 🚟 fleurs Naissance, baptême, liançailles, mariage et décés Le Fleuriste de Vaugirard

Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.

131, rue de Vaugirard, 75015 PARIS Tél. : 47-34-56-09

METO 1-619

10 May Sell Fr - - -

Service Property or establish. 2 mg # 4045 ं ह्यान व्यक्ति 1.140年 原始。

Southway. de liberto e April 185 and n brest 💵 🛊 → #**####** - * * *## - Shinesing -· ----

er führe Berich - va breggett 🚇 CHE R

(20 - ·

J. 3

 $A_{n,j} \geq n \cdot m$

Action Continues

Age Book to

Garage Street

Garage Contract

٠....

\$. TT 1488 track of Early WHIPPIN (III) Ce and for **产 377 电线** MATTER A. 48 HATT BROWNING AND TOTAL MANAGEMENT THE ACTUAL IN NO. the many of the de Rocks

And the same of the same of the The state of the state of water to sale a constant state. ीर उत्तर सम्बद्धाः **संस्** a militaine o langue de Refuel proper to seem off Dradent has The state of the s Line when the state of the state of et de notage se the sale contract the A service interfer in in

23

. . . 42

10.1

34 Mi votte emerger was pine de la décoration distribution of the problem THE STREET STREET parce que les are la manage Contract of the second the date that pulled at the The state of the s ALLEGAN MANAGER MANAGEMENT OF THE PERSON OF TOTALINA BE BE BES

of 13 bound on crite du manure de contrate de spite. Parison des madeilles the season of the community de fondes indique à The Los planteres de THE PARTY OF THE P C Children ou de buch the ou de den les dence bien adétachéen Ci Ci ciulcur I la serviciale. Con de printent y in second

10

R GARD & COMP.

Stache 2

MARINE THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PART

mest and son

Paris de Printe

The state of

Marine Sing

Market Charles and

M. Barrell Sp.

THE AND ADDRESS BY

1 da 22 mg

La mort a changé

La pièce de Bernard-Marie Koltès basée sur l'itinéraire sanglant du tueur Roberto Succo et qui a provoqué des remous l Chambéry ne relève par du la divers, mais de la tragédie

ROBERTO ZUCCO ou Théaire de la Ville

« Quand tout sera détruit, qu'un brouillard de fin de monde recouvrira la terre, il restera toujours les habits trempés de sang des hèras, » Ainsi s'exprime Roberto Zucco, le protagoniste de la pièce de Bernard-Marie Koltès, et ce jeu de mots indique déjà que nous ne sommes pas ici dans la rubrique du fait divers ai dans celle de la «dramatique», mais dans celle de la tragédie – c'est une question de tou.

Roberto Zucro, de Bernard-Marie Koltès, est une grande pièce. Elle a le calme de démarche, la transparence de propos, la simplicité de voix des vraies grandes œuvres. Et comme les vraies grandes œuvres, cette pièce fait tout entendre sans apparent les mischit les appuyer sur rien. Elle enrichit les appuyer sur rien. Elle enrichit les consciences sans leur avoir laissé saisir qu'elle leur donnait quelque

« En instance de III-alla

Allons Tue In prelis sont In prelis long In prelis éprouver les émotions, si banales solent-elles, qui em mes émotions. » Mourir, aimer : pourquoi ne pas dire tout de suite que la rare dimen-de La Koltès tient à ce que la tragédie du sida enraie les données de la vie et de la mort.

« Une minute de plus ou de moins, et tout change peut-être», écrivait Sartre, et rappelons juste quelques paroles de l'Etre et le Néant : « Etre libre, c'est être perpétuellement en instance de liberté. (...) Ce == je veux atteindre == poursuivant i= de tel c'est le principe général de l'existence d'autrul», arte exprimant l'un aspects de la contingence de la mort, ajoutait : « Nous mourons toujours par-dessus le marché»: et il est affreux le resnous entendons la pièce de Koitès, cela, in la cela, in la cela, le cela, in la cela, le cela comprise de la marché, et ann ne plus « en instance de liberté », jusqu'à nouvel ordre.

la réalisation scénique de l'amont pouvait la attendue dans l'espérance. Un premier avait fait, en juin 1991, pendant Journées du Conservatoire, delèves de Jean-Pierre Vincent, Valérie Lang Richard Sammut, qui avaient donné, une magnifique charge de vérité et de poésie et d'émotion, mère. La en en et de Bruno Resolin n'a pas cette émotrois mere. La me en will de Bruno Boëglin n'a pas cette énergie, cette dimension. Le pire cettes évité, parce que la décoration (Christian Fenouillat), grands paneaux sombres abstraits, mobiles, contractation (Christian Fenouillat), grands paneaux sombres abstraits, mobiles, contractation n'est pas contrariante, les costumes (Catherine Laval) choquent parce que la musique (Georges Aperghis) « leçon 🕮 🕍

Le défaut, très particulier m très dérangeant, 📰 que Bruno Boëglin a imposé aux un jeu d'un ifice criant : il adopter, dant qu'ils prononcent le texte. dant qu'ils prononcent le texte, postures de gymnastique ou des figures d'athlétisme. La posture du lanceur de poids, celle du coureur accroupi un genou qui va s'élancer, celle du lanceur de javelot qui vient lâcher son ainsi de suite, toutes les disciplines des médailles olympiques y postures plus courantes, celle par exemple qui passant qui, le celle par exemple in passant qui, le bras et l'index tendus, indique il l'autre son chemin. Ces jeux symniques s'inscrivent surtout fil, car, vus de face ou de dos, les sul, car, vis de fact ou de das, ses seuls grands gestes bien sont ceux en bars qui emettent croix, en hauteur à verticale, lisses ou granuleuses, de couleurs qui accomplissent signes plates ou modulées, de l'accomplissent plates ou modulées, de l'accomplisation de l'ac

«témaphore». Bruno Boëgin es évitée. Le protagoniste s'en prive pas. Mais, tern l'ensemble, la pièce est jonée par le grand est sympathque. I la

qui placent de profil, sans cesse, pour donner clairement voir leurs exercices d'athlétisme. Il n'est exclu que l'idée pre-Boëglin de intéressante, et ce parti pris de gymntastique recoupe un d'ailleurs
de Sartre, lorsqu'il étudie l'evattente la mort»,
même pour leur puisqu'il n'y
a pas d'horaire l'evarrivée du
train»; mais Sartre,
mimique l'imaginaire,
semble méditer
conjuration la mort, l'il envisage conjuration II la mort, II il envisage sées M figées ». Evocation d'une «danse de mort», annonce de l'im-mobilité. pris, sur la scène, a qui les comédiens sont comme comme s'appliquant exécuter parfaitement

grand sympathique, I la baraqué et incertain, Jerzy Radziwilowicz, qui a make une voix de municipale ou le bébé, tantôt un many carrottes in binn ; c'est Christiane Cohendy, Illiana Surgère, Philippe Faure, Judith Heary, Myriam Boyer, Gilette Barbier, me serve chevronnés et d'un art attachant, jouent au mieux dans les limites des servitudes plastiques voulues par le met-teur en scène. Hubert Gignoux a dù sans doute à sa respectabilité de figure de notre ladiri d'être dispense de saut il la perche, il est très bon durs une il scène. Jean Martin et Daniel Pouthier ne dangardiens de prison; or Bernard-Marie Koltès a donné un portrait sobre calme, des policiers et gardiens.

MICHEL COURNOT ces postures qui sont artificielles et qui les écartent du propos. Qui écartent la la l'œuvre Koldu Châtelet (4-). Jusqu'au déroutée, et 29 N. 1. Tél.: 42-74-22-77.



Des qui se placent profit

DANSE

Keersmaeker sous influences

Erts. sa dernière création, est un mélange intrigant de danse, musiques et vidéos

BRUXELLES

envoyée spéciale

Anne Teresa 🕪 Keersmacker dans Erts - III première création le cadre Li son contrat-résidence IVIII La Monnaie de dence La Monnaie de Bruxelles — La Monnaie de Bruxelles — La réunir les din pôles qui, jusqu'à présent, se juxtapure, — Achterland — Le plus achevé, — Le plus achevé, — Le plus achevé, — 1988, suivi du magnifique Stella, en — Erts est à — un travail — récupération — d'innovation. Récupération dans la mesure où cette nièce reprend — développe où cette pièce reprend développe une séquence de Stella, inspirée de Blanche Dubois, l'héroïne d'Un Tramway Désir de Tennes-see Williams, Création chorégra-hicus phique trois partitions, jouées sur scène par le Quatuor Arditti : le Quatuor à cordes nº 2 d'Alfred Schnittke, Cinq menis pour quatuor à cordes d'Anton Webern, in la Grande Fugue de Beethoven. Elle = servir musiques nouer les parties zestes de Lou Reed et Nico du du Velvet Lerground, sans oublier une touche de Luciano

La grande nouveauté Erts: la vidéo omniprèsente, 🗪 moniteurs isolés, superposés, ou su grand écran. Elle su utilisée, à l'instar la musique, comme moteur si l'action, nu simple contrepoint ou m variation d'un thème. Principale-celui flirt désespérant Blanche D. (Nathalie Million) Staniey Kowalski (Vincent Dunoyer). Le danseur qui inter-prète le rele de Marion Brando,

Berio pour faire bonne

en u 📠 cheveux, 🚾 yeux et 🗎 📖 possède, il l'inverse, un corps liminice. Quand Blanche lui fait compliment de un musculature, on ne peut s'empêcher de sourire. Quand I man une perruque et joue le min de Blanche, on essaie d'imaginer Marlon Brando pareille situation. Anne Teresa Luc Ducourt, font preuve d'un la comédie qu'on ne leur

Dialogues Accepte

Le travail w vidéo double d'un essai sur woix : les dialode l'écran sont repris my ade l'écran sont repris une scène, mais décalés, comme une mauvaise synchronisation. Million révèle aussi bonne comédienne que danseuse. Elle re qu'elle veut de voix, des inflexions roublantes qu'on ne sait jamais pour la dérision ou l'émotion. Les images intègrent une variation les également une variation = le thème du voile, plus proche des intégristes, ainsi qu'une de mimiques faciales de quatre danseuses en réaction I la musique de Berio, un ballet de grimaces.

Par intermittence de grands de danse m déroulent, dans la pénombre, sur une scène circulaire et centrale, ou sur les deux podiums qui l'entourent. Sur la musique 📷 Schnittke, dans un tempo chorégraphique plus lent, on retiendra les frises danseuses, le énigmatique leurs mains, le rotations du cou.
Peu d'effets, beaucoup de retenue dans une chorégraphie où les gar-

cons sont spectateurs. Un solo au sol composé d'étirements au coupé minuscules qui, l'espace quelques secondes, en pendent souplesse. Tant grace exprimée malgré, ou plutôt Il cause, des godasses, des chaus-settes blanches roulées qui font paraître encore plus fines les jambes gainées de nylon noir transparent, plus sexy les robettes au mu des fesses.

Sur la Grande Fugue, on II été frappé par la force des voltes cara-colantes des IIII en costumes gris. Parmi eux, une fille, habillée en homme, joue le contrepoint. Les six de la compagnie apporla danse de Keersmaeker une grande légèreté. Le corps des femmes a plus im pesanteur. La chorégraphe en fait une éclatante démonstration quand, dans un immense rond troué de lumières, viennent I ne de rôle s'allonger, donnant l'impression qu'elles s'enfoncent dans 🗄 sol. De ce réseau maniaque de correspondances, de répétitions et de motifs fugués, Anne Teresa de toutefois une laine a régime sur li quatuor de Webern.

On aurait | que Blanche | Stanley se fassent plus discrets. La absorbe trop l'attention au détriment la danse. Erts, Keersmaeker a li courage d'ouvrir sa danse à d'autres influences. Elle la déséquilibre. Il 📰 clair que, depuis peu, danse contemporaine a des désirs d'intégrer d'autres artistiques, man pour les copier mais en les détournant.

DOMINIQUE FRÉTARD

MUSIQUES

Un gars bien ordinaire

Roch Voisine, chanteur québécois, déplace des parterres de jeunes filles **m** fleur

ROCH VOISINE à Bercy

Il y a Patrick Bruel a puis il y a lui. Roch Voisine. chanteur quebe-cois, acteur, ancien animateur de télévision, joueur de hockey manqué pour blessure. En deux albums quelques 45 (chez BMG), Voisine devenu idole. de celles qui peuvent remplir Bercy quatre soirs d'affilée, d'adoratrices très jeunes et très en voix.

Par amusante coîncidence, le chanteur pratique une musique assez voisine du rock. Depuis qu'Elvis Presley est apparu sur les petits écrans de toute l'Amérique, il y a 36 ans, le rock'n'roll a suscité tions dérivées. De Fabian I Iryan Adams (autre rocker de synthèse canadien, anglophone, celui-ci) m passant par les Monkees et les Osmond Brothers, millions disques se sont vendus qui mettaient vocabulaire du rock au service d'émotions opposées | la nature du genre i 🗏 sentimentalisme, l'optimisme béat, 📓 nostalgie satisfaite.

Roch Voisine démontre que, grâce progrès de la technique, il ma par moment presque impossible de dis-tinguer le vrai du faux i groupe impeccable, éclairages qui feraient pâlir d'envie certaines stars anglo-phones, son cristallin, on ecroirait à un en erock à Bercy. A condition de ne pas s'attarder sur des compositions répétitives qui doivent beaucoup à beaucoup de monde, d'Elton John III de en passant les Californiens. Mais le public, en adoration, n'entend mus les chansons que Roch Voisine a voulu minposer, pes celles qu'il a réussi. Autre indice qui trahit a faux rocker : les

tion, variations finement étudiées sur thème du T-shirt manche. Devant 🗎 scène, 🗎 service d'ordre extrait la foule une régularité industrielle les jeunes qui une pament contre les barrières. Mais Roch Voisine n'en rajoute pas. Contrairement | Bruel, il n'entretient trop l'hystérie développant un rapport chaste, copain-copain avec public. En première partie, Jérôme De La Brosse chante une demi-douzaine ititres. Camarade de maison idisque de Voisine, il donne l'impression d'un enfant gâté qui a reçu panoplie de rocker pour Noël.

THOMAS SOTINEL

Les ■ et 9 février ■ 20 h 30 ■ Sercy, la 11 à lessançon le 12 à Avignon, le 14 à Besançon.

L'été M selon Azzedine Alaïa

à ses retards légendaires, Azzedine a précollection de prêt-à-porter l'été 92 mois et demi après les Le Mille a lieu dans les locaux de la rue la Verrerie. Le podium une plage privée, selon Alaïa, qui, pendant près d'une heure, ve recoller un il un les i l'anthologie balnéo-fétichista.

Pour manual donc, des jupes ras-les-fesses en denim. silhouettes volantées m West, beaucoup in broderis anglaise, pour baby dolls riches, égarées sur une Nouveau-Mexique. Plus que jamais c'est un corps objet la lacets, cuir que nous présente Alaia, les ressuscitent artificiellement images la fin dix-neu-vième siècle a celles des années 📖 : croupe saillante, étranglée, coilfure i interestation poitrine digne portraits de Cindy Sherman. fourreaux maille d'un «Mon papa» hommage in frustre Marilyn. Tout 🔳 là, mais manque in fragilité, in tendresse, l'humour. C'est American Graf-Juan-les-Pins.

A force corps, Alaïa, remarquable technicien, finit par mépuiser le mystère. C'est sa façon col-ler l'époque aujourd'hui, l'entraîner Les différentes, prune, turquoise. corail Parfois l'air passe, on respire. Une longue chemisedjellaba un l'ame d'homme, un peignoir 📰 📖 d'or, un plutôt qu'un c'est l'Orient rêvé contre l'Amérique interdite.

LAURENCE BENAÎM

EXPOSITION

Mystères et fureur

Le Meaux, Quesniaux, Revay : trois peintres qui s'aventurent non limites de leur art

ils mi à peu près quarante un. Jusqu'ici, ils n'ont cependant exposé un la galeries qui, si les premiers les leurs mun ne d'amateurs. C'est l'un petit nombre d'amateurs. C'est l'un doute d'avoir l'un allégeance l'un courant ou goût du jour. A vrai dire, soupçonnerait vrai dire, soupçonnerait
the croire du tout aux
théories, in tenir pour nuix
L'un d'eux, Antoine Revay,
cstalogue La peinture
domaine d'une irréductible
vérité. « Ce sont la
mode veut la la la
longtemps nul ne
plus de la vérité peinture.

Eux s'en soucient, justement, quoique is façons forts miles Quesniaux Le Meaux, c'est essentiellement la vérité de - et un - ■ peinture qu'ils poursuivent ■ tentent a capturer dans de pièges compliqués. Quesniaux use frontalité et de profondeurs para-

La plus spectaculaire des œuvres qu'il mi, un triptyque sur luis de long, combine des citrouilles en trompe-l'œil et de larges limited de style abstrait, in empatées, le tout sur un gris opportunément griffé. Il y in l'habileté dans ces exercices de mélange des et quelques réminiscences aussi, un mémoire de l'art qui n'oublie a Kline ni Hélion.

> Tomment. di arren

Le Hau Pour plus avant, jusqu'à Vélasquez, qui lui a inspiré la variations, huiles assemblages. Le la hispanisme. du moins peut-on le croire, l'a incité i exécuter du variations d'après la l'Espagne. tracé ramé en approximation demi gommée, il a parvenu réduire la forme de un seul geste simplificateur. Il l'a ensuite répété,

l'inscrivant uven vigueur dans una matière colorée épaisse un un peu mousseuse. Les dissonances chromatiques sont plaisamment acides, Il virtuosité peu douteuse là train il se faire, non sans mumi sisme, non sans quelques affèteries qui rappellent celles, um aussi éla-borées, d'Helmut Dorner.

soient-ils, Quesniaux et Le Mana souffrent un per di voisiner avec Antoine Revay. Celui-ci ne s'arrête un la considérer et étudier le de la peinture. Les interrogations formalistes ne l'intéressent ll aspire
à mart tourment et de l'aveu, autobiographique jusqu'à l'extrême. Visages, corps, symboles, mots, il précipité dans labeaux eléments innombrables, qu'il brasse, brise et broic. Le résultat opérations violentes effare e se refuse I la description.

Sur de portraits admirablement dessinés dans 🖹 couleur, 📰 des esquisses de crucifixions 🛎 de nus, s'entrecroisent des phrases d'une mitale bouleversée, au coulures,

atures, signes géométriques. références? L'art pariétal, peut-être, l'expressionnisme allemand - celui de 1905, succédanés des années 80 - 🛣 🖿 dernières peintures de Pollock, celles où des faces aux yeux immenses apparaissent sous l'entrelacs du dripping.

Près de m frises furieuses, Revay a disposé des portraits iso-lés, dont une effigie d'Antonin Artaud, et rès et au au fusain. La couleur et le trait ecomme arrachés, traversés de 📰 📰 🚾 décharges. « 🛭 ʃaut mourir la toile en quelques insà l'image de cet aphorisme exi-

PHILIPPE DAGEN

Saint-Jean, jusqu'au 29 mars. Antoine Revey simulta-la galerie Vieille-du-Temple, 23. rue Visille-du-Temple, 75004 Paris; tél.: 40-29-97-52. Jusqu'au

THÉATRE

AKTEON-THEATRE (43-38-74-62). AKTEON-THEATH: (43-38-74-52).
Gas pas d'show: 19 h. Jérusalem photo : 20 h 30. Dépressions verbeuses: 22 h.
ANTOINE - (42-08-77-71). Pleins Feux: 17 h et 20 h 45, dim. 16 h.

(43-38-19-70). L'Arbre ... 44 - 565 h 550 ARTISTIC - ATHEVAINS (48-06-36-02). Vassa Geleznova : 👅 h = 20 h 30.

ATELIER (46-06-48-24). L'Antichambre: 21 h, dim. 11 h 30. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). C. Bérard. Else: 20 h 11. Jou-L3 Veuve: 20 h 30, 11 h. BATEAU-THÉATRE (FACE AM 3. QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53) Exercices style : 19 h, 15 h W. Moby Dick : 20 h 30, dim. 17 h.

(43-57-51-55). Conte 🕮 glace 19 h. dim. 17 h. TURNITAL DE MANU (48-07-34-50).

BOUFFES 1/11 (42-96-60-24). George Margaret : 17 h 30 et 10 h 45, cm. 11 h 30. BOUFFONS-THEATRE DU MINE

(42-38-35-53). Une real histoire lived to the control of the contr la ou t'es citron : III h 15. Les

CAFÉS DES 13 ET 14 ARRONDIS-SEMENTS (42-86-97-03). Im joue... CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAU-

DRON (43-28-97-04). A quoi revent femmes quand seules? : 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS MI h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE THEATRE DE

L'AQUARIUM (43-74-99-61). Débata télévisés (dans la cadre 👪 : 🖷 parois olitique un jeu) : 20 11 30. CARTOUCHERIE THEATRE DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). Les I. Ivan la Tamble : 20 h 30, dim. 16 h. Les 8. Quancaillenes | 21 h, dim. 16 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-II un communiste dans ■ salle? : 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19), Tipesa ; went à Djemila ; Retour à Tipasa : 20 m 30,

dim. 18 h. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Sara titre ; les Amours de Dom Perlim-plin Belise en son Jardin : 21 h,

CINQ Date TIII (45-80-51-31), Le 17 h 30

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). La Galerie. Montaigne : 21 h, dim. 17 h. La Resserre. Plavodéon : III h 30, dim. 16 h. COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard *** : 21 h, COMÉDIE

dim. 15 h 30. COMEDIE CHAMPS-ELYSEES 47-23-37-21). Plèce montée : 21 h.

dim. Di h 30% COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). COMEDIE DE IMPI (42-81-00-11). Voltaire's Folies : Uh. Grand-Peur = du Ille IIII : 21 h. dim. 15 h. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

Le roi s'amuse : 14 h. R Iphigénie : 20 h 30, dim. 14 h. CRYPTE LUMBE LEGLISE SAINT-EUSTACHEL (42-21-09-48) DAUNOU (42-61-69-14). Couaci

Orchestre du Splendid : 20 1 45. dim. 15 h DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Arthur Circus: 21 h.

DÉJAZET-(TLP) (42-74-20-50). Font & : 20 h 30. DEUX ANES (46-06-10-26). Cresson

qui s'en dédit : 21 h, dim. M h MI DIX-HUIT THÉATRE (42-28-47-47). : 11 30. dim. in. in. (43-20-85-11). Femmes à lunertes : 20 h 15. Les cadres :

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92), 17 h et h 45, dim. 15 h. ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur Amédée : 18 h et 21 h.

ESPACE MAJAN (48-04-91-55). Le Mariage III Figaro : III h. dim. III h III). La Mouette : 20 h. DE PARIE (42-78-46-42). II. La Quâte III la femme 20 h 30, dim. II h.
FONDATION DEUTSCH-DE-LAMEURTHE (40-78-81-93). I présent.
II h 45.
FONTAINE (48-74-74-40). Le veuves: 15 h 30 m 20 h 45. GAITE - MONTPARNASSE

(43-22-18-18). Passagères : 17 h m et 20 h 45, dim. III h. GRAND THÉATRE D'EDGAR (HAND THEATRE D'EDGAN
(43-20-90-09). Magdene
: II h et 20 h 15. Magdene
histoire d'amour : II h.
GUICHET MONTPARNASSE
(43-27-88-61). La Plus
II h. La Septé : II h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79), Elle et Moi...: 20 h 30, m. III h IIII.

HÉBERTOT (43-87-23-23). 21 h. dim. 15 h.
HOTEL LUTETIA (49-54-46-55). Les
Tac-tics : 20 h 45, dim. 17 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 11 h 30. La Leçon : LA BRUYÈRE (48-74-76-99). C'était

bien : 21 h, dim. 15 h. LA SALLE DE JEU (42-05-56-83). Le Sang for : 20 h 30, dim. U h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Masada, un compte rendu : M h 30. dim. 17 h. Le Grand Maran: 2 h 30. LE BOURVIL (43-73-47-84). Ma

nante Algèrie : 10 n 30. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-NATT (42-23-88-83). Histoires cami-

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Le Monte-Plats : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Par amour : 21 h 30. Théâtre noir. Le Patit Prince : III h 45. Guerras privées, 1 20 h. La Double Inconstance : 21 h 30. Théâtre rouge. Bereshit : III h. La Nuit = Moment : 20 h. MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez

pas, mesdames : 17 h m 21 h, dim. 15 h 30. MA MAIS (42-78-03-53). L'Ecole femmes: 21 h. MUMIE STUART (45-08-17-80). Savage Love : 20 h 30. Le Nuit du diable : 22 h.

Marin (42-56-04-41). Le Misanthrope : 21 h, dim. 15 h. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Génération chante Brassens : 17 h = WA 117 MINI (42-65-90-00). Caligula : (42-85-90-00), Caligula : 20 h 45, dim. 15 h.

MATHURINS (PETITS) (42-85-90-00),
Charlus : 13 h 30,
MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44), Hanjo : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02), Darling Chérie : 17 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veux faire Cinéma : 20 h 30, dim. 15 h. (48-78-04-04). Les Miséra-bles : 15 h et 20 h 15. MINITAL (43-22-77-74). Colsine et dépendances : 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). The ou le Journal d'un génie : 21 h, dim. 15 h 30.
MUSÉE COGNACQ-JAY (40-27-07-21). Lettres in la marquise da M. in R. : 10 h 30, dim. NOUVEAU THÉATRE MUUNTETAND

(43-31-11-99). Le Coeur gros : 11 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-62-76), Les Jumeaux : 18 h 30 et 21 h 30, dim.

UVRE (48-74-42-52). Le 21 h, dim. 18 h.
PALAIS | GRANDE SALLE! (42-02-27-17). Jean-Marie Bigard: 17 h 30 et 11 h 30.
DES | (48-28-40-90). Jésus était son nom : IL i et III h 30, dim. 14 h 17 h III PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans

: 17 # 30 et 21 h, dam. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). nde salle. Chambres : 21 h, dim. POCHE-MONTPARNASSE uel: 18 h at 21 h, dim. 111 h. PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Célimène et la Cardinal : 17 h ll et 20 h 30, dan. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). Zizania :

PARIS EN VISITES

MINE 10 FÉVRIER

« La maison de Nicolas Flamel (1407) vieux logis par-III h métro sortie du Grenier-Saint-Lazare (Paris autrelois). a La maison Opéra, construite par Charles Gamiera, 14 heures, 5, rue du Docteur-Lancereau (Paris = ===

L'Egypte sous le Nouvel Empire le temps conquêtes , 14 h 30.
du Louvre, piler carré la pyramide (Le Cavalier bleu).

ALe collège et le cel-gothique collège bernar-dins 1, 14 h 30, métro Cardinal-Le-moine (P.-Y. Jaslet).

«Le palais fantôme Tuilenes ses jardins», 14 h 30, angle des Tuilenes pont Royal (Sauvegarde historique).

«L'Opéra Garnier, la vie au dix-nauvième siècle. Le mystère du fantôme », 14 h 30, le hall, statue de Lulli (Arts

«Le justice en activité. Histoire et fonctionnement », 14 h ■ 16 h 30, métro Cité, marché fleurs (Connaissance d'ici ■ d'al-

«Fêtes ■ carnavals dans la peinvénitienne au du Louvre ». 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Europ explo).

«Les salons donés de l'hôrel Lassay» (carte d'identie), 14 h 30, 33, d'Orsay (S. Rojon-Kern). « Les appartements du duc du du maréchal de La l'Arsenala, 14 h 30, métro Sully-l (l. Hauller).

r Hôtels ≡ jardins du Merais, place es Vosges •, 14 h 30, sortie métro aint-Paul (Résurrection du passé). Promenade à l'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Mane

L'eglise Sainte-Marguerite M l'énigme de l'inhumation de Louis XVII ». 15 heures, 36, ma Sant-Bernard (Approche 🖼 l'art).

CONFÉRENCES

Centre paroissial Saint-Augustin.
7. Bienfaisance, 18 h 1 : c. a prière L spiritualité juive s, C. Hufnagel (Amitié judéo-chré-

Sorbonne (amphithéâtre Richelieu) 19 h : «Le marketing des produits culturels » Entrée libre (Magistère

(42-88-64-44). L'Illusion comique: Il h 30, dim. 20 h 30. L'Eva1: 21 h, dim. 17 h.
Voyage en Italie, le lime il la Nuit, le Champ il batteraves: Il h 30. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La Maladiction III la famille Guergand

THE CHAPITEAU (40-02-61-18). Archaos: 20 h 30, drm. 17 h. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). In this bien ordonnée: EDIDIO DEI CHAMPS-ILVINIE

(47-23-35-10). A propos de Martin 17 h 30 et M h 30, dim. 15 h. THÉATRE TO (45-88-62-22). A la mi de la vie : 20 h 30, dim. 15 h. ge is vie : 20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Andromaque :
16 h 30. Phàdre : 20 h 30, dim.
17 h 30.Dim. : 14h30.
THÉATRE DE III III.

46-06-10-17). 🗪 reste-t-il de l'abet jour?: 20 h 30. THÉATRE UN L'EST PARISIEN (43-64-80-80). 1 : 20 h 30, dim

THÉATRE CHILLE (42-46-84-47). Un THEATRE TITLE (42-45-84-47). Un soir au hout du monde : 20 h 30.
THÉATRE TITLE (48-05-57-89).

21 h, dim. 17 h, Belle II Mai. Edith
III : 19 h, dim. 15 h. La Brouette
III vinaigrier : 21 h, dim. 17 h.
THÉATRE DE LA (42-08-83-33). Pirnent :

THÉATRE MAULL MEHEL DALS-BRU (42-23-15-85). Maria Ducceschi : THEATRE MONTORGUEIL (48-52-98-21). On ve faire le cocotte ; On purge bébé : 20 li 30, dim. 15 h. THEATRE NATIONAL DE LINE LET

(47-27-81-15). Salle Gémier. Le Baron perché : 14 h 30. Carton plein : 30, dim. 15 h. Salle Vilar. Maître at son valet Matti : 20 II 30, dim. 15 h. THEATRE NATIONAL DE LA COL-

THEATHE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grande salle. Le Viel Hiver, Fragile 11: 20 h 30, II h 30. Petite 11: 20 h 30, II h 30. Petite 11: Dijeuner chez Lud-wig W.: 21 h, dim. 16 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). Grande salle. Ajax et Philocète: 11 h et 20 h 30. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PET(TE SALLE) (43-25-70-32). La Cantatrice :: 15 h.

THEATRE DE NESLE (46-34-61-04). La Paix chez soi : La h. Lame :: h 30. Mais où est donc Dada? : 22 h. THÉATRE DE PARIS (48-78-22-00). Smain: III h et 21 h, Je vous demande olait-ill : 🐠 h 30.

THEATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Kouguel: 15 h at PARIS-PLAINE THÉATRE SILVIA MONTONT

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Roberto Zucco : III h 30. TOURTOUR (48-87-82-48). Ma chère TRÉTAUX DE L'ARSENAL (42-77-47-54). Soirées bourgeoises :

TITY IN THE MEDICAL (45-22-08-40). Le Troisième Témoin : 15 h. Patrick Timski : 21 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Trilogia marseillaise : 16 h 30 m 20 h 30, dim.

RÉGION PARISIENNE COMMUNE) (48-34-67-67). Grande

salle. La Place royale : 20 h 30, dim. Comette : 21 h, dim. 16 h 30. TRE 1/11/11/14 (48-04-38-48). Opéra équestre : 20 h 30, dim. 17 h 30. MILLERY MATERIAL DE LA PERSONALIONE (48-31-11-45). Petite salle. El Perro :

CHAMPIGNY-SUR-MARNE ITTE CENTRE GERARD-PHILIPE) (48-80-90-90). The rouges in the Repetition des braves : In h 45, dim. (THÉATRE) CHATILLON

(46-57-22-11). Mademoiselle un ou le Langage in fleurs : Il h 45. CHOISY-LE-ROI [THÉATRE ELUARD) (48-90-89-79). Raymond Devos : 20 h 30. CLICHY (PETIT THEATRE DE CLI-CHY) (43-57-68-19). Un ordinare : III h 45.

CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (49.80-18-88). Le Retour Casanova : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salle. La Nuit des rois : 11 h 30, dim. III h 30.

ELANCOURT (LE POLLEN) (30-62-82-81). Une tragédie céleste Mi h 30, dim. 15 h 30. CASINO) (34-12-94-94). L'Amour CASINO) (34-12-94-94). L'Amour foot : — h 30.

NAY) (34-15-09-48).Dim. Les Parents

: 16h. EVRY (AGORA) (64-97-22-99). Car-FONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JAC-UJLE DALL) (48-75-44-88). Une demières soirées de camaval : 20 h 30, dim. III h : 20 h 30.

GENNEVILLIERS (THEATRE) (47-93-26-30). Les Aleux : 17 h. et et le con roi Jean : 20 h 30, dim. 17 h. LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHI-THEATRE PABLO-PICASSO) (48-30-45-29). Ywonne, princesse Bourgogne : 21 h, dim. 17 h.

MONTREUIL (CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL) (48-59-93-93). Bishoya, alors?: 20 h 30, dim. 17 h. MONTREUIL (SALLE IN THE DIT 148-58-04-22), L'Eternel Mari : 20 h MONTROUGE (MAISON DE L'AC-

TEUR) (40-16-92-24). La Rameau : 14 h NANTERRE (THÉATRE IN DIERS) (46-14-70-00). Said polyva-lente. John & Mary : 21 h, dim. 16 h 30. (L'ATHLÈTIC) (46-24-03-83). Qu'elles

PAVILLON-SOUS-ROIS (FSPACE DES ARTS) (48-48-10-30). Dis, quel cinéma tu nous fais là? : 20 h 30. dim. 17 h.

PUTEAUX (THÉATRE III Week-DE-SEINE) (47-72-09-59). Week-: 20 h NICKELODÉON (30-41-82-77).

Voisins: 21 h, dim. 16 h 30. RIS-ORANGIS (CENTRE ROBERT-DESNOS) (69-06-72-72), La supplé-ment au voyage de Bougainville 1 20 h 45.

SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-SAINT-MAUR (THEATRE MOLD POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10). Vol-

SAVIGNY-LE-TEMPLE (MAISON JACQUES-PRÉVERT) (60-63-28-24). d'amours ; 21 h.

SCEAUX (LES GÉMEAUX) (46-61-38-67). La Marini : III h 30, dim. 17 h. THIAIS (THÉATRE RENÉ-PANHARD) (48-53-12-14).Dim. Item image ----

VANVES (THÉATRE LE VANVES) (48-45-46-47). Entrées de secours :

THEATRE ROMAIN-ROL-LAND) (47-26-15-02). Teatr: 20 H 30. VILLEPREUX (THÉATRE UN VILLE-(30-58-05-64).Dim, Ubu

VINCENNES (THEATRE DAMES - ECRANO) (48-08-60-83).Dim. Rencontre :

VITRY-SUR-SEINE (THÉATRE III.) VILAR) (46-82-84-90), Les Voleurs III. : 21 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE (47-04-24-24) PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMED

(1970, v.o. s.t.f.), John Cassavetes, 18 h 30; Raging Bull (1980, v.o. s.t.f.), de Martin S 20 ■ 30. DIMANCHE

Gilda (1946, v.o. s.t.f.), Charles Vidor, 18 h 30; Laura (1944, v.o. s.t.f.), d'Otto Preminger, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Hommage & Warner Bros: l'Esclave libre (1957, v.o. s.t.f.), de final Walsh, 14 h 30 : la Terre & Pharaons (1955, v.o. s.t.f.), de final Hawks, 17 h 30 ; Un tramway nommé (1952, v.o. s.t.f.j. de Elia Kazan, 20 h 30.

HANAMITA Hommage II Warner Bros : Arsenic III Vennel Denrelles (1944, v.o. s.t.f.), III Capra, 14 h 30 ; Jezulli (1938, v.o. s.t.f.), IIII Wyler, 17 h 30 ; 1138 (1970, v.o. s.t.f.), George

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2. Grande-Galerie, Forum des Halles (40-26-34-30)

BANKS IN Musique: Portraits: Téléphone, groupe de rock français (1981) Christian Paurelhe, Désordre (1981) Officier Assayas, 14 h 30; Portraits: Orphée III (1968) de Patrice Molinard, Parking (1985) Jacques Demy, 16 h 30 : Comédie musicale : Demoiselles de Lacques Demy, 1 h 30 : Musiques Lacques Lacqu Un homme femme (1966) -

Bofill, v.o. : L'Entrepôt, 14º (45-43-

FOR THE MAN américian

Mark Rydell, v.o. : Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26) :

Champs-Elysées, (43-59-04-67); 14 Juillet (43-57-90-81);

Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-

30-40]; Gauriont Alexa, 14-43-27-84-50); ________ Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79); v.f. : ______ Opéra, ___ (47-42-56-31); Fauvette bs. 13- (47-07-55-88); _____ Montpar-

Convention, 15 (48-29-42-27) : Imm

de Garry Marshalt, v.o. : Health Hori-

zon, 1= (45-08-57-67) ; 1 Danton,

6- (42-25-10-30) ; George V. ■ (45-62-41-46) ; LEE Biarritz. ■ (45-62-

20-40); UGC Lyon 12- [43-43-01-59]; Sept Pamassiens, 14-[43-

20-32-20); 14 Bezugrenelle,

nos. 14 (43-27-52-37); Gaur

FRANKIE . . . Film am

Clicity. (45-22-46-01).

Opéra, 2- (47-42-60-33) ; 11 Odéon, 1- (43-25-59-83) ; 1

BANKASHI IT

Husique: Leçon de musique: Leçon de pieno (1972)
Farlet, les Amoureux seuls monde (1947) d'Hand Decoin, 14 h 30: monde (1947) d'harn Dacom, 14 h 30 ;
musicale : Dim Dam Dom
(1967) de Dalsy
Pierre Korainik, 16 h ;
h 30 ;
Rock : la Brune et Moi (1980) de Philippe
Pulcouyou, (1978)

LES EXCLUSIVITÉS

A IA WIENE D'UN CHEVAL AU (42-33-42-26); George V, 14(45-62-41-46); Sept Parnassians, 14

(42-33-42-26); George V, (45-62-41-46); Sept Parnassians, 14-(43-20-32-20).

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.); Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Haute-(46-33-79-38) | III Danton, 1- (42-25-10-30); Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Champe-Elysées, (47-20-76-23); Index Panorame, 1- (43-07-48-60); Kinopanorame, 1- (43-07-48-60); Kinopanorame, 1- (43-07-48-60); Kinopanorame, 1- (43-07-48-60); Fraumont Opére, 2- (47-42-60-33); Bretagne, 6- (42-22-57-97); Saint-Lazare-Pasquier, (43-87-35-43); Lyon 12- (43-43-01-59); Fauvette, 13- (43-43-01-59); Fauvette, 13- (43-27-84-50); Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Convention, 15- (48-28-42-27); Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Convention, 15- (48-28-42-27); Wepler, 18- (45-38-10-96).

LES 11-10-96.

Saint-Michel, 1 (43-37-57-47); Espace Saint-Michel, 1 (44-07-20-48); Denfert,

14- (43-21-41-01). AMERICAN FRIENDS (Brit., v.o.): 14 AMERIKA, TERRA TUTAL TA (vénézuélien, v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88), Latina, 4 (42-78-47-88), Latina FAITE I MARIE (Fr.-Can.) : Espace Seint-Michel, 44-07-20-49).

ATTACHE MOI ! (Esp., v.o.) : Latins, 4-(42-78-47-86) : Studio Galanda, 5-(43-54-72-71).

AY MAMMA I (Esp., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86). DES RAILS (Fr.) : 14 Juillet Parse, 6- (43-26-58-00). 8ARTON FINK (A., v.o.) 1 Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33); Pavois, 15 (45-54-48-85); Saint-Lam-

bert, 15- (45-32-91-68). LA BELLE NOISEUSE (Fr.): Lucemaire, 6- (45-44-57-34) | Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33). BERNARD ET BIANCA AU PANT DES

KANGOUROUS (A., v.l.): Rex, II {42-36-83-93}; UGC Triomphe, 8-{45-74-93-50}; Républic Cinémas, 11-(48-05-51-33); UGC Gobelins, 13-{45-61-94-95}; Mistral, 14-{45-39-52-43}; Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

BILLY BATHGATE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); 1 Normandie, 8- (45-63-16-16); v.f. : Montpamasse, 8- (45-74-94-94); Paramount Opére, 1- (47-42-58-31); Faunt 13- (47-07-55-88).

BLANC D'ÉBÈNE [Fr.-guinden] : Images d'ailleure, = (45-87-18-09) ; Sept Par-nassiens, 14 (43-20-32-20). LES MANUEL DE L'ATTE (Fr.-Ind., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). LE CERCLE MAR POÈTES DISPARUS

2 (47-42-72-52); Beaubourg, (42-71-52-36); 14 Odéon, (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

14-(43-35-30-40).

RUE | RUE | | (Fr.) : George V, 8-(45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82) : Saint-Lazare-Pasquier, | (43-87-35-43) ; Français, | (47-70-33-88) ; Fauvette, 13-(47-07-55-88) ; Pathé Montpar-14 (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Clichy, 11 (45-22-46-01); Le Gambetta, (48-38-10-96). COMME LES GISEAUX (Fr.): Eyeses, (42-58-28-14) coln, P (43-59-36-14).

LES (irlandais, v.o.) 1 George V, 1 (45-62-41-46); Pavois, 15- (46-54-46-85). CONTE D'HIVER (Fr.) | Forum Horizon, 1- [45-03-57-57]; | Impérial, 2- [47-42-72-52] | Le Saint-Germain-des-Prés, | G. de Beauregard, | 42-22-87-23]; | Pathé Marignan-Concorde, | 43-59-92-82] | 14 Juillet Bastile, 11- [43-57-90-81]; | Imperial | Nation, 12- [43-43-04-87] | Escurial, [47-07-28-04] ; Sept Parnassiens,

15- (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2- (42-

36-83-93) | UGC Montparasse, | (45-74-94-94) | Opéra, 9- (47-42-56-31) | Gobelins, 13- (45-39-95) | Mistral, 14- (45-39-

52-43); Convention, 15- (45-74-

93-40); Wepler II, 1 (45-22-47-94); Le Gambetta, 1 (46-36-

DE L'EUROPE. Film franco-

LA VIIIV . Film nier-Deferre: Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) ; Rex. 2. (42-36-83-93) I

Hautefeuille, 6- (46-33-79-38)

George V, 1 (45-82-41-45);

Marignan-Concorde. (43-59-92-82); Français, (47-70-

33-88) ; Fauvette - 13- (47-07-

55-88) ; Gaumont #4 |43-27-

84-50) | Montpernasse, 14 (43-

20-12-06) : Convention, 15-(48-28-42-27) ; Clichy, (45-

22-46-01) ; Le Gambetta, IIII (46-36-

. I grand the state of the contract of the state of the s

10-96

LES FILMS NOUVEAUX

 $\mathcal{O}(e^{-iT_{k}})$

5/47

24

 $\mathcal{K}^{n,j}$

600

600

 $\tau_{2} t^{\infty/p^{2}}$

1120

Action

93 3 K

32:20-1

200

100 E

1887 B

3555 - 1.1 3555 - 1.1

\$140 mm

g185 17 ×

FECCT >

Street ...

20177

120 (100)

Erc¹...

180

覆わり

EN

1991

数です

rog......

leason ... 1 1

CC3 2.**** .* .

amendan .

entry to Line

82 CO.

1875.1

and the second

opening to

Parent of the

Targetter .

Court in . . .

Ce clus que to the

relation purchase

A tel government

recess 1

mier des le co

Military (Co.)

fatt - de sinting of

goodle of user and a

miliarda di ir ir .

accord solar....

USE OF CASE

pas été préssuit.

La question i art. j.

and detailed in

depending the second of the se

post/d sign 3 in the in the p

fautomne (2.1)

également)

beyridness in the second second

Economiculary and a second

ALAIN OF RAINCREAS

Paut dec

Saine de la promière page

Les generales the factors

Bondials and

tonfarcul tours and a second and a second assets as

difference of the same of the

Phinomena con dia 304

lenden die

COMMANDE TO SELECTION AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE

des exhacts and the second of the second of

about a state of the course of the countries of the count

A La Translation and the second

au cours des actual de gardin lation la course de gardin celle et dustrations de la con-conductors

an other charters are an and a constant of the constant of the

and multiples from the dealers

mateur, in the first the second

A Man on the little state at the second

A Madrid comment Tokyo

ment on branching included from

da l'emplor como de l'emplor como de l'emplor como de l'emplor como de l'emplor de l'emplo

Dibligue (3.) 4.4.

Office de production of the second

Party Ball

Design of

July 54

areas : ...

20.5

(45-45-57-34); Lucemaire. (45-44-57-34); 28, 18-(46-08-36-07). LA DOUBLE VIE DE VERONIQUE 67.

Pol., v.o.): Epés Bois, (43-37-57-47); Logos Louis-Jouvet, (43-54-42-34).

DOUBLE VUE (*) (Brit., v.o.): Forum Orient Express. 1 (42-33-42-26); Orient Express, 1 (42-33-42-26) George V, (45-62-41-48). v.o.) ; Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12) ; (46-33-79-38) ; Pagode, 7•

(46-33-78-38); Pagode, /*
(47-05-12-15); Montper15* (45-44-25-02).
Lagos II, III (43-54-42-34).
EUROPA (Dan.-Su., v.o.): 14 Lagos IIII (43-26-58-00).
FIEVEL AU FAR IIII (A., v.f.): Clapshes (43-28-58-00). Cinoches, ■ (46-33-10-82) ; George V. ■ (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). LA FIN DE L'ULTIME CAU-CHEMAR (*) (A., v.o.): UGC Norman-(45-63-16-16): v.f. : 2-(42-36-83-93); Gobelins, 13-(46-61-94-95); Wepler II,

(45-22-47-94), FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, E (46-33-10-82); Lucernaire, 6-(45-44-57-34); Grand Pavois, 15-(45-54-48-85). HAMLET (A., v.o.): Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33); Bretagne, 6° (42-22-57-97); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC Champs-Elysées, 18° (45-82-20-40); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-95).

L'HOMME QUI PERDU SON OMBRE (Esp.-Suls.-Fr.) : Ladins, 4-(42-78-47-86) ; Epde P. 6-(43-37-57-47).

(43-37-57-47).
L'HOMME QUI PLANTAIT DES
ARBRES (Cen.): Utaple, 5°
(43-28-84-65).
HOT SHOTS I (A., v.o.): Le Berry
Zbore, 11° (43-57-51-65); Salm-Lam15° (48-32-91-68).
IL MAESTRO (Fr.-Bel., v.o.):
Orient Express; 4° | L. L. L'INSOUTENABLE LÉGÈRETE DE
L'ETRE (A. v.o.): Ginerèes 66

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6-(48-33-10-82) ; Pavois, 15-(45-54-48-85). Bols, (43-37-57-47).

JFK (A., v.o.) | Forum Horizon, 1(45-08-57-57) ; Geumont Les Helies, 1(40-26-12-12) ; Action Geuche, (43-29-44-40); Odéon, (42-25-10-30); Gaumont (42-25-10-30); Gaumont 8: (43-59-19-08); Normandle, 145-63-16-18); UGC Opéra, 9: (45-74-95-40); La Bastille, 11: (43-07-48-60); Miramar, 14: (43-20-89-52); 14 Juillet 15: (45-75-79-79); 17: (40-68-00-18); v.f. 2: (42-36-83-93); UGC Montpamasse, 6: (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9: (47-42-58-21); Los Montpamasse, 9: (48-74-94-94); Paramount Opéra, 9: (47-42-58-21); Los Montpamasse, 9: (48-74-94-94); Paramount Opéra, 9: (48-88-21); Los Montpamasse, 9: (48-88-21); Lo (47-42-56-31); Les Nation, (43-43-04-67); Les Nation,

(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); Geumont 14-(43-27-84-50); Convention, 15-(45-22-45-01); Le Gambetta, 20-(46-36-10-98) JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr. All.-Autr., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) | Saint-André-des-Arts LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Pavois, 15- (45-54-46-85).

LUCKY LUKE (A., v.f.) : Rex, 2' (42-36-83-93) ; UGC Montparresse, 45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12' MA VIE EST UN ENFER (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 13 (45-61-94-95) : Pathé Unitparasso. (45-61-34-39); Patrie Immparisses, 14- (43-20-12-06). LA MAISON DU SOURIRE (It., v.o.): Ciné Beaubourg, ■ (42-71-52-36); UGC Biarritz, ■ (45-82-20-40). Bientiz, ■ (45-62-20-40).

MAUNA (All., v.o.): ■ 26, 184
(46-06-36-07): Refet ■ Logos

Logos salis (cuis-jouver, 5- (43-54-42-34).

MAYRIG (Fr.): George V.

(45-62-41-46); Pathá Français; 9
(47-70-33-86); Sept Parnessiens, 14
(43-20-32-20).

MÉMOIRE TRAQUÉE (couleurs): UGC

Triomphe, 8- (45-74-93-50). Triomphe, 8: (45-74-93-50).
MON PERE CE HEROS (Fr.): UGC Bian riz, P (45-62-20-40). LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ

(Jap., v.o.) : Studio Ursulines, 5-19-09). MY OWN PRIVATE IDAHO (") (A.) v.o.) : Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 1-(47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6-(43-59-19-08); La 11e (43-07-48 ; Gaumont Pamesse, (43-35-30-40).

NIGHT ON EARTH (A., v.o.) : Las Trois Luxembourg, (46-33-97-77); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). Pamase, 14 (43-35-30-40); NIKITA (Fr.) | Grand Pavois, 15 45-54-46-85). PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33).

PARISTORIC (Fr.) : Espace Habertot, 17- (42-93-93-46) LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE Fr. Gr. Suis.-It., v.o.) | Logos t. 57 (43-54-42-34) | Elysées Lincoln, (18-(43-59-36-14)

La fin d'un espoir en Aquitaine

* Wy 90.

Minds and

۾ يڪ

1-1-2

A 144

141419.2

Avant la décision des tribunaux de commerce

Un budget français anticyclique

Lors de leur dernière réunion, samedi 25 janvier, dans le banlieue de New-York, les sept grands pays industrialisés ont pris la résolution de coopérer davantage pour renforcer la craissance économique. Comme chaque grand pays se trouve plus ou moins en situation difficile, aucun engagement précis n'a figuré dans le communiqué final : pas plus sur les taux de change que sur les taux d'intérêt. Un G7 pour rien,

Avant même la réunion de New-York, des politiques de soutien à l'activité étaient heureusement déjà à l'œuvre. M. Bush a décidé des mesures de réduction d'impôts qui viendront ajouter leurs effets sur le logement notamment aux baisses de taux d'intérêt. En France, sans le claironner sur tous les toits, le gouvernement mène une politique d'accommodement budgétaire. Si les dépenses ont été à peu près tenues l'année demière, les recettes, elles, se sont littéralement effondrées, notamment la TVA, l'impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle. Seul l'impôt sur

le revenu a bien résisté. C'est un manque de 70 à 75 milliards de francs que l'Etat s'apprête à comptabiliser pour 1991. On n'avait jamais vu cela de mémoire de fonctionnaire. En réduisant le prélèvement fiscal, le ralentissement économique joue automatiquement un rôle anticyclique bienfaisant. On apprendra dans quelques mois que la pression fiscale a sansiblement balssé en 1991 et que le déficit budgétaire a très largement dépassé les

80,7 milliards qui figuraient dans la loi de finances votée par le Parlement fin 1990. En fait, l'impasse pourrait avoir atteint l'année demière 120 ou même 130 milliards de francs. Quarante ou cinquante milliards de plus que prévu : la voilà, la relance par les finances publiques.

A tel point que le gouvernement français va devoir songer à limiter cet effet de relance qui fait - de s'étendre aux dépenses. Dès maintenant le déficit du budget de 1992 s'est gonflé d'une vingtaine de milliards de francs qui n'avaient pas été prévus : indemnisation pour, le sida (3 à 4 milliards), accord salarial conclu à l'automne avec la fonction publique (3 à 4 milliards egalement), mesures en faveur de l'emploi (une douzaine de

La question est de savoir si. politiquement, le gouvernement peut décider des économies budgétaires et si,

économiquement, il doit le faire. ALAIN VERNHOLES

La bataille autour de Perrier vue par la COB

ECONOMIE

Le rapport d'enquête de la COB, transmis le 4 février aux tribunaux de commerce de Paris et de Nîmes, retrace dans le détail la chronologie de l'affaire Perrier. Il fait la lumière sur la réunion du 5 janvier à Turin où tous les acteurs se retrouvèrent, avant le déclenchement des hostilités. Le lendemain, Perrier annonça la cession de son autocontrôle à un groupe ami, Saint-Louis, redonnant ainsi des droits de vote à des titres qui n'en avaient plus. Quinze jours plus tard, Nestlé et Indosuez décienchèrent une OPA avec, en cas de réussite, la cession de Volvic à BSN.

D'après le rapport de la COB, il apparaît que, dans chaque camp, les deux projets (cession de l'autocontrôle pour les uns et acquisition de l'eau minérale pour les autres) étaient dans l'air depuis longtemps. « Le 5 décembre 1991, a déclaré M. Bernard Dumon, prési-dent de Saint-Louis, en audition, j'ai rencontré Jacques Vincent (président d'Exor et de Perrier), et nous sommes convenus d'un rendez-vous pour le 23 décembre. Ce jour-là, avec Jacques Vincent, j'ai passé un accord de principe pour l'acquisition de l'autocontrôle de Perrier.» L'enquête

M. Intoine Riboud, président de BSN, reçut un appel téléphonique de M. Maure, président de Nestle, l'insormant qu'il avait été sollicité par la Financière Indosuez pour monter une opération sur Perrier. M. Riboud lui dit qu'il ne voulait pas être absent de l'opération. Le lundi 23 décembre, M. Riboud rencontra M. Domeniconi, directeur général de Nestlé, pour lui préciser que c'était Volvic qui l'intéressait dans Perrier. Il fiu décidé de se revoir le 3 janvier 1992 chez Lazard, banquier de BSN. « Ce jour-là, différentes hypothèses furent envisagées, et tous décidérent d'aller renconurer les Agnelli à Turin, nou-veaux propriétaires d'Exor, holding de contrôle de Perrier.

Selon la COB, assistaient à cette réunion qui s'est tenue le dimanche 5 janvier à 15 heures, MM. Umberto et Giovanni Agnelli, M. Gianluigi Gabetti, directeur général de l'Ifint, holding luxem-bourgeois du groupe Agnelli, M. Reto Domeniconi, MM. Antoine Riboud et Michel David-Weill, senior partner de la banque L'azard. Ce demier « expliqua d'abord à Gio-vanni Agnelli l'intention de M. Antoine Riboud de faire avec Nestlé une opération sur Perrier, et son souhait de l'y associer. En cas de lifeur l'accordin défaut d'accord, Antoine Riboud et Nestié allaient faire une OPA sur Perrier et Exor. Deux solutions

laissaient faire une OPA sur Exor à 1 800 F. soit ils donnaient une option sur l'autocomrôle de Perrier à un prix d'OPA, soit environ 1 500 F. M. Agnelli refusa la dernière solution. Néanmoins. «Il fut demandé à M. Agnelli de convaincre M. Vincent d'accepter l'une de ses propositions et de fournir une reponse pour mercredi 8 janvier au soir... Le représentant de Nestle insista pour que l'on fit des pressions amicales sur M. Vincent pour qu'il ne touchat pas l'autocontrôle. M. Agnelli repondit qu'il essayeran de le faire, mais qu'il croyait ne rien pouvoir faire. En etlet, M. Gabetti venait, comme il l'a déclare en audition, de glisser à l'oreille de Giovann Agnelli que M. Vincent lui avait dit. le 23 décembre 1991, avoir reglé

Cette cession fut alors annoncée officiellement le 6 janvier par Perrier, juste au lendemain de la ren-contre de Turin. Pour la COB. même si celle-ci n'a pas à réussi à connaître avec exactitude le jour de cette transaction - qui aurait été selon Perrier effectuée le vendredi 3 janvier - cette opération ne relève pas d'un délit d'initiés, « Il y'agit d'une mesure de déjense prise face a une initiative jugée hostile. « A la justice d'apprécier...

cette question d'autocontrôle».

DOMINIQUE GALLOIS

IBM envisage de revendre son site bordelais

BORDEAUX

de notre correspondante

IBM envisage de revendre son site bordelais à une société elle aussi américaine, spécialisée dans les carres informatiques. Solectron. Cette nouvelle a ravive l'inquiétude déjà grande depuis plusieurs mois des 1000 salaries d'IBM à Bordeaux-Canéjan. Solectron - qui est par ailleurs l'un des fournisseurs d'IBM - a un projet d'implantation en Europe, plus précisement en Ecosse. Cette société devrait rache-ter l'actif de cartes informatiques de la plus ancienne génération à IBM.

> Scepticisme dans la région

Selon M. Laurent Oddoux, direc-teur régional d'IBM en Aquitaine, le choix de l'Ecosse pourrait être remis en question si l'étude d'im-plantation à Bordeaux. «lancée à l'initiative d'IBM», est jugée posi-tive par les dirigeants de Solection. Les résultats seront connus dans deux mais.

Dans le même temps Solectron reembaucherait 250 personnes concourant actuellement aux activi-tés qui seraient cédées, selon un communique d'IBM-France. Un

LONDRES

de notre correspondant

L'annonce, vendredi 7 février, par

chiffre qui pourrait être porté à 400 ultérieurement. IBM resterait locataire de Solectron à Bordeaux pour le reste de ses activités (fabrication d'ordinateurs et de moderns, centrale d'achais et mutuelle) et continucrait à y employer 250 salariés.

Cette version selon laquelle IBM n'opere qu'un retrait partiel de Bordeaux soulève le scepticisme dans la région. La demande d'aide publique de l'ordre de 50 millions de francs adressée aux collectivités locales pour favoriser l'arrivée de Solectron président du conseil général de la Gironde, M. Philippe Madrelle, l'a même qualifiée d'a extravagante », «IBM nous annonce avec une bruta-lité qui confine au cynisme son retrait progressif », remarque M. Madrelle, qui qualifie la solu-tion Solectron de «pseudo-solution de remplacement dont on peut douter de la sincérité et de la réalité ».

L'implantation d'IBM à Bordeaux dans les années 70 avait suscité de grands espoirs de création d'un important pôle électronique dans la région. Avec son départ, ces illusions tomberaient definitive-

GINETTE DE MATHA

Un contrat de plus de 2 milliards de francs

Fiat vend son train Pendolino à la Finlande

Le groupe Fiat a annoncé, ven-dredi 7 février, avoir conclu un accord avec les chemins de fer de Finlande pour la construction de vingt-cinq Pendolino, des trains à grande vitesse conçus par le groupe turinois. Le contrat, d'une valeur d'environ 500 milliards de lires (2,26 milliards de francs) a été emporté par Fiat au terme d'une adjudication internationale à laquelle participaient les principales entreprises ferroviaires européennes et japonaises.

La société Fiat Ferroviaria pourra, aux termes de l'accord, bénéficier des informations des chemins de fer fin-landais sur la gestion du matériel roulant dans des conditions climatiques particulièrement sévères et col-laborer avec des entreprises finlan-daises qualifiées sous la direction de la société Oy Transtech. Les premiers essais du Pendolino finlandais sont prévus à partir de la mi-1994.

Le train pendulaire de Fiat fonctionne actuellement en Italie - sur la ligne Milan/Rome - avec sont en commande. Les chemins de fer allemands ont également com-mandé vingt trains dans la version diesel-électrique.

> GEC-Alsthom et les trains de nuit

Le groupe franco-britannique GEC-Aisthom annonce, lui, que sa filiale Metro-Caramell a été retenue pour construire cent trente-neul voi-tures des trains de nuit destinés à emprunter le tunnel sous la Manche. Montant du contrat : plus de 1 milliard de francs.

Dans un autre domaine industriel (les centrales électriques), GEC-Alsthom a été retenu par Power Gen, l'un des principaux producteurs d'électricité au Royaume-Uni comme maître d'œuvre de la centrale, alimentée au gaz, qui sera construite dans le nord du pays de Galles.

Bloqué depuis le 28 janvier L'accès de l'usine Alcatel de Laval est dégagé par les forces de l'ordre

nues, dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 février afin de dégager l'accès de l'usine Alcatel Radiotéléphone de Laval (Mayenne), bloquée depuis le 28 janvier par plusieurs dizaines de salariés grévistes. Il n'y a pas eu d'incidents. Temporairement levé dans la matinée du 4 février, le piquet de grève avait été rétabli dans la soirée, après l'échec des négociations engagées entre la direction et

l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT

sur le plan de 242 suppressions d'emplois (le Monde du 7 février).

Saisi par la direction, le tribunal des référés de Laval avait ordonné dès le 31 janvier la libération « sans délai « de tous les accès du site sous astreinte quotidienne de 800 francs par personne présente dans le piquet de grève. Le juge des référés avait aussi précisé que le rétablissement de la libre circulation dans l'usine pouvait s'effectuer « au besoin avec le concours de la force publique ».

Secteur électronique de l'ensemble Thomson-CEA-Industrie

SGS-Thomson annonce des réductions d'effectifs

SGS-Thomson, filiale du groupe Thomson spécialisée dans les composants électroniques, a annoncé, jeudi 6 février, un plan de réduction d'effectifs portant sur 244 postes en France, sur un total de 3 700 salariés. Selon un communiqué de la direction, ces suppressions concernent l'ensemble des sites français de Gentilly, Nancy, Rennes, Rousset (Bouches-du-Rhône) et Tours.

Dans la région de Grenoble, la cours d'élaboration.

situation est un peu particulière du fait que les 87 suppressions d'em-plois sur le Polygone de la ville doivent être compensées par 95 créations de postes à Crolles (Isère).

SGS-Thomson, dont le capital est public français Thomson-CSF et le holding d'Etat italien IRI-Finmeccanica, doit faire partie du futur ensemble Thomson-CEA-Industrie en

EN BREF

Dockers : nouvelle grève samedi 8 et dimanche 9 février. -La CGT a appelé les dockers à cesser de nouveau le travail pour quarante-huit heures - c'est la seizième grève en quatre mois - les 8 et 9 février pour protester contre le projet de réforme du statut de la profession. Comme à l'accoutumée, ces arrêts de travail suivis, par la quasi-totalité des 8 300 dockers français, devraient paralyser le trafic de marchandises de la plupart

des ports, mais pas celui des ferries transmanche. Cette nouvelle grève intervient alors que le compte à rebours pour la mise en place de la réforme est engagé. Le secrétariat d'Etat à la mer a fixé au 15 février la date butoir pour l'engagement de négociations port par port.

□ Chómeurs : relèvement de l'allocation de solidarité spécifique. -L'allocation de solidarité spécifique, versée à quelque 325 000 chômeurs ayant épuisé

la direction de Ford-UK (Royaume-Uni), de la suppression de 2 100 emplois alourdit le climat qui règne dans l'économic britannique. La firme américaine, qui a réduit les en 1991. effectifs de ses usines en Grande-Bre-La crise de l'automobile affecte la tagne à un rythme de 3 600 emplois par an depuis 1980, a assuré que cette nouvelle réduction n'était pas dictée par les pressions conjonctu-relles de la récession, mais par un plan à long terme destiné à accroître l'efficacité de Ford.

La crise de l'automobile

Grande-Bretagne: Ford supprime 2100 emplois

La productivité dans les usines Ford de Grande-Bretagne s'est accrue d'environ 40 % depuis six ans, mais, selon M. Ian McAllistair, président de Ford-UK, elle reste inférieure de 50 % à celle des principaux constructeurs japonais. Ceux-ci (Nissan, Toyota, Honda), qui contrôlent plus de 12 % du marché britannique, ont tous annoncé de nouvelles créations d'emplois en Grande-Bretagne depuis

six mois. La production de Ford-UK a atteint 451 996 véhicules l'année der-nière, au lieu de 481 140 en 1980. les effectifs chutant de 80 000 à 39 500 salariés au cours de la même période. L'annonce de ces suppressions d'emplois, qui intervient dans un climat de campagne pré-électo-

leurs droits à l'indemnisation, est.

depuis le le janvier, relevée de

69,45 francs à 70,71 francs par

jour, soit une augmentation de

1,8 %, selon un décret public ven-

dredi 8 février au Journal officiel.

Pour les chômeurs âges de plus de

cinquante-cinq ans et pouvant jus-

tifier de vingt années d'activité

salariée, cette allocation journa-

lière, qui n'avait pas été revalorisée

depuis décembre 1990, augmente

de 99.74 francs a 101.55 francs.

rale, relativise davantage les affirmations du gouvernement de M. John Maior, pour oui la reprise de l'économic est en bonne voie. Les ventes de voitures ont chuté de 22 % en 1991 en Grande-Bretagne et de plus de 30 % par rapport à 1989, passant de 2,3 millions d'unités à 1,59 million

plupart des constructeurs : Vauxhall (filiale de General Motors) vient également d'annoncer 300 suppressions d'emplois et Rover offre des compensations financières à ses salariés acceptant de partir à cinquante ans. Jaguar, d'autre part, a indiqué au début du mois que ses pertes se sont élevées à 200 millions de livres (2 milliards de francs) l'année der-

Allemagne: diminution de 3 000 postes chez BMW

mand Bayerische Motoren Werke AG (BMW) a annoncé, vendredi 7 février, la suppression de 3 000 postes environ cette année pour renforcer sa compétitivité. Le porte-parole de la société, qui emploie plus de 74 000 salariés dans le monde, a précisé que ces suppressions n'entraîneront aucun licenciement et se feront notamment par des accords de préretraite.

Quatre des six usines de BMW en Allemagne seront touchées par cette mesure, qui concernera l 000 salariés au siège de la société. Les ouvriers, qui représentent à peu près les deux tiers des effectifs de BMW, seront les plus affectés par ces suppressions. -(Reuter.)

Le marché universel

Suite de la première page

Les économistes parlaient encore, dans les années 80, d'une mondialisation de l'économie. Ils voulaient traduire par ce terme l'interdépendance croissante des différentes économies nationales; phénomène engagé en fait dès le lendemain de la guerre, qui a conduit notamment à l'explosion des échanges mondiaux et des mouvements de capitaux et à l'ac-croissement considérable du poids du commerce international par rapport à la production.

A la mondialisation succederalt, au cours des années 90, la globalisation. Il s'agit d'une étape nouvelle et qualitativement différente, conduisant à la constitution d'un marché global unique. Les signes en sont multiples. Pour le consommateur, la carte universelle de paiement en est l'un des symboles. A Madrid comme à Tokyo, à Pekin comme à Davos, un document en plastique permet tous les

règlements ou presque. Autre exemple : après le walkman, le dis-cman est devenu en quelques mois un produit universel. Les marchés mondiaux tendent à devenir un marché unique.

Favorisée par des facteurs techniques, notamment le développement des moyens de communi-cation, cette globalisation de l'économie est portée par les firmes multinationales. Elle embrasse tous les secteurs de la vie économique la recherche, l'industrie, les services ou la finance... Elle affecte tous ses aspects (avec la standardisation et l'uniformisation des méthodes de production et des valeurs...). Elle a été naturellement autorisée par l'ouverture des frontières et la libéralisation des échanges.

Parallèlement, l'économie mondiale est l'objet d'une autre évolu-tion profonde : la constitution de blocs économiques régionaux. Bien que spectaculaire et inquiétante, la

désintégration du Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle, regroupant les pays d'Europe de l'Est et l'URSS) en 1990, ouis celle, en cours, de l'économie soviétique apparaissent en fait comme des exceptions.

L'Europe de 1992, l'accord de libre-échange d'Amérique du Nord (NAFTA), la création d'une zone de libre-échange par les pays de l'ASEAN (l'Association des nations de l'Asic du Sud-Est), partout des forces identiques poussent à la constitution de blocs commerciaux. Les négociations y sont toujours difficiles. Le mouvement semble

> « Marché commun continental »

L'émergence de tels blocs régionaux n'est-elle pas en contradiction avec la globalisation du marché? Dans la mesure où ceux-ci sont des zones de libre-échange ouvertes sur l'extérieur, « le régionalisme actuel est parfaitement compatible avec le multilatéralisme », estime M. Jagdish Bhagwati, professeur d'écono-mie de l'université Columbia

théorigiens du commerce mondial. Les blocs actuels en effet ne sont pas des forteresses. Ils sont ouverts à de nouveaux adhérents. Mobili-sant six Etats au départ, l'intégration européenne au sein de la CEE concerne aujourd'hui douze pays. Des demandes d'adhésion

(Autriche, Suède) sont à l'étude. Des négociations sont en cours avec l'AELE (Association euro-péenne de libre-échange) pour créer un espace économique européen comprenant dix-neuf pays.

Déjà, M. Jacques Attali, le pré-sident de la BERD (Banque curopéenne de reconstruction et de développement) appelle à la créa-tion d'un « marche commun continental « de cinquante Etats, com-prenant tous les pays du Vieux Continent, y compris les Républi-ques issues de l'Union soviétique. En fait, toutes les alliances qui s'organisent sont ouvertes à de nouveaux membres.

Ensuite, ces blocs ne sont pas créés dans la perspective d'une autosuffisance régionale, mais plutôt pour tirer meilleur parti du commerce international. Ils sont soumis à des pressions internes qui

l'ouverture vers l'extérieur. Le commerce intra-régional n'y apparaît nas incompatible avec les échanges avec le reste du monde. Au contraire. Les négociations en cours autour du NAFTA entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique et qui pourraient déboucher à la fin de fevrier poussent ainsi Mexico à l'ouverture et à la libéralisation de son économie.

La pression des échanges est telle qu'il est impossible, pour les groupements nouveaux, de chercher à substituer aux frontières nationales des frontières régionales. La zone de libre-échange envisagée par les pays de l'ASEAN (le Monde du 31 janvier) ne peut être un bloc fermé. Ses pays membres ont connu un développement économique rapide (une croissance annuelle de leur PNB de 7 % par an dans les années 80), tiré pour l'essentiel par le développement de leurs exportations, qui ont progresse chaque année de 12 %.

Le régionalisme d'aujourd'hui n'a donc rien à voir avec cetui des années 30, qui se traduisait par des (Etats-Unis) et l'un des grands les poussent à la libéralisation et à accords bilateraux visant a rejeter

les outsiders. M. Richard Cooper professeur d'économie internationate à l'université Harvard, va olu . loin : «La contribution nette du régionalisme actuel a été favorable au multilatéralisme.»

L'économie mondiale vit donc une double intégration : globale et régionale. Si la globalisation et le régionalisme tels qu'ils s'organisent actuellement ne sont pas incompatibles, cela n'empêche pas des tensions ponetuelles.

On le voit dans les négociations sur la libéralisation du commerce international (l'Uruguay Round). Mais dans ce cas ce ne sont pas les blocs régionaux qui sont en cause, mais davantage la montée des pressions protectionnistes, liée à une conjoncture économique déprimée. Dans la tempête, certains pays pourront être tentés de se refermer sur eux-mêmes, mais ils se heurteront à l'opposition des autres membres de leur groupement et aux forces qui poussent à la globalisation. La guerre des blocs n'aura

ERIK IZRAELE NICZ

Sans flamme

. - . - . .

La flamme ne pouvait être à la fois en route pour Albertville et au palais Brongniart. Loin d'être lumi-

neuse, la période

écoulée fut plutôt terne. Retour à la baisse et à l'alternance après un début de terme que l'on avait hativement qualifié d'encourageant. Le bilan des cinq séances qui viennent de s'écouler est donc négatif (-0,73 %), mais la descente de l'indice est loin de s'être faite tout schuss. Le plus gros de la baisse a été enregistré lundi, avec un recul proche de 1 % (-0,97 %). Les jours suivants, le marché se consolidera mardi (-0,03 %), se reprendra mercredi (+ 0,50 %), abandonnera de nouveau quelques fractions le lendemain (- 0,28 %) avant de terminer la semaine sur una note on ne peut plus indécise. Au cours de la dernière séance, l'indice CAC 40 hésita autour du point d'équilibre, ne franchissant pes la ligne moins de dix-huit fois au cours de la période pour finalement s'établir en hausse de 0,05 % à

Nos voisins d'outre-Rhin nous avaient laissés quelque peu dans l'expectative vendredi dernier. L'annonce de la grève votée à une grande majorité par les sidérurgistes allemands avait pesé dans un premier temps sur les marchés. A l'inverse, l'annonce d'une négociation puis cella d'un accord, au cours de la séance de lundi, stimulèrent dans un pre-mier temps la tendance avant de franchement peser dessus. L'ex-

1 861,61 points au terme des

plication le plus souvent donnée est la suivante : l'augmentation accordée par le patronat allemand de la sidérurgie est trop forte (6,4 %) et plus importante, surtout, que les objectifs fixés par la Bundesbank.

La conséquence immédiate de ce risque inflationniste fut une tension sur les taux courts allemands qui s'est instantanément repercutée sur les taux français. La communauté financière conserva une position attentiste. Il faudra attendre, mercredi, le statu quo de la Bundesbank lors d'une prise en pension pour être rassuré, et la réunion de son conseil central, la lendemain, pour en être totalement convaincu. Si elle ne baisse ses taux, du moins les laissera-t-elle inchangés, attendant de voir les effets du relèvement du mois de décembre dernier.

Où l'on parle encore de Perrier

Autre élément rassurant, par ailleurs, les déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, selon lesquelles une nouvelle baisse du loyer de l'argent au Etats-Unis était toujours envisageable. La publication, vendredi, de statistiques américaines médiocres concernant l'évolution de l'emploi en janvier - le premier mois après la forte baisse des taux d'intérêt destinée à relancer une machine économique en panne - devrait peut-être précipiter le mouvement. Le taux de chòmage aux Etats-Unis s'est établi à 7,1 % en janvier, niveau inchangé par rapport à décembre (mais le plus élavé depuis juin

1986). Fait plus grave. l'économie américaine a recommencé à supprimer des emplois: 91 000 (contre la création de 40 000 prévus) pour le mois de janvier et révisé à la baisse la création des 31 000 emplois du mois de décembre pour les ramener à 3 000. Autant penser que la reprise n'est pas pour tout de

Aux valeurs, la semaine a été faite d'une mosaïque d'événements plus ou moins notables. Si l'on parla de Perrier de façon quasi quotidienne, il n'y aut aucune incidence sur les cours, Exor et Perrier restant suspendus jusqu'au lundi 10 février. En revanche, le Conseil des Bourses valeurs (CBV) a maintenu sa décision du 15 janvier dernier : Exor, Saint-Louis et la Société générale devront lancer une OPA (offre publique d'achat) sur Perrier. Le CBV laisse le soin au trihunal de commerce de Nimes de trancher pour déterminer s'il y a eu action de concert entre Exor et la Société générale pour le contrôle de Perner et à celui de Paris pour examiner les conditions de la cession de l'autocontrôle de Perrier à Saint-

Les bons résultats de Casino une hausse de 35,5 % de son bénéfice net - permit au titre de se distinguer sensiblement. Au terme de la séance du 5 février, l'action gagna près de 5 % pour 215 000 titres. La même jour, Michelin s'appréciait de 3,9 % pour 309 000 titres. Le mouvement devait d'ailleurs se poursuivre le lendemain, permettant ainsi au manufacturier d'inscrire un nouveau « plus haut » de l'année à 164 F pour

7-2-92 Diff.

5 180 + 130 20,45 + 0,15

- 12,50 + 13 + 130

Diff.

11

- 118 35 1,90

- 39 - 2,60 + 13 + 2,70

10.50

5.30

944 2 600

455,50 902 180

7-2-92

696 -642 -680 + 327,10 -

728

911

444 313

734 488,20 131

227 845

47,10 485 154

Filatures, textiles

Valeurs diverses

magasins

Agache (Fin.)..

SCOA.

Club Méd.

Euro Disney

Groupe Cité

Saint-Gobair

Marine Wendel ...

Saulnes Châtillon ...

561 000 actions. En revanche, & la baisse, le marché sanctionna les pertes consolidées de Spie-Batignolles (950 millions de francs). Ces pertes, qui devraient réduire les bénéfices de Schneider des deux tiers, entraînèrent tous les titres du groupe vers le bas. A l'issue de la séance de vendredi, Spie abandonna près de 6 % pour 81 000 titres.

Les autres nouvelles qui ont ponctué la vie de la cote sont les radiations du règlement mensuel et les transferts qui vont s'ensuivre vers le marché au comptant. Ces mesures toucheront Arjomari-Prioux, Penhoet, Wagons-Lits et Concept SA le 21 février. Notons encore la suspension du titre UCB (Union de crédit pour le bâtiment) dans la perspective du dépôt d'un projet d'OPR (offre publique de retrait) par la Compagnie bancaire.

Enfin, dès ce vendredi, Relit, le système automatisé de règlement-livraison de titres de la Bourse de Paris, s'est rapproché un peu plus de sa phase terminale. La Banque de France entamait ce jour-là la première étape qui devrait à terme la mener à une tenue des comptes en temps réels. Ce qui permettrait à Relit d'être en mesure, dès le 9 mars prochain, de réduire le délai de dénouement des opérations de cinq jours à trois jours. Les obli-gations assimilables du Trésor (OAT) seront alors introduites sur Relit avant que ne les suivent les quelque 3 000 valeurs qui représentent 5 % à 10 % du volume des transactions de la

FRANÇOIS BOSTNAVARON

	7-2-92		Diff.
Beghin-Say	580	-	27
Bongrain	2 820	+	70
8SN	1 078	+	4
Carrefour	2 353	+	16
Casino, G., Per	147,40	-	1,60
Guyenne-Gasc	1 485	+	35
LVMH	4355	I -	140
Olipar	166,90	+	5,90
Pernod-Ricard	1 469	۱-	31
Promodes	3000	+	115
Saint-Louis	1315	I -	34
Nestlé	35.350	+	400

Alimentation

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	7-2-92	Diff.
AGF	493.80	+ 0.70
AXA (ex-Cie Midi)	902	- 30
Bail Equipement	116	+ 5
Bancaire (C*)	493	- 28
Cetclem	734	- 9
CCF	183,60	- 7,70
CFF	918	- 19
CFI	306	+ 4.80
Chargeurs	L 060	- 44
C. Local de France	220.50	- 3,40
CPR	260	- 7.90
Eurafrance	1 480	+ 23
GAN	1 850	+ 15
	704	
Locindus		iach.
Paribas	376,20	+ 10,60
Schneider	617	- 40
Société générale	513	- 6
Sovac	793	+ 43
Suez (C+ fin.)	314	- 12
UAP	536	- 14

Mines d'or. diamants

	7-2-92	Diff.
Anglo-American	201	- 7
Amgold,	373,90	- 12,10
Buf. Gold M	47,70	- 1,36
De Beers	146	- 6,50
Drief. Cons	66.20	- 0.55
Gencor	18.55	- 0.75
Harmony		+ 0.10
Randfontein	29.65	+ 0.10
Sainte-Helena	36.50	inch.
Western Deep	201	- 240

Bâtiment, travaux publics

	7-2-92	Diff.
Ausil. d'entr	566 277,10 372 150 855 316 438,50 213,50	- 25 - 5,90 - 20,90 - 5,90 - 44 - 13 - 21,50 - 4,60

Pétroles

	7-2-92	L	Diff.
BP-France	123	-	ı
ELF-Aquitaine	360,70	i -	8,20
Esso	670	+	4
Primagaz	649	+	7
Sogerap	372	+	22
Total	1 055	+	30
Exxon	318.40	-	4.20
Petrotina	1 784	-	28
Royal Dutch	440.50	I -	0.70

Matériel électrique

	7-2-92		Diff.
Alcatel-Alsthom	577	-	15
CSEE	241.30	4	33.20
Générale des eaux	2 109	-	23
Intertechnique	710	l+	9
Labinal	693	-	27
Legrand	3 990	l-	32
Lyon, des eaux	479,60	[-	14,20
Main	171,30	 -	15,78
Medin-Gerin	510	۱-۱	2
Moulinex	165,50	 -	1,50
Radiotechnique	559	+	93
SEB	1 872	 -	26
Sext,-Avionique	239,50	I -	5
Thomson-CSF	159,30	-	0,70
IBM	491,90	I-	13,10
!TT	310	-	5,20
Schlumberger	314	١-	17,40
Siemens	2 265	+	5

v aleurs a revenu ilxe

	7-2-92	Diff.
8.80 % 1977	123.90	+ 0.20
10 % 1978	100.06	- 0.19
9,30 % 1478	99,95	- 0.15
9 % 1979	99,45	+ 0.20
10,80 % 1979	101.51	- 0.49
CNE 3 %	4320	- 80
CNB 5 000 F	98,40	- 0.10
CNB Panbas 5 000 F	98,05	- 0.10
CNB Sucz 5 000 F	97,50	- 0.70
CNI 5 000 F	98,80	- 0.80

	7-2-92		Ditř.
8,80 % 1977	123,90	+	0.20
10 % 1978	100,06	I-	0.19
9,80 % 1478	99,95	[_	0.15
9 % 1979	99,45	+	0.20
10,80 % 1979	101,51	-	0.49
CNE 3 %	4320	-	80
CNB 5 000 F	98,40	l-	0.10
CNB Panbas 5 000 F	98,05	-	0.10
CNB Sucz 5 000 F	97,50	۱-	0.70
CNI 5 000 F	98,80	 -	0.80

MATIF

ibre de contrats : 102 142 environ.

COURS		ÉCHÉANCES	
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Premier	108,20	109,58	109,72
+ haot	108_36	109.70	109,72
+ bas	108,18	109.58	109.72
Dernier	108,28	109,66	109,72
Compensation	108,28	109.68	109,82

Notionnal 10 %. - Cotation en pourcentage du 7 février 1992

	31-1-92	3-2-92	4-2-92	5-2-92	6-2-92
	31-1-72	3-2-7-	T-72		0-5-72
RM Comptant	3 966 024	2 920 759	2 110 308	2 571 436	2 558 318
R. et obl. Actions	6 262 143 169 023		7 189 851 68 393	9 875 792 101 968	7 841 944 105 064
Total ,	10 397 190	10 096 283	9 368 552	12 549 196	10 505 326

Étrangères .	106.4	106.1	105,8	105,9	105.3
	INDIC	ES CAC (du	lundi au v	endredi)	
	3-2-92	4-2-92	5-2-92	6-2-92	7-2-92
Indice gén.	503.4	499,2	501.5	502.4	501.6
	Char	to 1000 31	décembre l	987)	

udice:CAC-40 ... | 1 856,98 | 1 856,48 | 1 865,79 | 1 860,61 | 1 861.61

Mines, caoutchouc

	7-3-92	1	oill.
Géophysique	569 298 76,60 163 51 1,68	1 - +	1 0,50 1,90 8 0,60 0,01

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

IDAIR	CCO AU N	w()
	Nore de	Val. en cap. (F)
Elf-Aquitaine	2 522 589	901 481 757
AlcAlsthom	1 244 655	699 718 569
Total cat. B	607 578	620 403 419
Synthélabo	550 254	582893686
B.S.N.	517 243	531 405 706
LVMH MH	120 179	520 124 905
Paribas act A	1 404 774	507 658 031
Société gén	961 131	503 354 971
Peugeot S.1	610817	417 725 534
EuroDisn. SCA.		399 897 091
Suez (C. de)		386 704 094
Eaux (G. des)_		371 934 854
Oréal (L')		
Pernod Ricard.	222 348	
(*) Du vendred 6 février 1992 inc		1992 au jendi

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse S	Valeurs	Baisse
Radiotechnique .	+ 20,5	Asenir HM	- 126
CSEE	+ Ić	Spic-Batignolles	- 9.9
Bafip	+ 8.1	Postiney CIP	- 7.0
Sogerap	+ 8.1	Matra	- 7.4
50vac		Schneider	- 6.5
Cica		Anomari Proces	- 10
Michelm B		Chrins	- 5.3
Crédit Iyon.CIP.		Penhoèt	- 5.2
Bic		GTM Entrepose	- 5
inst. Méricus		I. Lefebyre Entr.	- 5
Soscari		Dassaglt Av.	- 47
Fires-Lille		Poliet	- 47
Sahepar		Bazeaure (Cze) _	- 46
Plastic Omnium	+ 43	Begbin-Say	- 46

MARCHE LIBRE DE L'OR

1	Cons	Comia
	31-1-92	7-2-92
Or fin (hilo en barre)	62 400	61 700
- (tdlo 41 linget)	62 950	62,000
Pièce française (20 fr.)		352
@ Pièce française [10 fr.]	415	415
Piece suisse (20 fc.)	359	356
Pféce latine (20 fr.)	355	350
m Prince tumblemen (20 fr.) .		351
Souverain	451	452
e Souverain Elitabeth II	461	476
e Demi-souverain	356	370
Price de 20 delhas	2 055	2 065
- 10 doPars	1 100	1 102,50
 5 dollars 	611,25	625
- 50 pesos	2 320	2.305
 - 20 marks 	430	431
- 10 fories	369	357
a - 5 soubles	250	258
	_	

s Cas pièces d'or no sont cotées qu'à la séale

NEW-YORK

Semaine en deux temps

+0,06%

Après avoir pro-gressé en début de semaine et établi un nouveau record. Wall Street a cédé l'essentiel de ses gains dès mercredi, déprimée par de mauvaises statisti-

ques économiques et l'absence d'assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 225,40, en hausse de 2,01 points (+0.06%) par rapport à la semaine

Après avoir accueilli favorable-nent, mardi 4 février, les déclaraions de M. Alan Greenspan, président de la Fed, selon lesquelles celle-ci pourrait à nouveau assouplir sa politique de crédit - si nécessaire pour relancer l'économie américaine, - Wall Street a cédé au pessimisme après la publication de statistiques reflétant une faiblesse persistante de l'activité. Les commandes industrielles, bon baromètre de l'évolution prochaine de l'activité dans le secteur manufacturier, ont enregistre en décembre leur recul le plus important depuis novembre 1990 (-3.8%). L'économie américaine a perdu 91 000 emplois en janvier alors que les experts prévoyaient généralement 40 000 créations de postes.

Les investisseurs, qui tablaient sur un relâchement, des vendredi, des taux de crédit, ont vu leurs attentes déçues, et la soudaine remontée des taux d'intérêt à long terme a provoqué une vague de liquidations à Wall Street, qui a terminé la semaine presque au

même nivean que la précédente. En dépit de l'inaction de la Fed vendredi, les experts continuent à compter sur un assouplissement prochain de la politique monétaire américaine.

	Cours 31 janv.	Cours 7 fev.
Alcoa	64 1/2	64
ATT	37 1/4	36 7/8
Bocing	50 7/8	49 5/8
Chase Man. Bank	20 1/2	23
Da Pont de Nemours	46 L/2	48 L/8
Eastman Kodak	50 1/2	46 3/4
Exxon	58 1/4	58 1/2
Ford	30 1/2	33 1/8
General Electric	75	77 1/4
General Motors	32 3/8	34
Goodycar	60 3/8	60 1/8
(BM	90	89 1/8
TT.	58	58 3/4
Mobil Oil	63 7/8	63 1/8
Pfizer	73	72 5/8
Schlumberger	59 1/2	-58 I/2
Техасо	59 5/8	59 3/8
UAL Corp. (ex-Allegis).	144 3/4	145 1/8
Union Carbide	23 1/8	23 1/4
United Tech.	50 3/4	51
Westinghouse	18 1/2	18 7/8
Xerox Corp	77 1/8	80 3/4

TOKYO

Hésitante

La Bourse de Tokyo a évolué de manière indécise, le Nikkei MOKE HIGH + 0,30 % progressant de 0.38 % sur la semaine dans un moyenne quoti-

des transactions s'est établie à 216,7 millions de titres contre échanges a confirmé l'inaction des investisseurs aussi bien japonais qu'étrangers. Nombre d'entre eux sont restés en retrait du fait de l'absence de nouvelles incitatives. et les transactions se sont concentrees sur les titres les plus chers comme Nippon Telegraph and Telephone (NTT) ou Sony.

Le marché a commencé la semaine sur une note ferme, le Nikkei gagnant 0,53 % dans la Nikkei gagnant 0,53 % dans ta journée de lundi, une progression limitée par les ventes d'arbitrage. Ces opérations ont encore affecté le marché mardi, faisant perdre 0,63 %. Mercredi, le Nikkei cédait de nouveau 0,29 %, les investisseurs étant préoccupés par la chute des pair des obligations du gouverne. des prix des obligations du gouvernement japonais. Le montant des transactions s'est réduit ce jour-là à seulement 198,5 millions de titres. Jeudi, le baromètre de la place nip-

LONDRES Baisse: - 2,1 %

Les inquiétudes politiques et économiques ont continué d'assombrir la Bourse de Londres pendant la semaine écoulée. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé vendredi, après cinq jours consécutifs de baisse, à 2 517,20, perdant 55 points soit 2,1 % par rapport à vendredi

Les commentaires pessimistes du gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, soulignant la profondeur de la récession, alliés au scepticisme du Trésor sur la croissance économique, ont tiré le marché vers le bas. De même l'étude des courtiers Barclays de Zoete Wedd mettant en doute les méthodes comptables de plusieurs valeurs composant l'indice Footsic, notamment de Ladbroke, P and O, British Airways, Fisons et Cable and Wireless, a contribué à la déprime générale du marché.

Indices «FT» du 7 février: 100 valeurs, 2 517.20 (c. 2 571.20); 30 valeurs, 1 945,10 (c. 1.996,60); mines d'or. 141,70 (c. 144,30); fonds d'Etat, 88,17 (c. 87,84).

	Cours 31 janv,	Cours fev.
owater P horter ourtaulds to Beers laxo US CI cuters heli mileyer	7,55 2,88 5,13 5,35 15,50 8,44 18,25 12,72 11,26 4,76 9,26 1,73	7,49 2,76 5,21 5,13 15,00 8,13 19,25 12,50 10,85 4,73 9,13 1,68

pone se reprenait avec une hausse de 0,77 %, grâce à une chasse aux affaires sur des titres dotés d'importants capitaux comme la sidérurgie et les chantiers navals. NTT atteignait son plus baut niveau

depuis le 7 janvier. Seion les opérateurs, l'annonce faite mercredi par la Bourse d'Osaka qu'elle allait preadre des 221,4 millions de titres la semaine mesures pour réduire l'influence précédente. Cette faiblesse des des transactions à terme et en option sur les titres Nikkei sur les consolider le marché. L'humeur du marché a été morose vendredi (+0,01 %), des investisseurs vendant des titres en anticipant l'annonce des chiffres du chômage de janvier aux Etats-Unis.

Indices du 7 février : Nikkei : 22 107,12 (c.22 023,05); Topix 1 627 (c.1 631,34).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fev.
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	711 1 110 1 460 2 300 1 530 1 470 658 4 240 1 460	726 1 150 1 450 2 280 1 510 1 450 652 4 280 1 470

FRANCFORT

Stable: - 0.1 %

Le marché boursier de Francfort est resté relativement stable cette semaine malgré l'accord salarial intervenu dans la sidérurgie et les risques inflationnistes qui en découlent. L'indice instantané DAX aura finalement perdu un peu mois de deux points d'une semaine sur l'autre (1,97 point), soit un recul marginal de 0,1 %.

Les augmentations de salaires déci-dées (+ 6,4 %) dans la sidérurgie res-tent très élevées par rapport aux vœux de la Bundesbank. De plus, cet accord reste inquiétant car il peut, comme le relevait M. Helmut Schlessinger, président de la Bundesbank, servir de mesure pour toutes les autres négociations qui doivent intervenir dans les autres secteurs. Autant dire que, si l'institut d'émission allemand n'est pas tenté de durcir sa politique monétaire de façon à contenir l'inflation dans l'immédiat en attendant de voir les effets de la tension sur les taux ressentie au mois de décembre, il est exclu d'envisager un assouplissement à court terme. Indices du 7 février.: DAX, 1 685,52 (c. 1 687,49); Commerzbank, 1 945 (c. 1 933,5).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fev.
AEG BASF Bayer Commorabank Deutschebank Hoechst Karstadt Maanusman Siemens Volkswagen	225,50 247 299,80 263,60 704 252,70 608,50 268,80 662 337,50	729,10 245,50 303,30 260 703 249,10 634,50 271 665,10 342

1

- Ship

MATIÈRES PREMIERES Des accrocs et

n I

a gara

pofit i.

Buth atten

pair das

C. ...

4: 15

42

personal des

D 151"

7.1.1

kt.

20 L

10.27 C 71

Prairie.

deposite in

BOSE To.

25 (26)

DOMESTICAL ST.

12 321 7

09 - 2111

tens di il

Land St. C

nel de -

112 5 M.

MARCHENTER

De b

en pr

Coloration fee a der 1000 Committee of the Obcober Mater ich ein fattor ellers national year .. . pow est basis to fi faithre (o. . Loade 475 livery, In the gr gurcan to b. ans Ericht Land

*

A SE

Cei dernier. abstence. Jen. representation Cussingly vier and ommencee,). le? feaner a n. . . . te la Federapor producteurs de den25. 4 project debat; de la calif niter for agents bet if a on recomme les Etatsel Greger poor la prensiere

cigalement

amite afortie die

sence d'in Leir portation unit Cette solution e. :-Sinstaurer un "! . and des quality reace entre le . . oon membre. Michael Marie tunetur 1 de

jours-or you by MUDULITY

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

De bonnes nouvelles en provenance de l'Est

Les dernières nouvelles relatives au financement des pays d'Europe de l'Est sont encourageantes. Il est fait un bon accueil à l'emprunt de 600 millions de deutschemarks lancé, à la fin du mois de janvier, par la Banque nationale de Hongrie et, pour ce qui est de la dette soviétique contractée ces dernières années sur le marché euro-obliga-taire, le service des intérêts est irré-

On accorde à cet égard une grande importance au fait que les fonds nécessaires sont directement fournis par le débiteur lui-même, organisme dont le nom officiel fait toujours mention de l'URSS. Il s'agit de la Vnesheconombank, la Banque pour le financement du commerce extérieur de l'Union soviétique. C'est elle qui, par exemple, vient de mettre à disposi-tion d'une grande banque alle-mande les quelque 44,375 millions de marks correspondant aux cou-pons de 8,875 % attachés aux 500 millions de marks d'obliga-tions émises outre-Rhin en 1990 pour une durée de cinq ans.

Cette continuité est un élément très positif. Un partage du fardeau de la dette de l'ex-Union soviéti-que entre les Républiques nouvellement créées est une affaire épineuse que les experts eux-mêmes ont de la peine à suivre. Il est rassurant de constater que les porteurs d'obligations n'ont pas à s'en préoccuper.

La solution retenue par Moscou de ne rien changer au débiteur tant que la question de la répartition de la dette soviétique demeure ouverte a d'ailleurs été bien accueillie par les experts. Elle est de nature à faciliter la poursuite du dispositif d'aide financière internationale mis en place on faveur de l'ensemble de l'Europe de l'Est, notamment en ce qui concerne les prêts de la Communauté économi-

La CEE entend lever cette année sur le marché euro-obligataire pour plus de 3,2 milliards d'écus au profit de l'Europe de l'Est. Au mois de janvier elle a émis un emprunt de 190 millions d'écus dont le produit sera reprété à la Roumanie. Elle s'apprête à lancer une nouvelle opération de 490 millions au total, dont 190 millions sont destinés à la Tchécoslovaquie et 140 à la Bul-

Pour ce qui est de l'ex-Union soviétique un montant de 1,25 milliard d'écus figure à son pro-gramme d'emprunts. Une première tranche de 500 millions d'écus pourrait voir le jour assez prochai-nement pour le compte de la seule Russie si certaines conditions de nature politique étaient remplies. Toutes ces transactions devraient être libellées en écus, ce panier de devises qui préfigure la monnaie européenne et dont les autorités communautaires cherchent à propagor l'usage.

Le compartiment de l'euromark en vedette

De fait le marché des titres en écus a bien besoin d'appuis offi-ciels de ce genre. Car il souffre pour l'instant de la concurrence du deutschemark. Les rendements des

Certains débiteurs de premier plan sont en mesure de puiser dans le compartiment du mark des fonds à un coût inférieur à ce que rapportent les obligations du Trésor allemand. Cela a été le cas du royaume de Norvège qui, en deux étapes, vient de lancer pour 1,5 milliard de DM d'obligations, de cinq ans de durée, par l'inter-médiaire de la Deutsche Bank. Le succès de cette opération a été d'autant plus éclatant que, parallè-lement, la Finlande était très mai accueillie sur le marché de l'écu.

Deux emprunteurs français ont mis à profit les bonnes dispositions dont témoigne actuellement le compartiment du mark, en lançant chacun à Francsort, pour 200 millions de DM d'euro-obligations qui viendront à échéance dans dix ans.

Il s'agit de la BNP qui propose un taux d'intérêt de 8 % l'an et de Total qui assortit ses titres de coupons de 8,25 %. Les deux ampents diejais rescentivement emprunts dirigés respectivement par la Dresdner Bank et la Deutsche Bank ont été fort bien

Parmi les autres compartiments qui retiennent actuellement l'attention, celui de l'eurocouronne suc-doise est très sollicité. Les empran-teurs internationaux y bénéficient de conditions très intéressantes par de conditions très intéressantes par rapport à celles qui sont concèdées aux débiteurs suédois qui lèvent des fonds dans leur propre monnaie, mais sur le marché national. C'est une conséquence des jugements négatifs portés récemment par les principales sociétés d'évaluation de crédit sur de nombreux emprunteurs scandinaves.

Pour sa part le marché de l'eurofranc n'a guère l'occasion de se mettre en évidence. Emprunter en francs est très coûteux pour les débiteurs internationaux qui songent à émettre des obligations de type classique. Quant aux transac-tions complexes dont le remboursement dépendra de l'évolution d'un indice boursier ou du cours d'une action, elles se font de plus en plus rares, en raison de récents change-ments de nature fiscale qui rendent leur placement très difficile auprès de la majorité des investisseurs français. Alors que le revenu de ces titres indexés n'est pas connu d'avance et qu'il ne sera perçu qu'à l'échéance, les porteurs seront imposès comme s'ils touchaient une rémunération annuelle de l'ordre de celle servie sur des obliga-

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Déception sur le dollar

Comment dison, en americain, · Saur Anne, ne vois-tu rien venir -? Et comment répond-on. dans la même langue : «Je ne vois que langueur sur l'emploi et la Mai-son Blanche aux abois e Les marchès des changes, en tout cas, ont répondu : le dollar a baissé.

il est vrai que les nouvelles d'Amérique n'ont rien de joyeux. A la veille du week-end. 91 000 pertes d'emplois étaient annoncées pour le mois de janvier. dont 51 000 dans la distribution (grosse déception) au lieu des 20 000 à 40 000 créations prévues. En outre, les 31 000 créations d'emplois de décembre étaient. après révision, ramenées à 3 000, autre manyaise surprise. Enfin. l'indice national des directeurs d'achats est resté inchange a 47,4 %, comme en décembre, tout indice inférieur à 50 % étant le signe d'un ralentissement de l'économie. Selon les directeurs en question, l'activité du secteur manufacturier continue de fléchir, la production nationale augmente peu, les commandes nouvelles reculent pour le deuxième mois

PLACE

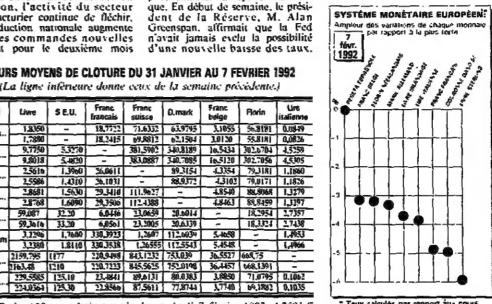
consecutif et. a l'exportation, leur taux de croissance est le plus faible depuis quatre ans. Les importations ont diminue pour la dix-neuvierne fois en vingt mois.

- L'economic américaine, au début de 1992, est comme elle était à la fin de 1991 : elle dérive », sim-plement le 1941 : elle dérive », sim-plement le 1941 elle déclin s'est stabilisé, a déclaré le porte-parole de l'Association des directeurs. Autrement dit, chaque mois, la possibilité d'une reprise s'éloigne un peu plus, a la grande inquiétude de la Maison Blanche dont le chef des conseillers économiques. M. Michael Boskin, a déclaré que la Réserve fedérale « devrait se préparer à abalisser à nonveau ses taux s'il apparaît que la situation ne s'améliore pas». Déposant devant le Congres, il a également estimé que la Réserve fédérale aurait du abaisser ses taux plus précocement et plus sensiblement l'an dernier pour stimuler la reprise économique. En début de semaine, le président de la Réserve, M. Alan Greenspan, affirmait que la Fed n'avait jamais evelu la possibilité d'une nouvelle baisse des taux.

Annès les chiffres, tois manyais sur le chômage, on peut penser qu'une telle diminution est susceptible de se produire. En ce cas, les cours du dollar replongent, après avoir dejà cédé du terrain après l'annonce des chiffres. D'une semaine à l'autre, il a perdu près de 5 pfennigs et pres de 16 centimes à Paris, restant stable, toutefois, par rapport au yen. qui l'accompagne dans sa baisse vis-à-vis des monnaies euro-

A dollar faible, mark fort, mais très modérement à Paris, où il n'est passé que de 3,4070 F à 3,4080 F. une misère! Finalement. la plage de fluctuation du franc a l'egard du mark se stabilise, correspondant peu ou prou aux écarts de taux à court terme entre Paris

F. R.



titres en marks sont toujours nette-ment inférieurs à ceux des titres en écus, ce qui attire une foule de candidats à l'emprunt.

MATIÈRES PREMIÈRES

Des accrocs et pas d'accord pour le café

L'ouverture à Carthagene, en Colombie, de la huitième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ne semble guère stimuler les énergies en vue du renouvellement de l'accord international sur le café, dont l'expiration est prévue pour la fin de septembre 1993. Les cours du robusta à Londres ont baissé jusqu'à 475 livres in tonne, touchant leur niveau le plus bas depuis dix-sept cipalement que l'on doit cette subite atonie du marché.

Ces derniers se sont d'abord abstenus d'envoyer à Londres des représentants officiels pour les discussions sur un nouvel accord, commencées la semaine dernière. Le 7 février à Bososa, le directeur de la Fédération colombienne des producteurs de café, M. Jorge Cardenas, a pronostiqué que les débats de Londres ne déboucheraient sur aucun progrès substantiel. Il a en revanche reconnu que les Etats-Unis avaient infléchi pour la première fois leur position en reprenant la proposition colombienne d'instaurer un quota d'exportation universel.

Cette solution éviterait de voir s'instaurer un double marché entre celui des quotas et celui du horsquota, et d'abolir ainsi la différence entre les pays membres et non membres de l'Organisation internationale du café (OIC). La rumeur a de surcroît couru ces jours-ci que la Colombie envisa-

PRODUITS	COURS DU 7-2
Culvre le g. (Londre)	1 212 (- 32)
Trois mois	Livres/tonne
Aleminiam (Lonfres)	1 273 (+ 27)
Tross mois	Dollars/toans
Nickel (Leates)	7 950 (+ 215)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Pars)	263 (= 2)
Mars	Dollars/tonne
Calle (Locito)	860 (~ 42)
Mars	Livres/tonne
Cacao (Nex-Yerk)	1 177 (- 60)
Mars	Dollars/toune
Bié (Chraen)	452 (+ 12)
Mars	Cents/boisseau
Mais (Citatel	264 (-)
Mars	Cents/borssezu
Soja (Chingo)	175,4 (~ 0,4)
Mars	Dollarsit, courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

geait de réduire sensiblement ses prix de vente afin de rendre son café plus compétitif face aux grains d'Amérique centrale. Si la Fédération colombienne des producteurs a démenti ce «bruit», l'émotion a été vive sur le marché. et les prix en ont subi les consé-

Depuis la levée des quotas en juillet 1989, aucune initiative sérieuse n'a été prise pour redonner aux échanges mondiaux un refuser une réintroduction des contingents d'exportation, qui passerait par une limitation de sa part « traditionnelle » de marché au profit des producteurs d'Amérique centrale. La situation de surproduction qui prévaut dans le monde empecherait en tout état de cause un mécanisme régulateur de redonner une véritable vigueur aux prix. En fin de semaine pourtant, les prix remontaient d'une centaine de livres, sur la foi... d'une autre rumeur : le Brésil et le Costa-Rica auraient finalement tempéré leur hostilité à un nouvel

Une récolte payée en «assignats»

Que de conditionnels, que d'incertitudes sur une matière première qui continue de représenter l'essentiel des ressources d'exportation de nombreux pays africains et centraméricains. En Afrique précisément, les prix de revient sont de l'ordre de 6,5-7 francs CFA le kilo (1 CFA=2 centimes), alors que les prix de vente ne dépassent pas 5 francs CFA. En Colombie, où le système d'achat du café aux teurs était l'un des plus élaborés du monde, le gouvernement paye désormais une partie de la récolte en a assignats », autrement dit avec des bons à payer... ultérieurement.

L'une des inconnues majeures reste l'attitude du premier producteur mondial, à savoir le Brésil. Au retour d'un voyage dans les zones de plantation, M. Michel Vievard, de la société havraise de négoce Delamare, a publié mer-credi 5 février un bref « carnet de routes où figurent quelques ren-seignements utiles. Il apparaît ainsi que les prévisions pour la récolte 1991-1992 (achevée en septembre et commercialisée actuellement) portent désormais sur 30-32 millions de sacs de 60 kilos, alors que les premières estimations étaient plutôt de l'ordre de 22-24 millions de sacs.

«Le café n'étant plus soutenu par le gouvernement, les planteurs qui avaient besoin de sinancement ont vendu massivement, note M. Vievard. Les prix moyens payés aux producteurs de la coopérative de Garca, la plus importante de la zone de Patrocinio, dans les Cerrados, sont passès de l'équivaient de 89,5 dollars par sac en fevrier 1991 à 70 dollars en juin et 58 dollars en décembre. » Pour la prochaine récolte qui débutera en mai, les premiers calculs la situent autour de 24 millions de sacs, compte tenu de la sécheresse qui a endommagé les cerises de café en septembre et octobre.

Autre constatation livrée par le

responsable de la société havraise : les producteurs ont fourni de gros efforts en matière de rendements. Les surfaces les moins productives ont été fortement réduites (- 50 % dans le Parana entre 1980 et 1990; -10 % dans l'Etat de Sao-Paulo), a Par contre, explique-t-il, le Minas-Gerais a multiplié son parc caféier par 3.5, l'Espirito-Santo par 2.5, et le Rondonia est passe d'une production nulle à I million de sacs. " Dans ces conditions, on peut penser que les planteurs du Brésil sont mieux armés pour résister à la crise que leurs collègues africains. Situation qui explique en partie le peu d'entrain du Brésil à vouloir renouveler l'accord international.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 février 1992, 4.2581 F contre 4.3750 F le vendredi 31 janvier 1992.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 31 JANVIER AU 7 FEVRIER 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

 Livre
 5 E.U.
 Franc trancais suisse
 D.mark beige beige
 Florin stationne italienne

 1.8350
 —
 18,7722
 71,6332
 63,9795
 3,1055
 56,8191
 0,0849

 1,7880
 —
 18,2415
 69,9812
 62,1504
 3,0120
 55,8191
 0,0826

 9,7750
 5,3270
 —
 381,5902
 340,8189
 16,5434
 302,6764
 4,5259

 9,9018
 5,4820
 —
 383,0887
 340,7085
 16,5120
 302,7056
 4 cmc

 2,5610
 1,3040
 36,0617
 36,0617
 36,0617
 36,0617

Lourdeur et incertitudes

L'accord conclu, en debut de semaine, sur une augmentation des salaires de 6,40 % pour les 130 000 ouvriers de la sidérurgie allemande « aurait surement des conséquences très graves s'il devenait un point de repére pour les autres négociations salariales cette année ». C'est l'opinion de M. Helmut Schlesinger, président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui redoute la contagion dans toute une série de secteurs « chauds » comme le bâtiment, en pleine activité par suite de la réunification, les services, notamment les banques, et, surtout, la fonction publique, où des gains de productivité ne sont pas très facilement réalisables.

De toute façon, avec des gains de productivité qui seront, en début de récession, inférieurs à 2 %, les entreprises allemandes vont souffrir: elles ne pourront relever leurs prix en raison de la concurrence mondiale (ce qui limite le risque d'un dérapage des prix industriels). et cela entrainera un laminage sensible de leurs marges bénéficiaires et un ajustement brutal, à la baisse. des dépenses d'investissement, sans compter évidemment d'autres ajustements sur les effectifs, qui commencent déjà.

De cela. la Bundesbank n'a cure, du moins pour l'instant, sa scule préoccupation, selon la mission qui lui a été confiée par la Constitution, étant de jouer correctement son rôle primordial de gardien de la mon-naie et de rempart contre l'inflation. Dans ce dernier domaine, les cinq ÉRIC FOTTORINO estimé qu'une augmentation des

ble », et qu'elle ne devrait, en aucune façon, dépasser 5 %, ce qui va etre le cas. Le signal est donc au rouge, selon la Bundesbank. Mais cette dernière met surtout l'accent sur la croissance trop rapide de la masse monétaire M3. 9 % en taux annuel en octobre, novembre et decembre 1991, ce qui est propre-ment intolérable au vu de la fourchette d'augmentation officiellement

Ce dérapage est imputable à la ois aux déficits des Laender, au gonflement des crédits aux entreprises, qui, a court de trésorerie, «tirent» sur leurs lignes bancaires, et à un effet «pervers», le transfert d'épargne du long terme sur le court terme, qui offre une rémunération très supérieure (près de deux points en plus) en raison d'un phénomène d'inversion des taux du 3 la politique restrictive de la banque cenrestrictive de la banque cen-trale. Ajoutons-y le gonflement du montant des billets en circulation émis par la Bundesbank pour l'ex-RDA et qui sont utilisés dans les pays de l'Est comme monnaie véhi-culaire tel la fence CEA en Africaculaire, tel le franc CFA en Afrique de l'Ouest ex-britannique. Cette question de la masse monétaire est. probablement, le souci numéro un de la Bundesbank, peut-être même davantage que celui des augmentations de salaires.

Illusion perdue

Dans son rapport mensuel de janvier, la banque centrale allemande se montre, significativement, très « monétariste ». insistant, à grands coups de graphiques, sur les rela-tions entre la croissance de la masse monétaire et celle des prix, qui suivrait dans les trois ou les six mois. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant d'entendre des dirigeants de la Bundesbank, comme MM. Tietmayer, Issing, Gaddun, multiplier les déclarations sur le thème : « Les marchés sont trop optimistes, la baisse des taux d'intérèt allemands ne saurait se produire avant l'été, et peut-être même après, bien après, »

C'est l'opinion du service des études de la Banque Indosuez, que dirige, désormais, Mª Michèle Debonneuil, très honorablement connue à l'INSEE et au Trésor:

«1. hypothèque des taux allemands risque de peser sur les marchés plus longtemps que ce qui est generale-ment attendu. v

Ces sinistres pronostics, de nature à fortement déprimer les marchés. rejoignent ceux de la grande maison de courtage américaine Shearson Lehman, qui voit le rendement des OAT françaises passer de 8.45%

née et à 9.60 % à la tin de 1943. sous l'influence d'une Allemagne en pleine inflation et d'une saturation du marché des obligations à Franc fert.

Sur le MATIF, le cours de l'échéance mars est retombé de 108.60 à 108,20 environ, ce qui correspond à des rendements de 8.44 %-8,48 % pour les OAT à dix ans, à 0,6 point d'écart avec le Bund allemand à dix ans (7,87 %). Sur le marché obligataire, le climat est plutôt lourd, pour cause d'incer titudes et d'engorgement manifeste. Depuis le début de l'année, une avalanche d'émissions s'est abattue sur les préteurs, qui commencent à rendeler. Sans doute, pendant les mois de janvier et de l'évrier, selon les statistiques du Crédit lyonnais, près de 70 milliards de francs auraient été déverses par les émetteurs. 53 milliards de francs en coupons et 16.5 milliards de francs en remboursements, mais une bonne partie de ces capitaux est placée a court terme, à des taux plus élevés par des gestionnaires peu pressés d'investir.

C'est pourquoi les emprunts de la semaine sous revue n'ont pas reçu un accueil très enthousiaste, à com-mencer par l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT). Cette dernière, d'un mon-tant de 9,3 milliards de francs, a reçu un accueil beaucoup moins flambant qu'en janvier : le rende-ment de la tranche à trente ans (2023) s'est inscrit en hausse, à 8,45 % contre 8,35 % le mois précedent. Celui de la tranche à dix ans (7.5 milliards de francs) s'est légèrement détendu à 8,45 % contre 8.48 %. Comme la demande linale a été faible, pour les raisons évoquées précédemment, les banques se listes en valeurs du Trésor (SVT). dont le contrat est pratiquement de prendre ferme l'adjudication, ont avalé le « papier », plus 2 milliards de francs de soumissions non compétitives, et souffrent en silence, le temps de l'écouler.

Cet écoulement est lent, et même très lent, pour les deux autres émis-sions de la semaine. Le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) a levé 2 milliards de francs à neuf ans et 8.60 % nominal avec les garanties de l'Etat, sous la houlette de la Société générale. De son côté, la SOVAC a emprunté 800 millions de francs, avec une option pour monter à 1 milliard de francs à 9 % nominal et 9.22 % réel, sous l'égide du Crédit lyonnais.

FRANÇOIS RENARD

Un investissement de 100 millions de francs

Paris va rajeunir son logiciel de cotation

(SBF) a conclu, jeudi 6 fevrier, un accord avec les autorités de Wall Street, aux termes duquel la Bourse de Paris pourra utiliser le logiciel de transactions informatisées du New-York Stock Exchange comme base pour moderniser son système actuel de cotation assistée en continu (CAC) datant de 1986. Ce logiciel plus performant a entre autres particularités, celle de mieux s'adapter aux volumes actuellement échangés et devrait être complètement opérationnel d'ici deux ans.

La Société des Bourses françaises

M. Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises, a souligné, à cette occa-

sion, que « cet accord symbolisail une nouvelle association technique entre les places boursières, qui, mal-grè leur organisation différente. sont engagées sur les mêmes objectifs, consistant à offrir à tous les investisseurs un accès égal à l'information et aux marchès ».

Cet investissement de 100 millions de francs sera entièrement pris en charge pur la SBF et payé en deux fois en 1992 et 1993. Le coût de cette modernisation ne sera pas répercuté sur les cotisations des sociétés de Bourse, dont la SBF rappelle qu'elles continuent à bais-

Restructuration sans précédent au secrétariat général

M. Boutros-Ghali allège la bureaucratie des Nations unies

NEW-YORK (Nations unles) correspondance

M. Boutros-Ghali a tenu parole. A peine six semaines après avoir pris ses fonctions, le secrétaire général des Nations unies a accompli des reformes structurelles majeures à l'ONU. Quatorze postes de rang élevé et douze déportements ont été éliminés au sein du secrétariat.

L'actuel numéro deux de l'ONU, un Français, M. Antoine Blanca, directeur général au développement directeur général au developpement et à la coopération économique, est nommé directeur général du Palais des Nations à Genève. M. Blanca — la personnalité française la plus haut placée dans l'organisation internatio-nale — sera aussi directeur du Centre des droits de l'homme, également basé à Genève. M. Giorgio Giaco-melli (Italie) devient directeur général du bureau des Nations unies à Vienne. Il reste directeur exécutif du bureau de l'ONU en charge de la lutte contre la drogue.

M. Vladimir Petrovski (Russie), ancien ministre adjoint des affaires étrangères soviétique, et M. James aux affaires politiques. Ces deux départements sont créés pour des misons géographiques. Les deux hommes seront assistés par M. Gian-domenico Picco (Italie) et M. Sotirios Mousouris (Grèce). Le Britannique Marrack Goulding demeure responsable des opérations de maintien de la paix. M. Boutros-Ghali a choisi un Aime, ancien conseiller de M. Perez

de Cuellar pour le Proche-Orient, comme chef de son cabinet.
M. Alvaro de Sotto (Pérou), repré-sentant spécial du secrétaire général
pour le Salvador, restera dans le

Mer Thérèse Paquet-Sévigné (Canada) a perdu son poste de direc-trice du département de l'informa-tion de l'ONU. Elle est remplacée par le Polonais Eugeniusz Wyzner, chargé de centraliser les affaires éco-nomiques. Dans ce domaine, M. Boutros-Ghali a fusionné cinq

Nominations internes

Le département du développe économique sera dirigé par M. Ji Chaozhu (Chine). Certains diplomates estiment que le politique sem-ble desormais l'emporter sur l'écono-mique et que l'ONU a l'intention de «déléguer» les affaires économiques à la Banque mondiale. En fait, M. Boutros-Ghali s'intéresse de près au dialogue Nord-Sud, et s'il a éliminé plusieurs départements à vocamine pusieurs departements a vocation économique, c'est purce qu'il
souhaite concentrer les efforts de
l'ONU sur les pays en voie de développement. M. Frauçois Giuliani et
Mª Nadia Younes garderont leurs
fonctions de porte- paroles du secrétaire général.

Deux nominations-clès deivent encore être annoncées : un soussecrétaire général auprès de l'admi-nistration et de la gestion, et un coor-donnateur pour les affaires humanichances d'être choisi pour le premier poste. On mentionne les noms de M. Herbert Okun, l'ancien représentant adjoint de la mission américaine, et de M. Joseph Roed, l'ancien chef du protocole de la Maison

On parle toujours du prince Sad-drudin Aga Khan et de M. Jan Elias-son, l'ambassadeur de Suède à ronu, pour le poste de coordon-nateur des affaires humanitaires. Les diplomates font savoir que M. Ber-nard Kouchner n'est plus candidat

Une telle restructuration est sans précédent; elle était prévisible depuis plus d'un an. Plusieurs pays, y com-pris les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, insistaient pour alléger la bureaucratie de l'ONU et réduire le nombre d'interlocuteurs du secrétaire

Les diplomates se disent « satisfaits » de ces changements. Selon une personnalité occidentale, «une meil-leure structure de commandement a été ainsi créée». D'autres se félicitent que les nominations de M. Boutros-Ghali soient entièrement internes. Aucun poste n'est occupé par une personnalité extérieure au système de Postulario de la section de la système de la companya d'une très grande indépendance dans ses choix, guidés par la reconnaissance des seuls mérites. Toutes ces nominations sont, dans un premier temps, avalisées pour un

AFSANÉ BASSIR POUR

PAKISTAN

Un officiel reconnaît la «capacité nucléaire» du pays

Le secrétaire général adjoint des affaires étrangères pakistanais, M. Shaharyar Khan, a admis, dans un entretien publié vendredi 7 février par le quoti-dien américain The Washington Post, que son pays avait « la capacité» de fabriquer au moins « un engin » atomique. Bien que ce fait fût tenu pour assuré par tous les services secrets étrangers Islamabad avait toujours maintenu l'ambiguîté. Le coup d'accélérateur donné par le Pakistan, au tournant des années 80 et 90, à son programme d'enrichissement d'uranium avait justifié, en octobre 1990. l'interruption de l'essentiel de l'aide économique des États-Unis à ce pays et un gel de leur coopération militaire.

L'admission de la réalité par Islamabad survient alors que Washington s'efforce de rapprocher les points de vue de cette capitale avec le «frère ennemi» du sous-continent, l'Inde. Delhi a fait exploser un engin atomique en 1974, mais a toujours refusé de signer le traité de non-prolifération. Le Pakistan a proposé, le 6 juin, une conférence associant outre les deux protagonistes. Washington, Moscou et Pékin, en vue de discuter d'une dénucléari sation du Sud de l'Asie.

Le Pakistan est ainsi - si l'on excepte la nouvelle République ex-soviétique du Khazakstan - le premier pays musulman à possé-der une capacité atomique.

Rapprochement entre le maire de Marseille et le président du conseil général

MARSEILLE

de notre correspondent M. Lucien Weygand, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, et M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, ont voulu don-ner une certaine solennité à l'éta-blissement d'un « partenariat » blissement d'un « partenariat » entre le département et la ville, dont its ont détaillé les modalités, vendredi 7 février, au cours d'une conférence de presse. On disait les deux hommes en froid depuis que le maire de Marseille avait publiquement reproché au président du conseil général de ne pas jouer son rôle envers « une ville qui donne plus qu'elle ne reçoit ». Leur initiative comme une sorte de réconcidérée comme une sorte de réconci-liation publique.

Les mesures d'application immé-diates concernent la réalisation de grands équipements structuraux

d'intérêt départemental, des actions de solidarité envers les populations fragilisées (personnes agées et bénéficiaires du RMI, handicapés), le renforcement des moyens techniques du bataillon des marins-pompiers et l'amélioration de la qualité des transports publics. Sont également prévues la création d'un syndicat mixte de gestion de l'Opéra de Marseille, dans laquelle la ville sera majoritaire, et la mise en œuvre d'un traitement des déchets ménagers à l'échelon du département. Ce dernier s'engage en outre à participer financièrement au capital de l'agence fon-cière de Marseille-Métropole. Dans la corbeille, le conseil général met 88 millions de francs en investissements et 45,2 millions de francs en crédits de fonctionnement.

JEAN CONTRUCCI

A Nice

Le PS et l'UDF contestent le principe d'une élection cantonale partielle

Le tribunal administratif de Nice Jacques Martin. Pourvu en 1985, a rejeté, jeudi 6 février, les ce canton appartient à la série qui demandes de sursis à exécution et d'annulation d'une cantonale partielle dans le quatorzième canton de cette ville. Le premier tour est prévu pour le 16 février. La convocation des électeurs fait suite au décès, le 3 décembre 1991, du conseiller général (médeciniste)

sera renouvelée en mars, soit un mois après l'élection partielle. Les recours avaient été déposés par M. Jean-François Knecht, conseil-ler municipal (PS) de Nice, et par la fédération UDF des Alpes-Maritimes. Me Didier Linotte, avocat de l'UDF, s'appuyait sur la loi du 11 décembre 1990, disposant qu'ell n'est procèdé à aucune élec-tion partielle dans les six mois pré-cèdant le renouvellement des conseils généraux».

Au-delà des considérations juridiques, M. Linotte estime que « cette élection n'est pas une cantonale partielle comme une autre». A un mois des élèctions régionales et cantonales et dans une ville qui fait la part belle à l'extrême droite, elle est, selon lui, e susceptible de retentir sur les élections générales et de les perturber». Cette situation n'a pas échappé à M. Jacques Peyrat, candidat du Front national. qui indique dans National-Hebdo (daté 6-12 février) : « Cette élection, malgré un jeu faussé au départ, sera considérée comme un la classe politique. » M. Peyrat, qui est également candidat en deuxième position sur la liste de M. Le Pen aux régionales, est d'autant plus porté à faire cette remarque que l'opposition parlementaire a l'intention de présenter deux candidats, ce qui devrait faciliter la

- 5

4 NA

A Part

1

99.40

1

Au mois de janvier

Nouvelle dégradation de l'emploi aux Etats-Unis

Si le taux de chômage est resté stable en janvier. l'économie américaine a portant mal commence l'année puisque beaucoup d'emplois ont été perdus; ce qui signifie que l'on n'est pas encore sorti de la

Selon les chiffres publiés vendredi 7 février par le département du travail, le chômage a touché 7,1 % de la population active le mois dernier, niveau inchange par tion de chômeurs avait nettement progressé, pour atteindre son niveau le plus élevé depuis juin 1986. Le nombre des chômeurs a augmenté de 38 000 en janvier. Il

s'élève au total à 8,9 millions de personnes, chiffre jamais atteint depuis huit ans. Deux millions et demi d'Américains sont venus rejoindre les rangs des chômeurs depuis le début de la récession, qu'on date officiellement de juillet

La stabilité du taux de chômage le mois dernier cache ainsi une nouvelle dégradation de l'emploi puisque l'économie américaine a avec les suppres postes de travail après une brève stabilisation en décembre. Les Etats-Unis ont ainsi perdu 91 000 emplois, après un gain insignifiant le mois précédent (+ 3 000).

La grève à Radio France est reconduite pour 24 heures

A l'unanimité moins une voix, l'assemblée générale des journalistes de Radio France a reconduit pour la journée de samedi 8 février la grève lancée la veille à l'appel du Syndicat national des journalistes (SNJ), avec le soutien de la Société des journalistes et de la CGT. Le SNJ et la CGT demandent « des négociations salariales sérieuses et l'assurance de 2,8 % d'augmentation des salaires en

Les grévistes de France Inter ont protesté contre le fait que la pré-sentation des journaux ait été assurée, vendredi 7 février, par le directeur de l'information de Radio France, Yvan Levaī, le directeur de la rédaction de France Inter, Claude Guillaumin, et son adjoint, Jean-Luc Hees, « pour masquer l'ampleur du mouvement ». Ils ont d'ailleurs empeché Claude Guillaumin et Yvan Levai de réaliser leurs journaux, vendredi

Reconnaissance de la qualité

de l'agence française

Accord «historique»

entre l'Agence France-Presse

et le « Daily Telegraph »

LONDRES

de notre correspondant

Londres a signé, vendredi 7 février

un accord avec le journal The

Daily Telegraph, principal tirage des «journaux de qualité» britan-niques (1,1 million d'exemplaires). Celui-ci – fait sans précédent dans les annales de Fleet Street, l'ancien

renoncé au service mondial de

'agence Reuter au profit de celui

de l'AFP. Ce choix est dû à l'aug-

mentation importante du coût de

l'abonnement de Reuter mais aussi

à la reconnaissance de la qualité du

D'autre part, AFX - service

d'informations économiques en langue anglaise lancé il y a un an.

et filiale à 50/50 de l'AFP et d'Ex-

tel-Financial - a également rem-placé Reuter-Financial, selon un

réseau international de l'AFP.

L'Agence France-Presse (AFP) à

La reprise de La Cinq

Pour le PDG de TF1, le plan Berlusconi est une «opération amorale»

TF I, a estimé vendredi 7 février sur France inter que le plan de reprise de La Cinq proposé par M. Silvio Berlusconi était une « opération amorale ». L'homme d'affaires italien, actionnaire à 25 % de La Cinq depuis sa création en 1986, fournit aussi des programmes à la chaîne, a fait remarquer M. Le Lay, qui a précisé: « En cinq ans, M. Berlusconi a fourni 14 000 heures de programmes pour l'équivalent de 2,5 à 3 milliards de francs. Or son catalo-que ne vaut pas plus de 300, 400 ou 500 millions de francs maximum. Cela veut dire qu'il a fait 2 milliards de profits sur La Cinq. »

Parlant du passif « gigantesque » de 3,6 milliards de francs, M. Le Lay a critiqué M. Berlusconi, « qui,

M. Patrick Le Lay, PDG de dans une des deux options offertes aux créanciers, propose de les rembourser, mais en vingt-cinq ans (...); il propose de rembourser moins de 600 millions, c'est-à-dire qu'il étouffe 3 milliards de francs et. là, je dis que c'est une opération amorale», «Si nous sommes contre ce plan de reprise, c'est qu'il faut penser à l'avenir de l'audiovisuel. Depuis le départ, on sait qu'il y a PDG de TF 1. Le projet de chaîne d'information continue lancé par TF1. M6 et Canal Plus en'est pos un leurre » pour a brouiller les pistes », « ni un projet concurrent i celui de Berlusconi; il intervient plus tard dans le temps. Ce n'est que si le projet Berlusconi est refusé que l'on sera une offres, a encore déclaré M. Le Lay.

EN BREF

D Le conseil national du RPR approuve les listes pour les élections régionales. - Le conseil national du RPR, réuni vendredi 7 février à Paris, a approuvé la liste des candidats de ce parti appelés à figurer sur les listes d'union de l'opposition aux élections régionales. L'accord négocié au niveau national entre le RPR et l'UDF porte sur quarante-deux listes départemen-tales conduites par un RPR, quarante-deux par un UDF et cinq par un «divers droite». La commis sion d'investiture examinera ces prochains jours les cas où subsistent des difficultés, dans les régions ainsi que dans les départements de l'Orne, de la Sarthe, de la Mayenne et des Pyrénées-Orienta

D M. Jean-Marie Le Pen relance ses attaques contre les «assassias» dans l'affaire du sang contaminé. « M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, vendredi 7 février, lors d'une réunion publique à Avignon, que « les hommes politiques qui ont pris la responsabilité de faire distribuer des produits sanguins contaminès par le Sida sont des assassins». Evoquant la construction européenne, M. Le Pen a assuré que, «lorsqu'on aura fini de détruire les frontières, ce ne sont pas les tigres français qui se jetteront à la gorge des brebis juponaises, mais c'est bien le contraire qui se prépare ».

 Deux aus de prison pour un séropositif qui avait mordu un policier. - Le tribunal correctionnel de Mulhouse a condamné, jeudi 6 février, à deux ans de prison, dont 18 mois avec sursis. un homme séropositif, agé de trente et un ans, qui avait mordu un poli-

cier en 1989, en lui criant qu'il allait le contaminer avec le virus du sida (le Monde daté 30-31 juillet 1989). Le policier, qui, depuis, a quitté la région, n'est pas à ce jour séropositif.

D L'attaque d'un bus dans les Hauts-de-Seine : le parquet ouvre une information contre X. - Le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine) a ouvert, vendredi 7 février. une information pour violence avec arme contre X..., après l'attaque d'un bus de la ligne 272 reliant Défense à Sartrouville par des hommes armés et cagoulés. dimanche 2 février. Le juge Jean-Marie Caroly a été saisi du dossier. Trois hommes, dont un photographe amateur auteur de deux photos parues dans le quotidien le Parisien, avaient été interpellés et remis en liberté par le service départemental de police judiciaire (SDPJ) de Nanterre (le Monde du

3 fevrier). I AFGHANISTAN : attental contre un ancien premier ministre. -M. Sultua Ali Keshtmand, premier ministre afghan durant la période de l'invasion soviétique, a été sé lors d'un attentat, vendredi 7 février, alors qu'il participait à la prière dans une mosquée de Kaboul. Ses jours ne sont par en danger. L'un des fondateurs du Parti communiste afghan (PDPA), M. Keshtmand, avait été écarté par la tendance Khalq de MM. Taraki d Amin, avant de revenir en force, dans les fourgons de l'armée rouge, avec ses amis de la faction adverse,

DJIBOUTI : la version du mus-frage de l'équipe de Médecius du monde mise en doute. — Dix-neuf

jours après la disparition de l'équipe de Médecins du monde entre Djibouti et le port somalien de Mait, la version du naufrage, fournie par l'un de ses membres, M. Dominique Guillemard, réap paru au Yémen (le Monde du 8 ianvier), est mise en doute à Diibouti. L'armateur du bateau et des sources militaires avancent l'idée d'un détournement de l'embarcation et de son chargement (140 tonnes d'aide humanitaire) au profit de l'opposition armée des Afars, l'équipe ayant été « prise en charge » par le Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). - (APP.)

tâche à l'extrême droite.

a MAROC : la risite de M. Dunnes a été reportée. - En rainon de la session extraordinaire du Parlement français sur l'affaire Habache, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a reporté la visite de travail qu'il devait effectuer au Maroc les 10 et 11 février (le Monde du 6 février), a annoncé vendrodi le Quai d'Or-



DATES

Il y a trente ens, mourir à « Cha-

ÉTRANGER

La fin de la visite de M. Eltsine à

Paris Les Palestiniens redoutent un compromis israélo-américaln reconnaissant les implantations juives

déjà réalisées Philippines : le pluralisme en crise . 5 Loin des capitales : « Huá, le souvenir des grands bâtisseurs », par Jean-Claude Pomonti 5 Etats-Unis : M. Bush veut réformer

le système de santé sans le boule Venezuela : une partie de l'armée soutient les Insurgés

POLITIQUE

La déclaration du premier ministre et le débat à l'Assemblée nationale

Livres politiques : « L'état du droit dans l'Etat de droit », per André Laurens Le Front national vingt ans après (VI) : retour à Toulouse, chez

« ceux de Revnerie »

SOCIÉTÉ

Le procès de Luc Tangorre devant la cour d'assises du Gard 9 L'Algérie presse le recteur de la Mosquée de Paris de conserver ses fonctions politiques à Alger . 9 Le congrès annuel de l'Association américaine pour le progrès de la science à Chicago .. Me Dufoix confirme sa démission de la présidence de la Croix-

HEURES LOCALES

Les conseillers financiers s'intéres sent aux communes e La décentralisation de services publics Valence refuse des esucettes » Sarcelles espère des emplois régions : Picardie : l'appel des

<u>agulata</u>a

Roberto Zucco » : une tragédie Danse: Keeramaeker sous

Roch Volsine à Bercy

ÉCONOMIE

La bataille autour de Perrier vue par IBM envisage de ravendra son site L'automobile en crise en Grande-Bretagne et en Allemagne 19 FIAT vend son train Pendolino à la Revue des valeurs

Crédits, changes, grands mar-

Services

Carnet Mots croisés.

Le numéro de « Monde » daté 8 février 1992

a été tiré à 508 553 exemplaires

accord conclu avec la direction du Daily Telegraph.

10 DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT 18 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

Le Monde L'ÉCONOMIE